

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
FEVRIER 2017
N°168

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE
RAA FEVRIER 2017

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS *(Conseil du 22 février 2017)* **3**

PARTIE 2 : DECISIONS *(Conseil du 22 février 2017)* **247**

PARTIE 3 : ARRETES **427**

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

HORS COMMISSION.....	9
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	27
CULTURE.....	32
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT.....	44
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT.....	73
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE.....	105
FINANCES.....	111
LOGEMENT.....	153
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	191
RESSOURCES HUMAINES.....	207
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	215
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES.....	222
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	225
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	241

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	HORS COMMISSION	PAGES
14454	Accord-cadre Toulouse Métropole - Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan et Perspectives	10
14456	Rapport annuel 2016 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes - Approbation	14
14515	Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Organisation de la 3ème édition 2017 - Affectation de subventions - Convention d'attribution - Approbation	17
14516	Opération Campus - Conseil Stratégique - Désignation d'un membre	20
14517	Organismes extérieurs - Conseils de l'École Doctorale 58 et 60 - Université Paul Valéry de Montpellier - Désignation	22
14518	Commissions du Conseil de Métropole - Composition - Approbation	25
N°DÉLIB	ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	PAGES
14494	Dissolution du Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'agglomération de Montpellier (GIP DSUA) - Approbation de la convention de transfert des archives du GIP - Autorisation de signature	28
14495	Distributeurs de boissons chaudes et denrées alimentaires - Convention d'occupation du domaine public - Autorisation de signature	30
N°DÉLIB	CULTURE	PAGES
14499	Musée Fabre - Mécénat pour les dix ans de reouverture du musée Fabre - Convention de mécénat avec l'entreprise Evea - Autorisation de signature	33
14500	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Recrutement d'intervenants ponctuels au sein du CRR - Prise en charge des frais de déplacement - Approbation	35
14501	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Prise en charge des frais liés à la venue de Monsieur Edgar MORIN, éminente personnalité, philosophe et sociologue, pour le congrès de Conservatoires de France - Approbation	39
14502	Médiathèques - Adhésion à des associations professionnelles - Autorisation	41
N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
14471	Développement économique - Zone d'aménagement concerté CANNABE - Commune de Courdonterral - Lancement de la procédure de désignation d'un aménageur dans le cadre d'une concession d'aménagement - Constitution d'une commission d'examen des propositions - Élection - Fixation des modalités de dépôt de liste	45
14472	MIPIM 2017 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature	49
14473	Convention de programmation et de suivi des déploiements de fibre optique jusqu'à l'abonné - Autorisation de signature	51
14474	Lancement d'une démarche Small Business Act - Partenariat UGAP - Autorisation de signature	54
14475	Convention cadre de partenariat 2017-2019 pour la promotion et le développement de l'artisanat d'art entre la ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Atelier Art de France - Approbation - Autorisation de signature	57

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
14476	Co-financement des projets de maturation de la SATT AxLR - Attribution de subvention	60
14477	Convention type d'accompagnement des lauréats du French Tech Ticket - Autorisation de signature	63
14478	Organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Chengdu (Chine) du 20 au 30 mars 2017 - Participation à la foire des vins et spiritueux - Financement de la mission - Approbation	65
14479	Participation au salon professionnel du tourisme ITB Berlin - Autorisation de participation et de déplacement	68
14483	Projet de renouvellement urbain de la Mosson - Etude commerciale - Convention de co-financement Montpellier Méditerranée Métropole/Caisse des Dépôts et Consignations/Établissement Public national d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisans - Autorisation de signature	70
N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
14455	Présentation du rapport préalable au budget, sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole, en matière de développement durable - Approbation	74
14464	Révision du Schéma de Cohérence Territoriale - Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables	79
14465	Politique foncière en faveur du logement social - Convention avec l'État, l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon et la commune de Lattes - Autorisation de signature	85
14466	Commune de Saint Jean de Védas - Projet Urbain Partenarial « Sigaliès » - Approbation du périmètre et de la convention de PUP avec la société TERRES DU SOLEIL approbation de la convention de reversement au Syndicat du Bas Languedoc - Autorisation de signature	88
14467	Extension du périmètre d'intervention de l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon - Projet de décret - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	92
14468	Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Lattes - Instauration d'un périmètre de PUP RD 58 Ex APAVE et Jardin de Léonie - Convention avec GGL AMENAGEMENT - Convention de reversement avec la commune de Lattes - Approbation - Autorisation de signature	95
14469	Cotisation 2017 à l'Association Architecture et Maître d'Ouvrages Languedoc-Roussillon (AMO LR) - Approbation	100
14470	Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée de l'Hérault - Adoption du projet sur le territoire métropolitain - Inscription des chemins ruraux compris dans cet itinéraire - Validation du tracé du GR 653	102
N°DÉLIB	ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	PAGES
14493	Convention d'accord-cadre de partenariat Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS - Autorisation de signature	106

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	FINANCES	PAGES
14457	Budget Primitif 2017 - Adoption	112
14458	Affectation des subventions - Adoption	128
14459	Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption	139
14460	Constitution de provisions pour risques et charges - Autorisation	148
14461	Organismes extérieurs - Association Finances Gestion Evaluation (AFIGESE), Assemblée des Communautés de France (AdCF), Association France Urbaine - Cotisations 2017 - Approbation	150

N°DELIB	LOGEMENT	PAGES
14480	Construction de 192 logements sociaux à Baillargues, Prades-le-Lez et Vendargues - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature	154
14481	Construction de 47 logements sociaux - ZAC Coste Rousse lot 1 - Prades-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	157
14482	Construction de 61 logements sociaux - Résidence « Mas de Roue » rue du Mas de Roue à Baillargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	160
14484	Construction de 38 logements sociaux - ZAC du Castelet lot B1 à Clapiers - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	163
14485	Construction de 15 logements sociaux - Résidence « Castella », rue Jean Vilar à Baillargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	166
14486	Construction de 69 logements sociaux - Résidence « Le Petit Paradis », lotissement « Domaine du Petit Paradis » lot 2 à Vendargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	169
14487	Construction de 20 logements sociaux - Allée des Meulières à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS - Convention - Autorisation de signature	172
14488	Construction de 23 logements sociaux - Résidence « Les terrasses de la Maison Blanche », 1 796 Avenue de la Pompignane à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	175
14489	Construction de 58 logements sociaux - Résidence « Le Forum », avenue Montpelliéret et rue de Lantissargues, quartier Maurin à Lattes - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	178
14490	Construction de 7 logements sociaux - « La Volterra » Tranche 2 - Impasse des Roselières à Lattes - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	181
14491	Construction de 8 logements sociaux - Résidence « Le Carré du Roi », 22 bis rue du Carré du Roi à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	184

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DELIB	LOGEMENT	PAGES
14492	Opération « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire 2013-2018 » - Attribution de subventions pour la réhabilitation de quatre-vingt-quatorze logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	188
N°DELIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
14504	Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson - Convention financière avec Autoroutes du Sud de la France - Avenant n° 1 - Autorisation de signature	192
14505	Aménagement de protection contre les inondations sur le bassin versant de la Mosson - Protocole transactionnel pour le confortement des berges au droit du Domaine de Caunelles sur la Commune de Juvignac - Autorisation de signature	195
14506	Commune de Pérols - Étude préalable à la réduction de la vulnérabilité du patrimoine bâti soumis au risque d'inondation par ruissellement pluvial - Convention avec le SYBLE - Autorisation de signature	198
14507	Projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) sur la commune de Beaulieu - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	201
14508	Projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) sur la commune de Montaud - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	204
N°DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
14496	Convention avec le SDIS de l'Hérault relative à la disponibilité des Sapeurs-Pompiers Volontaires pendant leur temps de travail	208
14497	Protocole transactionnel avec un agent retraité - Autorisation de signature	211
14498	Modification du tableau des emplois et des effectifs	213
N°DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14462	Gouvernance - Création de l'Observatoire Montpellier Métropole de l'Eau (OMME) - Approbation	216
14463	Extension de la station d'épuration Maera - Convention relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive - Autorisation de signature	219
N°DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
14503	Réseau des piscines - Opération "La Nuit de l'Eau" - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité Français pour l'UNICEF - Autorisation de signature	223
N°DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14509	Exploitation des services de transports - Choix du prochain mode de gestion - Approbation	226
14510	Convention relative à l'installation et au raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations - Autorisation de signature	234
14511	Parking Europa - Avenant n°5 à la convention de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Europa - Autorisation de signature	236

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N°DÉLIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14512	Infrastructure de recharge pour véhicules électriques - Approbation de la tarification et de la convention de mandat avec Bouygues Énergie & Services, titulaire du marché passé avec le groupement Révéo - Autorisation de signature	238
N°DÉLIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
14513	Opération CAMPUS - Création d'ouvrages de rétention et noues d'infiltration des eaux pluviales - Convention d'aide financière à conclure avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse - Autorisation de signature	242
14514	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat à Montpellier - Avenant à la convention de travaux du 17 janvier 2012 conclue avec MME BONNAVENC - Autorisation de signature	245

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – ACCORD-CADRE TOULOUSE MÉTROPOLE - MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - BILAN ET PERSPECTIVES

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dès l'été 2014, les Maires des deux capitales régionales et Présidents respectifs de la Communauté Urbaine de Toulouse et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont décidé d'initier une démarche de dialogue et de concertation, dans la perspective de la création effective des métropoles au 1^{er} janvier 2015 et de la future grande région issue de la fusion de « Midi-Pyrénées » et « Languedoc-Roussillon ».

Celle-ci a abouti à l'adoption d'un accord-cadre de coopération par les deux assemblées délibérantes, signé le 30 janvier 2016 et qui a pour objet :

- de favoriser un développement concerté et équilibré du territoire de la grande Région Occitanie qui s'appuie sur le dynamisme des deux principales aires urbaines et foyers de développement économique,
- de développer entre les deux métropoles et la nouvelle région un partenariat constructif notamment concernant les schémas de planification régionaux, la participation aux instances de concertation et de coordination régionales, l'attractivité à l'international y compris avec les organismes d'Etat, la politique européenne de cohésion sociale, la mise en œuvre du Contrat de Plan Etat-Région,
- de mettre en œuvre une coopération concrète entre les deux métropoles notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, de coopération internationale, de transports et mobilités, de culture, de politique agricole et alimentaire,
- d'instituer un dialogue permanent entre les deux métropoles.

En application des dispositions de cet accord, un rapport annuel présentant le bilan des actions menées et celles en perspectives, doit être présenté à l'assemblée délibérante.

Cette année inaugurale a permis d'installer les mécanismes de dialogue et de coopération entre les deux métropoles.

Les réunions de travail entre les deux vice-présidents, chargés d'animer et de développer cet accord et les équipes de direction ont contribué à la mise en œuvre des modalités de gouvernance politique et technique et la définition des principaux axes de partenariat et de coopération.

Des réunions professionnelles ont été organisées pour confronter les expériences et partager les expertises aux bénéfices des deux administrations intercommunales. Par effet d'entraînement elles ont favorisé le dialogue entre les deux conseils de développement qui mènent des travaux de réflexions et de prospectives communs, les deux CCI (création d'un club d'entreprises « Pyrénées-Méditerranée ») et les deux Offices du Tourisme métropolitains.

Animés par une volonté commune de rationaliser et de renforcer leurs actions d'attractivité à l'international et au niveau national, ils ont organisé des stands communs ou jumelés sur plusieurs salons dédiés aux professionnels du tourisme et au grand public, d'envergure internationale.

C'est dans cet esprit que des stands jumelés ont été installés et animés par les opérateurs économiques des métropoles toulousaines et montpelliéraines, sur le grand salon de l'immobilier international du MIPIM, qui se déroule chaque année en mars.

Les équipes des deux métropoles se sont aussi coordonnées pour établir un socle commun dans les volets métropolitains du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation. Cette volonté d'échanges et de concertation a présidé au suivi des travaux de la Conférence de l'Action Publique de la région Occitanie et des autres schémas directeurs régionaux tels que le Schéma Régional d'Enseignement Supérieur et d'Innovation.

Alors que la culture commune de partenariat est désormais mise en place, les deux exécutifs souhaitent que celle-ci se traduise à compter de l'année 2017 par la poursuite et l'approfondissement des échanges et des coordinations mais aussi par la réalisation d'actions concrètes et lisibles pour les professionnels et la population.

Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole vont poursuivre leur travail concerté avec la région Occitanie, notamment concernant les schémas en cours de finalisation, les consultations qui seront mis en œuvre au titre du Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Aménagement du Territoire (SRADDET) et dans le cadre des travaux de la CTAP. Des démarches communes seront aussi entreprises pour renforcer le cadencement de la desserte ferroviaire Toulouse-Montpellier.

Au cours de l'année à venir, les deux métropoles s'attacheront à accompagner et développer les nombreux partenariats qui sont actuellement initiés entre les équipes de recherches des deux aires urbaines dans le domaine de la santé, et qui contribueront à renforcer la tradition séculaire d'excellence médicale de ces deux vieilles villes universitaires. Elles souhaitent lancer des appels à projets communs au titre de l'innovation urbaine afin de stimuler et renforcer les écosystèmes en place notamment dans les domaines de l'énergie, de la prévention des risques, de la prise en compte du vieillissement de la population, de la gestion des déplacements.

Dans une dynamique de rationalisation des actions d'attractivité développées au niveau national et international elles poursuivront et accentueront la mise en place de stands communs et jumelés notamment au sein des salons, foires internationale, congrès organisés dans les pays émergents et la Chine, le cas échéant avec la Région Occitanie et les organismes d'Etat (Atout France et Business France).

Les deux offices du tourisme métropolitains poursuivront leur travail en commun concernant la rationalisation de leurs actions d'attractivité nationale et internationale, ils essaieront de favoriser la complémentarité de leurs calendriers en matière d'organisation de congrès et de tourisme d'affaires et renforceront leur positionnement et leur rôle au sein des instances régionales du tourisme. Ils développeront des offres et produits touristiques concernant le patrimoine historique commun des deux métropoles (chemin de Saint Jacques de Compostelle, jardins botaniques...).

Afin de favoriser une découverte et une appropriation mutuelle de leurs territoires et de donner une réelle lisibilité au présent accord-cadre, des packs séjours (avec réductions et offres combinées) seront établis à destination des habitants des deux aires urbaines. Ils pourront être créés pour des événements culturels ou sportifs d'envergure internationale ou nationale organisés sur le territoire de Toulouse Métropole ou de Montpellier Méditerranée Métropole. Durant l'année à venir, des campagnes de communication croisées bénéficiant de la mise à disposition gratuite d'une partie du mobilier urbain métropolitain et mettant en valeur le partenariat Toulouse-Montpellier seront mis en œuvre pour la promotion réciproque de manifestations sportives ou d'expositions.

En matière d'action culturelle, les deux métropoles souhaitent une mise en réseau progressive des deux conservatoires régionaux et le développement d'échanges logistiques et de coproductions entre les deux opéras. Dans le cadre de la création de la cité européenne du cirque de Toulouse, des échanges et des parcours pédagogiques coordonnés pourraient être mis en place avec l'école du cirque de Montpellier et l'université de Montpellier.

La création d'une structure fédérant les acteurs des musiques actuelles sur les territoires des deux métropoles pour mutualiser des moyens et mettre en place des actions et manifestations sera mise à l'étude. Chaque année une journée de réflexion thématique relative à la culture et au développement du territoire, associant les principaux acteurs culturels et économiques sera organisée en alternance par Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan 2016 de l'accord-cadre Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole et des perspectives pour 2017,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Délibération n° 14454

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017
Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1138940-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – RAPPORT ANNUEL 2016 SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015, un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes est présenté au Conseil de Métropole.

Ce rapport fait état de l'égalité entre femmes et hommes en mettant en avant, dans un premier temps, cette question à l'échelle du territoire, et en particulier pour l'année 2016, sous l'angle du contrat de ville. Dans un deuxième temps, un focus sur la politique des ressources humaines de la Métropole en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, est détaillé.

La Métropole exerce depuis janvier 2015 la compétence politique de la ville. Douze quartiers prioritaires ont ainsi été définis sur le territoire montpellierain.

L'égalité femmes-hommes constitue l'une des quatre priorités transversales avec la jeunesse, la lutte contre les discriminations, et la lutte contre toutes les formes de replis communautaires. Des actions positives peuvent ainsi être mises en exergue, comme par exemple, dans le cadre du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem) signé le 4 novembre 2016 : l'accompagnement et le soutien d'actions spécifiques en faveur des femmes des quartiers en complément du travail de promotion de l'égalité est l'un des deux axes retenus du Podem. La question du développement économique, en tant que vecteur d'égalité est appréhendée, sous l'angle des femmes et de l'emploi, apportant un éclairage complémentaire.

Des perspectives déjà très concrètes décrivent les prochaines étapes en cours vers plus d'égalité, la Métropole soutenant des actions de terrains menées par des associations et permettant d'élargir l'éventail de choix de carrière pour les femmes, par exemple via un développement de nouveaux supports de chantiers d'insertion ou un élargissement des clauses sociales sur les marchés publics.

En seconde partie, le rapport établit un descriptif en matière de ressources humaines. En sa qualité d'employeur la Métropole opère progressivement une politique visant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Celle-ci porte en premier lieu, sur les conditions générales d'emploi, le recrutement, les effectifs, la formation. Pour qualifier la situation hommes-femmes, des indicateurs extraits du diagnostic territorial, qui concernent le temps de travail et la promotion professionnelle, illustrent les actuels progrès. Afin de compléter le champ de l'observation, les évolutions de carrières, conditions de travail et rémunérations, ainsi que l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle sont analysés. Ce rapport a été présenté au Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole lors de sa séance du 21 février 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport 2016 sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière d'égalité femmes hommes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139229-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**HORS COMMISSION – TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE - ORGANISATION DE LA 3ÈME ÉDITION 2017 - AFFECTATION DE
SUBVENTIONS - CONVENTION D'ATTRIBUTION - APPROBATION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive Montpellier Méditerranée Métropole soutient les sports traditionnels tels que le tambourin, les joutes ou encore la course camarguaise.

A ce titre, depuis 7 ans, Montpellier Méditerranée Métropole soutient la Fête du Taureau, organisée en juin à Baillargues.

Pour faire que la course camarguaise reste un sport attractif, spectaculaire et accessible, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place en 2015, en partenariat avec la Fédération française de course camarguaise, le « Trophée Taurin » de Montpellier Méditerranée Métropole .

Ce Trophée au départ composé de 9 courses dans 9 communes de la Métropole a rencontré un franc succès auprès des publics.

Il est proposé cette année de renouveler la manifestation et d'ajouter deux nouvelles courses inscrites au Trophée des As. Ces courses s'inscriront dans le trophée taurin de Montpellier Méditerranée Métropole et contribueront à le faire rayonner au delà des frontières de la Métropole.

La compétition aura lieu dans les arènes de 11 villages de tradition et de culture taurine : Saint Geniès des Mourgues, Castries, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, le Crès, Lattes, Saint Georges d'Orques et Vendargues, Mauguio et Lansargues.

Les courses s'inscrivent dans le calendrier annuel des championnats de l'Avenir et des As de la Fédération française de courses camarguaises et doivent respecter le règlement et les modalités d'organisation des courses définies dans le cahier des charges du Trophée.

Par délibération le Conseil de Métropole a voté l'attribution des subventions aux associations sportives dans le cadre du budget primitif 2017. Pour le Trophée Taurin, un montant de 70 000 € est affecté. Ce montant comprend d'une part les subventions de fonctionnement attribuées aux 11 clubs taurins et d'autre part les prix attribués aux vainqueurs du Trophée Taurins : raseteurs, manadiers, clubs.

La course camarguaise très implantée sur le territoire de la Métropole rayonne également au-delà de ses frontières. Les spectateurs, les sportifs, les manadiers assistent et participent également aux manifestations de course camarguaise sur les communes limitrophes à la Métropole.

C'est dans cet esprit que le Trophée Taurin et la Métropole justifie d'un lien particulier avec les communes de Lansargues et Mauguio.

Dans ce cadre, et compte tenu de l'intérêt métropolitain de cette manifestation, il est proposé d'affecter aux clubs et associations suivants une subvention de fonctionnement de 5 000 € par course :

- « Le Sangliers » à Baillargues,
- « La Muleta » à Vendargues,
- « Lou Razet » à Pérols,

Délibération n° 14515

- « Le Trident » à Saint Geniès des Mourgues,
- « Le Trident » à Castries,
- « Le Trident » à Saint Georges d'Orques,
- Section Taurine « Paul Ricard » à Villeneuve les Maguelone,
- « Lou Méjean Labomace » à Lattes,
- « Joujou » à Le Crès,
- « Club taurin Frédéric Durand » à Lansargues,
- « L'Union Taurine Melgorienne » à Mauguio

Des conventions d'attribution seront formalisées avec chacun de ses clubs pour déterminer les modalités d'organisation des courses ainsi que les conditions d'attribution de cette aide.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement et les modalités d'organisation de l'édition 2017 du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver l'affectation des subventions aux clubs et associations susvisés pour l'organisation des courses du Trophée,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139232-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**HORS COMMISSION – OPÉRATION CAMPUS - CONSEIL STRATÉGIQUE -
DÉSIGNATION D'UN MEMBRE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conseil d'administration de COMUE (Communauté d'Université et Etablissements) Languedoc Roussillon Universités, dans sa séance du 25 janvier 2017 a créé un Conseil Stratégique de l'Opération Campus composé notamment d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est proposé à l'Assemblée de procéder à la désignation de ce représentant.

La candidature de Monsieur SAUREL est proposée comme représentant. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est par ailleurs proposé, au regard de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, de ne pas procéder à cette désignation au bulletin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à mains levées ;
- procéder à la désignation de Monsieur Philippe SAUREL, comme représentant de la Métropole au sein de Conseil Stratégique et l'autoriser à exercer toutes fonctions dévolues dans le cadre de cette représentation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139152-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - CONSEILS DE L'ÉCOLE DOCTORALE 58 ET 60 - UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY DE MONTPELLIER - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'Ecole Doctorale 58, Langues, Littératures, Cultures, Civilisations, portée par l'Université Paul-Valéry Montpellier, membre du Collège Doctoral Sud de France réunit onze équipes de recherche hébergeant 440 chercheurs et enseignants-chercheurs travaillant dans les domaines Sciences Humaines et Sociales et des Lettres, Langues et Arts. Elle permet à quelques 480 doctorants de préparer trente-sept spécialistes de doctorats, ce qui représente une grande diversité au regard des Ecoles Doctorales spécialisées dans des domaines comparables.

L'Ecole Doctorale 60 « Territoires, Temps, Sociétés et Développement » portée également par l'Université Paul-Valéry et membre du Collège Doctoral Sud de France Montpellier – Perpignan réunit quant à elle neuf équipes de recherche hébergeant quelques 350 chercheurs et enseignants-chercheurs travaillant dans les domaines des Sciences Humaines et Sociales. Elle permet à quelques 250 doctorants de préparer 18 spécialités de doctorats.

De par leur configuration, ces Ecoles Doctorales sont naturellement ouvertes à l'international, mais elles se préoccupent également de problématiques qui concernant Montpellier Méditerranée Métropole, notamment dans les domaines respectifs de l'histoire de l'art, l'histoire, la linguistique, la littérature des arts et du spectacle pour l'Ecole Doctorale 58 et de la géographie urbaine et des territoires, de l'écologie, de la santé, de la sociologie et de l'archéologie, pour l'Ecole Doctorale 60.

Ces deux Ecoles Doctorales conduisent leur action par l'intermédiaire d'un conseil, ouvert à des personnalités extérieures susceptibles de déterminer les choix d'orientation de sa stratégie. Montpellier Méditerranée Métropole est sollicité à ce titre dans le but d'être associée à l'action de ces deux Ecoles par l'intermédiaire d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein de chacun des conseils.

Il est proposé au Conseil de Métropole de désigner le même représentant titulaire et le même représentant suppléant au sein du conseil de l'Ecole Doctorale 60 et du conseil de l'Ecole Doctorale 58.

Le Président propose les candidatures suivantes :

- en tant que représentante titulaire de la Métropole : Mme Sonia KERANGUEVEN,
- en tant que représentante suppléante de la Métropole : Mme Chantal MARION.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Sur proposition du Président, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales de ne pas procéder à une élection à bulletin secret mais à une désignation à main levée ;
- procéder à la désignation de Mme Sonia Kerangueven en qualité de représentante titulaire et de Mme Chantal Marion en qualité de représentante suppléante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des Conseils de l'Ecole Doctorale 58 et 60 et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14517

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139393-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE
COMPOSITION - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au regard de diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions.

Les tableaux figurant en annexe sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139182-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
DISSOLUTION DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LE DÉVELOPPEMENT
SOCIAL ET URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (GIP DSUA) -
APPROBATION DE LA CONVENTION DE TRANSFERT DES ARCHIVES DU GIP -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'agglomération de Montpellier (GIP DSUA), créé en juin 2001, avait pour objet l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers des dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires. Ses membres, au nombre de 8, se répartissaient les droits statutaires de la manière suivante : Montpellier Méditerranée Métropole (37%), Etat (20%), Département (18%), Ville de Montpellier (18%), Centre Communal d'Action Sociale (3%), Caisse des Dépôts et Consignations (2%), Caisse d'Allocations Familiales (1%) et Société Centrale pour l'Équipement du Territoire (1%).

Initialement créé pour sept ans, cette durée a été prorogée trois fois, pour finalement être fixée jusqu'au 31 décembre 2016. Le Conseil d'Administration du 20 septembre 2016, a proposé la dissolution de plein droit du GIP à l'issue de son terme contractuel le 31 décembre 2016. Ce même jour, l'Assemblée Générale du GIP a approuvé à l'unanimité la dissolution du GIP.

A la suite de cette dissolution, l'intégralité des missions du GIP DSUA est désormais menée par la Direction de la politique de la ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Ainsi, pour répondre à un souci de continuité et de cohérence, ce transfert de compétence doit s'accompagner du transfert des archives du groupement. C'est pourquoi, les archives appartenant au GIP seront conservées au sein du service d'archives de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser ce transfert par convention.

Cette convention concerne, en premier lieu, les archives courantes, recouvrant les dossiers en cours de traitement et les documents nécessaires à la mise en œuvre des missions du GIP, et en second lieu, sur les archives définitives qui doivent être conservées au-delà de leur durée d'utilité administrative (DUA).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de transfert des archives du Groupement d'Intérêt Public,
- autoriser Monsieur le Président à signer la conventions et tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017
Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1138367-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
DISTRIBUTEURS DE BOISSONS CHAUDES ET DENRÉES ALIMENTAIRES -
CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Le parc des distributeurs de boissons chaudes et denrées alimentaires qui sont implantés dans de nombreux sites de Montpellier Méditerranée Métropole destinés aux agents et aux usagers, doit être renouvelé.

Au terme d'une procédure de négociation, la société Café Bibal Vending a été retenue selon des conditions économiques négociées au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

La redevance dont devra s'acquitter la société Café Bibal Vending se décomposera comme suit :

- 20% du chiffre d'affaires hors taxe réalisé par les distributeurs sur les ventes aux agents,
- 33% du chiffre d'affaires hors taxe réalisé par les distributeurs sur les ventes au public,
- 2% du chiffre d'affaires hors taxe réalisé global, au titre de la participation aux consommations d'énergies.

Cette redevance sera acquittée trimestriellement, avec un minimum garanti (conditionné) de 23 000 euros hors taxe annuel.

La mise à disposition des locaux pour la mise en place des distributeurs dans les sites de la Métropole sera actée par la signature d'une convention, dont la durée initiale est d'un an, avec possibilité d'un renouvellement de même durée.

Les sites d'implantations potentielles correspondent à l'ensemble des bâtiments métropolitains. Le choix des lieux et des emplacements est fait en concertation avec la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société Café Bibal Vending ;
- dire que la recette trimestrielle est inscrite au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017
Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1138242-
CC-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**CULTURE – MUSÉE FABRE - MÉCÉNAT POUR LES DIX ANS DE REOUVERTURE
DU MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC L'ENTREPRISE EVEA -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

A l'occasion des dix ans de sa rénovation, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite célébrer l'anniversaire de sa réouverture dans le cadre d'un week-end festif du 24 au 26 février 2017, pendant lequel le musée offrira exceptionnellement aux visiteurs l'entrée gratuite dans ses collections permanentes et proposera un large panel d'animations et de visites pour tous les publics.

Depuis sa réouverture il y a dix ans, le 4 février 2007, le musée Fabre est devenu un acteur majeur dans le paysage muséal français grâce à une politique d'expositions d'ampleur internationale. L'exposition Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen qui a accueilli plus de 200 000 visiteurs en 2012, comme l'exposition Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme qui a rassemblé plus de 115 000 personnes en 2016 sont des exemples du succès scientifique et culturel de ses événements. Les visiteurs sont également au rendez-vous grâce à une politique active en direction de tous les publics : famille, enfants, scolaires mais également les publics du champ social. Le musée veille à fidéliser ses usagers autour de différents projets de valorisation et d'enrichissement de ses collections, en répondant aux missions fondamentales des Musées de France. En effet depuis 2007, le musée Fabre a acquis plus de 200 chefs-d'œuvre, comme l'exceptionnel Paysage au dieu fleuve. Paysage de Grottaferrata de Nicolas Poussin, et restauré plus de 100 œuvres issues de ses propres collections.

L'entreprise Evea, spécialisée en communication et événementiel, et membre de la Fondation d'entreprise du musée Fabre, souhaite offrir des prestations de communication pour l'événement, telles que la création de trois films vidéo promotionnels et la création et la distribution de cadeaux publicitaires à l'effigie du musée. La valeur des services offerts par Evea est de 9 900€ HT.

Evea recevra un reçu fiscal en application de la loi du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, dite « loi Aillagon ».

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment que l'entreprise mécène pourra bénéficier de contreparties sous forme de prestations au musée, d'une valeur plafonnée à 25% de la somme offerte.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant la durée d'un an après signature de la convention et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, à laisser l'entreprise mécène communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mécénat en nature avec l'entreprise EVEA,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 24/02/17
Déposé En Préfecture
Le : 24/02/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1138568-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 24/02/2017
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) - RECRUTEMENT D'INTERVENANTS PONCTUELS AU SEIN DU CRR - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°13686 du 24 février 2016, le Conseil a adopté une grille de rémunération concernant les intervenants extérieurs, (master-class, conférence, concerts) et les jurys. Cette délibération précise également les conditions de remboursement des frais de déplacement de ces intervenants. Aujourd'hui la prise en charge du projet DEMOS (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale), visant à offrir à tous les publics un meilleur accès à la musique et les actions de sensibilisation artistique, impliquent la création de deux nouveaux taux horaires. Ainsi, toujours dans un souci de simplification et de lissage national, il est proposé l'actualisation ci-après. En outre, la rémunération des artistes enseignants du CRR et des artistes invités dans le cadre de la saison culturelle se fait toujours via le GUSO. Les tarifs pratiqués par la Métropole sont ceux publiés au Journal Officiel du 6 novembre 2015 encore en vigueur au 1^{er} janvier 2017.

Enfin le CRR est amené à recevoir parfois des artistes de renommée internationale. Les conditions de leur accueil sont précisées à la fin de cette délibération.

CONDITIONS DE RÉMUNÉRATIONS

Intervenants extérieurs saison culturelle

Intervenants extérieurs (master –class, conférences, séminaires...)

Master – class	L'heure	Journée (6h)
Haute Technicité	35 € brut	210 €
Haute Technicité spécialisée	70 € brut	420€

Les tarifs « haute technicité » et « haute technicité spécialisée » dépendent de la nature de l'intervention. Les interventions régulières, (sauf cas exceptionnel) sont considérées comme relevant du tarif « haute technicité ».

Intervenants extérieurs DEMOS et sensibilisation artistique

	L'heure
DEMOS intervenants musiciens, chefs de chœurs et danseurs	35 € brut de l'heure
DEMOS chef d'orchestre répétitions-stages	80 € brut de l'heure
DEMOS chefs d'orchestre concerts	FORFAIT 700 € brut
Sensibilisation artistique	20 € brut de l'heure

Le tarif ci-dessus est un tarif national conforme au référentiel du dispositif national « DEMOS ».

Le tarif « sensibilisation artistique » est destiné aux musiciens intervenants et aux intervenants impliqués de façon directe ou indirecte dans des actions de sensibilisation culturelle et artistique auprès des écoles. Ils peuvent également être en appui de certains projets du CRR.

Jurys

La rémunération des jurys est de 60 € bruts pour une vacation de 2 heures (contre 53.76 € depuis 2007).

Saison artistique (artistes, enseignants, artistes invités et techniciens)

Grille Syndeac, 1er juillet 2015 –Journal Officiel du 6 novembre 2015- Tarifs toujours en vigueur au 1^{er} janvier 2017

SERVICE ORCHESTRE	Musiciens, choristes, danseurs, chorégraphes et comédiens	Répétitions et représentation, (service de 3h indivisible) et au-delà au <i>prorata temporis</i>	101,35 € (si deux services journaliers : 143.12 €)
CONCERTS DES ENSEIGNANTS ET INVITÉS	Musiciens, choristes, danseurs, chorégraphes et comédiens	Somme forfaitaire élaborée sur la base de 2 services types (101.35 €) puis cachets appliqués aux autres artistes appartenant aux ensembles sans nomenclature : (143.12 €)	345.82 € (si autres concerts 143.12 €)
TECHNICIENS			Rémunération SMIC horaire en fonction des catégories et des salaires à minima publiés au J.O. (travail d'une durée comprise entre 5 et 10h/jour limité à 48h/semaine)

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT

Pour tous les intervenants extérieurs –jury (hors rémunération via GUSO)

Nuitée d'hôtel

Conditions : activité comprise sur deux journées ou impossibilité d'arriver ou de partir le jour même de l'activité (après validation par la direction du CRR).

Remboursement forfaitaire de 90 € TTC.(petit déjeuner inclus) sur présentation obligatoire de la facture.

REPAS

Conditions :

Déjeuner : activité comprise sur deux demi-journées ; dîner : remboursement conditionné à la prise en charge d'une nuit d'hôtel.

Remboursement forfaitaire de 15.25 € T.T.C. sur présentation obligatoire de facture, (hors repas pris en charge directement par le CRR).

Exceptionnellement (renommée de l'intervenant et intérêt pour le CRR) et sur proposition du directeur, le service prend en charge directement la nuitée et les repas. Les tarifs ne pouvant excéder 150 € pour la nuitée et 30 € pour le repas.

Transport

Remboursement sur la base du tarif SNCF 2nde classe de la résidence familiale au Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Aucun autre frais ne sera remboursé.

La dépense totale estimée est de : 203 400 € dont 140 000 € pour le projet DEMOS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle tarification applicable à la rémunération et à la prise en charge des frais de déplacements des intervenants extérieurs,
- dire que les dépenses prévues sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole , chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138079-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) - PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIÉS À LA VENUE DE MONSIEUR EDGAR MORIN, ÉMINENTE PERSONNALITÉ, PHILOSOPHE ET SOCIOLOGUE, POUR LE CONGRÈS DE CONSERVATOIRES DE FRANCE - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre du congrès des Conservatoires de France qui a eu lieu les 19 et 20 janvier 2017, Monsieur Edgar MORIN éminent philosophe et sociologue a accepté d'intervenir, à l'invitation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole. Il a donné le 19 janvier à 11h00, à l'espace Candolle du Conservatoire, une conférence ayant pour thème : « la place et le rôle de la culture, des arts, voire de l'éducation artistique, dans un contexte de crise de civilisation et de résistance à celle-ci ».

Compte tenu des circonstances exceptionnelles et de l'intérêt que représente la venue de cette éminente personnalité, il est proposé que la totalité des frais liés à sa venue soit prise en charge, soit 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge des frais d'hébergement, de déplacements et de repas liés à la venue de Monsieur E. Morin, sur la base des frais réels,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138353-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

CULTURE – MÉDIATHÈQUES - ADHÉSION À DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES - AUTORISATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans la perspective du développement et du rayonnement de ses activités, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite pour sa Direction des médiathèques et du livre adhérer à plusieurs associations professionnelles du secteur du livre et de la lecture publique, pour la durée du présent mandat :

Réseau Carel (Coopération pour l'accès aux ressources numériques en bibliothèques)

Groupement national qui favorise la coopération nationale, européenne et internationale dans le domaine de la documentation et des publications numériques à destination des bibliothèques de lecture publique : négociation de tarifs privilégiés, mutualisation, développement de l'offre, accessibilité. Le montant annuel de l'adhésion pour les établissements de lecture publique relevant de collectivités territoriales et leurs groupements est de 50 €.

Languedoc-Roussillon Livre et Lecture

Financée par la Direction Régionale des Affaires Culturelles et par la Région Occitanie, l'association LR2L a pour objectif de rassembler tous les professionnels du secteur du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires et médiateurs du livre) afin d'assurer un développement harmonieux et pérenne du livre et de la lecture en région. Elle œuvre au plus près des acteurs du livre pour répondre à leurs besoins en termes de formation, d'accompagnement et d'échanges. Par ailleurs, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole fait partie du Pôle associé documentaire régional constitué avec la Bibliothèque nationale de France, la DRAC, la Région et l'association LR2L. Le montant annuel de l'adhésion pour les bibliothèques et médiathèques est de 50 €.

Images en bibliothèques

Association de coopération nationale pour la mise en valeur des collections cinématographiques et audiovisuelles dans les bibliothèques, l'association Images en bibliothèques apporte aux vidéothécaires les éléments de réflexion et d'anticipation indispensables à l'évolution de leur métier. Elle permet aux adhérents de bénéficier d'un catalogue et de tarifs privilégiés, notamment dans le cadre de la manifestation nationale « Le mois du film documentaire ». Elle permet également de bénéficier de formations. Le montant annuel de l'adhésion pour les bibliothèques et médiathèques est de 110 €.

Comité français du Bouclier bleu

Le bouclier bleu a pour rôle d'informer, de sensibiliser et de former tous les publics à la fragilité du patrimoine culturel mais également d'accompagner et promouvoir les actions de prévention et d'intervention d'urgence. Pour assurer une meilleure sécurité des collections, la médiathèque centrale Emile Zola a produit un plan de conservation des documents patrimoniaux, ce qui permet également d'être en conformité avec la charte de conservation préconisée par le Ministère de la Culture. Parallèlement, il faut également concevoir un plan d'urgence en cas de sinistres (inondations, incendies...). L'adhésion au Comité français du Bouclier bleu permet de disposer d'un appui et d'une expertise en la matière. Le montant annuel de l'adhésion est de 300 € pour les grandes agglomérations.

Association des utilisateurs de logiciels INFOR bibliothèques

La participation à cette association permet de faire des retours sur le bon fonctionnement et sur les dysfonctionnements du système intégré de gestion de bibliothèque V-Smart par INFOR utilisé dans le réseau des médiathèques, ce qui permet d'obtenir des améliorations sur le produit utilisé. Adhérer à cette association permet d'appuyer les demandes de développements de fonctionnalités complémentaires, de façon privilégiée. Le montant annuel de l'adhésion à cette association est de 120 €.

L'ensemble de ces adhésions représente un montant financier annuel de 630 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion de la Direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations professionnelles susmentionnées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138386-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ
CANNABE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - LANCEMENT DE LA PROCÉDURE
DE DÉSIGNATION D'UN AMÉNAGEUR DANS LE CADRE D'UNE CONCESSION
D'AMÉNAGEMENT - CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'EXAMEN DES
PROPOSITIONS - ÉLECTION - FIXATION DES MODALITÉS DE DÉPÔT DE LISTE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé par délibération du Conseil le 24 novembre, identifie, sur les 15 prochaines années un besoin annuel de 17,5 hectares cessibles de foncier économique, complété par une programmation de 50 à 200 hectares destinée à renforcer l'économie productive du territoire par l'accueil d'entreprises exogènes d'envergure nationale et internationale.

Un des enjeux énoncé par le SAE réside dans le renforcement de l'offre de foncier d'« activités », notamment celle de type économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présente qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique et génèrent une part d'emplois indirect (de sous-traitance notamment) très importante. Les activités productives et de logistiques ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans les autres secteurs d'activité.

De manière complémentaire, Montpellier Méditerranée Métropole, développe une politique ambitieuse en matière d'agro-écologie et d'alimentation, qui participe elle aussi activement à l'économie du territoire et au maintien ou à la création d'emplois. Celle-ci a en effet notamment pour objectif de créer le socle de développement de la filière de production agricole d'amont en aval (production, transformation, distribution et commercialisation).

Le projet d'aménagement du site Cannabe situé sur la commune de Cournonterral s'inscrit donc à la fois dans les objectifs du SAE et dans ceux du pilier stratégique agro-écologie et alimentation de Montpellier Méditerranée Métropole car il intègre au sein d'une même opération d'aménagement, un parc d'activités et un hameau agricole destiné à accueillir des sièges d'exploitations agricoles.

Cette opération d'aménagement permettra notamment de répondre aux demandes des entreprises "PME, TPE" artisanales et des agriculteurs locaux. Elle contribuera donc à renforcer, sur l'Ouest du territoire de la Métropole, le maillage de parc d'activités mixtes dit de "proximité". De plus, ce projet répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable définis dans le SAE car il sera engagé en certification HQE AménagementTM.

Par délibération en date du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a défini les objectifs du projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur le site Cannabe :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur, et de fait, permettre la création d'emplois,
- conforter les secteurs d'activités économiques proches (Frigoulet), par l'accueil d'activités artisanales et de services,
- conforter l'agriculture de proximité et permettre l'implantation de sièges d'exploitations agricoles,
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements,
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole de Cournonterral,
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources...).

L'opération d'aménagement relative au futur parc d'activités sur le site de Cannabe sera réalisée sous la forme d'une concession d'aménagement telle que définie par l'article L.300-4 du Code de l'urbanisme. Le concessionnaire, appelé aussi aménageur, assurera notamment la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération prévus dans la concession, la réalisation des études et de toutes les missions nécessaires à l'exécution des travaux et équipements précités, l'acquisition des biens nécessaires à la réalisation de l'opération, la vente des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession.

Le projet de contrat de concession d'aménagement prévoit qu'une part significative du risque soit transférée à l'aménageur. Son montant total prévisionnel hors taxes est inférieur au seuil européen publié au journal officiel de la République Française fixé à 5 225 000 € HT.

Dans ce cadre, la concession fera l'objet d'une publicité et d'une procédure de mise en concurrence du concessionnaire selon les dispositions conjuguées du Code de l'urbanisme et, notamment, ses articles R.300-4 à R.300-9 ainsi que des dispositions de l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du Décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession.

Sont ainsi applicables aux contrats de concession des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics, l'ensemble des dispositions prévues à l'article L1410-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par conséquent, il convient de désigner une Commission chargée, notamment, d'ouvrir les plis, de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre et d'émettre un avis sur les offres remises. Conformément à l'article L.1411-5 du CGCT, cette commission est composée de la façon suivante :

- de l'autorité habilitée à signer le contrat de concession ou son représentant, président,
- de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants,

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, du comptable de la collectivité et d'un représentant du ministre chargé de la concurrence qui peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission.

Peuvent également participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la Métropole, désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la concession d'aménagement.

Les modalités de désignation des membres de la commission sus-désignée sont les suivantes :

- le Conseil de Métropole doit désigner la personne habilitée à engager, si nécessaire, les négociations énoncées ci-avant et à signer le contrat de concession,
- les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de la commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Dans la perspective de cette élection, il est proposé, en application de l'article D1411-5 du CGCT de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de la commission précitée comme suit :

- les listes établies pour l'élection de la commission doit être déposée contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction du Secrétariat Général. La date limite de dépôt est fixée au mercredi 29 mars 2017 à 12 heures.
- chaque liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election — Commission Concession d'aménagement Cannabe ».
- chaque liste établie pour l'élection de la commission ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Métropole, y compris pour les membres suppléants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs qui seront poursuivis, dans cette concession d'aménagement, ainsi que les missions qui seront confiées à l'aménageur, tels que définis ci-dessus ;
- approuver les conditions de dépôt des listes pour l'élection de la commission chargée notamment de l'ouverture des plis et de l'examen des propositions, telles que définies ci-dessus ;
- désigner Monsieur le Président ou son représentant comme personne habilitée à engager les discussions, et à signer le contrat de concession d'aménagement après approbation du Conseil de Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138648-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MIPIM 2017 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La société d'Economie Mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique du territoire. Les synergies développées entre Montpellier Méditerranée Métropole et ces structures sont un des principaux éléments de dynamisme de la Métropole.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la promotion et la commercialisation des principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le MIPIM (Marché international des professionnels de l'immobilier) qui se déroulera du 14 au 17 mars 2017 à Cannes, est le premier forum mondial des professionnels de l'immobilier et une place de marché international réunissant plus de 23 000 participants dont de nombreux promoteurs et investisseurs provenant de 90 pays.

Il s'agit donc pour la SERM et la SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations. Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes, dirigeants, administrateurs de la société et techniciens.

Ce succès passe aussi par la capacité à mobiliser les élus et les responsables de Montpellier Méditerranée Métropole pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé la signature d'une convention ayant pour objet de définir les modalités du partenariat à développer entre ces trois acteurs, dans le cadre de cet événement majeur en matière de développement économique, notamment concernant :

- les actions développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel,
- la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la stratégie de commercialisation et de communication,
- les missions et le rôle des élus et des cadres de la Montpellier Méditerranée Métropole,
- les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale.

La prise en charge de ces frais par la SA3M et la SERM est plafonnée à une enveloppe prévisionnelle de 15 000 euros Hors Taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SERM et la SA3M relative à leur participation au MIPIM du 14 au 17 mars 2017,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138657-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI DES DÉPLOIEMENTS DE FIBRE OPTIQUE JUSQU'À L'ABONNÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La stratégie gouvernementale pour le déploiement du très haut débit est déclinée au sein du « Plan France Très Haut Débit » officialisé par un arrêté du Premier Ministre en date du 29 avril 2013 approuvant le nouveau cahier des charges de l'appel à projets « France très haut débit - Réseaux d'initiative publique » du Fonds pour la société numérique (FSN).

L'objectif final du Plan « France Très Haut Débit » est le déploiement de nouveaux réseaux en fibre optique de bout en bout (fibre optique jusqu'à l'abonné ou FttH pour *Fiber to the Home*) sur l'ensemble du territoire national pour doter le pays de nouvelles infrastructures numériques de pointe, en remplacement notamment des réseaux cuivre qui permettent aujourd'hui à l'ensemble des citoyens d'avoir accès à un service téléphonique.

Dans ce cadre, il est proposé la signature d'une convention de programmation et de suivi des déploiements de fibre optique jusqu'à l'abonné. Cette convention de programmation et de suivi des déploiements est un outil de coopération entre les collectivités territoriales et leurs groupements et les opérateurs déployant, sur fonds propres, des réseaux FttH. Elle vise à ce que leurs initiatives soient complémentaires.

La convention, élaborée dans le cadre de la mise en œuvre du plan France Très Haut Débit, sera amenée à intégrer les éventuelles évolutions du cadre réglementaire national encadrant les déploiements des réseaux FttH. Dès lors que le cadre réglementaire des déploiements FttH évoluerait, et que cette évolution aurait des conséquences sur les engagements et les dispositifs prévus par la convention, l'Etat pourrait donc proposer de faire évoluer son modèle et inviter les parties à se rapprocher, pour définir les modalités de prises en compte de ces évolutions du cadre réglementaire.

Au regard, d'une part, des engagements crédibles de déploiement pris initialement par l'opérateur signataire, et d'autre part, du respect de leur mise en œuvre, la Métropole, ne conduira pas de projet de réseaux d'initiative publique en concurrence avec les déploiements FttH de l'opérateur. Il contribuera à la réalisation par la Métropole de son SDTAN qui envisage, notamment, les réseaux d'initiative publique complémentaires aux déploiements réalisés par les opérateurs privés sur leurs ressources propres.

En amont de la signature de la convention, une concertation a été conduite par les parties signataires, associant l'ensemble des collectivités et leurs groupements sur les territoires desquels s'inscrit le projet de déploiement de l'opérateur.

Cette concertation a eu notamment pour objectif de définir, compte tenu des critères et de la logique de déploiements inhérents à l'opérateur, une priorisation des déploiements dans certaines zones ne bénéficiant pas, à ce jour, d'un accès à un bon haut débit selon les critères retenus par le Plan France Très Haut Débit.

La convention a pour objet :

- de confirmer et préciser les engagements de l'Opérateur de Réseau Conventionné (ORC) en matière de déploiements FttH via ses investissements sur fonds propres sur le territoire de la Métropole ;
- de préciser les engagements de l'ORC sur les zones, qui après concertation des parties, ont été identifiées comme devant faire l'objet d'un déploiement prioritaire du réseau FttH ;
- de préciser les dispositions prises par la Métropole pour accompagner et faciliter le déploiement du FttH de l'ORC ;

- d'organiser le suivi des obligations réciproques des parties pour les opérations de déploiements FttH réalisés par l'ORC afin de s'assurer notamment de leur réalisation dans les conditions et délais faisant l'objet de la convention ;
- de définir les modalités de traitement d'écarts significatifs éventuellement constatés par rapport aux engagements de l'une des parties ;
- de formaliser le constat que les engagements de déploiements pris par l'ORC aux termes de la convention contribuent, dans leurs modalités et leurs calendriers, aux objectifs de la politique d'aménagement numérique définis par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de programmation et de suivi des déploiements de fibre optique jusqu'à l'abonné,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de programmation et de suivi des déploiements de fibre optique jusqu'à l'abonné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017
Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1139058-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – LANCEMENT D'UNE DÉMARCHE SMALL BUSINESS ACT - PARTENARIAT UGAP - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique en faveur de l'entrepreneuriat.

Elle souhaite aujourd'hui mobiliser la commande publique comme vecteur de développement économique, d'emploi et d'insertion sur son territoire.

Différentes initiatives ont d'ores et déjà été engagées telles que le lancement d'une stratégie métropolitaine pour utiliser la commande publique comme levier d'insertion professionnelle votée lors du Conseil de Métropole du 30 juin 2016.

En perspective, un des objectifs est de mettre en place une démarche de type « Small Business Act » visant à faciliter, notamment, l'accès des TPE/PME du territoire à la commande publique, locale et nationale, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le territoire métropolitain est constitué à plus de 93% de TPE/PME qui sont le fer de lance du développement économique. Parmi elles, des startups innovantes pour lesquelles la commande publique est un des leviers dans la démarche de croissance.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'acheteur public, souhaite donc renforcer sa politique d'achat équitable et responsable, adaptée notamment à une cible de TPE/PME.

Dans cet objectif, l'effort de simplification et d'harmonisation des procédures ainsi qu'une optimisation des conditions d'exécution des marchés sera poursuivi.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite également optimiser la mise en phase de solutions portées par des entreprises innovantes, dont les startups, avec les besoins de l'entité en matière d'achat public.

Pour faciliter l'accès aux marchés publics nationaux des entreprises du territoire, dont les TPE/PME, Montpellier Méditerranée Métropole préconise de s'appuyer sur l'UGAP, l'Union des Groupements d'Achats Publics, organisme à statut d'EPIC de l'Etat, seule centrale d'achat « généraliste » en France en matière d'achats publics.

En 2014, l'UGAP a créé un Pôle dont l'objectif est de développer la place de l'innovation dans l'offre de la centrale en travaillant : au renforcement du processus de détection de solutions innovantes ; à la mise en place d'un dispositif de qualification de l'innovation ; à l'apport de solutions achats permettant une intégration rapide de solutions innovantes au catalogue de l'UGAP ; à la construction d'une communication spécifique de valorisation des solutions innovantes et, enfin, à la mise en place d'indicateurs de performance de l'établissement sur ce sujet.

En juillet 2016, une convention cadre régionale a été signée entre la Région Occitanie et l'UGAP. Montpellier Méditerranée Métropole propose d'engager une démarche similaire en se coordonnant avec le dispositif mis en place au niveau régional pour en optimiser l'efficacité et l'efficacités. Le développement d'un partenariat entre la Métropole et l'UGAP permettrait de déployer efficacement ce dispositif sur notre territoire.

Selon les termes de la convention, il s'agit de :

- détecter les offres innovantes des entreprises du territoire métropolitain,

- les faire qualifier par l'UGAP pour les amener à être intégrées à l'offre de la Centrale d'Achat,
- détecter les besoins innovants des Collectivités et de leurs groupements en participant à des réunions annuelles en présence des représentants du Pôle Innovation de l'UGAP au cours de laquelle les acheteurs publics exprimeront leurs besoins non satisfaits à date par les offres existantes de la Centrale
- participer à la réflexion avec l'UGAP sur la mise en place de procédures permettant de satisfaire ces besoins.

Dans cette démarche globale, appuyée sur deux programmes d'actions opérationnels, Montpellier Méditerranée Métropole démontre son souci de venir en appui à la croissance des entreprises de son territoire avec des méthodes innovantes et des partenaires experts. La signature de cette convention n'a pas d'incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement d'une démarche de Small Business Act,
- approuver les termes de la convention avec l'UGAP,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1137978-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT 2017-2019 POUR LA PROMOTION ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT D'ART ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET ATELIER ART DE FRANCE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa politique économique et d'attractivité et du septième pilier de développement du territoire « l'artisanat et le commerce », souhaite renforcer son soutien à la filière d'excellence des métiers d'art.

Le soutien au développement des métiers d'art est mené en partenariat avec la Ville de Montpellier et en collaboration étroite avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France (AAF).

L'implantation d'Ateliers d'Art de France à Montpellier, ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art soutenue par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement du territoire.

Le salon Ob'Art, organisé par Ateliers d'Art de France, par son rayonnement culturel, touristique et économique, s'inscrit pleinement dans les objectifs du territoire.

Fort du succès de l'édition 2016 qui a accueilli plus de 10 000 visiteurs (grand public et professionnels), le salon aura une nouvelle fois lieu au Corum de Montpellier du 31 mars au 2 avril 2017.

L'édition 2017 réunira à nouveau les professionnels des métiers d'art de création et du patrimoine (dont près de 80% d'exposants de la région), nationaux et européens.

Afin d'organiser l'édition 2017 du Salon, Ateliers d'Art de France (AAF) sollicite un renouvellement du soutien de la Métropole et de la Ville de Montpellier.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, une subvention de 38 000 € TTC est proposée à l'organisateur Ateliers d'Art de France pour l'édition 2017 du salon Ob'Art.

Par ailleurs, considérant que les projets et actions menées par Ateliers Art de France contribuent aux objectifs des politiques publiques développées respectivement par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de signer une convention cadre de partenariat pluri-annuelle (2017-2019) entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Ateliers Art de France.

Cette convention-cadre a pour objet de définir le cadre de la collaboration visant à développer des actions partagées et spécifiques en matière de promotion et de développement des métiers d'art autour des deux grands axes suivants :

1/ L'organisation annuelle du salon OB'ART à Montpellier.

2/ Le développement d'actions de promotion et de développement des métiers d'art dont :

- La promotion, la communication et la visibilité des métiers d'art sur le territoire autour de circuits locaux des métiers d'art, de la valorisation des savoir-faire d'excellence locaux, etc.
- Le développement d'initiatives et d'actions d'appui en faveur de la filière économique des métiers d'art en termes d'immobilier, d'animation, d'appui à l'événementiel, d'innovation, etc.
- L'accompagnement d'actions spécifiques de valorisation à l'international, en particulier avec les territoires partenaires de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention cadre entre la ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Ateliers d'Art de France,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138565-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 14 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1^{er} aout 2012, la SATT dénommé AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon. avec 11 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fonds de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Métropole ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Métropole. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique et l'arrêté N°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 relatif aux compétences obligatoires en matière de développement économique d'intérêt communautaire, le Conseil a délibéré favorablement :

- en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR,
- en date du 31 mars 2015 sur les nouvelles modalités d'intervention financière de Montpellier Méditerranée Métropole et modèle type de convention de financement des projets.

Par ailleurs, la loi MAPTAM est venue modifier le champ des compétences détenues de manière obligatoire par les métropoles. En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel, a été ajoutée la participation au co-pilotage des pôles de compétitivité et au capital des sociétés d'accélération du transfert de technologie, la promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ainsi que le programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Lors des Comités d'Investissement de la SATT AxLR du 4 octobre 2016, deux projets de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise innovante ont été identifiés pour leur intérêt régional et leur potentiel de développement.

- Le projet de maturation INTEGRACELLS : vise à développer et valider la mise au point de tests innovants pour l'évaluation de l'intégrité génétique des cellules souches.

Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché aux laboratoires Inserm U1183 « Cellules souches, plasticité cellulaire, médecine régénératrice et immunothérapies » et l'Institut de Recherche de Médecine Régénératrice et de Biothérapies (IRMB).

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 257 710 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (109 492 €), de la Région Occitanie (61 609 €), le FEDER (61 609 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (25 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

- Le projet de maturation P42-TAT : a pour but d'évaluer le potentiel préclinique d'un peptide de 36 acides aminés (P42-TAT) protecteur contre la maladie de Huntington (maladie neurodégénérative).

Porté par la SATT AxLR, ce projet est rattaché aux laboratoires MMDN-Unité Inserm 1198-Université de Montpellier et École Pratique des Hautes Études (EPHE)

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 423 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (180 240 €), de la Région Occitanie (113 880 €), le FEDER (113 880 €) et de Montpellier Méditerranée Métropole (15 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable du Comité d'investissement et sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur leur financement, il est proposé au Conseil de Métropole d'apporter une contribution à ces projets qui répondent à l'objectif encouragé par la Métropole, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 40 000 €, le financement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses, telles que présentées dans les annexes financières des conventions de financement des deux projets :

- INTEGRACELLS : 25 000 €
- P42 - TAT : 15 000 €

Cette participation est imputée sur le financement de 500 000 € voté par le Conseil en date du 28 juillet 2011 pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement et l'attribution de la subvention du projet de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138053-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION TYPE D'ACCOMPAGNEMENT DES LAURÉATS DU FRENCH TECH TICKET - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans une volonté d'attirer des talents internationaux en France, la Mission French Tech a mis en place en 2016 le programme French Tech Ticket, concours destiné à sélectionner puis accueillir des entrepreneurs internationaux en France qui portent un projet ambitieux de création ou de développement de leur startup. Pour ce faire la mission French Tech a sélectionné un ensemble d'incubateurs et accélérateurs dans les différents écosystèmes startups du territoire français à travers 11 des 13 métropoles French Tech labellisées.

Outre l'écosystème parisien, les métropoles French Tech sélectionnées pour accueillir les lauréats du concours sont : Lille is French Tech, French Tech in the Alps, French Tech Rennes Saint-Malo, Normandy French Tech, Brest Tech +, Aix Marseille French Tech, Bordeaux French Tech, French Tech Côte d'Azur, French Tech Toulouse, Lyon French Tech, Montpellier French Tech.

41 incubateurs ont été sélectionnés, dont 22 à Paris et en Ile-de-France et 19 au sein des métropoles French Tech pour avoir l'opportunité d'accueillir les futurs lauréats dans leurs incubateurs. Fort de son expérience d'accompagnement d'entreprises internationales, le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi été retenu pour accueillir 2 à 3 projets de start-up étrangères sur une année.

Au final sur les 70 startups étrangères qui ont été sélectionnées pour rejoindre le programme en 2017, deux seront accueillies par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole.

Chaque start-up sélectionnée doit signer un contrat type d'un an impliquant que les porteurs du projet bénéficient de l'accompagnement et des services suivants fournis par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole :

- l'hébergement du projet et la mise à disposition d'un bureau par membre du projet ;
- une ligne téléphonique et un accès à internet mis à disposition des membres du projet ;
- un accès aux locaux et salles de réunion ;
- un suivi business personnalisé par l'incubateur (*a minima* 1 point hebdomadaire + 1h de réunion mensuelle) ;
- l'affectation au projet d'un « mentor », entrepreneur expérimenté de l'écosystème, qui accepte de s'entretenir avec les membres du projet *a minima* 1h tous les deux mois.

Les redevances d'occupation et charges dues par les porteurs de projet sont fixées dans le contrat type, au regard des tarifs annexés à la délibération du 14 décembre 2016 ' Business Innovation Centre de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'entreprises (Cap Oméga - Cap Alpha) - Montpellier International Business Incubator (MIBI) - Agrément des tarifs 2017 – Approbation'.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138054-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRE FILIÈRE VITICOLE À CHENGDU (CHINE) DU 20 AU 30 MARS 2017 - PARTICIPATION À LA FOIRE DES VINS ET SPIRITUEUX - FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Dans ce cadre et dans la continuité des relations privilégiées que Montpellier entretient avec la Chine, depuis septembre 2011, un nouvel axe de développement dédié à la filière Vin a vu le jour avec Chengdu et ses partenaires, en particulier EUPIC.

Les résultats obtenus progressent avec un chiffre d'affaires directement généré qui a dépassé le million d'Euros. D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 17 communes impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Castries, Saint-Drézéry, Murviel-lès-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas et Vendargues).
- 23 producteurs sur 52 qui font partie de l'opération,
- 19 producteurs qui dans le cadre de l'action ont déjà vendu du vin en chine,
- 15 producteurs qui ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 10 missions,
- 10 producteurs qui ont réalisé un chiffre d'affaires compris entre 50 et 150 000 euros.

La maturité du marché chinois porte en avant une tendance vers le milieu de gamme. Ce qui augure des retombées supplémentaires puisque le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine correspond à ce créneau.

Dans ce cadre-là, il est proposé, la mise en place d'une nouvelle mission d'affaires à Chengdu avec la participation de 6 domaines et/ou caves coopératives à la Foire internationale des vins et spiritueux de Chengdu du 20 au 30 mars.

Cette mission a pour objectif la promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole. La délégation sera présente sur un stand de 30 m2 et participera à des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 9 000 € T.T.C. Il est proposé la participation de 6 domaines et/ou caves coopératives à la mission ; seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes ainsi que les frais de visas. Le coût estimé par participant est estimé à 1 500 €. La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Chengdu du 20 au 30 mars 2016,
- approuver la participation de 6 domaines viticoles,
- approuver la prise en charge financière sur la base des frais réels de la mission estimée à 9 000 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139190-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOWL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARTICIPATION AU SALON PROFESSIONNEL DU TOURISME ITB BERLIN - AUTORISATION DE PARTICIPATION ET DE DÉPLACEMENT

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

La stratégie d'attractivité de la Métropole repose notamment sur l'offre culturelle et ludique du territoire. L'ensemble des équipements et les programmes qui y sont proposés doivent faire l'objet d'une valorisation accrue qui passe par la mise en œuvre d'une politique marketing transversale.

A cet effet, nos différents établissements culturels et ludiques ont été présents en 2016 sur le salon professionnel du tourisme "RDV en France". Nonobstant la valorisation que fait l'office de tourisme métropolitain des établissements métropolitains, il est nécessaire que ceux-ci participent à différents salons professionnels ciblés afin d'une part, de se faire connaître et d'autre part, de démarcher directement les professionnels du tourisme.

Pour ce premier trimestre, il est proposé que le Musée Fabre représente l'ensemble des établissements culturels de la Métropole et soit présent au salon ITB Berlin, du 8 au 12 mars.

Ce salon reçoit plus de 120 000 visiteurs jours, 187 pays y sont représentés. Lors de cet événement professionnel, 7 milliards d'euros de contrats sont signés.

Il est donc proposé de participer à ce salon dans le cadre du cluster Culture Atout France, d'occuper un espace d'accueil sur site et d'autoriser le déplacement d'un agent.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 4 300 € TTC. Il comprend, d'une part, la réservation de l'espace d'accueil pour un montant de 2 400 € TTC et, d'autre part, les frais inhérents au déplacement de l'agent estimés, au titre d'un budget prévisionnel, à 1900 €. La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation de la Métropole via le Musée Fabre au Salon professionnel du tourisme ITB, du 8 au 12 mars 2017 à Berlin ;
- approuver la réservation d'un espace d'accueil dans le salon ;
- approuver le déplacement d'un agent, du 7 au 13 mars ;
- approuver la prise en charge financière sur la base des frais réels de la participation au salon estimée à 4 300 € ;
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 pour la réservation de l'espace et chapitre 930 pour les frais inhérents au déplacement de l'agent,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139243-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE LA MOSSON - ETUDE COMMERCIALE - CONVENTION DE CO-FINANCEMENT MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE/CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS/ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMÉNAGEMENT ET DE RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le quartier de la Mosson et la copropriété des Cévennes ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), pour bénéficier du nouveau programme national de renouvellement urbain.

A ce titre, la signature le 16 décembre 2016 du protocole de préfiguration, volet urbain du contrat de ville métropolitain, marque une étape importante dans la poursuite du processus de réinvestissement urbain de ces deux quartiers. Non seulement cette signature confirme le soutien des partenaires de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Montpellier au devenir de ces quartiers prioritaires, mais elle témoigne également de l'ambition du projet montpellierain.

L'objet du protocole de préfiguration est d'arrêter un programme urbain dont la faisabilité aura été expertisée (études générales et techniques, plan de financement, montage opérationnel). Il recense ainsi les études à engager pour aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain.

La partie Sud du quartier de la Mosson, cœur du projet urbain, devra intégrer la réorganisation, la requalification et la redynamisation de l'appareil commercial existant, visant à développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier et à favoriser la venue d'une clientèle issue des quartiers alentours grâce à une attractivité commerciale renouvelée. Pour cela, le programme d'études du protocole prévoit le lancement d'une étude commerciale sous maîtrise d'ouvrage de l'EPARECA (Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux), opérateur public qui intervient régulièrement en site ANRU.

Cette étude analysera les quatre polarités commerciales positionnées du Nord au Sud : les Tritons, Saint-Paul-Paillade 1, le Grand Mail et Mosson Sud.

L'intervention sur le commerce doit se concevoir dans une logique globale intégrant les équilibres entre ces différentes polarités et dans une logique prospective du développement de l'ensemble Ouest de la ville de Montpellier.

L'étude prévoit ainsi :

- une analyse ciblée sur les comportements d'achats dans la zone de chalandise (enquêtes téléphoniques auprès de 500 ménages),
- un diagnostic de la situation commerciale,
- un état des lieux (points forts/points faibles),
- une analyse de l'environnement concurrentiel,
- une analyse du potentiel commercial du site.

Le protocole de préfiguration a validé le plan de financement de cette étude commerciale pilotée par l'EPARECA, pour un montant de 18 450 € HT (22 140 € TTC) et cofinancé par :

- Montpellier Méditerranée Métropole pour 6 150 € net de toutes taxes,
- La Caisse des Dépôts et Consignations pour 6 150 € net de toutes taxes,
- L'Epareca pour 6 150 € HT.

La convention et ses annexes ont pour objet de définir les modalités pratiques et financières du partenariat entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA, maître d'ouvrage, pour la réalisation de cette étude commerciale relative au quartier de la Mosson.

Cette convention fixe en particulier les conditions de suivi de l'étude et les modalités de versement des subventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'EPARECA et la Caisse des Dépôts et Consignations visant à préciser les conditions pratiques et financières à la réalisation d'une étude commerciale,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138627-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme T. DASYLVA, M. A. LARUE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
PRÉSENTATION DU RAPPORT PRÉALABLE AU BUDGET, SUR LA SITUATION DE
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Conformément aux dispositions du décret du 17 juin 2011, pris en application de l'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, Montpellier Méditerranée Métropole, EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants, est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

La circulaire du 3 août 2011 portant application de ce décret précise le contenu et les modalités d'élaboration du rapport qui doit comporter un bilan des actions conduites au titre des activités internes, de la gestion, du patrimoine, et du fonctionnement de la collectivité, ainsi que le bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire.

La présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains ;
- une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le présent rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2016. Il renseigne également annuellement une vingtaine d'indicateurs de suivi, entre les années 2009 et 2015. Il dessine également les perspectives envisagées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2017.

Suite aux évolutions institutionnelles, que sont la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, la création d'une grande région à partir de celles du Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées, ainsi que la définition des sept piliers stratégiques et des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole, il a été décidé, par délibération du 29 juin 2015, de mettre en œuvre une démarche d'élaboration d'un projet de territoire : « Montpellier Métropole Territoires », ayant pour objectif principal de fixer un cap à un développement durable et équilibré du territoire, respectueux de l'échelle communale. La démarche a été conduite sur l'année 2016, de manière collaborative avec les 31 communes (plus d'une vingtaine de réunions) et avec l'appui d'une équipe pluridisciplinaire menée par l'agence d'urbanisme François Leclerc. Ce projet a permis, tout au long de son élaboration de mettre en partage les valeurs communes. Celui-ci a donné lieu à un travail d'exploration des enjeux et des facteurs d'évolutions à moyen et long termes auxquels le territoire, sa population, ses usagers seront soumis. Le projet de territoire définit ainsi 5 axes structurants, qui permettront d'organiser et spatialiser les différents éléments qui constituent le projet :

A/ Révéler le paysage de la Métropole comme bien commun à travers la figure d'un Grand Parc Métropolitain ;

B/ Acclimater la Métropole : anticiper les risques climatiques pour mieux les apprivoiser ;

C/ Structurer une armature urbaine d'échelle métropolitaine pleinement intégratrice ;

D/ Favoriser la mobilité pour tous ;

E/ Consolider le socle économique de la Métropole pour accroître son attractivité.

La Métropole a approuvé les valeurs de ce projet de territoire, lors du conseil de Métropole de 25 janvier 2017.

En matière de lutte contre le changement climatique et parallèlement à la poursuite de la mise en application des orientations déterminées par ses documents de planification et de programmation territoriales existants (SCoT, PDU, PLH, Plan Climat), Montpellier Méditerranée Métropole poursuit,

en 2016 et de manière intégrée, outre les réflexions relatives au projet « Montpellier Métropole Territoires », la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ; elle poursuit également l'action de rénovation thermique des copropriétés, en sa qualité de lauréate de l'appel à projet EcoCité : rénovation thermique et de la phase II du programme EcoCité-Ville de Demain. La Métropole réalise, par la mise en œuvre du projet urbain Ode à la Mer, la reconquête d'une vaste périphérie commerciale, ainsi que la recherche de solutions innovantes, en particulier par le recours aux énergies renouvelables, à l'image de son programme d'accompagnement du projet d'aménagement de la ZAC Euréka-extension. Dans le domaine des transports, la Métropole mise sur les mobilités post-carbone. Dans ce cadre, l'inauguration en 2016, de la ligne 4 de tramway, interconnectée à l'ensemble des différents modes de déplacement en constitue une illustration majeure des moyens mis en œuvre. D'une longueur de 1,2 kilomètre avec ses trois nouvelles stations, la ligne 4 du tramway permet une efficacité renforcée de l'ensemble du réseau de transports de la Métropole.

Enfin, en interne à l'institution métropolitaine, afin de faciliter les déplacements professionnels des agents par des modes de transports alternatifs à la voiture, la Collectivité met à disposition des agents 15 vélos à assistance électrique (VAE), pour leurs déplacements professionnels. Quinze VAE supplémentaires ont été commandés en 2016. La Métropole a de plus, choisi d'acheter des modèles de véhicules plus légers et économes en énergie. Pour l'année 2016 sept véhicules à la norme antipollution Euro 6 ont été commandés. La Métropole a également réduit le nombre de véhicules de son parc automobile (133 véhicules légers fin 2015).

En matière de préservation de la biodiversité, et de protection des milieux et des ressources, Montpellier Méditerranée Métropole se donne comme valeur commune, au travers de ce projet de territoire, de « révéler le paysage de la Métropole comme bien commun à travers la figure d'un Grand Parc Métropolitain ». Au-delà de la préservation de l'armature des espaces naturels et agricoles, il s'agit maintenant pour la Métropole d'intégrer le respect de la biodiversité, le « grand paysage » et la mise en œuvre d'une politique agro-écologique et alimentaire de référence, comme des éléments déterminants du projet de territoire au même titre que les projets urbains. Ces composants fondamentaux du projet de territoire sont destinés à constituer le cœur des outils de planification et de programmation (SCoT, PLUi, PCAET...).

Par ailleurs, concernant les milieux aquatiques, leur préservation et la reconquête de la qualité des eaux, le « contrat de Métropole » signé le 28 janvier 2016, apporte un sens et une lisibilité politique aux actions diverses dans ces domaines, portées par la Métropole et les syndicats de bassin versant, avec l'aide financière de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse. Il couvre, sur la période 2015-2019, les domaines de l'assainissement collectif et non collectif, la lutte contre les pollutions dispersées toxiques, la gestion durable des ressources en eau et l'alimentation en eau potable, les milieux aquatiques et la gouvernance, et enfin la promotion d'actions de coopération décentralisée. En interne, la Métropole a adopté un plan d'actions visant à réduire les volumes de papier consommés, elle n'achète plus que du papier recyclé. La totalité des papiers de bureau est collectée par une entreprise, en vue de leur recyclage. De plus, elle a mis en place un processus dématérialisation des actes administratifs. Par ailleurs, elle Métropole maîtrise ses consommations notamment d'eau et de gaz, permettant encore en 2016 des économies substantielles. L'entretien des espaces verts est quant à lui réalisé sans pesticides et en ayant recours à des essences végétales adaptées au climat méditerranéen.

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, la Métropole a poursuivi et accentué sa politique de production, des différents types d'offres résidentielles (locatif social, logements spécifiques, accession à la propriété) de manière équilibrée sur le territoire métropolitain, conformément aux orientations fixées par son Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018. Deux quartiers ont également été identifiés, dans le cadre du programme nouveau de renouvellement urbain (PNRU), le quartier de la Mosson, et celui des Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole, en sa qualité de pilote et de coordinatrice de la politique de la Ville 2015-2020, met en œuvre, en partenariat avec l'Etat et les acteurs locaux, le nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU). Les interventions qui se déclineront à travers ces projets dans le cadre du NPNRU, participeront bien-sûr à l'ambition politique de la Ville de Montpellier et de la Métropole, consistant à « réparer la ville » dans tous ses quartiers. Elles contribueront à l'action de fond menée depuis plusieurs années pour y améliorer la qualité de vie, développer des activités économiques et commerciales, et réduire les inégalités territoriales.

L'offre culturelle, sportive et de loisirs représente un véritable vecteur de cohésion sociale, comme en témoigne la multitude d'actions menées par les Médiathèques, dans et hors les murs, au profit du territoire métropolitain.

En interne, la Métropole mène, par exemple, une politique renforcée de formation et de sensibilisation auprès de ses agents.

Concernant l'épanouissement de tous les êtres humains, la Métropole a choisi de s'engager dans la lutte contre l'exclusion, par de nombreuses actions qui contribuent à améliorer la qualité de vie des publics en situation de handicap. C'est le cas, par exemple, du développement d'une offre culturelle et sportive adaptée en faveur de différentes catégories de handicaps, mais également par le biais d'une offre de transports publics de plus en plus accessible. Ainsi, depuis 2015, 100 % des bus urbains et des tramways sont rendus accessibles (planchers bas avec palettes rétractables pour les bus, informations sonores et visuelles...). Côté aménagement de voirie, 75 % des arrêts de bus urbains et 38 % des arrêts suburbains ont été rendus accessibles. En matière d'emploi et d'insertion, Montpellier Méditerranée Métropole a placé le développement économique des quartiers prioritaires au cœur de son Contrat de Ville 2015-2020. Il a été décidé par la Métropole et l'Etat de mettre en œuvre un Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem), un dispositif innovant et expérimental de coordination et d'animation de politiques locales d'emploi et d'insertion. Au titre de ses compétences Politique de la Ville et Développement économique, le conseil de Métropole a décidé de renforcer ses budgets destinés à soutenir les actions de développement économique, d'emploi et d'insertion en faveur des 12 quartiers de la politique de la Ville.

Dans son fonctionnement, Montpellier Méditerranée Métropole, développe des clauses sociales dans ses propres marchés, par la réservation d'heures de travail à des publics initialement éloignés de l'emploi (dans la construction d'équipements publics, dans le traitement de l'eau, le tri, la collecte de déchets, des prestations de traiteurs...).

La dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables est développée par Montpellier Méditerranée Métropole, depuis 2015, au travers d'une stratégie économique de dimension métropolitaine, impulsée autour des sept piliers, que sont : la Santé, le Numérique, les Transports et les Mobilités, le Développement économique le Tourisme, l'Industrie, l'Agro-écologie et Alimentation, la Culture le Patrimoine et les Universités et enfin le Commerce et l'artisanat. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser. Cela se concrétise par exemple, par le développement d'une offre performante de foncier, d'immobiliers adaptés, de services et d'infrastructures, et également de nombreuses actions de soutien à l'innovation, avec en particulier le projet de Cité intelligente.

En 2016, la Métropole, afin de jalonner la mise en œuvre de ces projets structurants pour le développement économique du territoire, et pour garantir la pertinence des choix d'aménagement qui impacteront le développement de l'offre immobilière et foncière pour les entreprises, a approuvé les premières grandes orientations et pistes de mise en œuvre du Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) métropolitain. Le SAE vise à mettre en cohérence l'ensemble des politiques d'aménagement et de développement économique concourant au développement de l'offre foncière et immobilière, de manière à en permettre l'adéquation avec les besoins des entreprises sur les 15 prochaines années. La Métropole s'est également engagée dans la réduction de l'empreinte écologique liée à sa gestion des déchets, et a également fait évoluer l'organisation des tournées de ramassage de ses déchets ménagers. L'éco-exemplarité de la Métropole en interne se retrouve en particulier dans sa charte de l'achat public durable et dans les démarches de certification engagées par ses prestataires..

Du point de vue méthodologique, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole est fondée sur une nouvelle gouvernance. Elle repose sur quatre approches :

- une relation repensée entre la Métropole et les communes, telle que le pacte de confiance métropolitain en dessine les contours ;
- une priorité accordée à la relation aux usagers et à la proximité, consacrant l'échelon communal comme le premier maillon de la relation aux habitants ;
- une nouvelle ambition pour la participation citoyenne ;
- un rôle renouvelé pour le Conseil de Développement (CoDé).

En 2016, le CoDé a multiplié les avis et consultations, il a ainsi fait une contribution au projet de territoire Montpellier Métropole Territoires.

La structuration progressive d'une gouvernance agroécologique et alimentaire territoriale, est également en cours.

Les objectifs propres à Montpellier Méditerranée Métropole, pour chacune de ces 5 finalités du développement durable, constituent ainsi sa feuille de route pour son action au quotidien.

En interne, parallèlement au schéma de mutualisation avec les 31 communes, le rassemblement des organisations des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole s'est poursuivi avec notamment la mise en place d'une direction générale mutualisée. Une « nouvelle » communication interne et commune à ces deux collectivités est en train de se mettre en place - à laquelle est aussi associé le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS). Avec un objectif clair : créer une culture commune, à même de faire de fédérer ce nouvel ensemble.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport 2016 sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de Développement Durable ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138387-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – RÉVISION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'agglomération de Montpellier, approuvé par délibération en date du 17 février 2006.

La révision du SCoT s'inscrit dans un contexte administratif renouvelé suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole et à la création de la Région Occitanie dotée de deux métropoles : Toulouse Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole. Une démarche dénommée « Montpellier Métropole Territoires » a également été engagée pour reconsidérer notamment le positionnement de Montpellier Méditerranée Métropole dans cette nouvelle organisation et les valeurs et la philosophie d'un projet de développement durable et équilibré du territoire.

Point de départ de cette révision du SCoT, l'évaluation du SCoT 2006, présenté en Conseil de Métropole le 12 novembre 2015, a conduit à différents constats. Les premiers résultats observés sont proches, voire supérieurs, aux objectifs fixés, notamment en termes de maîtrise du développement urbain, d'engagement du réinvestissement urbain, de densification des formes urbaines, de mixité sociale des programmes de logements. Elle met aussi en exergue notamment deux enjeux majeurs : la carence constatée en foncier économique pour les activités productives et extensives et la prise en compte des sensibilités environnementales.

En outre, la révision du SCoT intègre les nouvelles dispositions juridiques issues des différentes lois intervenues depuis 2006, notamment les lois relatives au Grenelle de l'Environnement et la loi « ALUR ».

La délibération de prescription de la révision du SCoT, en 2015, fixe plusieurs objectifs, en particulier :

- *Préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale*

L'objectif général est de mieux qualifier les différentes fonctionnalités de l'armature des espaces naturels et agricoles afin que ces espaces soient tour à tour des supports de projets pour la mise en œuvre de la politique agro-écologiques et alimentaire, des réservoirs de biodiversité à préserver, des corridors écologiques à restaurer... L'ensemble de ces espaces ayant par ailleurs une vocation paysagère et identitaire forte, facteur d'attractivité et de qualité du cadre de vie.

- *Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles et aux besoins qu'elles génèrent*

Dans un contexte de tassement de la croissance démographique à l'horizon 2040, l'objectif est de définir les modalités d'accueil des populations existantes et à venir grâce à des formes d'habitat diversifiées, couvrant l'ensemble des besoins résidentiels des différents parcours de vie. Un effort particulier est à fournir pour réinvestir les tissus urbains existants et y implanter ces futurs logements. En cohérence, l'offre de mobilité doit s'adapter à l'accueil de ces nouvelles populations et se construire aux différentes échelles de pratique du territoire.

- *Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois*

Face à la carence en foncier économique relevée lors de l'évaluation 2015 du SCoT 2006, l'objectif du SCoT révisé est d'offrir du foncier adapté à la diversité des besoins des entreprises, pour favoriser la création d'emplois en ville, dans les nouveaux parcs d'activités et dans les parcs existants réhabilités.

En matière d'aménagement commercial, l'objectif consiste à déterminer l'équilibre, notamment, entre d'une part, le renforcement des commerces de centre-ville et des tissus urbains

constitués et d'autre part, le réinvestissement des commerces de périphérie offrant des services complémentaires à la population.

Les moyens à mobiliser pour déployer une politique publique en faveur du tourisme seront également précisés afin de renforcer le rayonnement et l'attractivité de la Métropole.

o *Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets*

Au regard de la sensibilité environnementale du territoire, l'objectif du SCoT révisé est d'intégrer l'ensemble des enjeux environnementaux - notamment l'adaptation au changement climatique, la prise en compte des risques naturels, la préservation de la biodiversité... - pour définir un projet de territoire équilibré, où notamment les extensions urbaines ont des impacts limités sur l'environnement.

Enfin, la délibération de prescription de la révision rappelle que le futur SCoT fera l'objet d'une évaluation environnementale.

Au cours de ces derniers mois, les élus ont participé à différents ateliers pour commencer à identifier les principes fondamentaux du projet de territoire et leur déclinaison dans le futur SCoT. Parallèlement, plusieurs instances de travail se sont tenues avec les partenaires du territoire à travers des réunions avec les Personnes Publiques Associées (PPA) et des rencontres avec les SCoT voisins. Le diagnostic du territoire a pu être approfondi et les grandes orientations à exprimer dans le projet de SCoT ont pu être dégagées.

Le fruit de ces travaux permet ainsi de soumettre ce jour les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) au débat tel que prévu à l'article L. 143-18 du Code de l'urbanisme : *« un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables au plus tard quatre mois avant l'examen du projet de schéma »*.

Ce débat, sans portée décisive ni vote, s'inscrit dans la procédure d'élaboration du SCoT révisé.

Par la suite, l'élaboration du projet de révision du SCoT se poursuivra, avec l'association des PPA, mais aussi du public dans le cadre des modalités de concertation fixées par le Conseil de Métropole.

Il est rappelé que, l'article L. 141-4 du Code de l'urbanisme, indique que *« le projet d'aménagement et de développement durables fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. En matière de déplacements, ces objectifs intègrent une approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement »*.

Le PADD est donc un document essentiel du SCoT. Il définit les objectifs de politique publique qui fondent le projet. Il s'appuie sur le diagnostic du territoire, l'état initial de l'environnement et les analyses des résultats de l'application du SCoT approuvé en 2006. Il établit le cadre à partir duquel le document d'orientation et d'objectifs (DOO), qui constitue le document normatif du SCOT, sera élaboré.

Les orientations du PADD telles qu'elles sont envisagées et soumises au débat, s'organisent autour de plusieurs objectifs regroupés en trois défis.

Le document joint en annexe, dont le projet a été communiqué avec la convocation à la présente séance, énonce de manière plus précise les objectifs qui pourraient être déclinés dans le cadre du PADD, en vue d'un débat sur l'ensemble de ces orientations.

Défi 1 : une Métropole acclimatée

Pour s'adapter aux évolutions environnementales qui s'imposent au territoire (le changement climatique, la raréfaction des ressources naturelles et fossiles, les atteintes à la biodiversité...), les objectifs sont organisés autour de quatre piliers fortement imbriqués :

- *Protéger et reconquérir les composantes agro-naturelles, les paysages et la biodiversité pour mieux les valoriser*

Au sujet du paysage, le projet met en avant un objectif fort d'affirmation d'un Grand Parc Métropolitain, composé d'une multitude d'espaces qualitatifs accessibles « à moins d'un quart d'heure » par les habitants du territoire : lisières urbaines ou grands espaces, garrigues ou espaces littoraux, sites patrimoniaux naturels ou urbains.

Intimement liée aux enjeux paysagers, la biodiversité est préservée et restaurée à travers des objectifs différenciés pour chaque milieu, en fonction de leur fonctionnalité écologique.

Les espaces agro-naturels seront durablement préservés grâce au respect de l'équilibre deux tiers d'espaces naturels et agricoles pour un tiers d'espaces urbanisés et à urbaniser. Pour mettre en œuvre une ambitieuse politique agro-écologique et alimentaire, l'objectif est notamment d'activer cette armature en valorisant les ressources du territoire, en soutenant les filières vertes de l'amont à l'aval, en déployant des fermes nourricières et un archipel de fermes ressources.

- *Gérer les risques et nuisances et anticiper leurs évolutions face au climat*

Le territoire de la Métropole est concerné par un grand nombre de risques et nuisances, à la fois naturels et anthropiques : inondations, submersion marine, feux de forêt, retraits-gonflements des argiles, diminution de la ressource en eau, submersion marine, disparition de la biodiversité, pollution de l'air et des sols, nuisances sonores, effet îlot de chaleur urbain...

Le réchauffement climatique accentue fortement les phénomènes de risques et nécessite, ici plus qu'ailleurs, d'anticiper les évolutions prévisibles afin de permettre l'adaptation du territoire et de sa population et leur résilience. Le SCoT s'inscrit dans les politiques publiques de prévention des risques portées par la Métropole et les différents syndicats de bassin versant. Les orientations du PADD visent notamment à accroître l'infiltration, à limiter l'érosion et le ruissellement des eaux de pluie et de limiter l'effet des « îlots de chaleur urbain ».

Dans cette stratégie, le Littoral occupe une place particulière où il s'agit de gérer les risques connus à ce jour et d'anticiper les évolutions liées à la montée des eaux.

- *Optimiser les ressources*

Il s'agit ici d'accompagner le développement urbain du territoire dans un double objectif de préservation et de valorisation des ressources tout en adaptant les capacités de traitement (eaux usées, déchets...) et d'approvisionnement (eau potable, énergie...) des nouvelles populations et activités.

- *Organiser la préservation du patrimoine littoral et son développement durable au regard de la Loi Littoral*

Le SCoT s'appuie sur les principes de la loi Littoral, pour que le développement urbain soit contenu et maîtrisé dans le respect de l'exceptionnelle qualité paysagère et environnementale des espaces concernés, emblématiques de l'attractivité de la Métropole.

Défi 2 : une Métropole équilibrée et efficace

Il s'agit ici de définir l'organisation urbaine du territoire, socle pour la construction d'une armature des déplacements et du numérique adaptée au fonctionnement économique et social du territoire. Le projet de PADD propose des objectifs afin :

- *d'organiser les espaces urbains efficacement et durablement : l'armature urbaine*

L'espace métropolitain rassemble 31 communes à l'environnement, aux identités, aux morphologies urbaines et aux niveaux d'équipement et d'accessibilité différenciés. Il s'agit de respecter cette diversité qui participe grandement à la richesse et au potentiel d'attractivité du territoire. De la ville active, à la Métropole des villages en passant par les villes moyennes, de la mer aux causses, des espaces très desservis aux territoires encore relativement préservés de l'activité urbaine, tous les choix de vie sont possibles et chacun d'eux est à prendre en considération pour définir les objectifs d'aménagement à l'horizon 2040. Dans cette organisation, notamment la vitrine urbaine le long des axes de communication sera support de projets urbains et paysagers.

Par ailleurs, le rapport entre la ville centre et l'aire métropolitaine sera renforcé à travers le positionnement de « Portes Métropolitaines », localisées sur des sites favorables aux transferts modaux et au réinvestissement urbain.

- *d'assurer la cohérence entre les réseaux de déplacement et l'organisation urbaine, de favoriser la mobilité pour tous et à toutes les échelles*

Il s'agit d'organiser un système de déplacements apte à privilégier l'ensemble des modes alternatifs à l'« autosolisme » avec une mise en œuvre progressive et partenariale d'une politique ambitieuse. Les Portes métropolitaines assumeront un rôle de rabattement et d'interconnexion entre les modes de transports.

Pour accompagner le développement du territoire, plusieurs infrastructures routières et ferroviaires doivent compléter le réseau.

Défi 3 : une Métropole dynamique et attractive

L'hypothèse prise en compte est que la population de la Métropole augmentera en moyenne de 1 % par an d'ici 2040, horizon du SCoT, avec un taux de renouvellement qui devrait rester élevé, pour atteindre à cette échéance entre 570 000 et 590 000 habitants environ. Cette hypothèse intègre que la Métropole se donne les moyens de répondre aux besoins en logements pour l'ensemble des habitants et pour répondre à la diversité de leurs parcours résidentiels, notamment pour les populations qui partent résider de plus en plus loin alors qu'ils travaillent sur le territoire. Ceci se double d'un objectif de limitation de la consommation foncière grâce à la priorité donnée au réinvestissement urbain.

Pour accompagner ce dynamisme démographique et économique, la Métropole définit cinq objectifs :

- *Répondre à tous les besoins en logement*

Pour satisfaire les besoins en logements des populations nouvelles et existantes ainsi que pour fluidifier le marché en intégrant les enjeux de mixité sociale, l'effort de production annuel s'élève entre 4250 et 4500 logements. L'offre nouvelle comme le parc de logements existants valorisés permettront d'offrir un habitat diversifié et adapté aux différents besoins des parcours résidentiels.

- *Affirmer l'activité économique comme ressource créatrice de richesse et d'emplois durables pour tous*

Il s'agit de mobiliser tous les leviers pour créer de l'emploi durable sur le territoire. Ainsi, l'objectif est de diversifier l'économie en accueillant les entreprises dans les tissus urbains mixtes des villes, villages et quartiers ainsi que des parcs d'activités dédiés et calibrés aux différents besoins (offre foncière et immobilière).

- *Structurer l'équipement commercial en cohérence avec le projet de territoire*

L'objectif est d'adapter l'appareil commercial notamment à l'évolution des modes de vie et de consommation (e-commerce) en prenant en compte la diminution constatée du nombre de m² autorisés tout en priorisant le commerce de proximité, facteur d'animation urbaine, de mobilité durable et d'emploi.

Trois niveaux de polarité complémentaires sont ciblés pour accueillir l'activité commerciale :

- Le cœur métropolitain à affirmer,

- Les pôles métropolitains à réinvestir,
- Les pôles de proximité à prioriser,

- *Conforter l'épanouissement culturel, sportif et de loisir, pour une Métropole accueillante et rayonnante*

La Métropole dispose d'une offre qualitative en matière d'équipements publics, y compris à fort rayonnement. Il s'agira de poursuivre la politique de mise en réseaux et de localiser de nouveaux équipements adaptés aux futurs besoins du territoire.

- *Modérer la consommation foncière*

Le premier SCoT a permis d'enrayer l'étalement urbain et la consommation de l'espace en posant des limites à la ville et en intensifiant le développement dans le tissu urbain constitué ainsi que dans les extensions urbaines qu'il avait définies, principalement le long des axes de transport en commun. Cet objectif de modération de la consommation foncière et de limitation de l'étalement urbain doit se poursuivre en mobilisant plusieurs leviers, notamment :

- en définissant au plus juste les besoins du territoire
- en priorisant l'optimisation de l'enveloppe « urbanisation existante et engagée » ;
- en limitant et optimisant au mieux les extensions urbaines.

Les 1700 à 1950 ha des zones d'extension prévues à ce stade ne seront pas supérieurs aux surfaces non consommées des zones d'extension du SCoT 2006 ; en revanche ces surfaces seront redistribuées en fonction des enjeux environnementaux et du fonctionnement urbain du territoire.

Les objectifs du PADD seront déclinés dans le Document d'Orientation et d'Objectifs.

Conformément au L143-18 du Code de l'urbanisme, je vous propose à présent d'engager un débat sur les orientations du projet de PADD sur la base des éléments exposés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

après avoir débattu des orientations du PADD,

- prendre acte de la tenue du débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables dans le cadre de l'élaboration du projet de révision du SCoT.

A l'issue du débat, l'Assemblée prend acte de l'existence et de la transmission aux élus du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Le Conseil prend également acte de la tenue du débat sur les orientations du PADD, dans le cadre de l'élaboration du projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138313-

AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION AVEC L'ÉTAT, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

En application des dispositions de l'article L.302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, et sur la base du bilan triennal portant sur le respect de l'objectif de production de logements sociaux sur la période 2011-2013, 13 communes, parmi lesquelles la commune de Lattes, ont fait l'objet d'un constat de carence par arrêté du Préfet du département de l'Hérault en date du 9 octobre 2014.

Une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) et la Métropole a été signée le 5 janvier 2012, afin de définir une collaboration en matière d'action foncière, notamment sur l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) dans les communes où un constat de carence au titre de l'article 55 de la loi SRU, aura été dressé. Dans ce cas, l'exercice du DPU revient au représentant de l'Etat qui le délègue à l'EPF-LR.

C'est dans ce cadre qu'une convention quadripartite sur 6 ans est élaborée. Elle associe l'Etat, l'EPF-LR, la Commune de Lattes et la Métropole. Elle définit les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre de l'exercice par l'Etat du DPU sur les zones de la commune où les constructions d'habitations sont autorisées.

Aux termes de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage :

A l'égard de la Commune de Lattes :

- à étudier la modification, si nécessaire, du document d'urbanisme et à poursuivre son assistance dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière ;
- à poursuivre son appui technique afin de l'aider dans la formalisation de ses projets et dans la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- à veiller, conformément aux règles du SCoT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux tirer profit de cette ressource auprès de la commune ;
- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir.

A l'égard de l'EPF-LR :

- à informer l'EPF-LR de l'état d'avancement des projets (notamment en termes de financement) ;
- le cas échéant, à se conformer aux obligations découlant de l'article L.314-1 du Code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, apporter un appui à la commune en vue du relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans, ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent.

D'une manière générale, la Métropole s'engage :

- à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation des logements sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat ;
- à veiller auprès de l'Etat à l'obtention des agréments et à la disponibilité des financements annuels nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux.

Elle mettra à disposition les ressources suivantes :

- les compétences de son service habitat en matière de mise en œuvre et de suivi du Programme Local de l'Habitat, dans le domaine de l'ingénierie financière des « aides à la pierre » et du conseil aux communes ;

Délibération n° 14465

- les compétences de son service foncier, tant dans les domaines de l'expertise que de la négociation ;
- les compétences de son service aménagement, appuyées sur celles de son aménageur le cas échéant, pour l'étude, la faisabilité, le montage et l'accompagnement des opérations ;
- les résultats de son Observatoire Foncier Métropolitain en cours de développement.

Cette convention permet de mettre en œuvre les objectifs de la convention cadre conclue avec l'EPF-LR et de contribuer à résorber, dans un cadre partenarial, le retard pris par la Commune dans la réalisation des objectifs assignés par la loi et par le Plan Local de l'Habitat (PLH).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention quadripartite entre l'Etat, la Commune de Lattes, l'EPF-LR et la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017
Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1135854-
CC-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - PROJET URBAIN PARTENARIAL « SIGALIÈS » - APPROBATION DU PÉRIMÈTRE ET DE LA CONVENTION DE PUP AVEC LA SOCIÉTÉ TERRES DU SOLEIL APPROBATION DE LA CONVENTION DE REVERSEMENT AU SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le secteur de Sigaliès à Saint Jean de Vedas est un secteur à vocation résidentiel, occupé uniquement par des habitations individuelles. Il est classé en 2AUb1 et 2AUb2 au Plan Local d'Urbanisme de la commune.

La Société « Terre du Soleil » a déposé, conjointement avec la société SARL RD, sur ce secteur, en date du 16 décembre 2016, une demande de permis d'aménager n°03427016M0009 sur une unité foncière de 19 707 m², constituée par les parcelles cadastrées AL53p, AL54p, AL55p, AL65p, AL67, AL68 p, AL69p, AL70p, AL83, AL84, AL85, AL87p, AL186, AL188, AL217p.

Le permis d'aménager sera exécuté en deux tranches. Le programme prévisionnel de cette opération d'aménagement prévoit la création de 22 lots destinés à la construction de logements individuels libres et de 3 lots destinés à la création de 14 logements sociaux, pour une surface de plancher totale de 4 665 m².

Il apparaît que cette opération rend nécessaire :

- la viabilisation d'une partie du chemin du moulin de Tourtoure,
- l'extension de l'éclairage public sur le chemin du moulin de Tourtoure,
- l'extension et le renforcement du réseau Erdf,
- l'extension et le renforcement du réseau AEP (alimentation en eau potable) pour l'alimentation en eau potable et la défense incendie,
- l'extension du réseau EU (eaux usées).

Cette opération participera au financement de ces équipements à hauteur des besoins générés par les futurs habitants, via une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP).

Le Projet Urbain Partenarial est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de PLU de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet ensemble, tel que défini en annexe n°1, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme. Et ce, afin qu'à l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP Sigaliès », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement ou de construction, participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics, à hauteur des besoins générés par les futurs habitants. Le périmètre de PUP, annexé à la présente convention, couvre les parcelles suivantes : AL53p, AL54p, AL55p, AL65p, AL67, AL68 p, AL69p, AL70p, AL83, AL84, AL85, AL87p, AL186, AL188, AL217.

Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de partage des coûts des équipements. Celles-ci sont établies ci-après. Il est également envisagé de délimiter ce périmètre pour une durée de 10 ans.

Conformément à l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, la durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement est de 10 ans à l'intérieur de ce périmètre.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge des constructeurs dans le cadre de ce périmètre de PUP les montants suivants :

Postes	Coût travaux €HT (MOE, études et aléas inclus)	Terres du Soleil		Public	
voirie et pluvial chemin du moulin de Tourtourel	80 250	65%	52 163	35%	28 088
éclairage public	6 420	65%	4 173	35%	2 247
électricité Enedis	35 534	100%	35 534	0%	
AEP	250 660	100%	250 660	0%	
télécom	9 626	100%	9 626	0%	
TOTAL HT	382 490	92%	352 155	8%	30 335

La viabilisation d'une partie du chemin du moulin de Tourtourel, avec éclairage public, est imputée à 65% aux pétitionnaires privés, car il est nécessaire essentiellement aux futurs résidents du programme mais il permettra aussi un maillage du quartier.

Les renforcements et extensions de réseaux électrique, télécom, d'eau potable et la création de poteau pour la défense incendie sont mis en totalité à la charge des pétitionnaires privés dans la mesure où leurs dimensionnements répondent aux besoins des futurs résidents au sein du périmètre du PUP.

Aussi est prévue une convention de PUP avec la société TERRES DU SOLEIL, à travers laquelle elle s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution numéraire totale égale à 352 155 €. TERRES DU SOLEIL étant le premier demandeur du permis d'aménager sus-mentionné, celui-ci s'engage à faire son affaire de la participation de la SARL RD, co-demandeur de ce permis.

Il est précisé que le coût total prévisionnel des équipements à réaliser est évalué en phase avant-projet. La convention de PUP proposée à la société TERRES DU SOLEIL prévoit que leurs signataires s'engagent à accepter un ajustement de la participation due par TERRES DU SOLEIL si le montant global de réalisation des équipements publics, à l'issue des derniers décomptes de travaux avant la livraison des équipements publics, venait à être différent, à la hausse comme à la baisse, de l'estimation, dans la limite de 5%. Au-delà de 5% d'écart, Montpellier Méditerranée Métropole et la société TERRES DU SOLEIL s'engagent à accepter la conclusion d'un avenant à la présente convention afin d'ajuster le montant de participation de TERRES DU SOLEIL. Dans ces deux cas, les taux de répartition fixé restent applicables.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à fournir pour information à la société TERRES DU SOLEIL une actualisation des coûts à l'issue des consultations de travaux.

Le renforcement et extension de réseau d'eau potable étant de la compétence du Syndicat du Bas Languedoc (SBL), une convention de reversement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SBL est prévue, par laquelle la Métropole s'engage à reverser au syndicat la somme de 250 660 € correspond au coût prévisionnel de ces ouvrages. Néanmoins, si à l'issue de la consultation de travaux, leur coût de réalisation venait à être différent, à la hausse comme à la baisse, de l'estimation, le SBL et la Métropole s'engage à procéder à un ajustement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le périmètre de PUP joint en annexe 1 pour une durée de 10 ans et les modalités de partage des coûts des équipements qui seront mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- reporter la délimitation de ce périmètre dans les annexes du PLU pour information,
- exclure le secteur délimité en annexe 1 du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années,

Délibération n° 14466

- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TERRES DU SOLEIL,
- approuver la convention de reversement établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SBL,
- dire que les crédits et les recettes correspondants sont inscrits au budget de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138616-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – EXTENSION DU PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON - PROJET DE DÉCRET - AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

L'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR), créé par décret du 2 juillet 2008, assure le portage foncier et immobilier d'opérations d'aménagement en vue de permettre le développement de l'offre de logements ou d'opérations de renouvellement urbains, d'activités économiques, de la protection contre les risques naturels, de la préservation des espaces agricoles et naturels remarquables et de la mise en œuvre des grands équipements. L'action de l'EPF –LR est encadrée par la signature de conventions avec les acteurs locaux.

L'Etat a souhaité engager début 2016 une étude d'opportunité sur le périmètre d'action de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon, en cohérence avec le nouveau périmètre de la Région Occitanie. L'objectif de cette étude était également de réfléchir aux modalités de mise en œuvre et d'articuler la cohérence d'action d'un EPF d'Etat (l'EPF-LR) et des 3 EPF locaux sur le territoire.

La concertation a été fortement menée dans un premier temps sur l'ancienne région Midi-Pyrénées. C'est seulement dans un second temps, que l'ancienne région Languedoc-Roussillon, a été consultée pour donner son avis. En novembre 2016, la Préfecture de région a sollicité les collectivités territoriales à travers un questionnaire sur les différents sujets portant à la fois sur le périmètre d'action, son siège, le nom de l'Etablissement, sa gouvernance, la fiscalité pour lui permettre de proposer les évolutions réglementaires à prévoir.

L'extension de l'Etablissement Public Foncier doit faire l'objet d'une modification de son décret de création du 2 juillet 2008. Conformément à l'article L321-2 du Code de l'urbanisme, les collectivités territoriales et leurs groupements situées dans le périmètre de compétence du futur EPF, sont alors sollicitées pour avis préalable à la signature de celui-ci, après examen par le Conseil d'Etat.

Montpellier Méditerranée Métropole a eu l'occasion de s'exprimer à travers ce questionnaire. Il est important de noter que l'ensemble des réponses formulées par la Métropole ont été retenues.

Le projet de décret modificatif porte sur les éléments suivants :

- le siège de l'EPF est fixé par décret et confirmé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à la demande de la Métropole ;
- le changement de nom : l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon devient l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie ;
- le périmètre de compétence de l'EPF d'Occitanie s'étend à la nouvelle Région Occitanie, à l'exception des territoires couverts par les Etablissements Publics Locaux ;
- le Conseil d'administration passe de 32 à 55 membres, retenant la représentation la plus large possible, comme la Métropole l'avait demandée ;
- le bureau passe de 10 à 12 membres ;
- le quorum sera atteint avec 2/5^{ème} des membres du conseil d'administration et non plus avec la moitié des membres participants ;
- l'Etablissement Public Foncier coopérera avec la SAFER ou tout autre organisme compétent, quand il agira au titre de la préservation des espaces naturels et agricoles.

La fiscalité n'apparaît pas dans ce projet de décret car elle relève de la loi de Finances en vigueur.

Délibération n° 14467

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable au projet de décret portant extension du périmètre de l'Établissement Public Foncier d'Occitanie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138878-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE LATTES - INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE DE PUP RD 58 EX APAVE ET JARDIN DE LÉONIE - CONVENTION AVEC GGL AMENAGEMENT - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE LATTES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La Société GGL AMENAGEMENT est propriétaire sur le territoire de la Commune de Lattes avenue de l'Agau sur la route départementale n°58, des parcelles cadastrées DB 0001 et DB 0079 pour une superficie totale de 6721m², sur laquelle elle envisage de réaliser une opération de construction. L'opération consiste en la création d'un lotissement de 13 lots à bâtir : 12 maisons et 5 logements sociaux pour une surface de plancher de 1 980 m².

Cette opération est enregistrée sous le permis d'Aménager n° PA 034 129 16M0001 déposé en Mairie en date du 15 juillet 2016.

Il apparaît que l'opération, objet du Permis d'Aménager, rend nécessaire un certain nombre d'équipements publics qui consistent, en la réalisation d'une part d'aménagement de voirie et réseaux, et d'autre part, d'équipements collectifs.

Au demeurant, cette convention de PUP à passer avec la Société GGL AMENAGEMENT est aussi à articuler avec les parcelles occupées à proximité par l'APAVE et susceptibles de faire l'objet d'une opération de construction dans des délais proches, en s'appuyant en partie sur les mêmes équipements publics à réaliser que ceux nécessaires à l'opération de constructions du projet GGL AMENAGEMENT visés ci-dessus.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

- CY 0506 d'une superficie de 4788 m² ;
- CY 0508 d'une superficie de 235m² ;
- CX 9 d'une superficie de 389 m² ;
- CX 8 d'une superficie de 89m² ;
- CX 25 d'une superficie de 22m² ;
- CX 7 d'une superficie de 72m² ;
- CX 5 d'une superficie de 17m² ;
- CX 6 d'une superficie de 63m² ;
- CX 44 d'une superficie de 6074m² ;

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet ensemble, tel que défini en annexe n°1, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3-II du Code de l'urbanisme, afin qu'à l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP RD58 Ex APAVE Jardin de Léonie », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement ou de construction, participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics.

Le descriptif global du programme de ces différents équipements publics à réaliser est le suivant : Ils concernent la réalisation d'une part d'aménagement de voirie et réseaux et d'autre part d'équipements collectifs de superstructures qui seront réalisés par la commune de Lattes :

- Voiries et réseaux :
 - restructuration des voiries dont voirie départementale et accès,
 - renforcement du réseau ERDF,
 - renforcement des réseaux Eaux usées,
 - renforcement des réseaux d'eau potable
- Equipements Collectifs de superstructure :
 - participation à la création d'une nouvelle crèche communale,

Le coût total des équipements à réaliser est fixé à **497 488 € H.T.** Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage, d'acquisitions foncières et aléas, ainsi que le coût des équipements à réaliser.

Dénomination de l'équipement public	Coût H.T.
Aménagement de Voirie sur l'Avenue de l'Agau au droit des opérations (RD58)	90 380
Accès et espaces Publics	30 351,50
Extension et renforcement des réseaux publics AEP et DFCI	63 600
Extension et renforcement des réseaux publics d'eaux usées (EU)	81 600
Renforcement ERDF	25 000
Construction de places de crèches (programme 3.200.000 €) 4,5 places pour le périmètre de PUP	178 500
Salle d'Activités	11 256
Equipements sportifs	16.800
Total	497 488

- Equipements Collectifs de superstructures :

La population amenée par les opérations successives projetées est évaluée à 112 habitants dont environ 18 enfants. L'apport de population représente 0.71% de la population de Lattes (16 000 habitants). Aussi, il est mis à la charge des opérations successives :

- 4,5 places de crèches dans la nouvelle structure créée dont le montant de l'opération est évalué à 3 200 000 € pour 76 places soit environ 42 000 € la place : soit 189 000 €, pour l'ensemble des projets successifs à intervenir dans le périmètre considéré.

Par ailleurs est mis à la charge des opérations la réalisation d'équipements publics :

- salle d'activité d'un montant de 1.680.000 € à hauteur de 0.7 % soit 11.256 €
- équipement sportif d'un montant de 2.400.000 € à hauteur de 0,7% soit 16.800€

Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de partage des coûts des équipements. Celles-ci sont établies ci-après. Il est également envisagé de délimiter ce périmètre pour une durée de 10 ans, correspondant à la durée maximale prévue, en vue de la mutation de cet îlot.

Par ailleurs, il convient d'exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre du PUP RD58 Ex APAVE Jardin de Léonie pour une durée de 10 années

Dénomination de l'équipement public	Coût H.T. total	% à la charge de GGL AMENAGEMENT	Coût à la charge de GGL AMENAGEMENT EHT	% à la charge des constructeurs Autres (Ex terrain APAVE)	Coût à la charge des constructeurs Autres (Ex terrain APAVE)	% à la Charge de Montpellier Méditerranée Métropole	Coût à la Charge de Montpellier Méditerranée Métropole
Aménagement de Voirie sur l'Avenue de l'Agau au droit des opérations (RD58)	90.380	26%	23.152€	60%	54.228€	14%	13.000€
Accès et espaces Publics	30.351,5	92%	30.351€	0%	0	0%	0 €
Extension et renforcement des réseaux publics AEP et DFCI	63.600	25 %	15.741€	67%	42.559€	8%	5.300 €
Extension et renforcement des réseaux publics d'eaux usées (EU)	81 600	27%	21.692€	65%	53.108 €	8%	6.800€
Renforcement ERDF	25.000	0%	0€	100%	25.000€	0%	0€
Construction de places de crèches	178.500	35%	63.000 €	65%	115.500€	0%	0€
Salle d'Activités	11.256	30%	3.360€	70%	7.896	0%	0€
Equipements sportifs	16.800	33%	5.520€	67%	11.280	0%	0€
Total	497.487	35%	162.816€	62%	309.571€	5%	25.100€

En conséquence, la participation financière totale mise à la charge de la Société GGL Aménagement pour la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'opération s'élève à la somme de 162.816 €. Seul le montant HT de l'opération sera mis partiellement à la charge des constructeurs, la TVA applicable étant récupérée ultérieurement par Montpellier Méditerranée Métropole.

À travers cette convention de PUP, GGL AMENAGEMENT, s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 162.816 €. Parmi ce montant, 71 880 € correspondent à la participation aux Equipements Collectifs de superstructures relevant de la compétence communale, tels qu'énumérés ci avant.

Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à reverser à la Commune de Lattes, la somme de 71 880 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- délimiter en application de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme et pour une durée de dix ans, le périmètre tel que figurant en annexe, dénommé « PUP RD58 Ex Apave et Jardin de Léonie »,
- fixer les modalités de partage du financement des coûts des équipements publics tels que précisés ci avant ;

- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre la société GGL AMENAGEMENT et Montpellier Méditerranée Métropole , et notamment le montant de la participation de la société GGL AMENAGEMENT, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- dire que les dépenses et les recettes sont inscrites au Budget principal de la Métropole chapitre 908;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre du PUP pour une durée de 10 années ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits du présent Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017
Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1134125-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COTISATION 2017 À L'ASSOCIATION ARCHITECTURE ET MAÎTRE D'OUVRAGES LANGUEDOC-ROUSSILLON (AMO LR) - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Créée en 1983, l'association « Architecture et Maîtrise d'Ouvrages » a pour vocation de promouvoir la qualité architecturale en mettant l'accent sur l'importance des rôles respectifs du maître d'ouvrage et de l'architecte dans le processus de production de l'architecture et dans l'intégration des programmes à leur environnement.

Pour ce faire, cette association conduit des actions d'informations, de sensibilisation et de formation des intervenants à l'acte de construire, destinées à mieux connaître leurs missions et responsabilités propres et à susciter l'apprentissage de pratiques professionnelles partagées ; ces actions ont plus précisément pour objet :

- de mieux informer et former les acteurs de la construction pour promouvoir la culture architecturale et urbanistique,
- de développer des actions de promotions de l'architecture,
- de poser la qualité architecturale comme support au dialogue et de l'action conjuguée du maître d'ouvrage et de l'architecte.

Chaque année, les membres des associations AMO (au nombre de 11 couvrant le territoire national) se réunissent pour leur « Journée nationale » annuelle, à l'initiative de l'une d'entre elle. Cette manifestation est un moment d'échanges s'appuyant sur des visites de réalisations architecturales et urbaines, en lien avec le territoire d'accueil ; elle rassemble en général de l'ordre de 350 à 400 participants, architectes et maître d'ouvrage.

Dans ce contexte Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son adhésion à l'association locale dont le montant annuel s'élève à 800 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Architecture et Maître d'Ouvrages L-R pour l'année 2017,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de la Métropole, chapitre 935,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138187-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PLAN DÉPARTEMENTAL D'ITINÉRAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNÉE DE L'HÉRAULT - ADOPTION DU PROJET SUR LE TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN - INSCRIPTION DES CHEMINS RURAUX COMPRIS DANS CET ITINÉRAIRE - VALIDATION DU TRACÉ DU GR 653

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

L'élaboration du Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) est une compétence du Département conformément à l'article 56 de la loi du 22 juillet 1983.

Dans ce cadre, le Conseil Départemental de l'Hérault et le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre de l'Hérault élaborent des itinéraires de randonnée qui traversent le territoire de plusieurs communes de la Métropole en empruntant une partie de leur voirie.

Ces itinéraires représentent un intérêt certain dans le cadre de la mise en valeur et de la découverte des différentes communes de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voirie depuis le 1^{er} janvier 2015, est sollicitée sur le tracé des chemins de randonnées qui traversent le territoire métropolitain. Il convient d'émettre un avis sur le Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée et de désigner les chemins ruraux qui y feront l'objet d'une inscription.

Les chemins ruraux inscrits au PDIPR ne pourront être aliénés ou supprimés que dans la mesure où la continuité des itinéraires est préservée, soit par le maintien du droit de passage, soit par la mise en place d'un itinéraire de substitution adapté à la promenade et à la randonnée, et ce, en accord avec le Département.

Ces itinéraires, qui seront intégrés au PDIPR, doivent répondre à un ensemble de dispositions détaillées dans la charte de qualité établie par le Département dont notamment, des travaux d'ouverture et de mise en sécurité qui sont à la charge du Comité Départemental de la Randonnée Pédestre de l'Hérault ainsi que l'obtention des documents juridiques et administratifs parmi lesquels la présente délibération.

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre de l'Hérault prendra en charge la mise en place initiale de la signalétique de la réglementation sur les itinéraires conformes aux dispositions de la charte, et validés par délibération du Conseil Départemental.

Sur le territoire métropolitain, il existe déjà plusieurs chemins de promenade et de randonnée, à savoir :

- l'Aqueduc de Castries sur la commune de Castries,
- le Domaine de Restinclières sur la commune de Prades-le-Lez,
- les itinéraires de randonnée sur Grabels et Saint Georges d'Orques-Lavérune,
- le Sentier des 4 Carrières sur la commune de Castries et Sussargues,
- le Sentier des Salines sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

La Métropole est également traversée par le GR 653. Il est proposé d'accepter le projet de modification du tracé actuel au niveau de Grabels et entre Le Crès et Castelnau-le-Lez.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée de l'Hérault pour sa partie située sur le territoire métropolitain,
- adopter les itinéraires de promenade et de randonnée existant sur le territoire métropolitain, à savoir la découverte de l'Aqueduc de Castries, le Domaine de Restinclières, les chemins de promenade sur la commune de Grabels, et de Saint Georges d'Orques, le Sentiers des 4 carrières, le Sentier des Salines,
- accepter l'inscription au Plan Département d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée des chemins ruraux compris dans ces itinéraires,
- adopter l'itinéraire GR 653 passant sur le territoire de la Métropole,

- accepter le projet de modification du tracé du GR 653 au niveau de Grabels et entre Le Crès et Castelnaud-le-Lez,
- autoriser le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre de l'Hérault, ses représentants ou prestataires à installer sur les tronçons de ces itinéraires, le mobilier de balisage nécessaire à la signalisation, l'information et la réglementation (balises, panneaux et barrières) et d'effectuer les travaux nécessaires pour l'aménagement et l'entretien du sentier de randonnée.
- s'engager, sur l'itinéraire ainsi adopté, afin d'éviter les confusions, à informer le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre de l'Hérault en cas de balisage ou de re-balisage d'autres circuits.
- demander aux Maires des communes traversées par ces itinéraires, de prendre sur tout ou partie de l'itinéraire existant sur le territoire communal, un arrêté interdisant le passage des véhicules à moteur et notamment des véhicules spéciaux tout terrain 4 x 4 et 2 roues.
- autoriser Monsieur le Président à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1126478-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

ENERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – CONVENTION D'ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET ENEDIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme E. LLORET, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Energie et transition énergétique, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de compétences clés lui permettant de développer un aménagement durable, innovant et attractif de son territoire avec notamment : l'aménagement du territoire, la politique de l'habitat, le rôle d'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergie, la contribution à la transition énergétique, l'élaboration d'un Schéma Directeur Air Energie Climat, la gestion des déplacements en vue d'une mobilité durable, la gestion des voiries et de l'espace public, l'eau et l'assainissement, la cohésion sociale et le développement économique. Son action a d'ores et déjà été reconnue au niveau national, au travers notamment de l'obtention de nombreux labels et reconnaissances, tels que Ecocité Ville de Demain, French Tech ou encore TEPCV (Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite concilier les objectifs de préservation des ressources et de développement urbain tout en contribuant à favoriser la création de richesses et d'emplois et figurer ainsi parmi les villes pionnières en matière d'innovation en développement durable. Elle entend jouer un rôle croissant vers une métropole décarbonée, à énergie positive et pionnière dans l'innovation et le développement de l'économie verte.

L'atteinte de ces objectifs implique de nouveaux partenariats favorisant l'innovation, et l'expérimentation de nouvelles technologies dans ses sept domaines d'excellence : la santé, le développement numérique, la mobilité et les déplacements, le développement économique, touristique et industriel, l'agroécologie et alimentation, la culture, le patrimoine et l'université et le commerce et l'artisanat.

Enedis, entreprise de service public, est concessionnaire du réseau de distribution d'électricité sur 29 communes de Montpellier Méditerranée Métropole dont un des enjeux est d'accompagner le développement de Montpellier Méditerranée Métropole, pour les particuliers et les entreprises, avec notamment la construction de nouveaux quartiers et la réhabilitation du centre-ville.

Au-delà du contrat de concession de la distribution publique d'électricité, Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis ont des intérêts communs et décident d'inscrire leur démarche d'actions conjointes, au sein d'un accord-cadre de partenariat articulé autour de trois thèmes.

Thème 1 : POUR UN TERRITOIRE DURABLE

Pour un territoire durable, Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis, dans le strict respect de leurs compétences respectives, conviennent de coopérer sur les trois axes principaux suivants :

1- Réparer la ville

- Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis s'engagent à travailler en commun sur les priorités de requalification urbaine décidées par Montpellier Méditerranée Métropole afin d'identifier les chantiers de renouvellement de réseaux électriques afférents, de prioriser les zones d'actions et les secteurs qui ont le plus de besoins en terme d'aménagement, de chaussée, d'éclairage public, de réseaux d'eau et d'énergie. La coordination permet aux deux parties de mieux appréhender leurs programmes respectifs, tout en optimisant les coûts.
- Cet engagement sera renforcé par le souci permanent de prioriser les investissements vers l'amélioration constante de la qualité du service de la distribution électrique tout en prenant en compte les prévisions de maîtrise de l'énergie identifiées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- Par ailleurs, Enedis accompagnera Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la rénovation énergétique des copropriétés pour faciliter l'émergence d'opérations complexes.

2- Accompagner la transition énergétique

- Enedis s'engage, en sa qualité de GRD, à accompagner Montpellier Méditerranée Métropole dans l'élaboration du Schéma Directeur Air Energie Climat (SDAEC), qui présentera l'évolution coordonnée de ses réseaux d'énergies en lien avec les politiques d'aménagement et de développement du territoire et les objectifs de transition énergétique, dans une démarche prospective. A partir de l'état des lieux de l'existant, du projet de territoire et ses déclinaisons dans le SCoT et le PLUi, d'un travail transversal prenant en compte les différentes compétences de Montpellier Méditerranée Métropole
- urbanisme, mobilités, habitat, gestion des réseaux énergétiques, valorisation énergétique des déchets, etc - le Schéma Directeur permettra l'anticipation et la programmation des évolutions de réseaux, ainsi que l'adéquation entre les besoins et l'offre, dans un cadre de transition énergétique.
- Enedis s'engage à accompagner Montpellier Méditerranée Métropole dans ses projets d'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques en traitant l'impact sur le réseau et la nécessité d'optimiser les investissements notamment ceux liés au renforcement des réseaux.
- Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans son Plan Climat à amplifier le recours aux énergies renouvelables : Enedis mettra à disposition des informations sur les installations raccordées au réseau de distribution d'électricité, Montpellier Méditerranée Métropole, pour sa part, partagera son approche prospective et cartographiée des potentiels de production d'énergies renouvelables afin de mieux anticiper l'évolution des réseaux et de limiter les coûts de leur adaptation, en prenant en compte notamment l'autoconsommation. Enedis contribuera, par ailleurs, à la définition d'un objectif cible pour Montpellier Méditerranée Métropole du taux d'électricité renouvelable locale sur son territoire.
- Les phases de programmation urbaine et de conception des réseaux techniques urbains doivent être mises à profit pour améliorer les réponses traditionnellement apportées. Un travail spécifique est à engager par Montpellier Méditerranée Métropole, avec ses aménageurs SERM ou SA3M, les bureaux d'études impliqués et Enedis pour, d'une part, analyser les projets et, d'autre part, mobiliser les retours d'expériences développées en France par Enedis en vue de leur développement opérationnel sur les territoires.

3- Préparer l'avenir :

- Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis conviennent de constituer un groupe de travail dont l'objectif sera d'examiner des dossiers d'extension du réseau public de distribution d'électricité dans le cadre de l'application de la loi SRU, de confronter les points de vue des deux parties et d'apporter une réponse commune aux cas litigieux notamment en terme de financement.
- Les investissements nécessaires au maintien d'un bon niveau de qualité seront programmés en concertation avec Montpellier Méditerranée Métropole garante des deniers publics et du service public rendu aux usagers. En outre, dans l'intérêt des programmes de rénovation des voiries, Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis conviennent que des programmes pluri-annuels de travaux seront discutés dans le cadre d'un groupe de travail à mettre en oeuvre.
- Des négociations à intervenir sur le ou les futurs contrats de concession seront fondées sur les discussions en cours entre France Urbaine et Enedis

Thème 2 : POUR UN TERRITOIRE NUMERIQUE

Pour un territoire numérique : Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis conviennent de coopérer sur cinq axes principaux suivants :

1- Accompagner le développement numérique du territoire

Enedis est membre du Conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole, et participe activement aux initiatives du territoire dans le domaine du numérique : open innovation, projets Urban Lab

2- Favoriser le développement du Très Haut Débit

Une convention tripartite est proposée aux opérateurs de télécommunication par Enedis et Montpellier Méditerranée Métropole afin de favoriser le développement du très haut débit, cette convention a été adoptée par le Conseil de Métropole en octobre 2016.

3- Mettre à disposition les données sur l'énergie

Enedis proposera à Montpellier Méditerranée Métropole un accompagnement sur la mise à disposition des données de consommation et de production à différentes mailles géographiques et temporelles, pour faciliter le projet de transition énergétique territorial

4- Système d'Information Géographique, cartographie

Un partenariat en matière de conception et de gestion d'un Système d'Information Géographique, sera proposé pour répondre aux nouvelles exigences réglementaires de géo-référencement et de précision, ainsi qu'aux besoins exprimés par les services opérationnels de Montpellier Méditerranée Métropole.

5- Expérimenter les services de flexibilité locale

Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis souhaitent expérimenter le service de flexibilité locale dans la ZAC Eureka pour optimiser le dimensionnement du réseau de distribution en tenant compte de l'injection massive d'électricité photovoltaïque produite sur les toitures des immeubles de ce futur quartier à énergie positive.

Thème 3 : POUR UN TERRITOIRE ATTRACTIF ET SOLIDAIRE

Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de renforcer l'efficacité des politiques publiques et la solidarité entre les territoires.

1- Afin de développer l'économie et l'emploi local, Montpellier Méditerranée Métropole et ENEDIS s'associeront pour anticiper et favoriser l'implantation d'entreprises sur le territoire et accompagner les grands projets.

2- Dans le but de la lutte contre les situations de précarité énergétique, Enedis accompagnera Montpellier Méditerranée Métropole dans la détection des situations de précarité en mettant à sa disposition des éléments de diagnostic, d'aide à la décision et de suivi des politiques publiques.

3- Enedis sera aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole dans l'accompagnement de l'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficultés

L'accord-cadre ayant vocation à fixer les orientations générales du partenariat, des conventions particulières préciseront, si nécessaire, à la fois le contenu et les conditions de réalisation des actions du partenariat. Elles feront l'objet d'un accord préalable de l'assemblée délibérante.

Le partenariat est conclu pour une durée de quatre ans à compter de la date de signature de la convention et pourra se prolonger jusqu'à l'expiration des conventions d'application.

La gouvernance sera assurée par un comité de pilotage co-présidé par Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Enedis Hérault. Ce comité veillera à la bonne application de l'accord-cadre et au développement du partenariat dans le respect des orientations générales qu'il fixe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'accord-cadre entre Enedis et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138926-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2017 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 25 janvier 2017, s'est tenu le débat d'orientations budgétaires, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2017.

Ce budget se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL :

- Section de fonctionnement : **433 737 031 euros**
 - Section d'investissement : **216 570 582 euros**
 Total **650 307 613 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	30 127 803		30 127 803
931	Sécurité et salubrité publiques	17 917 318		17 917 318
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	86 769 745		86 769 745
935	Aménagement des territoires et habitat	17 472 346		17 472 346
936	Action économique	14 163 863		14 163 863
937	Environnement	92 659 058		92 659 058
938	Transports	63 541 692		63 541 692
940	Impositions directes	21 029 405		21 029 405
943	Opérations financières	13 028 000		13 028 000
946	Transferts entre les sections		26 700 000	26 700 000
953	Virement à la section d'investissement		50 327 801	50 327 801
Total		356 709 230	77 027 801	433 737 031

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	4 752 920		4 752 920
931	Sécurité et salubrité publiques	520 000		520 000
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	9 657 896		9 657 896
935	Aménagement des territoires et habitat	924 046		924 046
936	Action économique	4 537 525		4 537 525
937	Environnement	9 678 451		9 678 451
938	Transports	17 784 018		17 784 018
940	Impositions directes	252 813 000		252 813 000
941	Autres impôts et taxes	76 493 175		76 493 175
942	Dotations et participation	48 571 000		48 571 000
943	Opérations financières	5 000		5 000
946	Transferts entre les sections		8 000 000	8 000 000
Total		425 737 031	8 000 000	433 737 031

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	3 355 107		3 355 107
901	Sécurité et salubrité publiques	881 000		881 000
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	28 111 294		28 111 294
905	Aménagement des territoires et habitat	48 053 553		48 053 553
906	Action économique	13 533 925		13 533 925
907	Environnement	10 049 045		10 049 045
908	Transports	67 515 557		67 515 557
921	Taxes non affectées	1 300 000		1 300 000
923	Dettes et autres opérations financières	35 553 000		35 553 000
925	Opérations patrimoniales		218 101	218 101
926	Transferts entre les sections		8 000 000	8 000 000
Total		208 352 481	8 218 101	216 570 582

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	40 000		40 000
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	264 101		264 101
905	Aménagement des territoires et habitat	13 968 604		13 968 604
906	Action économique	1 854 000		1 854 000
907	Environnement	3 039 249		3 039 249
908	Transports	22 268 053		22 268 053
921	Taxes non affectées	5 403 292		5 403 292
922	Dotations et participations	18 602 000		18 602 000
923	Dettes et autres opérations financières	73 638 089		73 638 089
954	Produits des cessions d'immobilisations	247 292		247 292
925	Opérations patrimoniales		218 101	218 101
926	Transferts entre sections		26 700 000	26 700 000
951	Virement de la section de fonctionnement		50 327 801	50 327 801
Total		139 324 680	77 245 902	216 570 582

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2017 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES :

- Section d'exploitation :	856 144 euros
- Section d'investissement :	473 444 euros
Total	1 329 588 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	200		200
012	Charges de personnel et frais assimilés	382 500		382 500
66	Charges financières	16 000		16 000
023	Virement à la section d'investissement		457 444	457 444
Total		398 700	457 444	856 144

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuations de charges	4 000		4 000
70	Ventes de produits	362 000		362 000
75	Produits divers de gestion courante	490 144		490 144
Total		856 144	0	856 144

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	34 000		34 000
21	Immobilisations incorporelles	439 444		439 444
Total		473 444	0	473 444

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations incorporelles	16 000		16 000
021	Virement de la section d'exploitation		457 444	457 444
Total		16 000	457 444	473 444

Délibération n° 14457

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2017 des Services Funéraires par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT :

- Section d'exploitation :	26 753 100 euros
- Section d'investissement :	25 778 915 euros
Total	52 532 015 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	2 882 060		2 882 060
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 494 000		2 494 000
65	Autres charges de gestion courante	707 200		707 200
66	Charges financières	3 115 000		3 115 000
67	Charges exceptionnelles	160 000		160 000
023	Virement à la section d'investissement		8 665 040	8 665 040
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		8 729 800	8 729 800
Total		9 358 260	17 394 840	26 753 100

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	75 000		75 000
70	Ventes de produits	20 927 700		20 927 700
74	Subventions d'exploitation	3 165 700		3 165 700
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 584 700	2 584 700
Total		24 168 400	2 584 700	26 753 100

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subvention d'investissement	26 700		26 700
16	Emprunts et dettes assimilées	5 850 000		5 850 000
20	Immobilisations incorporelles	67 000		67 000
21	Immobilisations corporelles	113 200		113 200
23	Immobilisations en cours	17 135 000		17 135 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 584 700	2 584 700
041	Opérations patrimoniales		2 315	2 315
Total		23 191 900	2 587 015	25 778 915

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	2 252 510		2 252 510
16	Emprunts et dettes assimilées	2 515 650		2 515 650
23	Immobilisations en cours	3 613 600		3 613 600
021	Virement de la section d'exploitation		8 665 040	8 665 040
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		8 729 800	8 729 800
041	Opérations patrimoniales		2 315	2 315
Total		8 381 760	17 397 155	25 778 915

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2017 du Service d'Assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF :

- Section d'exploitation :	53 550 euros
- Section d'investissement :	62 850 euros
Total	116 400 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	7 700		7 700
012	Charges de personnel et frais assimilés	42 000		42 000
67	Charges exceptionnelles	1 000		1 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 850	2 850
Total		50 700	2 850	53 550

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	53 050		53 050
74	Subventions d'exploitation	500		500
Total		53 550	0	53 550

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	60 000		60 000
21	Immobilisations corporelles	2 850		2 850
Total		62 850	0	62 850

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	60 000		60 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		2 850	2 850
Total		60 000	2 850	62 850

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2017 du Service Public d'Assainissement Non Collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE :

Par délibération n°12226 du 7 mai 2014, le conseil a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016.

Cette régie publique de l'eau possède désormais une autonomie financière et assure la gestion de ce service public sur le territoire métropolitain.

Si le budget annexe de l'eau brute a été maintenu en 2016, année de transition, il n'y a plus lieu de prévoir d'inscriptions budgétaires en 2017. Ce budget sera clôturé dans le cadre du Compte Administratif 2016.

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE :

- Section d'exploitation :	1 545 450 euros
- Section d'investissement :	206 900 euros
Total	1 752 350 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	489 550		489 550
012	Charges de personnel et frais assimilés	597 000		597 000
014	Atténuation de produits	133 000		133 000
65	Autres charges de gestion courante	3 500		3 500
67	Charges exceptionnelles	132 000		132 000
023	Virement à la section d'investissement		190 400	190 400
Total		1 355 050	190 400	1 545 450

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	140 000		140 000
75	Produits divers de gestion courante	1 405 450		1 405 450
Total		1 545 450	0	1 545 450

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	106 900		106 900
23	Immobilisations en cours	100 000		100 000
Total		206 900	0	206 900

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	16 500		16 500
021	Virement de la section d'exploitation		190 400	190 400
Total		16 500	190 400	206 900

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2017 de l'Eau Potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE TRANSPORT :

- Section d'exploitation :	114 294 100 euros
- Section d'investissement :	77 547 207 euros
Total	191 841 307 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	644 070		644 070
012	Charges de personnel et frais assimilés	576 000		576 000
65	Autres charges de gestion courante	62 371 410		62 371 410
66	Charges financières	14 650 000		14 650 000
67	Charges exceptionnelles	200 000		200 000
73	Produits issus de la fiscalité	1 400 000		1 400 000
023	Virement à la section d'investissement		17 911 620	17 911 620
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		16 541 000	16 541 000
Total		79 841 480	34 452 620	114 294 100

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuations de charges	6 500		6 500
70	Ventes de produits	5 600		5 600
73	Produits issus de la fiscalité	86 000 000		86 000 000
74	Subventions d'exploitation	21 500 000		21 500 000
75	Autres produits de gestion courante	1 110 000		1 110 000
77	Produits exceptionnels	180 000		180 000
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		5 492 000	5 492 000
Total		108 802 100	5 492 000	114 294 100

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	28 200 000		28 200 000
20	Immobilisations incorporelles	105 000		105 000
21	Immobilisations corporelles	5 760 000		5 760 000
23	Immobilisations en cours	20 044 995		20 044 995
27	Créances diverses	1 670 000		1 670 000
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		5 492 000	5 492 000
041	Opérations patrimoniales		16 275 212	16 275 212
Total		55 779 995	21 767 212	77 547 207

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	14 900 900		14 900 900
16	Emprunts et dettes assimilées	11 353 371		11 353 371
27	Autres immobilisations financières	565 104		565 104
021	Virement de la section d'exploitation		17 911 620	17 911 620
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		16 541 000	16 541 000
041	Opérations patrimoniales		16 275 212	16 275 212
Total		26 819 375	50 727 832	77 547 207

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2017 transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

BUDGET ANNEXE PARKING :

- Section d'exploitation :	712 000 euros
- Section d'investissement :	50 000 euros
Total	762 000 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	556 000		556 000
012	Charges de personnel et frais assimilés	105 000		105 000
67	Charges exceptionnelles	1 000		1 000
023	Virement à la section d'investissement		50 000	50 000
Total		662 000	50 000	712 000

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	712 000		712 000
Total		712 000	0	712 000

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
21	Immobilisations corporelles	50 000		50 000
Total		50 000	0	50 000

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		50 000	50 000
Total		0	50 000	50 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Primitif 2017 parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14457

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 24/02/17
Déposé En Préfecture
Le : 24/02/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1139085-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 24/02/2017
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du Budget Primitif 2017 et pour soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé l'affectation des subventions de fonctionnement telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Ces montants intègrent les sommes affectées en décembre 2016 avant le vote du Budget Primitif 2017 (Délibération n° 14344 du 14 décembre 2016).

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	6 000
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	624 150
6574	AMICALE DES RETRAITES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	2 000
6574	GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANCAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER (GEFLUC)	8 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	145 000
930	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SERVICES GENERAUX	785 150

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
657382.06	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) FOUILLES MURVIEL LES MONTPELLIER & LATTES	71 250
6574.06	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER (CINEMED)	440 000
6574.06	FESTIVAL RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	394 000
6574.06	THEATRE THALERS LA RAMPE THEATRE INTERREGIONAL OCCITAN (TIO)	38 000
6574.06	MAISON DE LA POESIE	2 000
6574.06	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34	9 500
6574.06	LES AMIS DU MUSEE FABRE	4 000
6574.06	ATTITUDE	27 080
6574.06	UNI'ONS	14 250
6574.06	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	13 000 000
6574.06	MONTPELLIER DANSE	1 538 050
6574.06	THEATRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	700 000
6574.06	7L TV	275 000
6574.06	STAND'ART	166 250
6574.06	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE (ENSAD)	153 430
6574.06	TOUT A FOND PRODUCTION (TAF PRODUCTION)	9 500
6574.06	COREE GRAPHIE	9 500
6574.06	LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	1 000
6574.06	CENTRE REGIONAL POUR L'ENSEIGNEMENT DE L'OCCITAN (CREO)	1 000
6574.06	INSTITUT CHOREGRAPHIQUE INTERNATIONAL (ICI) CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL (CCN) MONTPELLIER	50 000
6574.06	THEATRE JACQUES COEUR - LATTES	42 750
6574.06	LE DERNIER CRI	19 000
6574.06	LES AMIS DU FESTIVAL DE MAGUELONE	13 000
6574.06	L'ATELLINE	14 250
6574.06	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES (CIMM)	13 300
6574.06	FONDS SPECIAL CULTURE	11 000
6574.06	ALDEBARAN	9 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574.06	MISSION BANDES DESSINEES LR (mBDlr)	5 000
6574.06	ART MIXTE	4 750
6574.06	LA BARONNIE DE CARAVETES	2 000
6574.06	JETEZ L'ENCRE	2 000
6574.06	TOURISME ET LOISIRS	1 500
6574.06	LE REVEIL COURNONTERRAIS	1 000
6574.06	LE CHEVALET DE COURNONTERRAL	1 000
6574.06	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (APEC)	800
6574.06	LE CLUB DE LA PRESSE	10 000
933	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE, JEUNESSE, SPORTS & LOISIRS	17 054 160

6574	AIR LR	48 610
6574	MAISON DE L'ARCHITECTURE (Ma'LR)	2 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	55 000
6574	APPEL A PROJETS EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT	8 000
6574	FONDS SPECIAL HABITAT – LOGEMENT	98 300
6574	APPEL A PROJETS CONTRAT DE VILLE- COHESION SOCIALE	90 000
6574	FONDS SPECIAL COHESION SOCIALE / POLITIQUE DE LA VILLE	20 000
657381	GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC - DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN (GIP-DSUA)	5 000
6574.18	CONSEILS CITOYENS	40 000
6574.18	FONDS DE PARTICIPATION DES HABITANTS	20 000
6574	GAMMES	30 000
935	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES & HABITAT	416 910

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	CONVENTION NATIONALE JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE	5 000
6574	MANIFESTATIONS CORUM	150 000
6574	SALON O'BART - SALON DES METIERS D'ART	38 000
6574	INVEST SUD DE FRANCE	32 400
6574	MAISON INTERNATIONALE CHINE	20 000
6574	VIN EN CHINE AVEC EUPIC (EU PROJECT INNOVATION CENTER)	40 000
6574	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI)	20 000
6574	LABEX ENTREPRENDRE - UNIVERSITE DE MONTPELLIER (UM1)	10 000
6574	PARTENARIAT LEADER	5 000
6574	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI)	10 000
6574	CHAMBRE PROFESSIONNELLE DU CONSEIL (CPC) LR	2 500
6574	PUSH START	5 000
6574	LABSUD (FABLAB)	5 000
6574	SOUTIEN CLUSTERS NUMERIQUES	10 000
6574	KYOMED	80 000
6574	EUROBIOMED - CELL COMP	20 000
6574	SOUTIEN EXTRACTEUR D'INNOVATION CHU MONTPELLIER CAPITAL SANTE	40 000
6574	EUROMEDIAG INTERNATIONAL	10 000
6574	INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TELECOMMUNICATIONS EN EUROPE (IDATE) - DIGIWORLD SUMMIT (DGWS)	22 500
6574	TRANSFERTS LR	18 000
6574	MISSION LOCALE DES JEUNES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (MLJ3M)	633 090
6574	CHANTIERS INSERTION	90 000
6574	CREALEAD	30 000
6574	ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE (ADIE)	10 000
6574	ASSOCIATION INTERDEPARTEMENTALE ET REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PAR L'ECONOMIE (AIRDIE)	50 000
6574	INITIATIVE MONTPELLIER	30 000
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) ANTENNE EST ET ANTENNE OUEST	10 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) ANTENNE MOSSON ET FORUM CREATION MOSSON	10 500
6574	BOUTIQUE DE GESTION MONTPELLIER - ASSOCIATION POUR L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES (AEDE)	20 000
6574	ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) APPELS A PROJETS	90 000
6574	UNION REGIONALE DES SOCIETES COOPERATIVES (URSCOOP)	20 000
6574	CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (CRESS LR)	10 000
6574	COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE LR (COMIDER) MARKETON	2 000
6574	CAP EMPLOI HANDIJOB	6 000
6574	CREER - MAISON DES CHOMEURS	5 000
6574	CONTRAT DE VILLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET INSERTION APPEL A PROJETS	150 000
6574	FACE 34	22 000
6574	COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS - LANGUEDOC ROUSSILLON UNIVERSITE (COMUE LRU) LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME DE MONTPELLIER (MSH-M) CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	75 000
6574	COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS - LANGUEDOC ROUSSILLON UNIVERSITE (COMUE LRU) COLLEGE DOCTORAL CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	25 000
6574	ETABLISSEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - SUP DE CO	100 000
6574	COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS - LANGUEDOC ROUSSILLON UNIVERSITE (COMUE LRU)	38 300
6574	RESEAU INITIATIVES POUR UNE AGRICULTURE CITOYENNE ET TERRITORIALE (INPACT)	15 000
6574	CHAMBRE D'AGRICULTURE 34	20 000
6574	SUP AGRO	5 000
6574	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA)	12 110
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD)	5 000
6574	SUD ET BIO	5 000
6574	TERRES NOURRICIERES	2 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	APPELS A PROJETS – MICROFINANCEMENT – AGRO-ECOLOGIE - ALIMENTATION	15 000
6574	AGROPOLIS INTERNATIONAL CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	75 000
6574	HAKATAH	2 000
6574	XTREM'UP	4 000
6574	INDUSTRIE CULTURELLE ET CREATIVE (ICC)	90 000
6574	RACINE SUD	7 000
6574.13	OFFICE DE TOURISME	2 214 830
936	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE	4 442 230
6574	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE (CLCV)	4 000
6574	ACM HABITAT - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	50 000
657341	COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ- TRAVAUX DE DESEMBACEMENT	4 000
657341	COMMUNE DE JUVIGNAC- TRAVAUX DE DESEMBACEMENT	13 200
6574	PASSE MURAILLE	38 000
937	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ENVIRONNEMENT	109 200

En outre, il est proposé d'affecter les subventions d'équipement suivant le tableau ci-dessous :

20421	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	5 000
900	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT SERVICES GENERAUX	5 000

20421	THEATRE JACQUES SAVARY - VILLENEUVE LES MAGUELONE	10 000
903	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT CULTURE, JEUNESSE, SPORTS & LOISIRS	10 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
204132	CONSEIL DEPARTEMENTAL 34 POLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PEM) – BAILLARGUES - RD 26	280 000
204181	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) POLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PEM) BAILLARGUES	668 000
20421	CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LANGUEDOC ROUSSILLON (CEN LR)	9 500
2041411	COMMUNE DE VENDARGUES ETUDE URBAINE COMMUNALE	18 000
204131	CONSEIL DEPARTEMENTAL 34 ETUDE RESEAU ROUTIER RD 612	16 980
204131	CONSEIL DEPARTEMENTAL 34 SCHEMA DIRECTEUR DEPLACEMENT NORD MONTPELLIER	11 560
204113	ETAT CONTOURNEMENT OUEST MONTPELLIER	100 000
2041723.1	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) RESEAU LIGNE NIMES MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP) ; CONVENTION ACQUISITIONS FONCIERES	282 000
2041723.1	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) RESEAU LIGNE NIMES MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP) ; ETUDES PREALABLES	119 000
2041723.2	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER (CNM)	2 028 000
2041723.2	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) GARE NOUVELLE ODYSSEUM	2 580 000
2041723.2	SNCF - RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) GARE NIMES MANDUEL	71 000
204182.1	OPERATEURS PUBLICS (OPHLM) FONDS PROPRES 3M	1 500 000
204182.3	PRU1 : OPERATEURS PUBLICS (OPHLM) FONDS PROPRES 3M	180 100
204182.4	OPERATEURS PUBLICS (OPHLM) CREDITS ETAT	1 500 000
204182.5	OPERATEURS PRIVES (SA - SEM) CREDITS ETAT	1 500 000
20422.03	OPERATEURS PRIVES (SA - SEM) FONDS PROPRES 3M AIDES A LA PIERRE PARC PUBLIC - OPERATEURS PRIVES - FONDS PROPRES	1 000 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
20422.06	PERSONNES PRIVEES - AIDES A LA RENOVATION LOGEMENT FONDS 3M AIDES AUX LOGEMENTS - FONDS PROPRES - PARC PRIVE - OPAH RU - TRAVAUX PIG	700 000
20422.09	PERSONNES PRIVEES - AIDES A LA RENOVATION LOGEMENT FONDS ANAH AIDES AUX LOGEMENTS - CREDITS DELEGUES - PERSONNES DE DROIT PRIVE - ANAH	4 000 000
905	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES & HABITAT	16 564 140

20421	PACTE ETAT METROPOLE INNOVATION	2 000 000
20421	AIDES A L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES - MINIMIS	140 000
20421	POLE OPTITEC	15 000
20421	POLE EUROBIOMED	40 000
20421	POLE QUALIMED	30 000
20421	POLE EAU	40 000
20421	POLE DERBI	30 000
204182.6	CROUS - CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) – ESRI VOLET RENOVATIONS LOGEMENTS ETUDIANTS	700 000
204412	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) AGROPOLIS RESOURCE CENTRE OF CROP CONSERVATION ADAPTATION AND DIVERSITY (ARCAD 3) CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	481 000
204412	CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	250 000
204412	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD) DIAGNOSTIC POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD) - TECH ALIM - PFT VOIE HUMIDE CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	200 000
204412	UNIVERSITE DE MONTPELLIER (UM) INITIATIVE BIOMARQUEURS ET DIAGNOSTIC EN LR (IBDLR) CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	288 000
204412	UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 (UPVM3) CENTRE D'ETUDE ET DE PROSPECTIVE STRATEGIQUE (CEPS) CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	150 000

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
204412	UNIVERSITE DE MONTPELLIER (UM) CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	680 000
204412	SUP AGRO CONTRAT DE PLAN ETAT REGIONS (CPER) - ESRI	150 000
20421	FRENCH TECH ESPACE D'ANIMATION	30 000
20421	CHAMBRE D'AGRICULTURE	30 000
204181	RESEAU DES TRANSPORTS D'ELECTRICITE (RTE) ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE TENSION (LHT)	273 000
20421	SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES (SATT)	150 000
906	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ACTION ECONOMIQUE	5 677 000
20421	AIDE A L'ACHAT DE LOMBRICOMPOSTEURS ET DE POULES	5 000
907	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ENVIRONNEMENT	5 000

Budget Annexe Transport :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la subvention
6574	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP)	1 200 000
6574	COMITE DE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	10 000
6574	VIEUX BICLOU	4 000
6574	AMICALE DES RETRAITES DE LA TaM	1 220
	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	1 215 220

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme C. HART.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 24/02/17

Déposé En Préfecture

Le : 24/02/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139125-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 24/02/2017

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT - CRÉATIONS - RÉVISIONS - CLÔTURES - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

I. Créations de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2017 :

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR RECHERCHE ET INNOVATION

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
CPER ESRI Universités et partenariats	9 637 000		2 199 000	2 720 000	2 303 000	2 415 000

URBANISME, HABITAT ET COHESION SOCIALE

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
CPER ESRI Logement étudiant	2 554 043		700 000	864 680	250 000	739 363

II. Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2017 :

POLES TERRITORIAUX

Pôle Plaine Ouest :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	4 318 771	4 318 771	437 685	437 685	4 756 456	4 756 456
Cournonsec	171 304	171 304	58 598	58 598	229 902	229 902
Cournonterral	224 777	224 777	19 481	19 481	244 258	244 258
Fabrègues	1 002 547	1 002 547	72 481	72 481	1 075 028	1 075 028
Lavérune	569 830	569 830	32 996	32 996	602 826	602 826
Pignan	269 588	269 588	131 920	131 920	401 508	401 508
Saint Jean de Védas	1 772 407	1 772 407	113 209	113 209	1 885 616	1 885 616
Saussan	308 318	308 318	9 000	9 000	317 318	317 318

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	679 879	679 879	345 031	345 031	60 037	60 037	1 084 947	1 084 947
Cournonsec	30 000	30 000	34 000	34 000	36 275	36 275	100 275	100 275
Cournonterral	43 403	43 403					43 403	43 403
Fabrègues			25 000	25 000			25 000	25 000
Lavérune			195 761	195 761	9 761	9 761	205 522	205 522
Pignan			24 000	24 000	8 663	8 663	32 663	32 663
Saint Jean de Védas	556 445	556 445			1 338	1 338	557 783	557 783
Saussan	50 031	50 031	66 270	66 270	4 000	4 000	120 301	120 301

Pôle Piémonts et Garrigues :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	4 619 106	4 619 106	1 345 380	1 345 380	5 964 486	5 964 486
Grabels	1 650 660	1 650 660	83 060	83 060	1 733 720	1 733 720
Juvignac	2 305 655	2 305 655	1 035 806	1 035 806	3 341 461	3 341 461
Murviel-lès- Montpellier	342 279	342 279	111 410	111 410	453 689	453 689
Saint Georges d'Orques	320 512	320 512	115 104	115 104	435 616	435 616

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	1 258 976	1 258 976	344 280	344 280	103 737	103 737	1 706 993	1 706 993
Grabels	596 923	596 923	0	0	57 579	57 579	654 502	654 502
Juvignac	250 000	250 000	267 280	267 280	33 834	33 834	551 114	551 114
Murviel-lès- Montpellier	230 346	230 346	33 000	33 000	121	121	263 467	263 467
Saint Georges d'Orques	181 707	181 707	44 000	44 000	12 203	12 203	237 910	237 910

Pôle Vallée du Lez :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	3 999 935	3 999 935	1 290 981	1 290 981	16 540	16 540	5 307 456	5 307 456
Castelnau-le- Lez	1 777 308	1 777 308	996 103	996 103	0	0	2 773 411	2 773 411
Clapiers	340 928	340 928	83 268	83 268	3 000	3 000	427 196	427 196
Jacou	427 424	427 424	59 029	59 029	2 000	2 000	488 453	488 453
Le Crès	876 094	876 094	95 178	95 178	7 200	7 200	978 472	978 472
Montferrier- sur-Lez	262 123	262 123	29 880	29 880	1 000	1 000	293 003	293 003
Prades-le-Lez	316 058	316 058	27 523	27 523	3 340	3 340	346 921	346 921

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	1 175 788	1 175 788	0	0	141 439	141 439	1 317 227	1 317 227
Castelnau-le-Lez		0		0	98 029	98 029	98 029	98 029
Clapiers	127 250	127 250		0	16 350	16 350	143 600	143 600
Jacou	297 060	297 060		0	10 561	10 561	307 621	307 621
Le Crès	605 485	605 485		0		0	605 485	605 485
Montferrier-sur-Lez		0		0	6 591	6 591	6 591	6 591
Prades-le-Lez	145 993	145 993		0	9 908	9 908	155 901	155 901

Pôle Cadoule et Bérange :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Cadoule et Bérange	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	5 009 675	5 009 675	332 762	332 762	5 342 437	5 342 437
Baillargues	450 644	450 644	51 361	51 361	502 005	502 005
Beaulieu	147 912	147 912	54 711	54 711	202 623	202 623
Castries	801 121	801 121	19 057	19 057	820 178	820 178
Montaud	303 518	303 518		0	303 518	303 518
Restinclières	430 489	430 489		0	430 489	430 489
Saint-Brès	88 704	88 704	54 274	54 274	142 978	142 978
Saint-Drézery	509 976	509 976	45 043	45 043	555 019	555 019
Saint Geniès des Mourgues	281 222	281 222	34 280	34 280	315 502	315 502
Sussargues	266 661	266 661	16 576	16 576	283 237	283 237
Vendargues	1 729 428	1 729 428	57 460	57 460	1 786 888	1 786 888

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Cadoule et Béranger	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	2 065 011	2 065 011	226 915	226 915	87 282	87 282	2 379 208	2 379 208
Baillargues	150 000	150 000		0	10 228	10 228	160 228	160 228
Beaulieu	135 800	135 800	53 317	53 317	1 907	1 907	191 024	191 024
Castries	317 000	317 000	116 700	116 700		0	433 700	433 700
Montaud	212 266	212 266		0		0	212 266	212 266
Restinclières	174 151	174 151	20 949	20 949	13 324	13 324	208 424	208 424
Saint-Brès	27 929	27 929		0		0	27 929	27 929
Saint-Drézéry	200 222	200 222	20 949	20 949	31 000	31 000	252 171	252 171
Saint Geniès des Mourgues	175 205	175 205	15 000	15 000	14 704	14 704	204 909	204 909
Sussargues	128 521	128 521		0	16 119	16 119	144 640	144 640
Vendargues	543 917	543 917		0		0	543 917	543 917

Pôle Littoral :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Littoral	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	3 966 598	3 966 598	1 149 371	1 149 371	5 115 969	5 115 969
Lattes	2 382 025	2 382 025	681 575	681 575	3 063 600	3 063 600
Pérols	1 157 955	1 157 955	301 214	301 214	1 459 169	1 459 169
Villeneuve-lès- Maguelone	426 618	426 618	166 582	166 582	593 200	593 200

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Littoral	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	933 809	933 809	183 938	183 938	10 797	10 797	1 128 544	1 128 544
Lattes	803 633	803 633	165 938	165 938		0	969 571	969 571
Pérols		0		0	10 797	10 797	10 797	10 797
Villeneuve- lès-Maguelone	130 176	130 176	18 000	18 000		0	148 176	148 176

Pôle Montpellier :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	20 983 518	20 983 518	4 705 176	4 705 176	1 145 235	1 145 235	26 833 929	26 833 929
Montpellier	20 983 518	20 983 518	4 705 176	4 705 176	1 145 235	1 145 235	26 833 929	26 833 929

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017	Montant de l'AP	CP 2017
	7 701 760	7 701 760	34 749	34 749	0	0	7 736 509	7 736 509
Montpellier	7 701 760	7 701 760	34 749	34 749		0	7 736 509	7 736 509

GRANDES INFRASTRUCTURES

Intitulé du programme	Montant de l'AP initiale	Montant de la révision d'AP	Montant de l'AP révisée	Réalisé antérieur	CP 2017	CP 2018
Contournement Nîmes-Montpellier	99 075 000€	-19 725 202 €	79 349 798 €	74 670 798 €	4 679 000 €	0 €

III. Clôtures des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2017 :

CULTURE

Intitulé du programme		Montant de l'AP	Réalisations
CULAQU01	Aquarium Mare Nostrum - extension 1	13 053 242	12 353 477

SPORT

Intitulé du programme		Montant de l'AP	Réalisations
SPOPIS01	Piscine les Néréides	10 196 538	10 054 061

INFORMATIQUE

Intitulé du programme		Montant de l'AP	Réalisations
DRIPRD01	Projet R&D Ecocité Ville intelligente	4 953 000	4 761 836

MOYENS GENERAUX ET BATIMENTS

Intitulé du programme		Montant de l'AP	Réalisations
MGBACC01	Moyens généraux et bâtiments : Accessibilité des équipements	1 155 000	703 091

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création des autorisations de programme relatives au CPER ESRI volet universitaire et au CPER ESRI volet logement étudiant ;
- approuver la révision des autorisations de programme relatives aux 6 pôles territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole et de celle relative au projet de contournement Nîmes-Montpellier ;
- approuver la clôture des opérations relatives à l'extension 1 de l'Aquarium Mare Nostrum, à la piscine Les Néréides, au projet R&D Ecocité Ville intelligente et à l'accessibilité des équipements de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments ;
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14459

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 24/02/17

Déposé En Préfecture

Le : 24/02/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139070-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 24/02/2017
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**FINANCES – CONSTITUTION DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES -
AUTORISATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En vertu des principes comptables de prudence et de transparence, et conformément au Code général des collectivités locales, des dotations aux provisions doivent être constituées lorsque la survenance d'un risque ou d'une charge apparaît comme probable.

Ces provisions sont constituées par délibération de l'Assemblée délibérante dès lors que le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis, malgré les diligences faites par le comptable public. Leur montant est déterminé à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par l'entité à partir d'informations communiquées par le comptable public.

Ainsi, il est proposé de provisionner les redevances d'occupation du domaine public et les loyers non recouverts à ce jour pour un montant de 200 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la constitution des provisions pour un montant maximum de 200 000 € inscrits au BP 2017 au chapitre 946,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017
Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1139258-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

FINANCES – ORGANISMES EXTÉRIEURS - ASSOCIATION FINANCES GESTION EVALUATION (AFIGESE), ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE (ADCF), ASSOCIATION FRANCE URBAINE - COTISATIONS 2017 - APPROBATION

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans une logique permanente et continue de développement du pilotage de l'action de ses services autour du développement des métiers et compétences en finances et contrôle de gestion.

C'est pourquoi, elle souhaite poursuivre sa collaboration avec l'Association Finances Gestion Evaluation des collectivités territoriales (AFIGESE) dont le siège social est localisé à Saint-Herblain. L'objet de cette association est :

- de faciliter les échanges d'expérience entre collectivités territoriales et leurs groupements dans le cadre des fonctions finances, contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques ;
- de diffuser un savoir faire professionnel notamment par le vecteur de la formation sur ces trois fonctions ;
- de promouvoir ces fonctions et les métiers qui s'y rattachent en participant à leur structuration et à leur reconnaissance.

Elle compte aujourd'hui plus de 80 collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents.

Le montant annuel de cotisation pour 2017 s'élève à 986 euros.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite participer aux grands débats relatifs à l'organisation territoriale française. A ce titre, elle désire prolonger son adhésion à l'association Assemblée des Communautés de France (AdCF) qui représente la fédération nationale des élus de l'intercommunalité.

Le montant annuel de la cotisation pour 2017 s'élève à 9 000 euros.

En outre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer à l'association France Urbaine, l'association des élus urbains, issue de la fusion de l'Association des Communautés Urbaines de France (ACUF) et de l'Association des Maires de Grande Villes de France (AMGVF).

Cette association compte 99 membres répartis en 4 collèges représentatifs de la diversité urbaine dont la population avoisine 30 millions d'habitants. Elle se fixe pour objectif de défendre le monde urbain au bénéfice de l'ensemble du pays et de ses habitants et ainsi de peser dans la mise en œuvre de la réforme territoriale et dans les négociations à venir avec l'exécutif sur les grandes réformes.

Il est donc proposé au Conseil d'adhérer à cette association et de payer à ce titre une cotisation pour l'exercice 2017 qui s'élève à 58 373,38 euros ; soit 0,13 € par habitant rapporté à la population exacte résultant du dernier recensement, à savoir 449 026 habitants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement la cotisation 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Finances Gestion Évaluation (AFIGESE), pour un montant annuel de 986 € ;
- approuver le versement de la cotisation 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Assemblée des Communautés de France (AdCF) pour un montant de 9 000 € ;
- approuver le versement de la cotisation 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association France Urbaine pour un montant de 58 373,38 € ;
- confirmer les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole afin de la représenter auprès desdites associations, notamment lors des votes aux assemblées générales, à savoir Monsieur LÉVITA pour AFIGESE et AdCF et Messieurs SAUREL et LEVITA au sein du Conseil d'administration de France Urbaine et Mesdames JANNIN, MARION, TOUZARD et Messieurs LEVITA et TRAVIER au sein de son Assemblée générale ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2017, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme S. JANNIN, M. M. LEVITA, Mme C. MARION, M. Philippe SAUREL, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138877-

BF-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 192 LOGEMENTS SOCIAUX À BAILLARGUES, PRADES-LE-LEZ ET VENDARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D’HLM FDI HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l’habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l’objectif de mixité sociale dans l’habitat, telles que l’attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d’HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu’elle apporte son concours à la construction de 192 logements sociaux correspondant à quatre opérations prenant place à Baillargues, résidence « Castella » rue Jean Vilar et résidence « Mas de Roue » rue du Mas de Roue, à Prades-le-Lez ZAC « Coste Rousse » lot 1 et à Vendargues, résidence « Le Petit Paradis », lotissement « Le Domaine du Petit Paradis » lot 2.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement en zone 2 du financement du logement social et 5 000 € par logement en zone 3, permettant d’atteindre l’équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	« Castella » Rue Jean Vilar BAILLARGUES	« Mas de Roue » Rue du Mas de Roue BAILLARGUES	Lot 1 - ZAC Coste Rousse PRADES- LE-LEZ	« Le Petit Paradis » VENDARGUES
Zone	3	3	3	2
Caractéristiques :				
Architecte	Agence MDR	Garcia-Diaz / Miralles	Serrado	Tourre Sanchis
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	777,50 m²	3 760,35 m²	2 986,50 m²	4 403,65 m²
Nombre de logement	15	61	47	69
Catégorie de financement	11 PLUS / 4 PLAI	43 PLUS / 18 PLAI	33 PLUS / 14 PLAI	49 PLUS / 20 PLAI
Typologie	9 T2, 6 T3	18 T2, 24 T3, 18 T4, 1 T5	14 T2, 19 T3, 13 T4 et 1 T5	21 T2, 33 T3, 15 T4
Plan de financement :				
Coût total de l’opération	1 683 911 €	7 651 452 €	5 564 138	9 285 136 €
Subvention Etat déléguée	35 277 €	144 054 €	112 042 €	160 713 €
Subvention Région	23 000 €	158 000 €	122 000 €	109 000 €
Prêt CDC	1 173 134 €	5 888 398 €	4 439 596 €	7 591 923 €
Prêt PEEC	40 000 €	180 000 €	162 000 €	216 000 €
Fonds Propres	337 500 €	976 000 €	493 500 €	1 069 500 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	75 000 €	305 000 €	235 000 €	138 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % à 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 75 000 € à la SA d’HLM FDI Habitat pour la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Castella », rue Jean Vilar à Baillargues ;

- apporter une subvention de 305 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 61 logements locatifs sociaux, résidence « Mas de Roue », rue du Mas de Roue à Baillargues ;
- apporter une subvention de 235 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 47 logements locatifs sociaux, ZAC Coste Rousse, lot 1 à Prades-le-Lez ;
- apporter une subvention de 138 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 69 logements locatifs sociaux, résidence « Le Petit Paradis » Lotissement "Le Domaine du Petit Paradis" lot 2 à Vendargues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138252-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 47 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC COSTE ROUSSE
LOT 1 - PRADES-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT -
CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 47 logements locatifs sociaux, ZAC Coste Rousse lot 1 à Prades-le-Lez. L'opération comprend 33 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 14 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture SERRADO domiciliée à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 439 596 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 261 345 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 689 873 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 190 300 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 298 078 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 261 345 €	689 873 €	1 190 300 €	298 078 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,36 %	- 0,20 %	+ 0,36 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 329 697 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 4 439 596 € sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 47 logements locatifs sociaux, ZAC Coste Rousse lot 1 à Prades-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138208-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 61 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « MAS DE ROUE » RUE DU MAS DE ROUE À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 61 logements locatifs sociaux, résidence « Mas de Roue », rue du Mas de Roue à Baillargues. L'opération comprend 43 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 18 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par les agences d'architecture GARCIA-DIAZ et MIRALLES domiciliées à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 5 888 398 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 715 396 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 1 121 920 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 573 002 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 478 080 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 715 396 €	1 121 920 €	1 573 002 €	478 080 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,36 %	- 0,20 %	+ 0,36 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour

les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 4 416 298,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 5 888 398 € sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 61 logements locatifs sociaux, résidence « Mas de Roue », rue du Mas de Roue à Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138233-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 38 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC DU CASTELET LOT B1 À CLAPIERS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 38 logements locatifs sociaux, ZAC du Castelet lot B1 à Clapiers. L'opération comprend 27 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture MDR domiciliée à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 666 646 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 935 523 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 528 745 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 988 570 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 213 808 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 935 523 €	528 745 €	988 570 €	213 808 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,37 %	- 0,20 %	+ 0,37 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI

foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 749 984,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 666 646 € sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 38 logements locatifs sociaux, ZAC du Castelet lot B1 à Clapiers ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138219-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CASTELLA », RUE JEAN VILAR À BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Castella », rue Jean Vilar à Baillargues.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur TERRES DU SOLEIL, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture MDR domiciliée à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 173 134 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 419 931 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 337 033 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 288 013 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 128 157 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	419 931 €	337 033 €	288 013 €	128 157 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,38 %	- 0,20 %	+ 0,38 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 879 850,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 173 134 € sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Castella », rue Jean Vilar à Baillargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138212-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 69 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE PETIT PARADIS », LOTISSEMENT « DOMAINE DU PETIT PARADIS » LOT 2 À VENDARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 69 logements locatifs sociaux, résidence « Le Petit Paradis », lotissement « Domaine du Petit Paradis » lot 2 à Vendargues.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Méridis, comprend 49 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 20 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'agence d'architecture TOURRE SANCHIS domiciliée à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 7 591 923 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 882 168 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 2 210 569 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 602 657 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 896 529 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 882 168 €	2 210 569 €	1 602 657 €	896 529 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,37 %	- 0,20 %	+ 0,37 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 5 693 942,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 7 591 923 € sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 69 logements locatifs sociaux, résidence « Le Petit Paradis », lotissement « Domaine du Petit Paradis », lot 2 à Vendargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138224-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - ALLÉE DES MEULIÈRES À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 20 logements locatifs sociaux, allée des Meulières à Castelnau-le-Lez. Parmi ces logements, 10 seront adaptés à des personnes en situation de handicap lourd, bénéficiant d'un accompagnement par le G.I.H.P (Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées).

L'opération comprend 13 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture « PORTAL TEYSSIER » architectes DPLG.

La SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 213 311 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 974 283 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 425 899 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 584 812 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 228 317 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	974 283 €	425 899 €	584 812 €	228 317 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,32%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,32%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			

Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %
--	---

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 659 983,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 213 311 € sollicités par la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 20 logements locatifs sociaux, allée des Meulières à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM UN TOIT POUR TOUS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEF.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138276-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES TERRASSES DE LA MAISON BLANCHE », 1 796 AVENUE DE LA POMPIGNANE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 23 logements sociaux, résidence "Les Terrasses de la Maison Blanche", 1 796 avenue de la Pompignane à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Première Pierre, comprend 13 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 4 logements financés en Prêt Locatif Social.

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte THOMAS RONDORNY à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 2 778 664 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 771 063 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 655 788 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 375 873 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 319 188 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 147 727 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 207 824 € ;
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire d'un montant de 301 201 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier	PLS Complémentaire
Montant du prêt	771 063 €	655 788 €	375 873 €	319 188 €	147 727 €	207 824 €	301 201 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.47 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.47%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.47 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%						

Délibération n° 14488

Taux annuel de progressivité	de – 3% à 0,50 % maximum						
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)						
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A						
Modalité de révision	double révisabilité						
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum						
Périodicité des échéances	annuelle						
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 083 998 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 2 778 664 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation 23 logements sociaux, résidence " Les Terrasses de la Maison Blanche", 1 796 avenue de la Pompignane à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138279-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 58 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE FORUM », AVENUE MONTPELLIÉRET ET RUE DE LANTISSARGUES, QUARTIER MAURIN À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 58 logements sociaux, résidence "Le Forum", avenue Montpelliéret et rue de Lantissargues, quartier Maurin à Lattes. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur M&A Construction, comprend 41 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 17 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte Philippe SEBBANE à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 4 683 047 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 734 947 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 1 548 647 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 724 776 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 674 677 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 734 947 €	1 548 647 €	724 776 €	674 677 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.36 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.36 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 512 285,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 4 683 047 € sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation 58 logements sociaux, résidence " Le Forum ", avenue Montpelliéret et rue de Lantissargues, quartier Maurin à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138238-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - « LA VOLTERRA »
TRANCHE 2 - IMPASSE DES ROSELIÈRES À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA
SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements sociaux, résidence "Volterra" tranche 2, impasse des Roselières à Lattes. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur HELENIS, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte Garcia Diaz à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 746 014 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 391 199 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 247 792 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 47 358 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 59 665 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	391 199 €	247 792 €	47 358 €	59 665 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,44 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,44 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %			
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 559 510,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 746 014 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 7 logements sociaux, résidence " Volterra " tranche 2, impasse des Roselières à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017
Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1138232-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE CARRÉ DU ROI », 22 BIS RUE DU CARRÉ DU ROI À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements sociaux, résidence « Le Carré du Roi », 22 bis rue du Carré du Roi à Montpellier.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur VESTIA PROMOTION, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 2 logements financés en Prêt Locatif Social.

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte Laurent DUFOIX à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 776 679 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 171 835 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 171 511 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 85 359 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 89 939 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 45 764 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 88 414 € ;
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire d'un montant de 123 857 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier	PLS Complémentaire
Montant du prêt	171 835 €	171 511 €	85 359 €	89 939 €	45 764 €	88 414 €	123 857 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,52 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,52 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,52 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%						
Taux annuel de progressivité	de – 3% à 0,50 % maximum						
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)						
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A						
Modalité de révision	double révisabilité						
Périodicité des échéances	annuelle						
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 582 509,25 €, représentant 75 % des sept prêts d'un montant total de 776 679 €, sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements sociaux, résidence « Le Carré du Roi », 22 bis rue du Carré du Roi à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14491

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138284-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE 2013-2018 » - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE-VINGT-QUATORZE LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre-vingt-quatorze logements situés dans les communes de Castelnau-le-Lez, Castries, Courmonterral, Fabrègues, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saussan et Villeneuve-lès-Maguelone, dont un locatif et quatre-vingt-treize occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes ou des locataires réalisant eux même les travaux, pour un montant total de 231 729 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans et les propriétaires occupants à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138339-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE
VALLÉE DE LA MOSSON - CONVENTION FINANCIÈRE AVEC AUTOROUTES DU SUD
DE LA FRANCE - AVENANT N° 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°10976 en date du 28 juin 2012, le Conseil a autorisé la signature d'une convention, passée avec Autoroutes du Sud de la France (ASF), pour la réalisation et le cofinancement des aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson.

Cette convention définissait les modalités de mise en œuvre, dans le cadre de la réalisation de ces aménagements hydrauliques, de la compensation des volumes de remblais en zone inondable liés au déplacement de l'autoroute A9 ainsi que les modalités de cofinancement par ASF. En effet, la réalisation de ses travaux hydrauliques par Montpellier Méditerranée Métropole, en générant un volume global de déblai en zone inondable de 50 460 m³, permettait de compenser les 49 352 m³ de remblai induits par le déplacement de l'autoroute A9.

Ainsi, ASF s'engageait à payer à la Métropole la somme de 1 420 000 € HT correspondant au coût estimé des travaux et des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la compensation des remblais en zone inondable du déplacement de l'A9.

Le planning prévisionnel figurant dans cette convention prévoyait un démarrage des travaux hydrauliques avant la mise en service du déplacement de l'A9 prévu fin 2017.

Le planning de l'opération de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson étant retardé, notamment du fait de la complexité des procédures administratives préalables à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau et à la labellisation PSR des ouvrages hydrauliques, il convient de prolonger la durée de la convention initiale.

En complément, après des recherches, par ASF restées infructueuses, de sites de compensation au niveau global du bassin versant Lez-Mosson, il est apparu une nouvelle opportunité, à travers les aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, de solder la compensation totale des remblais en zone inondable induits par la plateforme du déplacement de l'A9 sur le bassin versant. Le volume global de déblai en zone inondable généré par Montpellier Méditerranée Métropole permettra en effet de compenser 19 159 m³ supplémentaires portant au final les volumes compensés à 68 511 m³.

Le projet d'avenant proposé a ainsi pour objet d'une part de prolonger les délais de la convention initiale, d'une durée de 5 années supplémentaires, pour la mise en œuvre effective des mesures compensatoires du déplacement de l'autoroute A9 dans le cadre des aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson. D'autre part, cet avenant permet d'acter l'augmentation de la participation financière d'ASF de 551 260 € HT pour les acquisitions foncières et les travaux nécessaires à la réalisation d'un volume de 19 159 m³ de déblais supplémentaires en zone inondable, portant le montant global de la participation financière d'ASF à 1 971 260 € HT et de préciser les modalités de versement des sommes dues par ASF. Les autres clauses de la convention initiale demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du projet d'avenant à la convention avec Autoroutes du Sud de la France, pour la réalisation et le cofinancement des aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, portant le montant de la participation d'ASF à 1 971 260 € HT,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138605-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS SUR LE
BASSIN VERSANT DE LA MOSSON - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL POUR LE
CONFORTEMENT DES BERGES AU DROIT DU DOMAINE DE CAUNELLES SUR LA
COMMUNE DE JUVIGNAC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Pour accueillir la Coupe du Monde en 1998, la commune de Montpellier a fait réaliser courant 1996 des travaux d'agrandissement du stade de la Mosson. Les consorts De BRUNELIS, propriétaires du domaine de Caunelles, situé en face du stade sur la commune de Juvignac, ont saisi le juge administratif afin de solliciter une indemnisation du préjudice lié à l'extension de l'équipement sportif et à ses conséquences sur leur propriété.

La Métropole est intervenue volontairement à la procédure afin de se substituer à la Ville de Montpellier eu égard au transfert de compétence intervenu.

In fine, par un arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 23 juin 2008, la Métropole a été condamnée à verser aux consorts De BRUNELIS la somme de 188 495,44 €, notamment pour le préjudice lié à l'érosion des berges de la Mosson au niveau du domaine de Caunelles. Cette somme a été acquittée en grande partie par la Ville de Montpellier dans un premier temps puis par la Métropole pour le solde par un mandat du 31 octobre 2008.

Par ailleurs, des travaux de confortement des berges de la Mosson remédiant aux impacts de la présence du stade sur l'écoulement des eaux et constituant une protection pérenne des propriétés de chacune des parties doivent être menés. Ces travaux permettront de clore définitivement les litiges liés à l'extension du stade de la Mosson. Les parties ont choisi de se rencontrer afin de définir les modalités de leur réalisation et ont consenti à trouver un accord transactionnel.

Afin d'éviter tout litige ultérieur, les parties ont entendu définir les engagements de chacune pour permettre la bonne réalisation des travaux envisagés ainsi que la pérennité de la protection conférée par la solution technique retenue. Celle-ci consiste à conforter les berges de la Mosson, notamment au droit du domaine de Caunelles, par plusieurs solutions techniques adaptées aux contraintes hydrauliques et du site.

L'ancien seuil, emporté par la crue d'octobre 2014, ne sera pas reconstruit. Son intérêt n'est maintenant plus justifié pour éviter l'érosion du fond du cours d'eau qui s'est stabilisé depuis la dernière crue avec pour conséquence l'érosion actuelle des berges de la Mosson. Ce choix permettra aussi de restaurer la continuité écologique sur le bief.

Un projet de protocole transactionnel a été défini pour notamment préciser les modalités de réalisation des travaux hydrauliques et régler tous les litiges existants ou à venir liés aux procédures et travaux hydrauliques réalisés sur la Mosson par Montpellier Méditerranée Métropole, susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect sur les propriétés des parties.

A l'issue des travaux, les propriétaires du domaine de Caunelles s'engagent à procéder à l'entretien régulier des berges de leur propriété, des ouvrages réalisés sur leur propriété dans le cadre du protocole et intégrés en pleine propriété dans le patrimoine des consorts De BRUNELIS à l'issue des travaux, à l'élague et à la coupe sélective des arbres et végétaux en bordure du cours d'eau tel que cela résulte de leurs obligations en qualité de propriétaire et rappelées dans l'arrêt du 23 juin 2008.

La Métropole s'engage à réaliser les travaux hydrauliques dans les meilleurs délais au regard de l'obtention des autorisations administratives nécessaires ainsi qu'à prendre en charge intégralement le montant des travaux.

Le montant de ces travaux est estimé à 500 000 € HT, auxquels s'ajoutent les frais d'études et de procédures réglementaires d'un montant estimé à 80 000 € HT. Ces frais font l'objet d'aides financières de l'Etat à hauteur de 40% dans le cadre du PAPI Lez 2007-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du projet de protocole transactionnel avec les Consorts De BRUNELIS pour la réalisation des travaux de confortement des berges de la Mosson au droit du domaine de Caunelles à Juvignac,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138599-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOWL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– COMMUNE DE PÉROLS - ÉTUDE PRÉALABLE À LA RÉDUCTION DE LA
VULNÉRABILITÉ DU PATRIMOINE BÂTI SOUMIS AU RISQUE D'INONDATION PAR
RUISSELLEMENT PLUVIAL - CONVENTION AVEC LE SYBLE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les inondations qui ont eu lieu au cours de la dernière décennie dont les crues de 2002, 2003 et 2005 sur le bassin versant du Lez témoignent d'une présence inéluctable de l'aléa inondation et révèlent une vulnérabilité importante du bassin versant du Lez, des biens et des personnes qui y résident (9% du territoire du bassin versant du Lez est concerné par le risque inondation lié au débordement des cours d'eau et 6% de la population du bassin versant est exposée au risque inondation).

Les actions visant à réduire l'aléa ne peuvent seules suffire à diminuer de façon importante le risque et par là les coûts des dommages. Des démarches complémentaires de réduction de la vulnérabilité inondation sont nécessaires parce qu'elles présentent une réelle efficacité à une échelle individuelle.

Une étude préalable à la réduction de la vulnérabilité du patrimoine bâti liée au risque d'inondation sur le bassin versant du Lez a été réalisée dans le cadre du PAPI sous maîtrise d'ouvrage du SYBLE.

Les objectifs de cette étude étaient :

- d'identifier à un niveau macro l'ensemble des enjeux bâtis situés dans le périmètre d'étude et leur niveau de vulnérabilité,
- de définir les mesures de réduction de la vulnérabilité à mettre en œuvre sur le périmètre d'étude,
- de communiquer sur les opérations de réduction de la vulnérabilité auprès des communes du périmètre d'étude,
- d'identifier les motivations des communes pour la mise en place de mesures de réduction de la vulnérabilité sur leurs territoires,
- de définir des secteurs d'intervention sur le bassin versant,
- de déterminer une stratégie d'intervention.

Cette étude a permis d'aboutir à un programme opérationnel pour la réduction de la vulnérabilité du bâti (public, habitat, entreprises, exploitations agricoles) sur les années 2014 à 2020.

Le programme opérationnel concerne les 32 communes les plus inondables du bassin versant. Il consiste dans un premier temps à lancer des campagnes de communication ambitieuses afin d'expliquer la réduction de la vulnérabilité du bâti et d'inciter les propriétaires à s'engager dans des diagnostics de leurs bâtis. Dans un second temps, et en fonction des conclusions des diagnostics, certains propriétaires pourront réaliser des travaux à leur charge.

Afin de lancer la démarche et dans l'objectif d'améliorer la résilience du territoire du bassin versant du Lez, le SYBLE s'est proposé en tant que porteur du programme d'animation auprès des propriétaires privés d'habitations. Ainsi, le SYBLE est maître d'ouvrage de la communication et des diagnostics.

Ces diagnostics sont proposés gratuitement car inscrits au PAPI 2 Lez-Mosson, selon le plan de financement suivant :

- l'Etat : 50 %
- le FEDER : 30 %
- le SYBLE : 20 %.

A la suite des inondations de septembre et octobre 2014, une 1^{ère} partie du programme de diagnostics a été réalisée en priorité sur les communes de Juvignac et Grabels particulièrement touchées. Une deuxième partie doit être engagée prochainement et concerne sur la Métropole les communes suivantes : Pignan, Saussan, Lavérune, Pérols, Clapiers, Prades-le-Lez et Montferrier-sur-Lez. Les communes de Grabels et Juvignac pourront à la marge bénéficier de diagnostics complémentaires en fonction des demandes.

Les financements accordés par l'Etat au titre du PAPI concernent l'aléa débordement de cours d'eau. Or, sur la commune de Pérols, les dernières crues de l'automne 2014 ont essentiellement provoqué des inondations par ruissellement avec une centaine d'habitations touchées par cet aléa.

Compte tenu des enjeux sur la commune de Pérols et afin de maintenir l'équité de ses habitants devant la gratuité du service offert, il est proposé que la Métropole compense la part financière non couverte par l'Etat sur les diagnostics réalisés sur des bâtis soumis à l'aléa ruissellement pluvial et débordement des réseaux sur la commune de Pérols.

La réalisation de 100 diagnostics liés au ruissellement pluvial est estimée à environ 60 000 € HT (sur la base de 600 € HT/diagnostic) soit 72 000 € TTC. Le montant prévisionnel restant à charge de la Métropole s'élèvera à 36 000 € TTC et sera versé au SYBLE au vu du nombre de diagnostics ruissellement effectivement réalisés à l'issue de la mission sur le territoire communal. La commune de Pérols supportera la dépense correspondante via le versement d'un fonds de concours.

Montpellier Méditerranée Métropole, intéressée au titre de ses diverses compétences, accompagnera la démarche sur l'ensemble de ses communes concernées par le programme de diagnostic mené par le SYBLE.

Ces modalités sont reprises dans une convention avec le SYBLE qu'il convient de signer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention avec le SYBLE pour la réalisation des études préalables à la réduction de la vulnérabilité du patrimoine bâti soumis au risque d'inondation par ruissellement pluvial sur la commune de Pérols,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. T. BREYSSE, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. T. DEWINTRE, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme S. JANNIN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1138773-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES –
PROJET DE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI) SUR LA
COMMUNE DE BEAULIEU - AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

A la suite de la crue du Vidourle de septembre 2002, le Préfet de l'Hérault a prescrit, le 12 octobre 2007, la révision du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la Moyenne Vallée du Vidourle sur les communes de Saturargues, Saint-Séries, Villetelle et Boisseron. Dans ce contexte, la DDTM de l'Hérault a jugé opportun de réaliser une étude de définition des zones inondables et des enjeux, centrée sur le bassin versant de la Bénovie, affluent du Vidourle. En conséquence, les services de l'Etat ont engagé la révision des Plans de Prévention des Risques Inondations (PPRI) des communes situées sur le bassin versant de la Bénovie dont notamment les communes de Beaulieu et de Montaud pour le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, la révision du PPRI de la commune de Beaulieu, approuvé le 18 mars 2004, a été prescrite par arrêté préfectoral n°2015-OI-875 en date du 12 juin 2015. Depuis les services de l'Etat ont œuvré à son élaboration.

Préalablement, à sa mise en enquête publique et conformément à l'article R562-7 du Code de l'environnement, le Conseil de Métropole est appelé à émettre un avis sur le projet de PPRI de la commune de Beaulieu.

Le projet de PPRI identifie les zones inondables du Bérange et de son affluent le ruisseau des Coulobres ainsi que des affluents de la Bénovie présents sur le territoire communal, les ruisseaux du Valat de la Rière et des Vignes. Ces zones inondables, définies en fonction du niveau de risque, sont soumises à des dispositions réglementaires relatives à l'occupation et l'utilisation des sols.

La commune de Beaulieu est globalement peu concernée par la problématique de débordement des cours d'eau. En effet, les débordements du Bérange impactent uniquement la limite communale avec Sussargues à proximité du Mas de Ginestet. La zone inondable des affluents de la Bénovie ne touche, quant à elle, que des zones agricoles au Nord de la commune. Aucun élément bâti existant identifié au cadastre n'est concerné par le risque de débordement de ces cours d'eau.

Par ailleurs le zonage PPRI n'a pas d'incidence sur le développement urbain de la commune au vu des secteurs à urbaniser identifiés à ce jour.

Sur les principales dispositions réglementaires instaurées, le projet de PPRI prévoit une bande de 20 mètres, non constructible et non remblayable, de part et d'autre de tous les axes d'écoulement identifiés en traits bleus continus ou discontinus sur le SCAN 25® de l'IGN (Institut Géographique National) et non cartographiés dans le PPRI afin de préserver l'écoulement de l'eau et la stabilité des berges.

Le règlement du PPRI définit également les mesures de réduction de la vulnérabilité des bâtiments situés en zone inondable, dites mesures de mitigation. Sauf exception, la mise en œuvre des mesures de mitigation est obligatoire et doit s'effectuer dans un délai maximum de cinq ans à compter de l'approbation du PPRI. Un diagnostic de la vulnérabilité des établissements recevant du public et des bâtiments collectifs situés en zone inondable, ainsi que l'ensemble des réseaux considérés comme stratégiques, doit être effectué par un organisme qualifié dans un délai de deux ans après approbation du PPRI.

Ce PPRi rend aussi obligatoire des dispositions constructives pour les projets nouveaux implantés en zone inondable comme par exemple le respect de transparence hydraulique pour les clôtures. Enfin, il incite à des dispositions particulières pour les occupations agricoles ou forestières du sol afin notamment de réduire les volumes de ruissellement des eaux et d'en réduire les effets.

Comme toute zone urbanisée, la commune reste potentiellement soumise au ruissellement pluvial. Afin de limiter le risque correspondant, un schéma d'assainissement pluvial communal est rendu obligatoire ainsi que l'élaboration, dans un délai de cinq ans après approbation du PPRi, d'un zonage pluvial. Cette dernière obligation sera prise en compte à l'occasion de la définition prochaine du PLUi. Toute opération d'urbanisation nouvelle devra aussi prévoir des mesures compensatoires suffisantes pour permettre une rétention des eaux pluviales dans la proportion minimale de 120 litres/m² imperméabilisé. La déclinaison de cette obligation sera également précisée dans le règlement du futur PLUi.

Le PPRi, une fois approuvé et publié, vaut servitude d'utilité publique et devra, à ce titre, être annexé au Plan Local d'Urbanisme communal dans un délai de trois mois. L'approbation du PPRi implique la mise en œuvre par la commune d'une information préventive régulière, au moins une fois tous les deux ans auprès de la population, ainsi que la constitution d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) un an après approbation du PPRi. Enfin, il impose la pose de repère de crues dans un délai de cinq ans après son approbation.

En conclusion, le projet de PPRi de la commune de Beaulieu est de nature à renforcer la sécurité des personnes, à limiter et à prévenir les dommages aux biens et aux activités existants tout en assurant le libre écoulement des eaux et la conservation des champs d'inondation.

Il s'inscrit, en cela, en parfaite cohérence avec les actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole visant à réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques d'inondation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Beaulieu en tenant compte des observations ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017
Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1138641-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES –
PROJET DE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES D'INONDATION (PPRI) SUR LA
COMMUNE DE MONTAUD - AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

A la suite de la crue du Vidourle de septembre 2002, le Préfet de l'Hérault a prescrit, le 12 octobre 2007, la révision du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la Moyenne Vallée du Vidourle sur les communes de Saturargues, Saint-Séries, Villetelle et Boisseron. Dans ce contexte, la DDTM de l'Hérault a jugé opportun de réaliser une étude de définition des zones inondables et des enjeux, centrée sur le bassin versant de la Bénovie, affluent du Vidourle. En conséquence, les services de l'Etat ont engagé la révision des Plans de Prévention des Risques Inondations (PPRI) des communes situées sur le bassin versant de la Bénovie dont notamment les communes de Beaulieu et de Montaud pour le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, l'élaboration du PPRI de la commune de Montaud a été prescrit par arrêté préfectoral n°2015-01-882 en date du 12 juin 2015. Depuis les services de l'Etat ont œuvré à son élaboration.

Préalablement, à sa mise en enquête publique et conformément à l'article R562-7 du Code de l'environnement, le Conseil de Métropole est appelé à émettre un avis sur le projet de PPRI de la commune de Montaud.

Concrètement, ce projet identifie les zones inondables des ruisseaux de la Resclauze, des Piochs Longs, des Pontils, des Liquettes, du Braou, du Puech Rond, et des Plaines, affluents de la Bénovie, du ruisseau de Vallongue, affluent du Bérange, ainsi que de la Cadoule. Ces zones inondables, définies en fonction du niveau de risque, sont soumises à des dispositions réglementaires relatives à l'occupation et l'utilisation des sols.

Bien que l'emprise des zones inondables concerne moins de 10 % de la superficie de son territoire, la zone urbaine de la commune de Montaud est touchée de manière assez significative par la problématique de débordement des cours d'eau, notamment au niveau d'une partie du centre village. Sur ce secteur, de nombreux bâtis existants sont concernés par les débordements du ruisseau des Piochs Longs, avec un niveau d'aléa fort pour la plupart.

Plus à l'Est, la zone inondable du ruisseau des Pontils, classée en zone rouge, sépare l'urbanisation en deux secteurs distincts et y interdit toute urbanisation nouvelle, renforçant ainsi une coupure nette entre les deux parties de la commune : d'un côté le centre-bourg et de l'autre les Aspres.

Sur les principales dispositions réglementaires instaurées, le projet de PPRI prévoit une bande de 20 mètres non constructible et non remblayable de part et d'autre de tous les axes d'écoulement identifiés en traits bleus continus ou discontinus sur le SCAN 25® de l'IGN (Institut Géographique National) et non cartographiés dans le présent PPRI, afin de préserver l'écoulement de l'eau et la stabilité des berges.

Le règlement du PPRI définit également les mesures de réduction de la vulnérabilité des bâtiments situés en zone inondable, dites mesures de mitigation. Sauf exception, la mise en œuvre des mesures de mitigation est obligatoire et doit s'effectuer dans un délai maximum de cinq ans à compter de l'approbation du PPRI. Un diagnostic de la vulnérabilité des établissements recevant du public et des bâtiments collectifs situés en zone inondable, ainsi que l'ensemble des réseaux considérés comme stratégiques, doit être effectué par un organisme qualifié dans un délai de deux ans après approbation du PPRI.

Ce PPRI rend aussi obligatoire des dispositions constructives pour les projets nouveaux implantés en zone inondable comme par exemple le respect de transparence hydraulique pour les clôtures. Enfin, il incite à des dispositions particulières pour les occupations agricoles ou forestières du sol afin notamment de réduire les volumes de ruissellement des eaux et d'en réduire les effets.

En complément, le territoire communal est aussi fortement concerné par le ruissellement pluvial urbain. Afin de limiter le risque correspondant, Montpellier Méditerranée Métropole œuvre actuellement, dans le cadre de la définition du PLUi, en collaboration avec la commune, à l'élaboration d'un zonage pluvial. Cette démarche est cohérente avec le PPRi qui rend obligatoire un schéma d'assainissement pluvial communal ainsi que l'élaboration d'un zonage pluvial dans un délai de cinq ans après son approbation. Toute opération d'urbanisation nouvelle devra aussi prévoir des mesures compensatoires suffisantes pour permettre une rétention des eaux pluviales dans la proportion minimale de 120 litres/m² imperméabilisé. La déclinaison de cette dernière obligation sera précisée dans le règlement du futur PLUi.

Le PPRi, une fois approuvé et publié, vaut servitude d'utilité publique et devra, à ce titre, être annexé au Plan Local d'Urbanisme communal dans un délai de trois mois. L'approbation du PPRi implique la mise en œuvre par la commune d'une information préventive régulière, au moins une fois tous les deux ans auprès de la population, ainsi que la constitution d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) un an après approbation du PPRi. Enfin, il impose la pose de repère de crues dans un délai de cinq ans après son approbation.

En conclusion, le projet de PPRi de la commune de Montaud est de nature à renforcer la sécurité des personnes, à limiter et à prévenir les dommages aux biens et aux activités existants tout en assurant le libre écoulement des eaux et la conservation des champs d'inondation.

Il s'inscrit, en cela, en parfaite cohérence avec les actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole visant à réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques d'inondation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable au projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune de Montaud en tenant compte des observations ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138643-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION AVEC LE SDIS DE L'HÉRAULT RELATIVE À LA DISPONIBILITÉ DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES PENDANT LEUR TEMPS DE TRAVAIL

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole compte parmi ses personnels des agents publics par ailleurs Sapeurs-Pompiers Volontaires.

Cette disponibilité des Sapeurs-Pompiers Volontaires agents de Montpellier Méditerranée Métropole, nécessite d'être encadrée dans une logique de partenariat avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Hérault.

L'article L 723-11 du Code de la sécurité intérieure (issu de la loi n° 96-370 du 3 Mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de Sapeurs-Pompiers) énonce :

« L'employeur privé ou public d'un Sapeur-Pompier Volontaire, les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et non salariées qui ont la qualité de Sapeur-Pompier Volontaire peuvent conclure avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours une convention afin de préciser les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation des Sapeurs-Pompiers Volontaires.

Cette convention veille, notamment, à s'assurer de la compatibilité de cette disponibilité avec les nécessités du fonctionnement de l'entreprise ou du service public.

La programmation des gardes des Sapeurs-Pompiers Volontaires, établie sous le contrôle du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, est communiquée à leurs employeurs s'ils en font la demande. ».

Sur cette base, il est proposé d'établir une convention entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole

Cette convention dont l'objectif est de concilier la disponibilité du Sapeur-Pompier Volontaire et les contraintes de l'employeur, notamment les différents services concernés, permet de convenir des dispositions relatives à la participation aux missions opérationnelles, aux actions de formations et aux gardes programmées ou aux dispositifs préventifs.

Cette démarche, librement négociée entre les partenaires, permet :

- d'optimiser l'organisation de la couverture des secours au quotidien en particulier sur le territoire de la Métropole,
- mais aussi de valoriser la contribution de la Métropole à l'effort de sécurité civile et son implication aux côtés du SDIS,
- d'affirmer l'adhésion de l'employeur à l'engagement national relatif au volontariat,
- et de disposer, au sein même de sa structure d'agents dont l'expérience et la formation peuvent s'avérer précieuses en termes de secours et de prévention.

Par ailleurs, la lutte contre les feux de forêt dans le département impose fréquemment une forte mobilisation humaine qui doit être mutualisée. La disponibilité des Sapeurs-Pompiers Volontaires est donc un facteur déterminant pour mettre en œuvre efficacement les dispositifs préventifs et curatifs.

La logique d'entraide territoriale n'est possible que par la contribution du potentiel de chacun.

Délibération n° 14496

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention relative à la disponibilité pendant le temps de travail, des Sapeurs-Pompiers Volontaires agents de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser le Président à signer la convention sus visée et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138206-

CC-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

RESSOURCES HUMAINES – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC UN AGENT RETRAITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Madame Arlette Barbaud a été recrutée le 22 avril 1993 par le District de Montpellier en tant qu'agent technique. Elle a été employée sans discontinuité jusqu'au 20 août 2013, date à laquelle elle a souhaité faire valoir ses droits à la retraite.

Pour le calcul de sa pension, la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales a refusé de prendre en compte la période de prolongation effectuée par Madame Barbaud, pour augmenter sa pension.

A la suite d'un recours gracieux infructueux auprès de la CNRACL, Madame Barbaud a saisi le Tribunal Administratif qui, dans son jugement du 28 décembre 2016, a estimé l'arrêté du 14 janvier 2013 trop tardif et entaché d'un vice, le rendant nul et non avenue.

Il est proposé d'en réparer les conséquences. Madame Barbaud a été rencontrée, afin de lui proposer la mise en œuvre d'un protocole transactionnel lui permettant de recouvrer le différentiel de pension correspondant à la période de sa prolongation d'activité et indemnisant le préjudice matériel consécutif au non versement de ce complément depuis le 20 août 2013.

Il est proposé une indemnité de 14 744 euros, dont les modalités de calcul, estimée selon l'espérance de vie moyenne, sont détaillées dans un protocole transactionnel.

Montpellier Méditerranée Métropole engage pour sa part des démarches pour obtenir le remboursement des cotisations qu'elle a versées à la CNRACL de février 2010 à août 2013 et que cette dernière a refusé de prendre en compte dans le calcul de la pension de Madame Barbaud.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du protocole d'accord transactionnel,
- dire que les dépenses sont inscrites au budget principal chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le protocole transactionnel.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139112-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I - Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 février 2017.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 février 2017.

IV- Suppression de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 février 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138602-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – GOUVERNANCE -
CRÉATION DE L'OBSERVATOIRE MONTPELLIER MÉTROPOLITAIN DE L'EAU (OMME) -
APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a créé l'Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du service public de l'eau potable sur treize communes où la Métropole exerce en direct sa compétence et de l'eau brute pour toutes les communes de la Métropole. Cette délibération prévoyait par ailleurs la création par la Métropole d'un Observatoire de l'eau, regroupant des acteurs (associations, collectivités, usagers, syndicats, universitaires, professionnels, services de l'Etat) intéressés aux questions relatives à la gestion de l'eau sur le territoire de la Métropole, dans le but de constituer une instance de dialogue, de débat et de suivi de la politique de l'eau et de l'assainissement.

Cet Observatoire dénommé « Observatoire Montpellier Métropole de l'Eau » (OMME) est créé sous forme d'une commission extra-municipale.

L'Observatoire s'intéresse à tous les grands enjeux de la politique de l'eau. Il se saisit des aspects techniques, sociaux, économiques et environnementaux des services d'eau potable et d'assainissement, il aborde la question des différents usages et partages de l'eau dans un contexte de changement climatique et par là même intègre à sa réflexion les questions de préservation et de protection des ressources en eau ainsi que celles liées aux ressources de substitution.

Il rend des avis sur des sujets proposés par le Président de la Métropole afin d'éclairer les élus métropolitains. L'OMME, instance de participation citoyenne, peut se saisir à son initiative de tout sujet concernant son objet et émettre des avis.

Par ailleurs, il examine chaque année le rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement et, sans se substituer aux attributions obligatoires de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, il formule des recommandations sur ce rapport.

L'Observatoire, en accord avec la Métropole, peut organiser des colloques et conférences publiques sur les enjeux.

L'OMME est composé à part égale de représentants issus de quatre collèges : (i) un collège des usagers, (ii) un collège d'élus, (iii) un collège d'acteurs institutionnels, et (iv) un collège d'universitaires et de chercheurs.

Le collège des représentants des usagers comprend un représentant de chaque association d'usagers, de consommateurs, de défense de l'environnement, d'organisation syndicale, et des représentants d'association de quartiers, de locataires, de bailleurs et de syndicats.

Le collège d'élus comprend des membres (i) de la Commission Service Public de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole, (ii) des représentants des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) limitrophes du territoire métropolitain qui souhaiteront rejoindre cet observatoire (Pays de l'Or, Pays de Lunel, Grand Pic Saint Loup, Vallée de l'Hérault et Bassin de Thau) ; (iii) un représentant des syndicats d'eau potable exerçant la compétence sur le territoire métropolitain (SMGC et SBL), un représentant de la Commission Locale de l'Eau Lez-Mosson et un représentant du Conseil d'Administration de la Régie des Eaux.

Le collège des acteurs institutionnels comprend, à raison d'un représentant technique par organisme les institutions : Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole, Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Syndicat d'eau potable, Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (SYBLE, SYMBO,...), Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, Agence Locale de l'Energie et du Climat, Agence Régionale de Santé, Direction Régionale Environnement Aménagement Logement, Direction Départementale des Territoires et de la Mer, le réseau SWELIA, le pôle Eau et le Bas Rhône Languedoc.

Enfin le collège des acteurs de la Recherche comprend des chercheurs, des universitaires et des experts intéressés à la gestion et au devenir de la ressource en eau sur le territoire de la Métropole.

L'Observatoire est présidé par une personnalité extérieure au Conseil de Métropole, élu par les membres de l'OMME, sur proposition du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour l'exercice de la première présidence, il est proposé la candidature de Michel Deblaize, ancien directeur de la délégation régionale de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse, qui sera chargé d'établir l'ordre du jour de la séance inaugurale.

Les membres de l'Observatoire s'investissent bénévolement et sont nommés, par arrêté du Président de la Métropole, pour une durée de 3 ans, sans que leur mandat puisse excéder celui des élus métropolitains en cours.

L'Observatoire se réunit au moins deux fois par an en séance plénière.

Les activités (réunions, avis et rapports...) de l'Observatoire sont publiques afin de permettre aux usagers et habitants des communes de la Métropole et des territoires limitrophes de s'approprier la gestion de l'eau.

Une charte, faisant office de règlement intérieur, rédigée par les membres de l'Observatoire sera jointe au premier avis transmis au Conseil de Métropole. Elle définira le fonctionnement et la composition du bureau de l'Observatoire.

Enfin l'observatoire est doté d'un budget annuel de 10 000 €, nécessaire à son fonctionnement (études, visites de terrains...), partagé à parts égales entre les budgets annexes de l'Eau potable et de l'Assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création de la commission extra municipale dénommée " Observatoire Montpellier Métropole de l'eau (OMME)";
- approuver le principe de l'élaboration d'une charte valant règlement intérieur par l'Observatoire ;
- approuver le principe de la désignation des collègues et des membres de l'Observatoire par arrêté du Président ;
- approuver l'inscription des crédits nécessitant son fonctionnement aux budgets annexes eau potable et assainissement pour l'exercice 2017 ;
- autoriser M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138836-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION MAERA - CONVENTION RELATIVE À LA RÉALISATION DU DIAGNOSTIC D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le programme d'extension de la station d'épuration MAERA a été approuvé par délibération n°12433 en date du 31 juillet 2014. Ce projet doit permettre de porter la capacité nominale de traitement de 470 000 EH (Equivalents Habitants) à 600 000 EH compte tenu de l'évolution la population desservie. La capacité hydraulique quant à elle devra admettre les débits collectés par les réseaux lors d'une pluie de période de retour mensuelle afin de répondre aux exigences réglementaires. Les débits admis en entrée passeront de 4 à 6 m³/s et de 1,5 à 3 m³/s sur la filière de traitement. L'émissaire de rejet en mer devra être équipé du booster, comme prévu au projet initial, pour permettre de véhiculer ces 3 m/s d'eaux usées traitées.

Ce projet d'extension est envisagé sur le site actuel de la station d'épuration. Au regard de cette localisation, situé à l'emplacement même ou à proximité immédiate de trois sites archéologiques recensés dans la carte archéologique nationale (la Céreirède I – site daté du Néolithique moyen, la Céreirède II – site gallo-romain et le site du mas de Gau – site gallo-romain), le Préfet de la Région Occitanie a prescrit, par arrêté n°16/309-11/11033 du 27 septembre 2016, la réalisation d'un diagnostic archéologique préventif.

Ce diagnostic, réalisé sur la parcelle cadastrée n°160 (Section BW – commune de Lattes) sur une surface de 17 700 m², permettra de mettre en évidence et de caractériser la nature et l'étendue des éventuels vestiges archéologiques afin de déterminer le type de mesure dont ils devront faire l'objet. Il comprend en outre une phase d'exploration du terrain et une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

L'opération de diagnostic, conformément aux articles L.523-1 du Code du patrimoine, sera confiée à l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP). Dans ce cadre, une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'INRAP est envisagée afin de définir les modalités de réalisation par l'INRAP du diagnostic archéologique préventif ainsi que l'ensemble des droits et obligations respectifs des deux parties dans le cadre de cette opération. Cette convention fixe notamment les conditions de mise à disposition du terrain et les conditions de sa restitution à Montpellier Méditerranée Métropole, les conditions d'intervention de l'INRAP sur site ainsi que les modalités relatives à la communication scientifique et à la valorisation de l'opération de diagnostic.

La réalisation du diagnostic archéologique préventif, prescrit par arrêté préfectoral, donnera lieu à une redevance émise par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et payée par Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant de cette redevance, proportionnel à la surface de terrain diagnostiquée, est évalué à 9 500 € HT. La date prévisionnelle du début de l'opération est fixée au 6 mars 2017 pour une durée de 8 semaines. La remise du rapport de diagnostic par l'INRAP au préfet de région est fixée au 23 juin 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention, entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives, relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive sur le site prévu pour l'extension de Maera, donnant lieu au paiement d'une redevance évaluée à 9 500 € HT,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14463

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138958-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES - OPÉRATION "LA NUIT DE L'EAU" - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE COMITÉ FRANÇAIS POUR L'UNICEF - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences dans les domaines du sport, de la solidarité et de la gestion de l'eau, la Métropole s'est engagée depuis 2 ans aux côtés de L'UNICEF et de la Fédération Française de Natation, pour organiser la Nuit de l'Eau dans le réseau des piscines.

Cet évènement solidaire et sportif, organisé dans plus de 200 piscines en France, vise à collecter des fonds en faveur de l'UNICEF (United of International Children's Emergency Fund), qui défend la cause des enfants et des populations en difficultés dans le monde entier. Sur l'ensemble du territoire national, près d'1,5 millions d'euros ont été récoltés en 9 éditions pour soutenir les programmes de l'UNICEF.

Cette année, les fonds récoltés soutiendront le programme de rétablissement durable de l'accès à l'eau et à des infrastructures d'hygiène pour les populations d'Haïti, durement touchées par l'ouragan Matthews, survenu en octobre 2016.

Consciente des inégalités d'accès aux ressources, et forte de son expérience acquise ces deux dernières années, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se mobiliser à nouveau dans quatre de ses piscines, aux côtés de l'UNICEF et de la Fédération Française de Natation.

S'associeront à cet engagement, les agents de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole sur le plan d'une animation pédagogique relative au traitement de l'eau, à côté des piscines Poséidon, Neptune, Nakache et Pitot, impliquées dans la mise en œuvre de projets d'animations sportives en partenariat avec les clubs locaux de natation.

De nombreuses activités seront donc proposées au grand public autour de défis sportifs, d'animations aquatiques, pédagogiques, ludiques et musicales, de démonstrations et de stands d'informations, moyennant un titre d'entrée au tarif unique de 3 €, sur la base du calendrier suivant : piscines Poséidon le 17/03/2017 de 16h à 22h, Neptune le 18/03/2017 de 9h à 15h, Nakache le 16/03/2017 de 17h à 22h et Pitot le 21/03/2017 de 17h à 22h.

Toutes les recettes engendrées par les produits d'entrées publiques (hors frais carte bancaire) et les dons récoltés lors de ces journées seront intégralement reversés à l'Unicef. En 2016, la Métropole avait reversé une recette de 1 800 € à l'UNICEF, collectée sur trois sites.

Il est proposé de conclure une convention avec le comité français pour l'UNICEF pour définir les modalités de partenariat et les conditions de reversement total de la recette de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le partenariat avec le Comité Français pour l'UNICEF à l'occasion de l'édition 2017 de la Nuit de l'Eau ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à sa mise en œuvre.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1138375-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – EXPLOITATION DES SERVICES DE TRANSPORTS - CHOIX DU PROCHAIN MODE DE GESTION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Conformément à la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, également connue en tant que Loi NOTRe, Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité compétente en matière de mobilité sur son territoire.

A ce titre, et conformément à l'article L. 1231-1 du Code des Transports, les Autorités organisatrices de la Mobilité (AOM) organisent des services réguliers de transport public de personnes et peuvent organiser des services de transport à la demande. Elles concourent au développement des modes de déplacement terrestres non motorisés et des usages partagés des véhicules terrestres à moteur.

Afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et nuisances affectant l'environnement, les AOM peuvent, en outre, en cas d'inadaptation de l'offre privée à cette fin, organiser des services publics de transport de marchandises et de logistique urbaine

Dans le cadre de ces compétences, la Métropole a confié au groupement TaM / Transdev Montpellier la gestion et l'exploitation des transports publics urbains, qui comportent en particulier les missions suivantes : l'exploitation des lignes de transports collectifs urbains réguliers de voyageurs (tramway, lignes urbaines et suburbaines, y compris le Transport à la Demande (TAD)), l'exploitation des pôles d'échanges et des parcs-relais, l'exploitation des vélos en libres services, la maintenance et le renouvellement de certains biens affectés au service public...

Le contrat en vigueur a été attribué par délibération du 22 décembre 2009, pour une durée de 8 ans à compter du 1er janvier 2010. Le contrat vient donc à échéance le 31 décembre 2017.

Le service délégué se compose actuellement de :

- 4 lignes de tramway ;
- 36 lignes de bus, toutes en connexion avec le réseau tramway :
 - 12 lignes de bus urbaines ;
 - 24 lignes suburbaines (dont 9 sont exploitées en transport à la demande, seulement en heures creuses ou toute la journée) ;
- un réseau de nuit AMIGO qui assure la desserte des discothèques ;
- 9 parcs-relais P+Tram, offrant plus de 5 000 places interconnectées au réseau de tramway, ainsi que 7 parkings de proximité ;
- 14 véloparcs.

Dans le cadre de la future gestion du service public des transports urbains, les objectifs recherchés par Montpellier Méditerranée Métropole sont les suivants :

- Améliorer la performance du réseau, notamment en termes de fréquentation, de productivité et de qualité de service rendu à la population ;
- Maîtriser le budget « transport » et renforcer la responsabilité de l'exploitant, notamment sur la maîtrise des coûts du service ;
- Inciter le futur exploitant à l'amélioration des principaux ratios de performance et à l'innovation dans une optique de maîtrise des coûts ;
- Développer les actions liées à la mobilité, notamment les actions multimodales, dans le but d'encourager le report modal ;
- Hiérarchiser le réseau bus pour améliorer sa lisibilité et son attractivité, en cohérence avec le réseau tramway ;
- Mettre en cohérence le futur réseau de transports urbains avec les autres services de mobilité (notamment les services d'autopartage, de covoiturage et les vélos) pour desservir tout le territoire communautaire et accompagner le développement urbain de la métropole ;
- Améliorer la desserte des zones d'emplois ;

- Développer les services multimodaux (tarification combinée, système d'information multimodale) pour faciliter l'utilisation des réseaux de transport dans leur ensemble.

Conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT en vigueur, notamment après la réforme opérée par l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le choix du mode de gestion au vu d'un rapport annexé à la délibération.

Deux modes d'organisation ont été analysés : la gestion déléguée à un opérateur économique (régie intéressée, affermage ou concession) et la gestion publique directe en régie avec personnalité morale et autonomie financière.

La régie avec simple autonomie financière et sans personnalité morale a été écartée de l'analyse car elle ne serait pas adaptée pour un service de la taille de celui des transports urbains de la Métropole et que la mise en œuvre d'une telle régie aurait un impact trop important sur l'organisation de la Métropole. A noter, d'ailleurs, qu'il n'existe pas de réseau de la taille de celui de Montpellier géré par une régie avec simple autonomie financière.

Les différents modes de gestion ont été analysés et comparés au regard de différents critères, qu'ils soient juridiques (évolutivité des missions exercées, transparence, durée...), d'exploitation (maîtrise du service par les Elus, management, contrôle du service...) ou financiers (suivi financier, portage de l'endettement...), l'impact sur le coût d'exploitation étant supposé nul.

Au regard de cette analyse, le schéma concession n'est pas retenu car il ne permet pas à la Métropole de maîtriser ses investissements et une durée de contrat longue (entre 15 et 20 ans), qui s'impose dans ce schéma, n'est pas adaptée à un service public de transports urbains qui nécessite une redéfinition régulière du service.

La délégation de service public de type régie intéressée est également écartée car le risque de requalification du contrat en marché public est élevé.

Entre les deux modes de gestion restant, il convient de relever que la gestion en régie implique des contraintes dans la gestion du personnel, notamment en ce que l'établissement public peut plus difficilement bénéficier des ressources d'un opérateur économique national.

Par ailleurs, l'externalisation du risque d'exploitation est très faible, le risque étant porté par l'établissement public et, *in fine* par la collectivité.

Enfin, la régie n'est pas un montage fiscalement optimisé sur le sujet de la TVA

La gestion déléguée en affermage permet de faire bénéficier à l'Autorité Organisatrice de l'expertise, de la recherche et du savoir-faire d'une entreprise de transports. Par ailleurs, le contrat transfère le risque d'exploitation sur le délégataire.

D'autre part, une gestion déléguée est aujourd'hui, pour un service de transports urbains, le montage le plus optimisé fiscalement sur le sujet de la TVA.

Enfin, ce mode de gestion serait le plus neutre en matière de transition dans la gestion du personnel.

En toute hypothèse, en gestion déléguée, l'autorité organisatrice va conserver la possibilité de faire évoluer le service, de fixer les tarifs et la consistance des services.

Sur la base de cette analyse et des différents critères considérés, eût égard aux nécessités et modalités de gestion du réseau, **il s'avère opportun de recourir à un contrat de délégation de service public de type affermage** pour la gestion et l'exploitation du réseau métropolitain et de ses différents services.

Evolution du périmètre

Une réflexion a été menée sur le périmètre du futur contrat.

A l'issue de cette réflexion, il est apparu pertinent de le faire évoluer concernant le service des vélos en libre-service afin de permettre une gestion plus optimisée et plus transparente de ce service.

En effet, contrairement aux parcs relais qui sont très liés au réseau de tramway, les vélos sont un mode de mobilité à part entière, dont les vélos en libre-service sont une composante.

Les avantages à conserver les vélos dans le périmètre du contrat transport urbain sont le transfert de responsabilité de l'exploitation au délégataire et une plus grande facilité de gestion pour la Métropole.

Les inconvénients à conserver les vélos dans le périmètre du contrat transport urbain sont les suivants :

- Absence de concurrence sur un service qui pourrait être exploité par d'autres opérateurs ce qui devrait permettre d'entraîner une diminution du coût d'exploitation,
- Morcellement de la politique « vélos » sans logique ou cohérence d'ensemble avec les autres actions en faveur du vélo souhaitées dans le cadre du Schéma Directeur des Mobilités (notamment un service de location de vélos à assistance électrique),
- Nécessité de faire appel à des compétences spécifiques qui n'ont aucun lien technique avec le transport urbain,
- Meilleure transparence sur le coût d'exploitation,
- Evolutivité plus rapide (contrats plus courts et plus simple à gérer),
- Renforcement du rôle de la Métropole comme autorité organisatrice de la mobilité.

A noter que l'intégration avec le titre de transport en commun pourra se mettre en place même dans l'hypothèse d'une sortie des vélos libre services du périmètre contractuel.

Au regard de ces éléments il apparaît pertinent de se placer dans une perspective de mise en place d'un contrat spécifique permettant l'intégration de nouveaux services innovants et intégrant de nouvelles mobilités actives, dans lequel sera notamment intégrée la gestion des véloparcs situés sur le réseau de transport urbain.

En ce qui concerne les caractéristiques de la future délégation de service public

1/ Objet du contrat

Le délégataire de service public devra assurer en tout temps l'exploitation, la gestion du service public des transports urbains de personnes de la Métropole.

Les principales caractéristiques du service sont celles mentionnées ci-dessus.

2/ Durée

La durée d'un contrat de délégation de service public de type affermage doit être déterminée suivant deux paramètres : les investissements à amortir et la prévisibilité des évolutions du service.

Sur ces deux paramètres, s'agissant d'un service public structurellement déficitaire, il n'y a pas d'intérêt évident à confier une partie des investissements au délégataire ou, à tout le moins, de caler une durée sur les investissements à réaliser.

La durée doit donc être déterminée suivant la prévisibilité à moyen terme du service et suivant la possibilité pour les opérateurs économiques d'anticiper les évolutions dès le stade de leurs offres et d'amortir les quelques investissements mis contractuellement à leurs charges en termes de formation du personnel et de gros entretien ou maintenance.

Il apparaît ainsi qu'une durée de 6 ans est optimale puisqu'elle permet à un opérateur économique d'avoir un temps suffisamment long pour mettre en place une gestion efficace en concordance avec les évolutions du service d'ores et déjà connues et d'amortir les investissements à sa charge.

3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

a/ Consistance générale du service

Le délégataire aura en charge le service public du transport urbain à l'intérieur du ressort de l'autorité organisatrice de la mobilité.

Il s'agit des services suivants :

- un réseau de lignes de tramway ;
- un réseau de lignes d'autobus urbains et suburbains ;
- un service de TAD ;
- des services spéciaux et occasionnels, et notamment ceux mis en œuvre pour desservir les équipements métropolitains dans le cadre des activités scolaires ;
- des parcs relais P+TRAM.

Sont exclus de ce périmètre le service de transport scolaire qui fait l'objet d'une convention avec le Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault.

Le service de vélo en libre services et les vélos parcs seront gérés par le délégataire pendant une période qui sera déterminée dans les documents de la consultation et qui correspondra au temps nécessaire pour mettre en place le nouveau mode de gestion pour le service de vélo en libre services.

b/ Missions

Le délégataire assurera directement l'exploitation du service public de transports urbains dans le respect des principes d'organisation et de fonctionnement du service public.

Dans le cadre de cette autonomie de gestion, il définit et met en œuvre les moyens appropriés pour atteindre les objectifs fixés par la Métropole.

Le Délégataire sera responsable de la bonne gestion du service. A ce titre, il assume notamment :

- la gestion du personnel,
- la responsabilité des opérations de transport,
- la relation contractuelle et commerciale avec les usagers,
- l'entretien, la maintenance, le renouvellement et les grosses réparations des biens et équipements et matériels mis à sa disposition par la Métropole,
- la gestion des parcs relais, des espaces à usage commercial des pôles d'échange,
- toutes autres missions qui peuvent être confiées au délégataire.

D'une manière générale, il sera tenu d'assurer la continuité du service public de transports urbains. Il contribuera également aux objectifs de développement durable poursuivis par la Collectivité.

c/ Investissements

Même s'il s'agit d'une DSP de type affermage, certains investissements seront demandés au délégataire.

Il s'agira essentiellement du renouvellement des matériels et logiciels bureautiques, des logiciels nécessaires à l'exploitation, des petits investissements de matériels...

Ces investissements, biens de retour, seront remis gratuitement au délégant à la fin du contrat.

Le délégataire sera également en charge d'une partie du gros entretien maintenance.

4/ Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service et tirera une part substantielle de sa rémunération de l'exploitation du service délégué (recettes commerciales issues de la vente des titres de transport, recettes annexes (publicitaires...)).

Le délégataire assumera le risque d'exploitation et sera soumis aux aléas du marché.

La Métropole versera une contribution financière forfaitaire liée aux contraintes de service public imposées à l'exploitant.

Les obligations de service public seront précisément définies par le contrat et la contribution financière forfaitaire sera déterminée à l'avance, pour toute la durée du contrat, pendant la phase de négociation sur la base de paramètres fixés préalablement afin d'éviter une surcompensation.

La convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué, dans l'hypothèse où le résultat dégagé serait supérieur aux prévisions du délégataire. Les modalités de détermination de cet intéressement seront fixées contractuellement pendant les négociations.

5/ Rôle de la Métropole en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité

Conformément aux articles L 1411-1 et suivants du CGCT et aux dispositions de l'ordonnance du 29 janvier 2016, la Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports intermédiaires, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la collectivité. Des revues de contrat régulières objet de rencontres entre les représentants du délégataire et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

- l'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation,
- le suivi des indicateurs,
- le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service,
- le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement,

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rapproché du compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

La Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

Le rôle de la Métropole comme autorité organisatrice sera réaffirmé dans le cadre de ce contrat lequel s'inscrira dans le cadre du nouveau schéma directeur des mobilités.

Les clauses contractuelles permettront l'exercice par la Métropole de sa compétence réaffirmée :

- définition de la politique et de la stratégie du développement du réseau,
- stratégie de développement des infrastructures,
- stratégie de renouvellement du patrimoine,
- définition et fixation de la politique tarifaire,
- définition des objectifs en termes de qualité de service.

6/ Conditions principales d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Métropole.

La Métropole remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué au candidat à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable.

Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issu de nouveaux recrutements.

7/ Sort des biens

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprises.

Il sera prévu que les biens de reprises reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis.

Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

Une attention particulière sera portée sur les biens « immatériels » : fichiers clients, fichiers GMAO, logiciels spécifiques...

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de son décret d'application du 1^{er} février 2016 ainsi que du CGCT et notamment de ses articles L1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants.

Par ailleurs, sauf abandon de la consultation qui leur serait imputable, les candidats admis à participer à la phase de négociation se verront verser une indemnité dont le montant par candidat pourra atteindre 200 000 € HT en fonction de la qualité des offres finales remises.

Les bénéficiaires de cette indemnisation et le montant de l'indemnité versée à chacun d'eux seront déterminés à l'issue de la procédure par délibération du Conseil de la Métropole.

Le lauréat ne recevra pas d'indemnité.

Lors de la séance du 14 février 2017, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a donné un avis favorable sur le recours à une délégation de service public pour gérer le service public de transport urbain, de même que le Comité Technique lors de sa séance du 21 février.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion du service public des transports urbains ;
- approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence, telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code générale des Collectivités Territoriales et à l'ordonnance du 29 janvier 2016, qui conduira à la désignation du délégataire ;
- approuver le principe du versement d'une indemnité aux candidats ayant participé aux négociations (à l'exception du lauréat) dont le montant pourra atteindre 200 000 € HT dans les conditions exposées au rapport de présentation ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/02/2017

Déposé En Préfecture

Le : 28/02/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139333-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION RELATIVE À L'INSTALLATION ET AU RACCORDEMENT D'UNE SIRÈNE ÉTATIQUE AU SYSTÈME D'ALERTE ET D'INFORMATION DES POPULATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter les autorités de l'Etat mais aussi des communes d'un "réseau d'alerte performant et résistant", constitué de 3 900 sirènes.

Ce nouveau système d'alerte et d'information des populations (SAIP) prévoit notamment l'implantation d'une sirène, propriété de l'Etat, dans le dépôt TaM de Jeune Parque, propriété de la Métropole.

Une convention doit par conséquent être signée entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Montpellier et TaM afin notamment de fixer les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, mais également les conditions de l'entretien ultérieur du système afin d'assurer le bon fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.

Ainsi, le coût des opérations d'installation et de l'achat du matériel installé est pris intégralement en charge par le Ministère de l'Intérieur.

De son côté, en tant que propriétaire du bâtiment sur lequel est implantée la sirène, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à assurer la prise en charge, financière et technique du raccordement au réseau électrique et de la fourniture en énergie de la totalité des équipements composant la sirène.

La convention précise les obligations des parties. Elle est conclue pour trois ans et pourra être reconduite par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention relative à l'installation et au raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 011 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139004-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – PARKING EUROPA - AVENANT N°5 À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT EUROPA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En 1994, le contrat pour la concession du parking Europa a été conclu, pour une durée de 40 ans, entre la Ville de Montpellier et TaM.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'ensemble des parkings en ouvrage, et notamment le parking Europa, jusqu'à présent géré par la Ville de Montpellier, a fait l'objet d'un transfert vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, lors de la séance du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a entériné une délibération cadre sur la logistique et le transport de marchandises en ville.

Elle vise notamment à favoriser l'émergence d'Espaces Logistiques Urbains (ELU), par la mise à disposition, en centre-ville, de foncier accessible à des coûts abordables aux opérateurs de logistique urbaine, et par l'accompagnement de projets de ce type émanant d'initiatives privées.

La configuration du parking Europa, dont la hauteur sous-plafond est supérieure à 3 mètres au niveau -1, permet la création d'une zone de stockage de 100 m² environ et de plusieurs points de charge pour les véhicules électriques de livraison.

Par ailleurs, la fréquentation actuelle du parking Europa reste faible ; le taux moyen d'occupation du parking Europa est inférieur à 125 véhicules / jour, pour une capacité de 593 places.

Aussi, face à ce constat, et tout en répondant aux orientations prises par la Métropole en matière de logistique urbaine, TaM propose de mieux valoriser ce parking en y installant une activité annexe de type Espace Logistique Urbain.

La création de cette zone de stockage, d'environ 100 m² environ et comportant plusieurs points de charge pour les véhicules électriques de livraison, se traduira par la neutralisation d'une dizaine de places de stationnement, ce qui ne pénalisera pas l'activité du parking compte tenu de la fréquentation actuellement constatée.

La création de cet Espace Logistique Urbain dans le parking Europa doit être autorisée par Montpellier Méditerranée Métropole. C'est l'objet de l'avenant n°5 au contrat de concession pour la gestion et l'exploitation de ce parking, conclue en 1994 pour une durée de 40 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°5 à la convention de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Europa ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1139060-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – INFRASTRUCTURE DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES - APPROBATION DE LA TARIFICATION ET DE LA CONVENTION DE MANDAT AVEC BOUYGUES ÉNERGIE & SERVICES, TITULAIRE DU MARCHÉ PASSÉ AVEC LE GROUPEMENT RÉVÉO - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les contraintes relatives aux gaz à effet de serre, à la tension sur les prix des produits énergétiques, ainsi que le signal sur la fiscalité écologique et le basculement d'une frange importante de la population dans la précarité énergétique conduisent à repenser globalement les modes de vie et de déplacement au sein de notre société.

En réponse à ces enjeux économiques, environnementaux et sociaux, l'Etat s'est notamment positionné en faveur du véhicule électrique, prévoyant une série de mesures destinées à multiplier les points d'alimentation des véhicules à mobilité électrique (loi 2010-788 dite Grenelle 2).

Il appartient également à l'initiative publique locale de s'engager dans une telle démarche, et ce d'autant plus qu'elle constitue une opportunité en termes de développement et d'attractivité du territoire : activité économique générée, offre de services renforcée pour les habitants et les visiteurs, lutte contre la pollution locale, lutte contre la précarité énergétique...

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite développer sur le territoire une offre d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE).

Afin d'atteindre le plus grand nombre d'utilisateurs, il prévu d'équiper les principaux pôles générateurs de déplacements suivant le plan annexé :

- Les abords de l'Hôtel de Ville et de l'Hôtel de Métropole avec des bornes rapides (soit une recharge de véhicule en moins de 30 mn) ;
- Les pôles d'échange de Saint-Roch, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, La Mogère avec des bornes accélérées (recharge du véhicule en 2-3 h) ;
- L'ensemble des zones d'activités avec des bornes accélérées ;
- Les parkings tramway et relais, par le déploiement de bornes normales (recharge du véhicule en 8h00, en adéquation avec l'usage des P+Tram : déplacement domicile-travail avec un véhicule garé pour la journée).

Pour déployer ce réseau, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité un financement de l'Etat dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de l'ADEME – Dispositif d'aide au déploiement des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables.

Ce projet, qui porte sur le déploiement de 66 bornes de recharge électrique pour un total de 128 points de charge, représente un investissement, prévu sur l'année 2017, de 800 000 €.

Par courrier en date du 24 février 2016, l'ADEME a répondu favorablement à Montpellier Méditerranée Métropole en s'engageant à participer à hauteur de 321 000 € au plan de déploiement.

Pour permettre l'interaction entre les bornes, pour uniformiser les options techniques et pour offrir une continuité de service tout en maintenant un niveau d'interopérabilité satisfaisant, 9 Syndicats Départementaux d'Energie de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée ainsi que les Métropoles de Toulouse et Montpellier Méditerranée ont souhaité mutualiser leurs moyens par le recours à un groupement de commandes dédié à la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge.

Ce groupement s'est matérialisé par la conclusion d'une convention constitutive d'un groupement de commandes fondée sur les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Montpellier Méditerranée Métropole, membre du groupement par délibération n°13562 en date du 27 janvier 2016, exécutera pour sa part, à hauteur de ses besoins propres, les différents bons de commande passés dans le cadre du marché.

Le Syndicat Audois d'Energie (SYADEN) a été désigné par l'ensemble des membres comme le Coordonnateur du groupement de commandes. A ce titre, il a été chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélections des contractants, de signer et notifier le marché. Ce marché a été confié à Bouygues Energies & Services.

Ainsi, dans le cadre de ce marché, une convention de mandat avec l'entreprise Bouygues Energies & Services doit être conclue ; cette convention a notamment pour objet d'acter les conditions de collecte des recettes par Bouygues Energies & Services, les conditions de gestion des bornes ainsi que les frais de gestion associés.

Par ailleurs, les entités membres du groupement de commandes ont également proposé de réunir l'ensemble de leurs installations en créant un réseau commun dénommé REVEO dont elles sont propriétaires à concurrence des installations situées sur leur territoire. Une tarification globale unique a ainsi été proposée par l'ensemble des membres du groupement, dont les éléments sont repris ci-dessous (montants TTC) :

Carte d'abonnement : 12€ par an (en année glissante)				
Facturation maxi : 15€ décomposée ainsi :	Borne de recharge normale ou accélérée		Borne de recharge rapide	
	Abonné	Non abonné	Abonné	Non abonné
Frais de connexion	1,50 € (1ère heure comprise)	3 € (1ère heure comprise)	2 € (15 premières minutes comprises)	4 € (15 premières minutes comprises)
Charge facturée à la minute	- 1,50 € /heure au-delà de la 1ère heure de 7H à minuit - gratuité de minuit à 7h		4 € /h Au-delà des 15 premières minutes 24h/24h	

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mandat relative à la gestion monétique et la facturation du réseau Révéo ;
- adopter « REVEO » comme nom commercial du groupement pour les infrastructures de recharge pour véhicules électriques ;
- approuver la tarification globale, convenue avec l'ensemble des membres du groupement ;
- dire que la dépense et la recette correspondante sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1135295-

CC-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – OPÉRATION CAMPUS - CRÉATION D'OUVRAGES DE RÉTENTION ET NOUES D'INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES - CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE À CONCLURE AVEC L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'Opération Campus, est un projet ambitieux mené par les universités de Montpellier en partenariat avec les collectivités territoriales et leurs groupements, notamment la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole.

Le dossier porté par le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) comprend un volet « universitaire » proprement dit consistant à réinvestir fortement le patrimoine universitaire lui-même. Il est piloté soit par le PRES, soit sous maîtrise d'ouvrage de la Région, s'accompagnant d'un volet « urbain » qui vise à intégrer le campus dans la ville par une forte requalification de l'espace public, dont la maîtrise d'ouvrage sera principalement assurée par la Métropole.

Cette opération d'envergure s'étend sur une emprise de 44 hectares située dans la partie amont du bassin versant du Verdanson particulièrement exposé aux phénomènes de ruissellement urbain et de saturation des réseaux d'assainissement des eaux pluviales.

Ces travaux d'aménagement urbain représentent ainsi une opportunité de promouvoir la rétention à la source en mettant en œuvre des techniques innovantes de collecte des eaux pluviales (noues, bassins de rétention, ...) visant à compenser l'imperméabilisation de ce secteur densément urbanisé.

A la suite d'une étude hydraulique globale réalisée en 2012 et actualisée en 2014, le principe d'aménagement retenu consiste à réaliser plusieurs ouvrages de rétention en mettant en œuvre différentes techniques adaptées aux usages de chaque site : noues, bassins à ciel ouvert paysagés ou bassins enterrés en structure alvéolaire ultralégère (SAUL). Le volume global de rétention est ainsi de l'ordre de 30 000 m³.

Les projets sont réalisés et financés par les différents maîtres d'ouvrages : PRES, Région, CNRS et désormais Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de l'espace public.

Montpellier Méditerranée Métropole sera donc maître d'ouvrage pour la réalisation du bassin de rétention situé place Eugène Bataillon, la création de noues et la reprise des réseaux publics d'alimentation des bassins pour un montant de 525 000 € HT.

Les partenaires que sont le PRES, la Région et le CNRS s'étant désormais engagés à conduire les opérations qui leur incombent, la Métropole peut aujourd'hui remplir sa part d'engagement.

Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à l'appel à projets lancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour la « Lutte contre la pollution pluviale » ; l'agence pouvant subventionner les actions visant à retenir les eaux pluviales à la source par des techniques alternatives jusqu'à hauteur de 50%. Dans le cadre de cet appel à projets, l'opération prévue place Eugène Bataillon a été retenue par l'Agence de l'Eau.

Il convient donc d'approuver la convention d'aide financière accordée par l'Agence de l'Eau à hauteur de 210 000 € pour une dépense plafonnée à 420 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'aide financière à conclure avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document s'y rapportant.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 02/03/2017
Déposé En Préfecture
Le : 01/03/17
Numéro de l'acte :
034-243400017-20170222-lmc1138923-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 22 FÉVRIER 2017

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme A. BRISSAUD à M. E. PETIT, M. R. COTTE à M. P. KRZYZANSKI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. N. SEGURA à Mme C. CLARAC.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, M. A. LARUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE DU PONT TRINQUAT À MONTPELLIER - AVENANT À LA CONVENTION DE TRAVAUX DU 17 JANVIER 2012 CONCLUE AVEC MME BONNAVENC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a fixé les objectifs du projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès. Ce projet s'inscrit dans le développement de la ville, notamment l'opération Port Marianne, et la nécessité d'adapter le réseau viaire à sa forte croissance démographique.

Le Conseil Municipal de Montpellier, par délibération du 28 mars 2011, a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire autorisant l'acquisition des biens nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat.

Après négociation à l'amiable, les consorts BONNAVENC ont signé les promesses unilatérales de vente concernant deux emprises de 198 m² et de 43 m² issues des propriétés cadastrées DS 134 et DS 650.

A ces promesses sont annexées des conventions de travaux par lesquelles la ville s'engage à réaliser des travaux de reconstitution des équipements et en particulier sur la parcelle DS 134 la reconstitution d'un accès véhicule, sans fourniture de portail.

Dans le cadre d'une négociation à l'amiable telle que définie par le dossier d'enquête parcellaire, Montpellier Méditerranée Métropole propose au propriétaire de modifier, par voie d'avenant la convention de travaux, notamment son article 3 aux fins :

- de rembourser l'acquisition du portail faite par la propriétaire à hauteur du prix d'achat auquel la Métropole aurait dû acquérir le portail dans le cadre de l'exécution de ses marchés publics, pour un montant de 6 014,40 euros T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant à la convention de travaux du 17 janvier 2012 conclue avec Madame BONNAVENC,
- dire que les crédits nécessaires en dépenses seront inscrits au budget principal, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/03/2017

Déposé En Préfecture

Le : 01/03/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170222-lmc1137374-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 01/03/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 22 février 2017
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-386	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 210 sur la Commune de Prades-le-Les, appartenant à Madame IVORRA	254
D2016-652	Décision relative à une convention de mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur Comédie Lez - Commune de Montpellier.	256
D2016-658	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées RE 45 et RX 62 avenue Henri Becquerel à Montpellier auprès de la SERM	258
D2016-726	Décision relative à l'avenant n°2 au mandant d'études préalables à la SA3M portant sur l'aménagement du secteur de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas	260
D2016-728	Décision relative à l'avenant n°6 du mandat d'études préalables à la SA3M - sites stratégique Plaine du Colombier - Commune de Baillargues	262
D2016-788	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement d'une parcelle rue de la Gare à Saint Jean de Védas	264
D2016-862	Décision relative à la vente de la parcelle TB 71 appartenant à la Métropole au profit de l'Office Public "ACM", rue de la Valsière - Commune de Montpellier	265
D2016-863	Décision relative au marché n°4644DS16 relatif aux missions d'économiste pour la réhabilitation et l'aménagement pour le haut niveau du Centre Nautique Neptune	268
D2016-896	Décision relative au déclassement du domaine public d'une emprise de 198 m² issue de la rue de Cheng Du à Montpellier	270
D2016-903	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une partie de l'impasse de Chaldée pour une superficie de 600 m² environ sur la Commune de Montpellier	272
D2016-912	Décision relative à un avenant n°1 intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.- Marché n°4167TV15 de dispositifs de retenue routiers - Travaux et maintenance	274
D2016-919	Décision relative au marché n°4665DC16 d'édition et diffusion d'une collection de 6 catalogues pour le musée Fabre	276
D2016-921	Décision relative à un Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale pour le spectacle "Nature morte dans un fossé"	278
D2016-924	Décision relative au marché n°4627DE16 conclu avec l'entreprise ABSO pour la réalisation d'une action de coaching pour Rencontre Entreprises Innovantes et Investisseurs 2017 - CAP INVEST 2017	280
D2016-926	Décision portant approbation sur la mise en place d'une procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de 2 parcelles privées en nature de voie publique - Avenue Georges Frêche à Castelnau-le-Lez	282

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-928	Décision relative au marché n°4596RH16 - Intervention ponctuelle d'un cabinet expert en psychologie du travail et en psychologie clinique dans le cadre des risques psychosociaux au sein de Montpellier Méditerranée Métropole	284
D2016-929	Décision relative au marché n°4598RI16 - Extension du stockage et de l'infrastructure du Plan de Reprise d'Activité (PRA)	286
D2016-931	Décision relative à l'autorisation de signer une convention de servitude de passage pour les travaux de redimensionnement du réseau pluvial pour la limitation du risque d'inondabilité appartenant au domaine privé de la Commune de Juvignac	288
D2016-932	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°3321DS13 de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la mise aux normes accessibilité des équipements sportifs	290
D2016-935	Décision relative à la conclusion d'un contrat pour la réalisation de prestations de formation "Jump'In Création" n°4626DE16, destinées à des créateurs d'entreprises innovantes du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole	292
D2016-938	Décision relative à l'acquisition de la parcelle DT 560 de 86 m² auprès du Syndicat des copropriétaires de la résidence « Ilot Verde », rue de Centrayrargues - Commune de Montpellier	295
D2016-941	Décision relative à la cession d'un véhicule immatriculé 8250-VN-34 en état de véhicule techniquement réparable et économiquement irréparable suite à un sinistre	297
D2016-942	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BK 34 de 259 m² auprès de Monsieur GUTKNECHT, chemin du Valat de la Fosse - Commune de Juvignac	299
D2016-944	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BK 36 de 136 m² auprès de Mme HAMAN & Monsieur MADJOUL, chemin du Valat de la Fosse - Commune de Juvignac	301
D2016-945	Décision relative à l'acquisition de la parcelle PS 317 de 335 m² auprès de AKERYS Promotion, rue de la Croix des Rosiers - Commune de Montpellier	945
D2016-946	Décision relative au marché subséquent n°4681DC16 au lot n°3 de l'accord cadre n°4112DC16 pour le transport des œuvres de l'exposition « 5x10, François Rouan, Tressages, 1966-2016 »	305
D2016-947	Décision relative à l'accord-cadre n°4542CO16 "Impression de supports visuels : pose et dépose de covering, adhésifs et panneaux"	307
D2016-951	Décision relative à un marché n°4710RI16 de mission d'évaluation de l'impact et de l'adhésion des usagers au modèle SMART CITY	309
D2016-952	Décision relative à l'attribution du marché n°4676DM16 portant sur l'exploitation et la maintenance du parking Le Vicarello à Castelnaud-le-Lez	311
D2016-955	Décision relative au marché 4548 UH 16, programme d'études relatif à l'élaboration du Plan local de l'habitat 2019-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole	313

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-956	Décision relative à l'avenant n°1 au contrat de prêt à usage en date des 29 juillet et 3 août 2016 - Commune de Pérols - Terrain section AI n°200 et 204	315
D2016-960	Décision relative à la cession des lots 3 et 4 de la copropriété située sur la parcelle BA n°103, 145 rue de Massacan à Vendargues	317
D2016-963	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une partie de l'Impasse du Château à Castries	319
D2016-966	Décision relative à un mandat d'études préalables de faisabilité en vue de la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains	321
D2016-968	Décision relative à la signature d'une convention d'amodiation dans le parking Foch-Préfecture - Marché aux Fleurs (à Montpellier)	323
D2016-972	Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au marché n°3942GD15 de "Prestations de caractérisation des déchets ménagers et de tri sélectif sur des îlots urbains de Montpellier Méditerranée Métropole"	325
D2016-974	Décision d'ester en justice "Association Maguelone Gardiole, requête n°1605996-1 TA"	327
D2016-975	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AS n°93 - Commune de Saint Jean de Védas	329
D2016-977	Décision relative à l'accord-cadre n°4622MG16 "Travaux d'aménagement et de maintenance de régulation génie climatique dans les bâtiments Métropolitains"	331
D2016-978	Décision d'ester en justice "Requête n°1605912-4 TA VERCOM"	333
D2016-979	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AS n°88 et 91 - Commune de Saint Jean de Védas	335
D2016-980	Décision portant sur la mise à disposition de Monsieur Julien FOURNEL	336
D2016-981	Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'entreprise Ecoclimasol pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	338
D2016-982	Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'entreprise Innership pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	340
D2016-984	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AS n°37 - Commune de Saint Jean de Védas	342
D2016-985	Décision relative à la fabrication et fournitures de repas "bio" en liaison froide au centre de loisirs de l'Ecolothèque	344
D2016-986	Décision d'ester en justice "TARHI Youssef - requête n°1606071-4 TA"	346
D2016-988	Décision relative à l'agrément de candidature de la société Salvia Développement dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	347
D2016-991	Décision relative à la création de la sous-régie de recettes et d'avances de l'aire d'accueil de Bionne à Montpellier	349

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2016-992	Décision relative à la création de la sous-régie de recettes et d'avances de l'aire d'accueil de Castelnau-le-Lez	351
D2016-993	Décision relative à la création de la sous-régie de recettes et d'avances de l'aire de grand passage de Lattes	353
D2016-996	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section BA n° 235 - BA n° 238 - BA n° 242 - Commune de Cournonterral	355
D2016-997	Décision d'ester en justice " Pourvoi en cassation - PLU commune de Villeneuve lès Maguelone"	357
D2016-998	Décision relative au sinistre du 23 août 2015 sur la Plateforme de compostage de Grammont - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	358
D2016-999	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°3309DC13 de Mission de Maitrise d'œuvre pour la dernière phase de réhabilitation de l'Agora de la danse à Montpellier	360
D2016-1002	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société LA VALERIANE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga	362
D2016-1004	Décision d'ester en justice "Jean Maertens - Requête n°1606191-4 TA"	346
D2016-1005	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par l'association FRENCHSOUTH DIGITAL au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga	365
D2016-1007	Décision de constitution de partie civile	367
D2016-1009	Décision d'ester en justice "Requête Jean ARESSY - TA n°1606222-4"	369
D2016-1010	Décision d'ester en justice "CLAMOUR Guylain - requête n°1606409-4 TA"	371
D2017-2	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant un local situé au 19 rue Lallemand à Montpellier	373
D2017-5	Décision relative au marché n°4599AJ16- Lot n°2 Assurance Dommages-Ouvrage de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez.	375
D2017-6	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise MAINTENANCETV FRANCE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	376
D2017-7	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour stockage de matériaux - Commune de Lattes - Terrains section BM n°52 - 77 - 82 - 83 - et 85	378
D2017-9	Décision relative à la cession d'un véhicule réfrigéré de marque citroën Berlingo immatriculé EF 148 XV	380
D2017-10	Décision d'ester en justice "Requête n°1606120-1 TA"	382
D2017-11	Décision relative au déclassement du domaine public de la parcelle BX 33 sur la Commune de Clapiers et BL 138 sur la Commune de Castelnau-le-Lez constituant une partie du Chemin du Martinet	383

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-15	Décision d'ester en justice "Requête n°1606513-8 TA DEWEVRE Philippe Expert - ROUX"	385
D2017-17	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans sur le mois de février 2017	387
D2017-18	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole de divers ouvrages d'eau potable	389
D2017-19	Décision relative au transfert de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Médiathèque Victor Hugo	391
D2017-21	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du Centre Nautique Neptune, du stade de la Mosson et du Gymnase du Clapas	393
D2017-23	Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole de la piscine et du gymnase Pitot Peyrou	395
D2017-24	Décision relative au transfert de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du parking Pitot Peyrou	397
D2017-25	Décision relative au transfert de propriété du parking public de stationnement de l'Hôtel Ville de Montpellier dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole	399
D2017-26	Décision relative à l'agrément de candidature de la société EFATA 2015 dans la ZAC Euromédecine II à Grabels	401
D2017-27	Décision d'ester en justice "MULA Christine - Requête n°1605755-8TA"	403
D2017-31	Décision d'ester en justice "Didier CANSINO - Requête n°1505596-4TA"	405
D2017-32	Décision d'ester en justice "COUZY sébastien - requête n°1601336-4 TA"	406
D2017-33	Décision relative à un marché d'études hydrogéologiques dans le cadre de la création du futur cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier	407
D2017-34	Décision relative à un marché de conception paysagère et technique du futur cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier	409
D2017-36	Décision relative au marché n°4693DC16 de conception scénographique et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'exposition "Francis Bacon / Bruce Nauman - Face à face" au musée Fabre	411
D2017-38	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	413
D2017-41	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AMAPLACE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega.	415
D2017-42	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMWATT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga	417
D2017-46	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	419

PARTIE II - SOMMAIRE

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-48	Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain - Parcelle cadastrée RC n° 67 - Commune de Montpellier	421
D2017-49	Décision relative à l'agrément de candidature de la société PROLLISION dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	423
D2017-74	Décision relative à un contrat entre BNP Paribas et Montpellier Méditerranée Métropole	425



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 210 sur la
Commune de Prades-le-Les, appartenant à Madame IVORRA**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- **VU** le courrier Madame Lisiane IVORRA en date du 1^{er} Décembre 2016 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle AP 210 d'une superficie de 11 m², située rue du Plô Midi,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée AP 210 d'une contenance de 11 m² située à Prades-le-Lez auprès de Madame IVORRA.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 10 € / m² TCC soit un total de 110 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-386
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1126068-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mandat d'études confiée à la
Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole
(SA3M) - Secteur Comédie Lez - Commune de Montpellier.**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 17,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public et de l'Habitat »,
- VU la délibération n°13259 du conseil, en date du 30 septembre 2015, par laquelle la Métropole, a approuvé les objectifs d'une étude stratégique de reconquête urbaine entre la place de la Comédie et le Lez dans le cadre de la révision du SCOT et de l'élaboration du PLUI.
- **CONSIDERANT** l'article L. 300-3.-I. du Code de l'Urbanisme qui prévoit que les collectivités territoriales peuvent, par convention de mandat passée avec toute personne publique ou privée lui confier le soin de faire procéder en leur nom et pour leur compte à la réalisation d'études, notamment d'études préalables nécessaires à une opération d'aménagement ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la conduite de ces études à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) préalablement à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement d'ensemble.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat est passé avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne un mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Comédie Lez » sur la Commune de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat prend effet à compter de sa signature par les deux co-contractants, sa durée est fixée à 24 mois.

ARTICLE 4 : Le montant de rémunération du mandataire objet du présent marché s'élève à 166 000 € HT, soit 199 200 € TTC.

ARTICLE 5 : Le montant prévisionnel des études de tiers effectués dans le cadre de ce mandat et qui feront l'objet de mises en concurrence s'élève à 243 650 € HT, soit 292 380 € TTC.

ARTICLE 6 : Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-présidente déléguée, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Décision n°	D2016-652
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1130655-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées RE 45 et RX 62 avenue Henri Becquerel à Montpellier auprès de la SERM

- **VU** l'article L.5211-10 et l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la demande de la SERM de céder à la Métropole les deux parcelles cadastrées RE 45 de 788 m² et RX 62 de 158 m² situées avenue Henri Becquerel à Montpellier au titre de la régularisation foncière liée à la remise d'ouvrages de la ZAC Parc du Millénaire I,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles ont vocation à intégrer le domaine public « voirie » au titre des équipements publics de la ZAC,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle RE 45 de 788 m² et la parcelle RX 62 de 158 m² situées avenue Henri Becquerel à Montpellier auprès de la SERM,

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie et acceptée à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu,

ARTICLE 3 : La SERM s'engage à prendre en charge tous les frais liés à ce dossier et notamment les frais d'acte notarié,

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-658
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1130875-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°2 au mandant d'études préalables à la SA3M portant sur l'aménagement du secteur de la Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 14 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- Vu l'avenant n°1 notifié le 5 janvier 2016 et reçu en Préfecture de l'Hérault le 29 décembre 2015, validant le prolongement de 12 mois du mandat d'études,
- **CONSIDÉRANT** que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), s'est vue confiée par décision n°D2013-496 du 18 juillet 2013 un mandat d'études préalables destiné à l'aménagement du secteur de la Lauze Est sur la commune de Saint-Jean-de-Védas,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 est passé avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la durée du mandat (antérieurement prévu à 38 mois) qui est porté à 51 mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention initiale soit le 19 décembre 2017.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-726
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1131998-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°6 du mandat d'études préalables à la
SA3M - sites stratégique Plaine du Colombier - Commune de Baillargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, notamment son article 139,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°9501 du 27 mai 2010 confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur de la Mourade (Plaine du Colombier) à Baillargues, pour un montant prévisionnel de 250 000 € et une rémunération de 50 000 €,
- VU la décision n°2012-90 approuvant la conclusion d'un avenant n°1 au mandat signé le 8 mars 2012,
- VU la décision n°2013-462 approuvant la conclusion d'un avenant n°2 au mandat signé le 2 octobre 2013 augmentant la durée du mandat jusqu'au 3 août 2015,
- VU la décision n°2014-857 approuvant la conclusion d'un avenant n°3 signé le 11 mars 2015 et concernant la mobilisation d'une avance supplémentaire,
- VU l'avenant n°4 signé le 9 décembre 2015 augmentant la durée du mandat jusqu'à la fin 2016,
- VU la décision n°2016-238 approuvant la conclusion d'un avenant n°5 signé le 14 avril 2016 concernant la réalisation du dossier de DUP et de DIG et un montant supplémentaire de 59 000 € HT,
- **CONSIDÉRANT** que les procédures administratives sous maîtrise d'ouvrage de la SNCF pour la suppression du passage à niveau n°33 ne sont pas finalisées et que par conséquent les procédures liées à la création d'une allée alluviale sont également retardées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°6 est passé avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la prolongation des délais du mandat pour une durée de 12 mois soit jusqu'au 31 décembre 2017.

ARTICLE 3 : Madame Catherine DARDE, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27/01/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-728
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1132021-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant
l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour
le raccordement d'une parcelle rue de la Gare à Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **VU** l'arrêté N°2016-161 du 27 avril 2016 portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** le permis de construire n° PC3427010M0066 en date du 04/02/2011 accordé sur les parcelles AN0264 et AN0265
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférent présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située rue de la gare à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 6 081,17 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

Décision n°	D2016-788
Reçue en Préfecture le	13/01/17
Affichée le	13/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170113- lmc1132874-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 13/01/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la vente de la parcelle TB 71 appartenant à la Métropole au profit de l'Office Public "ACM", rue de la Valsière - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12 du Code de la voirie routière,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant sur le transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2016-753 en date du 17 octobre 2016 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une ancienne voie, rue Dominique Larrey à Montpellier,
- VU l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la demande de l'Office Public « ACM » sollicitant l'acquisition de la parcelle cadastrée TB 71 issue de l'ancienne voie « rue Dominique Larrey » afin de l'incorporer à son projet de démolition-reconstruction de logements locatifs situé rue de la Valsière à Montpellier,
- VU l'estimation de France Domaines n°2017-172V0017 en date du 11 janvier 2017,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par cette ancienne voie,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à l'Office Public « ACM » la parcelle cadastrée TB 71 de 839 m² située rue de la Valsière à Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée à l'euro symbolique conformément à l'avis de France Domaine en date du 11 janvier 2017.

ARTICLE 3 : Le notaire désigné pour la rédaction de l'acte notarié est maître André BONNARY, notaire à Montpellier, aux frais et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-862
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1135161-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4644DS16 relatif aux missions d'économiste pour la réhabilitation et l'aménagement pour le haut niveau du Centre Nautique Neptune

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret du 25 mars 2016, notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,

CONSIDÉRANT la nécessité de faire appel à un économiste pour réaliser les études relatives à la réhabilitation et à l'aménagement des espaces d'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4644DS16 est passé avec l'entreprise Alpha i&co, 57 avenue de Nice, 13120 Gardanne.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les missions d'économiste relatives à la réhabilitation et à l'aménagement des espaces d'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 années.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 14 875€ H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-863
Reçue en Préfecture le	13/01/17
Affichée le	13/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170113-lmc1134876-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/01/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public d'une
emprise de 198 m² issue de la rue de Cheng Du à Montpellier**

- VU l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la décision du Président n°2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tous modes de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la demande de l'Office Public « ACM » d'acquérir une emprise de terrain sur une partie publique située rue de Cheng Du, dans le cadre de son opération de réhabilitation des logements avec des aménagements extérieurs,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette portion de voie avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 198 m² située rue de Cheng Du à Montpellier nouvellement cadastrée PE 510 et PE 512.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 198 m² cadastrée PE 510 et PE 512 et intègre ce terrain dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-896
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1135525-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du
domaine public d'une partie de l'impasse de Chaldée pour une
superficie de 600 m² environ sur la Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n° 2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré à tous modes de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la demande d'acquisition de l'Office Public « ACM » pour réaliser son opération de réhabilitation des logements sociaux avec des aménagements extérieurs sur une partie de la voirie publique dénommée impasse de Chaldée,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette portion de voie avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 600 m² nouvellement cadastrée PE 513 impasse de Chaldée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 600 m² nouvellement cadastrée PE 513 impasse de Chaldée, et intègre ce terrain dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-903
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1135518-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1 intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires - Marché n°4167TV15 de dispositifs de retenue routiers - Travaux et maintenance

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28, et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°1 au marché 4167TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4167TV15 de dispositifs de retenue routiers, travaux et maintenance est passé avec l'entreprise AER sise à ISTRES.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires :

N° de prix	Libellé	Unité	Montant en € HT
PN 1	Livraison et mise à disposition d'éléments préfabriqués en béton de type DBA	Ft	2 200,00
PN 2	Location d'éléments préfabriqués en béton de type DBA	m.j	0,15
PN 3	Pose et dépose d'éléments préfabriqués en béton de type DBA pour un match de football au stade de la Mosson en week-end (25 unités de 4m chacune). Prestation à débiter 2h avant le coup d'envoi.	Ft	2 000,00
PN 4	Pose et dépose d'éléments préfabriqués en béton de type DBA pour un match de football au stade de la Mosson en semaine (25 unités de 4m chacune). Prestation à débiter 4h avant le coup d'envoi.	Ft	1 890,00

PN 5	Pose et dépose d'éléments préfabriqués en béton de type DBA pour un match de football au stade de la Mosson en week-end (25 unités de 4m chacune). Prestation à débiter 4h avant le coup d'envoi.	Ft	2 450,00
------	---	----	----------

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-912
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170109-lmc1135620-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/01/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4665DC16 d'édition et diffusion d'une collection de 6 catalogues pour le musée Fabre

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché d'édition et de diffusion d'une collection de 6 catalogues pour le musée Fabre,
- **CONSIDÉRANT** la procédure de mise en concurrence à la suite de la parution d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 12 octobre 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4665DC16 d'édition et de diffusion est passé avec la société SNOECK – Sint Pietersplein 22 – 9000 GAND – Belgique

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'édition et la diffusion d'une collection de 6 catalogues pour le musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification et a une durée de 40 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 21 000 € H.T. soit 24 255 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-919
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170109- lmc1135646-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/01/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un Fonds d'Aide à la Diffusion
Théâtrale pour le spectacle "Nature morte dans un fossé"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle Nature morte dans un fossé diffusé courant décembre 2016 au théâtre Jean Vilar.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie Faux Magnifico et le Théâtre Jean Vilar, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 3 500 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-921
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170109- lmc1135849-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/01/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4627DE16 conclu avec l'entreprise
ABSO pour la réalisation d'une action de coaching pour Rencontre
Entreprises Innovantes et Investisseurs 2017 - CAP INVEST 2017**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12220 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

CONSIDERANT la nécessité de lancer une procédure adaptée conforme à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 pour l'action de formation Cap INVEST 2017. L'objectif de cette action est d'amener 15 entreprises régionales sélectionnées par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole et BPI France, à présenter professionnellement leur projet devant une vingtaine d'investisseurs lors d'une journée de rencontre fixée au 1er trimestre 2017.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat est conclu avec la société ABSO CONSEIL, immeuble Blue d'Oc, Parc Eureka, 120 rue de Thor, 34000 Montpellier, pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Invest 2017.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives CAP INVEST 2017 proposé par le BIC Cap Alpha – Cap Oméga pour l'année 2017 aux entreprises accompagnées.

ARTICLE 3 : Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de dix mois.

ARTICLE 4 : Le montant total de la prestation d'élève à 15 857,00 euros HT (quinze mille huit cent cinquante-sept euros HT) soit 19 028,40 euros TTC (dix-neuf mille vingt-huit euros et quarante centimes TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-924
Reçue en Préfecture le	18/01/17
Affichée le	18/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170118-lmc1136453-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 18/01/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision portant approbation sur la mise en place d'une procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de 2 parcelles privées en nature de voie publique - Avenue Georges Frêche à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les Articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles R 141-4 à 141-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Castelnau-le-Lez n°2016/02-07 en date du 25 Février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- VU la décision du Président n°D2016-187 en date du 5 Avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castelnau-le-Lez dans le domaine public métropolitain
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité de transférer d'office au Domaine Public Métropolitain deux parcelles privées en nature de voie publique et utilisées pour la circulation publique, l'une cadastrée AV 225 pour 71m² et l'autre correspondant à une emprise de 48 m² à détacher de la parcelle AV 39.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La mise en œuvre d'une procédure de transfert d'office pour la parcelle cadastrée AV 225 de 71m² et pour une emprise de 48 m² issue de la parcelle AV 39 est approuvée.

ARTICLE 2 : L'ouverture d'une enquête publique dont les modalités seront précisées par un arrêté du Président de la Métropole, est autorisée. Elle sera réalisée conformément à l'article L 318-3 du Code l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-926
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124- lmc1135913-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4596RH16 - Intervention ponctuelle d'un cabinet expert en psychologie du travail et en psychologie clinique dans le cadre des risques psychosociaux au sein de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation l'exécution et le règlement de marchés et accords cadre qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A 2015-10 du 21/01/2015, portant délégation de fonction à Monsieur BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines,
- **CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché d'intervention ponctuelle d'un cabinet expert en psychologie du travail et en psychologie clinique dans le cadre des risques psychosociaux au sein de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4596RH16 de services est passé avec le Cabinet AB Orientation et Perspectives sise 48 Boulevard des Arceaux, 34000 Montpellier

ARTICLE 2 : Le marché est conclu pour une période d'un an à compter de sa notification. Il est reconductible trois fois un an.

ARTICLE 3 : Le montant maximum pour la durée totale est de 60 000 € HT, soit un maximum annuel de 15 000 € HT.

ARTICLE 4 : Monsieur BONNAL, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A 2015-10 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-928
Reçue en Préfecture le	20/01/17
Affichée le	20/02/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170120-lmc1135936-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 20/01/2017

M. P. BONNAL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Ressources Humaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4598RI16 - Extension du stockage
et de l'infrastructure du Plan de Reprise d'Activité (PRA)**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A 2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour « l'extension du stockage et de l'infrastructure du Plan de Reprise d'Activité » et au regard de la procédure de publicité et de mise en concurrence suivie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord cadre à bons de commande à un seul opérateur économique n°4598RI16 de Technique de l'Information et de la Communication est passé avec la société Quadria, Sise Le Forum – Parc de l'Aéroport, 70 rue Schumpeter, 34470 PEROLS.

ARTICLE 2 : Cet accord cadre est conclu pour une durée de 2 ans et prend effet à sa notification. Il a pour objet l'acquisition, la mise en service et la maintenance de stockage, serveurs, d'équipements actifs 24 ou 48 ports, ainsi que des bande de sauvegarde LTO6.

ARTICLE 3 : Le montant maximum des commandes est de 200 000 € HT pour la durée totale de l'accord cadre, soit 240 000 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Madame Chantal Marion Vice-Présidente déléguée dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A 2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-929
Reçue en Préfecture le	02/01/17
Affichée le	02/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102-lmc1135941-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/01/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'autorisation de signer une convention de servitude de passage pour les travaux de redimensionnement du réseau pluvial pour la limitation du risque d'inondabilité appartenant au domaine privé de la Commune de Juvignac

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil N°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de vice-président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n°A2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie et espace public »,
- **CONSIDERANT**, que sur la rue de la Plaine, au droit de la salle JL Héroult, sont implantés des réseaux d'évacuation d'eaux pluviales, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Juvignac se sont rapprochées afin de redimensionner le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales, aux fins de limiter les risques d'inondation du périmètre précité, situé sur le domaine privé de la ville de Juvignac. Il convient donc d'établir une convention de servitude de passage au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une servitude de passage est concédée par la Ville de Juvignac à Montpellier Méditerranée Métropole, sur un terrain appartenant au domaine privé de la Commune, et ce, dans le cadre des travaux de redimensionnement du réseau pluvial pour la limitation du risque d'inondabilité .

ARTICLE 2 : La servitude de passage située sur les parcelles cadastrées section BM 500, 547 et 549 est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge les travaux situés sur la servitude à hauteur de 17 859 € HT.

ARTICLE 4 : La convention prend effet à compter de sa signature.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, vice-président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-161 du 27/04/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-931
Reçue en Préfecture le	17/01/17
Affichée le	18/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170117-lmc1135991-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°3321DS13
de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre
de la mise aux normes accessibilité des équipements sportifs**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,
- **CONSIDÉRANT** l'avenant n°1 notifié le 6 novembre 2014 portant sur une modification de délai et un ajustement financier,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un nouvel avenant au marché n°3321DS13 de « mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la mise aux normes accessibilité des équipements sportifs », cette mise aux normes dépendant des Agendas d'Accessibilité Programmée validés en 2016 par la Préfecture de l'Hérault dans ses arrêtés DDTM n°34-2016-01-6459 du 12/01/2016 et n°34-2016-08-07590 du 11/08/2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n°3321DS13 est passé avec la société FOUQUET ARCHITECTURE, 55 rue Haguenot, 34070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne le terme du marché reporté du 31/12/2016 au 31/12/2019.

ARTICLE 3 : Le présent avenant n°2 est sans incidence financière sur le montant du marché 3321DS13.

ARTICLE 4 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer l'avenant n°2 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-932
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1136020-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la conclusion d'un contrat pour la réalisation de prestations de formation "Jump'In Création" n°4626DE16, destinées à des créateurs d'entreprises innovantes du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de passer un marché pour la réalisation de prestations de formation Jump'In Création 2017, destinées à des créateurs d'entreprises innovantes du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga).

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord cadre est conclu avec les sociétés suivantes :

Lot n°1 / Profil entrepreneurial du fondateur :

- Patrick MEJEAN, dont le siège social est, La Bergerie, 30580 FONTARECHES

Lot n°2 / Business model canvas :

- ANACAM Conseil, dont le siège social est 568 rue des Oliviers, 30320 POULX

Lot n°3 / Communiquer pour mieux vendre :

- KEORAN, dont le siège social est, 185 rue Sophie Germain, 34070 MONTPELLIER

Lot n°4 / Lean start-up :

- BGE, dont le siège social est, ZI le Capistol - 5 rue Paul Langevin, 34500 BEZIERS

Lot n°5 / Bases et outils marketing digital :

- Cible Web, dont le siège social est, 1 rue Lignon, 34500 BEZIERS

Lot n°6 / Préparation au pitch :

- ABSO Conseil, dont le siège social est, Imm. Blue d'Oc-ZAC Eureka120 rue du Thor34000 MONTPELLIER

Lot n°7 / Média-training :

- EMA, dont le siège social est, 6 av. de Clavières 30319 ALES Cedex

ARTICLE 2 : Ils concernent le programme de formations Jump'In Création, destiné à des créateurs d'entreprises innovantes du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha, Cap Oméga). L'objectif de cette formation est d'apporter aux porteurs d'un projet innovant, les connaissances nécessaires au montage et au suivi de leur projet et de les accompagner dans les phases de création.

ARTICLE 3 : Ils sont à bon de commandes et prennent effet à compter de leur notification, pour une durée est de 11 mois.

ARTICLE 4 : Le montant total des prestations s'élève à trente-deux mille euros H.T (32 000,00€ HT) soit trente-huit mille quatre cents euros (38 400,00€ TTC).

La répartition entre les prestataires est prévue comme suit :

Lot n°1 / Profil entrepreneurial du fondateur :

- Patrick MEJEAN, pour un montant de 6 750,00 € HT (six mille sept cent cinquante euros) soit 8 100,00 € TTC (huit mille cent euros)

Lot n°2 / Business model canvas :

- ANACAM, Mille sept cent cinquante euros HT (1 750,00€ HT), soit deux mille cent euros TTC (2 100,00€ TTC)

Lot n°3 / Communiquer pour mieux vendre :

- KEORAN, quatre mille trois cents euros HT (4 300,00€ HT), soit cinq mille cent soixante euros TTC (5 160,00€ TTC)

Lot n°4 / Lean start-up :

- BGE, trois mille cinq cents euros HT (3 500,00€ HT), soit quatre mille deux cents euros TTC (4 200,00€ TTC)

- **Lot n°5 / Bases et outils du marketing digital :**

- CIBLE WEB, cinq mille neuf cent cinquante euros HT (5 950,00€ HT), soit sept mille cent quarante euros TTC (7 140,00€ TTC)

Lot n°6 / Préparation au pitch :

- ABSO Conseil, deux mille euros HT (2 000,00€ HT), soit deux mille quatre cents euros TTC (2 400,00€ TTC)

Lot n°7 / Média-training :

- EMA, sept mille sept cent cinquante euros HT (7 750,00€ HT), soit neuf mille trois cents euros TTC (9 300,00€ TTC)

La dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-935
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1136275-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle DT 560 de 86 m²
auprès du Syndicat des copropriétaires de la résidence « Ilot
Verde », rue de Centrayrargues - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le plan d'alignement, annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montpellier, de la rue de Centrayrargues, établi le 29 janvier 1967 enregistré en Préfecture de l'Hérault, le 31 janvier 1967,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015/435 en date du 05 novembre 2015 portant élargissement de la rue de Centrayrargues par l'acquisition foncière d'une emprise à extraire de la propriété de la résidence Ilot Verde,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU l'accord du syndicat des copropriétaires de la résidence Ilot Verde selon procès-verbal de l'assemblée générale en date du 15 février 2016 sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle DT 560 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence Ilot Verde située à Montpellier, la parcelle DT 560 d'une superficie de 86 m² angle rue de Centrayrargues et chemin de Moularès, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à titre onéreux au prix de 70€/m², soit un montant total de 6 020,00 € (six mille vingt euros) pour 86 m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-938
Reçue en Préfecture le	26/01/17
Affichée le	26/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170126-lmc1136310-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la cession d'un véhicule immatriculé 8250-VN-34 en état de véhicule techniquement réparable et économiquement irréparable suite à un sinistre

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** qu'un accident de la circulation est survenu à un agent avec un véhicule de service, une camionnette de marque Peugeot immatriculée 8250-VN-34,
- **CONSIDERANT** que suite au rapport d'expertise du Cabinet Rey & Associés, le véhicule a été jugé techniquement réparable mais économiquement irréparable,
- **CONSIDERANT** qu'à la lecture des conclusions du rapport d'expertise, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver le véhicule immatriculé 8250-VN-34,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède la camionnette de marque Peugeot immatriculée 8250-VN-34 à la compagnie d'assurance La Sauvegarde, située 64 ES Avenue Kennedy, 59 000 Lille.

ARTICLE 2 : Le prix de cession, conforme au rapport d'expertise du Cabinet Rey & Associés, s'élève à 1 560 euros TTC.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-941
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1136481-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BK 34 de 259 m² auprès de Monsieur GUTKNECHT, chemin du Valat de la Fosse - Commune de Juvignac

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Monsieur Luc GUTKNECHT reçu le 26 juillet 2016, sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle BK 34 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Luc GUTKNECHT domicilié à Juvignac, la parcelle BK 34 d'une superficie de 259 m² située chemin du Valat de la Fosse, en vue de son intégration au domaine public métropolitain, permettant ainsi les travaux sur le réseau pluvial.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Maître Mireille GUILHAUME-SCOTT, notaire à Castries, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-942
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1136487-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BK 36 de 136 m² auprès de
Mme HAMAN & Monsieur MADJOUL, chemin
du Valat de la Fosse - Commune de Juvignac**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Madame Zahra HAMAN et Monsieur Mustapha MADJOUL en date du 29 août 2016 sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle BK 36 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Zahra HAMAN et Monsieur Mustapha MADJOUL, domiciliés à Juvignac, la parcelle BK 36 d'une superficie de 136 m² située chemin du Valat de la Fosse, en vue de son intégration au domaine public métropolitain, permettant ainsi les travaux sur le réseau pluvial.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Maître Jean-Philippe ANDRIEU, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-944
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1136494-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle PS 317 de 335 m² auprès de AKERYS Promotion, rue de la Croix des Rosiers - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la réserve C 125 inscrite au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier,
- VU l'accord de la société AKERYS Promotion en date du 24 octobre 2016 sur les modalités de la transaction,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société AKERYS Promotion domiciliée à Aix-en-Provence, la parcelle PS 317 d'une superficie de 335 m² située rue de la Croix des Rosiers, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction a été négociée et acceptée au prix de 15 €/m², soit 5 025 € (cinq mille vingt-cinq euros) pour 335 m².

ARTICLE 3 : Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-945
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1136500-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché subséquent n°4681DC16 au lot n°3 de l'accord cadre n°4112DC16 pour le transport des œuvres de l'exposition « 5x10, François Rouan, Tressages, 1966-2016 »

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de transport des œuvres de l'exposition « 5x10, François Rouan, Tressages, 1966-2016 »,
- **CONSIDÉRANT** la procédure de mise en concurrence à la suite de l'envoi d'une lettre de consultation en date du 7 novembre 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4681DC16 de transport d'œuvres est passé avec la société LP ART, 274 rue de Rosny, 93100 MONTREUIL.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le transport des œuvres de l'exposition « 5x10, François Rouan, Tressages, 1966-2016 ».

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 7 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 77 536 € HT. soit 90 734 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-946
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170109- lmc1136502-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/01/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'accord-cadre n°4542CO16 "Impression de supports visuels : pose et dépose de covering, adhésifs et panneaux"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur A. EL KANDOSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-25 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur A. EL KANDOSSI dans le domaine « Communication »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un accord-cadre de fournitures courantes et services d'impression de supports visuels, pose et dépose de covering, adhésifs et panneaux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord-cadre multi-attributaires de services est passé avec les sociétés D DAY VISION sis à Mauguio 34130, ADZIF/VISUAL FACTORY sis à Montpellier 34070 et EYES UP sis à Montpellier 34070.

ARTICLE 2 : L'accord-cadre débute à partir du 1^{er} janvier 2017 (ou de sa notification si celle-ci intervient après cette date) et court jusqu'au 31 décembre 2017.

ARTICLE 3 : Le montant minimum des commandes est de 25 000 euros HT et le montant maximum est de 100 000 euros HT.

ARTICLE 4 : Monsieur A. EL KANDOSSI Conseiller délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-25 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-947
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170109- lmc1136523-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/01/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4710RI16 de mission d'évaluation de l'impact et de l'adhésion des usagers au modèle SMART CITY

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la feuille de route élaborée dans le cadre de la Cité Intelligente de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la démarche de la Métropole et de la Cité Intelligente se voulant actuellement plus applicative et désirant intégrer plus largement les différentes parties prenantes pour s'établir dans le concret et cela grâce à la réalisation de projets tels que l'immeuble « la Mantilla » et du projet quartier Euréka,
- **CONSIDERANT** que rendre une ville « intelligente » nécessite de se réinterroger sur la finalité des services proposés aux usagers, de concevoir la ville autrement dans une approche intégrée et participative et de mettre en place une offre de services adaptée à la culture du territoire,
- **CONSIDERANT** que Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD) est une société publique locale soumise au régime institué par la loi n°2010-559 du 28 mai 2010, que son capital social est détenu à 91,69% par la Région Occitanie et à 8,31% par Montpellier Méditerranée Métropole, que dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite LRAD en vue de l'exécution de prestations d'ingénierie de projet pour son compte et ce, sans mise en concurrence préalable, en application de l'article 17 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché n°4710RI16 de mission d'évaluation de l'impact et de l'adhésion des usagers au modèle SMART CITY est conclu avec la société publique locale LANGUEDOC-ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD), 117 rue des Etats Généraux, 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : La prestation de ce marché aura pour objectif les phases suivantes :

- La phase d'inventaire des infrastructures

Cet inventaire sera réalisé sur le périmètre de l'Avenue de la Mer (Avenue Connectée), à partir du fond documentaire mis à disposition par la Direction des Ressources Informatiques et comprendra les 4 aspects suivants :

. instrumentation,

. réseau,

. données,

. plateformes.

- La phase de veille

Cette phase est basée sur les modalités de mobilisation et d'intégration des citoyens/usagers et entreprises à travers 3 initiatives SMART CITY remarquables à l'exemple de Helsinki, Rio de Janeiro ou Stockholm.

- La phase dite d'empathie ou d'immersion

Il s'agira de recueillir la perception des habitants de la Métropole, le retour d'expériences des usagers d'un bâtiment intelligent (type la Mantilla) et des besoins des entreprises (ciblées startups dans un premier temps), ce que l'on peut identifier comme la chaîne des valeurs.

ARTICLE 3 : Ce marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 4 : Le montant de ce marché s'élève à quarante-deux mille huit cent quarante euros TTC. (42 840 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-951
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170109-lmc1137194-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/01/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4676DM16 portant sur
l'exploitation et la maintenance du parking Le Vicarello à Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDÉRANT** les résultats de la consultation lancée par Montpellier Méditerranée Métropole, le 27 octobre 2016, selon une procédure adaptée ouverte, en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour le marché n°4676DM16 portant sur l'Exploitation et la Maintenance du parking Le Vicarello à Castelnau-le-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4676DM16 est passé avec la société de Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM).

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les prestations d'exploitation et de maintenance du parking Le Vicarello à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification et prend fin le 31 décembre 2019.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 74 001 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 5 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-952
Reçue en Préfecture le	17/01/17
Affichée le	18/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1136542-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/01/17

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché 4548 UH 16, programme d'études relatif à l'élaboration du Plan local de l'habitat 2019-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 Mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-16 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine de l'habitat,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de prestations intellectuelles « Programme d'études relatif à l'élaboration du Programme Local de l'Habitat »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4548UH16 de prestations intellectuelles est passé avec la société EOHS (Etudes Observation Habitat Statistiques) sis à Lyon.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 36 mois.

ARTICLE 4 : Le prix du marché est mixte. Il s'élève à 149 485 € HT pour la partie forfaitaire et à 20 000 € HT maximum sur la durée totale du marché pour la partie à prix unitaires. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur Noël SEGURA Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-16 de la 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-955
Reçue en Préfecture le	18/01/17
Affichée le	18/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170118-lmc1136809-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/01/2017

M. N. SEGURA

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué au
logement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au contrat de prêt à usage en date des 29 juillet et 3 août 2016 - Commune de Pérols - Terrain section AI n°200 et 204

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « développement, de l'aménagement durable du territoire, de l'espace public et de l'habitat »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet d'avenant n°1 au contrat de prêt à usage consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Société MONTPELLIER DEPANNAGE, dont le siège social est situé à Montpellier, ZAC Garosud, 2501 Avenue de Maurin, représentée par son Gérant Monsieur Norbert DI LORENZO,
- **CONSIDERANT** que la constitution du dossier complet et à son analyse nécessite un délai supplémentaire de l'ordre d'un trimestre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n° 1 au contrat de prêt à usage des 20 juillet et 3 août 2016 est signé pour une durée de 3 mois à compter de janvier 2017, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société MONTPELLIER DEPANNAGE représentée par son Gérant, permettant l'occupation des parcelles situées sur la commune de Pérols, cadastrée section AI n°200 et 204, d'une contenance totale 2 083m².

ARTICLE 2 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant n°1 précité et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-956
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111- lmc1136688-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession des lots 3 et 4 de la copropriété située
sur la parcelle BA n°103, 145 rue de Massacan à Vendargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU l'arrêté n°2016-66 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU l'avis des services de France Domaine en date du 15 septembre 2014,
- VU l'état descriptif de division primaire du 28 décembre 1995 affectant la propriété du lot 3 et celle du surplus du terrain du lot 4 à l'association syndicale libre de propriétaires dénommée « Association syndicale libre de l'ensemble immobilier rue de Massacan »,
- VU la demande de cession formulée par la Société EMITECH FINANCE, propriétaire du lot numéro UN (1) et le Syndicat des Copropriétaires Ateliers Relais à Vendargues (34740), propriétaire du lot numéro DEUX (2), auprès de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE concernant le lot numéro TROIS (3) constituant un transformateur EDF et les droits de superficie d'une contenance de 2 599m², correspondant au surplus de terrain (hors terrain bâti) affecté aux aires de stationnement et voie de desserte formant le lot numéro QUATRE (4), lequel lot est grevé d'une servitude d'usage au profit des lots UN et DEUX, qu'elle détient dans un ensemble immobilier composé de 4 lots, sis parcelle BA n°103, 145 rue de Massacan à Vendargues,
- **CONSIDERANT** qu'aucun des lots bâtis de cet ensemble immobilier ne comporte de quote part indivise du sol ou des parties communes, qu'ainsi depuis l'origine ce sont bien les propriétaires des lots bâtis qui ont la charge financière de l'entretien,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la situation foncière de la copropriété située sur la parcelle BA n°103, 145 rue de Massacan à Vendargues, le transfert de propriété du lot 3 et du surplus de terrain du lot 4 au profit de l'association syndicale prévu dans l'état descriptif de division primaire n'ayant jamais eu lieu,

DECIDE

ARTICLE 1 : MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE cède au profit de la Société EMITECH FINANCE et du Syndicat des Copropriétaires Ateliers Relais à Vendargues, qui l'acceptent, le lot numéro TROIS (3) consistant en un transformateur EDF ainsi que les droits de superficie d'une contenance de 2 599m², correspondant au surplus de terrain (hors terrain bâti) affecté aux aires de stationnement et voie de desserte formant le lot numéro QUATRE (4), qu'elle détient dans l'ensemble immobilier composé de 4 lots, sis parcelle BA n° 103, 145 rue de Massacan à Vendargues.

ARTICLE 2 : La cession est consentie et acceptée moyennant la valeur de 1 € (un euro) symbolique.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte de cession ainsi que tous documents relatifs à l'affaire visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-960
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1136711-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du
domaine public d'une partie de l'Impasse du Château à Castries**

- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L 141-3 et L 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Castries n°2015/17-12/009 en date du 17 Décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castries dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-814 en date du 13 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castries dans le domaine public métropolitain,
- VU l'arrêté n°A2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'habitat et de l'espace public,
- VU la demande d'un propriétaire riverain d'acquérir une emprise de 19 m² à extraire de l'Impasse du Château,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette emprise avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que le fond de l'impasse est seulement utilisé par le demandeur pour accéder à sa propriété, mais qu'il conviendra de purger le droit de priorité du propriétaire de la parcelle voisine.
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 19 m² située au fond de l'Impasse du Château.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 19 m² à détacher de l'Impasse du Château.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-963
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124- lmc1136730-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un mandat d'études préalables de faisabilité en vue de la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délégation permanente accordées du Conseil au Président lui permettant de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
- VU l'article L300-3 du Code de l'Urbanisme,
- **CONSIDÉRANT** qu'en vertu des statuts précités, la SA3M est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels,
- **CONSIDÉRANT** que dans le cadre de sa compétence « Sports et Traditions Sportives », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite engager une réflexion pour la relocalisation de deux équipements sportifs structurants d'échelle métropolitaine, à savoir, d'une part, le complexe sportif de la Mosson « Mondial 98 » à Montpellier, d'autre part, le Palais des Sports René Bougnol à Montpellier, et, à ce titre, envisage de réaliser un ensemble d'études préalables destinées à en vérifier la faisabilité,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un mandat d'études préalables pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains est conclu avec la société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA), dont le siège social est sis en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 Place Zeus – CS 39556 – 34961 Montpellier Cedex 2.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole donne mandat à la SA3M pour faire procéder en son nom et pour son compte, aux études préalables destinées à vérifier la faisabilité de la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché a été estimé à 164 850 € HT pour la tranche ferme et à 53 000 € HT pour la tranche optionnelle, soit un coût total de 217 850 € HT.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-11 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-966
Reçue en Préfecture le	13/01/17
Affichée le	13/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170113-lmc1136817-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/01/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention d'amodiation dans le parking Foch-Préfecture - Marché aux Fleurs (à Montpellier)

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **CONSIDERANT** que le Département de l'Hérault a souscrit, par convention en date du 31 octobre 2013, un contrat d'amodiation pour quatre places dans le parking Foch Préfecture pour une durée de 10 années à compter du 1er novembre 2013.
- **CONSIDERANT** qu'après 3 années d'utilisation, le Département souhaite céder ses droits sur deux emplacements, conformément à l'article V de la convention d'amodiation signée en 2013.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention signée le 31 octobre 2013 entre la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et EFFIA Stationnement est abrogée.

ARTICLE 2 : La présente convention a pour objet de préciser les conditions d'amodiation de quatre emplacements, situés dans le parking Foch-Préfecture – Marché aux fleurs. Les flux financiers correspondant à cette opération seront réalisés entre le Département de l'Hérault et les deux acquéreurs.

ARTICLE 3 : Monsieur le Président est autorisé à signer la convention d'amodiation signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, EFFIA Stationnement et les bénéficiaires des places en amodiation visée à l'article 2.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-968
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1136749-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au marché n°3942GD15
de "Prestations de caractérisation des déchets ménagers et de tri
sélectif sur des îlots urbains de Montpellier Méditerranée Métropole"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4ème paragraphe,
- VU l'arrêté n°2015-14 du 21 mai 2015 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,
- VU le marché n°3942GD15 concernant les prestations de caractérisation des déchets ménagers et de tri sélectif sur des îlots urbains de Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la cession, avec effet au 19 juillet 2016 du marché 3942GD15 à la société GIRUS GE immatriculée sous le n°RCS 821 615 978 000 11 dans le cadre du rachat de l'entreprise GIRUS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3942GD15 est passé en vue du transfert à la société GIRUS GE, 3 rue Brasserie Grüber, 77 000 Melun, des prestations exercées jusqu'alors par la société GIRUS, 105, rue du Maque, 34 920 Le Crès.

ARTICLE 2 : L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

ARTICLE 3 : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-14 du 21 mai 2015 portant délégation de fonction et signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-972
Reçue en Préfecture le	31/01/17
Affichée le	31/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102-lmc1136831-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/01/17

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Association Maguelone Gardiole, requête n°1605996-1 TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête au fond n°1605996-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 1er décembre 2016 par l'Association Maguelone Gardiole contre :

- la délibération du Conseil Municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 4 novembre 2016 approuvant la déclaration de projet actant l'intérêt général du projet de lotissement dénommé "Le Parc Monteillet" situé sur le secteur "Sud Arnel",
- la délibération du Conseil de Métropole de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 24 novembre 2016 approuvant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-974
Reçue en Préfecture le	13/01/17
Affichée le	13/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170113-lmc1136835-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle
cadastrée AS n°93 - Commune de Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- VU la promesse de vente en date du 13 mars 2016 par laquelle les Consorts ROUVIERE acceptent de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, la parcelle en nature de terre, cadastrée AS n°93, située lieudit Les Jasses à Saint Jean de Védas, d'une contenance totale de 752 m² pour un montant de 22 560 euros toutes indemnités comprises, en vue de réaliser des bassins de rétention,
- VU la clause de complément de prix stipulée dans la promesse de vente qui prévoit que si la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Jean-de-Védas prévoit une destination des parcelles autre que la possibilité de la réalisation de bassins de rétention et ce pendant une durée de 10 ans, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser un complément de prix fixé à 10 euros forfaitaire du m² soit une somme fixe et forfaitaire de 7 520 euros,
- VU l'arrêté préfectoral n°2016-I-1100 en date du 21 octobre 2016 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement permettant l'implantation d'un pôle médical sur le secteur des Jasses sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas et emportant modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Jean de Védas,
- VU l'avis de France Domaine en date du 23 février 2016,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est située dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « Aménagements nécessaires à l'implantation d'un pôle médical dans le secteur des Jasses » sur le territoire de la Commune de Saint Jean de Védas, destinée à réaliser des bassins de rétention,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur de la parcelle cadastrée AS n° 93, d'une superficie totale de 752 m², située lieudit Les Jasses à Saint Jean de Védas, en nature de terre.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est fixé à vingt-deux mille cinq cent soixante euros (22 560 euros) toutes indemnités comprises, dont deux mille neuf soixante euros (2 960 euros) d'indemnité de remploi, plus les frais d'acte à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Le prix d'acquisition pourrait être augmenté à terme de sept mille cinq cent vingt euros (7 520 euros) au titre d'une clause de complément de prix.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente déléguée dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat » est autorisée à signer la levée d'option, l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-975
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1136836-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'accord-cadre n°4622MG16 "Travaux d'aménagement et de maintenance de régulation génie climatique dans les bâtiments Métropolitains"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 et notamment son article 27,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-331 du 05/10/2016 portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans le domaine de « l'Energie et la transition énergétique ».

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un accord-cadre à bons de commande relatif aux «Travaux d'aménagement et de maintenance de régulation génie climatique dans les bâtiments métropolitains»,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un accord-cadre n°4622MG16 est passé avec la société INDEA, 69800 SAINT-PRIEST pour le lot 1, et avec la société THERMI AUTOMATION, 34070 MONTPELLIER pour le lot 2.

ARTICLE 2 : Chacun des deux lots du présent accord-cadre prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an. Ils peuvent être reconduits par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 3 : Le montant maximal de l'accord-cadre s'élève :

- Pour le lot n°1, à 40 000 € H.T.
- Pour le lot n°2, à 10 000 € H.T.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Madame Eliane LLORET Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2016-331 du 05/10/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-977
Reçue en Préfecture le	04/01/17
Affichée le	04/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1136848-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/01/2017

Mme E. LLORET

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Energie et transition énergétique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Requête n°1605912-4 TA VERCOM"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1605912-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 novembre 2016 par la société "VERCOM" tendant à l'annulation de la décision explicite de rejet du 26 septembre 2016 lui refusant le paiement de la somme de 3 177,72 euros au titre de l'exécution du marché d'acquisition n°3696GD14 d'un broyeur mobile pour le traitement des déchets verts et à l'annulation de la décision implicite lui refusant le paiement de la somme de 1 544,16 euros.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-978
Reçue en Préfecture le	13/01/17
Affichée le	13/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170113-lmc1136847-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées
AS n°88 et 91 - Commune de Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- **VU** la promesse de vente en date du 13 décembre 2016 par laquelle les Consorts ROUVIERE acceptent de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, les parcelles en nature de terre, cadastrées AS n°88 et 91, situées lieudit Les Jasses à Saint Jean de Védas, d'une contenance totale de 1 592 m² pour un montant de 47 760 euros toutes indemnités comprises, en vue de réaliser des bassins de rétention,
- **VU** la clause de complément de prix stipulée dans la promesse de vente qui prévoit que si la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Jean-de-Védas prévoit une destination des parcelles autre que la possibilité de la réalisation de bassins de rétention et ce pendant une durée de 10 ans, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser un complément de prix fixé à 10 euros forfaitaire du m² soit une somme fixe et forfaitaire de 15 920 euros,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2016-I-1100 en date du 21 octobre 2016 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement permettant l'implantation d'un pôle médical sur le secteur des Jasses sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas et emportant modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Jean de Védas,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 23 février 2016,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont situées dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « Aménagements nécessaires à l'implantation d'un pôle médical dans le secteur des Jasses » sur le territoire de la Commune de Saint Jean de Védas, destinées à réaliser des bassins de rétention,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur des parcelles cadastrées AS n° 88 et 91, d'une superficie totale de 1 592 m², situées lieudit Les Jasses à Saint Jean de Védas, en nature de terre, auprès des Consorts ROUVIERE.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est fixé à quarante-sept mille sept cent soixante euros (47 760 euros) toutes indemnités comprises, dont cinq mille deux cent cinquante et un euros (5 251 euros) d'indemnité de emploi, plus les frais d'acte à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Le prix d'acquisition pourrait être augmenté à terme de quinze mille neuf cent vingt euros (15 920 euros) au titre d'une clause de complément de prix.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente déléguée dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat » est autorisée à signer la levée d'option, l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-979
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1136867-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision portant sur la mise à disposition de Monsieur Julien FOURNEL

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil relative aux délégations permanentes, notamment celle d'adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- VU l'arrêté n°2015-10 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine des 'Ressources Humaines',
- **CONSIDERANT** que Monsieur Julien FOURNEL a sollicité sa mise à disposition auprès de la Ville de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Monsieur Julien FOURNEL, Ingénieur principal, est mis à disposition à 70 % auprès de la Ville de Montpellier jusqu'au 31/12/2017.

ARTICLE 2 : Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines est autorisé à signer tous documents relatifs à cette mise à disposition.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-980
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111- lmc1136874-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'entreprise Ecoclimasol pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} septembre 2015 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise ECOCLIMASOL pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise ECOCLIMASOL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise ECOCLIMASOL pour une extension de sa surface de 22,00 m² à 29,30 m² constituée du module B0.25 à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 août 2018.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la jeune entreprise ECOCLIMASOL pour la surface totale de 29,30 m² constituée du module B0.25 qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 370,64 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-981
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170109- lmc1136881-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'entreprise Innership pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juin 2016 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise INNERSHIP pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise INNERSHIP a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise INNERSHIP pour une extension de sa surface de 14,70 m² à 19,60 m² constituée du module B2.7 à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 mai 2019.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la jeune entreprise INNERSHIP pour la surface totale de 19,60 m² constituée du module B2.7 qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 247,94 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-982
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102-lmc1136887-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/17

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle
cadastrée AS n°37 - Commune de Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- **VU** la promesse de vente en date du 13 décembre 2016 par laquelle les Consorts EXPOSITO acceptent de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, la parcelle en nature de terre, cadastrée AS n° 37, située lieudit Les Jasses à Saint Jean de Védas, d'une contenance totale de 1 428 m² pour un montant de 42 840 euros toutes indemnités comprises, en vue de réaliser des bassins de rétention,
- **VU** la clause de complément de prix stipulée dans la promesse de vente qui prévoit que si la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Jean de Védas prévoit une destination des parcelles autre que la possibilité de la réalisation de bassins de rétention et ce pendant une durée de 10 ans, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à verser un complément de prix fixé à 10 euros forfaitaire du m² soit une somme fixe et forfaitaire de 14 280 euros,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2016-I-1100 en date du 21 octobre 2016 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement permettant l'implantation d'un pôle médical sur le secteur des Jasses sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas et emportant modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Jean de Védas,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 23 février 2016,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est située dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « Aménagements nécessaires à l'implantation d'un pôle médical dans le secteur des Jasses » sur le territoire de la Commune de Saint Jean de Védas, destinée à réaliser des bassins de rétention,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur de la parcelle cadastrée AS n°37, d'une superficie totale de 1 428 m², située lieudit Les Jasses à Saint Jean de Védas, en nature de terre, auprès des Consorts EXPOSITO.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est fixé à quarante-deux mille huit cent quarante euros (42 840 euros) toutes indemnités comprises, dont quatre mille huit cent quatre euros (4 804 euros) d'indemnité de emploi, plus les frais d'acte à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Le prix d'acquisition pourrait être augmenté à terme de quatorze mille deux cent quatre-vingt euros (14 280 euros) au titre d'une clause de complément de prix.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente déléguée dans le domaine « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat » est autorisée à signer la levée d'option, l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-984
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124- lmc1136914-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la fabrication et fournitures de repas
"bio" en liaison froide au centre de loisirs de l'Écolothèque**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur AUDRIN en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-125 du 21 mars 2016 portant délégation de fonction à Monsieur, AUDRIN dans le domaine « Biodiversité, Culture scientifique et technique »,
- **CONSIDERANT**, la nécessité de fournir à l'Écolothèque des repas en liaison froide, dans le cadre de ses activités de l'Accueil de loisirs les mercredis et pendant les vacances scolaires, et la procédure de publicité et mise en concurrence suivie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4664DC16 est passé avec l'ESAT « LES HAUTES GARRIGUES » domicilié route de Frouzet, 34380 SAINT MARTIN DE LONDRES;

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la fourniture et la fabrication de repas en liaison froide, pour les mercredis de l'année et pendant les vacances scolaires.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 66 072, 36 € HT soit 69 706, 34 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur AUDRIN, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-125 du 21 mars 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-985
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	24/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1136927-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. J.-F. AUDRIN

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Biodiversité et la Culture Scientifique et
Technique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'estimer en justice "TARHI Youssef - requête n°1606071-4 TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1606071-4 le 7 décembre 2016 par Monsieur Youssef TARHI tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute corporelle dont il a été victime rue Zamenhoof à Montpellier et ce, dans le cadre de travaux de jalonnement.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-986
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1136946-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
Salvia Développement dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société SALVIA DEVELOPPEMENT, représentée par Madame Françoise FARAG est une SAS dont l'activité est l'édition de logiciels.
Elle est candidate à la location des lots B01 et B02 de 128.58 m² pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SALVIA DEVELOPPEMENT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-988
Reçue en Préfecture le	10/01/17
Affichée le	10/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170110-lmc1137008-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la création de la sous-régie de recettes
et d'avances de l'aire d'accueil de Bionne à Montpellier**

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer, de modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°D2016-969 du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, instituant une régie de recettes et d'avances pour les aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage,
- VU l'avis conforme du 19 décembre 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, la localisation excentrée de l'aire d'accueil de Bionne, il devient nécessaire de créer sur site une sous-régie de recettes et d'avances.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2017, il est institué une sous-régie de recettes et d'avances pour l'aire d'accueil de Bionne auprès de l'Unité Gens du Voyage de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette sous-régie est située 514, rue Léon Jouhaux – 34070 Montpellier.

ARTICLE 3 : La sous-régie encaisse :

- les recettes liées aux droits d'emplacement sur l'aire,
- les cautions.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- par carte bancaire,
- par chèque,
- par virement.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de ticket ou formule assimilée, facture, quittance, ou carte d'emplacement.

ARTICLE 5 : La sous-régie paie les dépenses suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petit outillage),
- remboursement des cautions.

ARTICLE 6 : Les dépenses désignées à l'article 5 sont payées en numéraire.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le mandataire sous-régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 000 €.

ARTICLE 8 : Le mandataire sous-régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 : Le mandataire sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes et de dépenses au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-991
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111- lmc1137059-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la création de la sous-régie de recettes
et d'avances de l'aire d'accueil de Castelnau-le-Lez**

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer, modifier et supprimer les régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n° D2016-969 du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, instituant une régie de recettes et d'avances pour les aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage,
- VU l'avis conforme du 19 décembre 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, la localisation excentrée de l'aire d'accueil de Castelnau-le-Lez, il devient nécessaire de créer sur site une sous-régie de recettes et d'avances.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2017, il est institué une sous-régie de recettes et d'avances pour l'aire d'accueil de Castelnau-le-Lez auprès de l'Unité Gens du Voyage de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette sous-régie est située 885, chemin des Thermes, 34170 Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 3 : La sous-régie encaisse les recettes liées aux droits d'emplacement sur l'aire, les cautions.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- par carte bancaire,
- par chèque,
- par virement.

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur de ticket ou formule assimilée, facture, quittance, ou carte d'emplacement.

ARTICLE 5 : La sous-régie paie les dépenses suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petit outillage),
- remboursement des cautions.

ARTICLE 6 : Les dépenses désignées à l'article 5 sont payées en numéraire.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le mandataire sous-régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 600 €.

ARTICLE 8 : Le mandataire sous-régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 : Le mandataire sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes et de dépenses au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-992
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1137062-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la création de la sous-régie de recettes
et d'avances de l'aire de grand passage de Lattes**

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n° D2016-969 du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, instituant une régie de recettes et d'avances pour les aires d'accueil et de grand passage des gens du voyage,
- VU l'avis conforme du 19 décembre 2016, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, la localisation excentrée de l'aire de grand passage de Lattes, il devient nécessaire de créer sur site une sous-régie de recettes et d'avances.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2017, il est institué une sous-régie de recettes et d'avances pour l'aire de grand passage de Lattes auprès de l'Unité Gens du Voyage de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette sous-régie est située Chemin de Saporta -- 34970 LATTES.

ARTICLE 3 : La sous-régie encaisse les recettes liées aux droits d'emplacement sur l'aire et les cautions.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- par carte bancaire,
- par chèque,
- par virement.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de ticket ou formule assimilée, facture, quittance, ou carte d'emplacement.

ARTICLE 5 : La sous-régie paie les dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petit outillage) et le remboursement des cautions.

ARTICLE 6 : Les dépenses désignées à l'article 5 sont payées en numéraire.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le mandataire sous-régisseur est autorisé à conserver est fixé 4 000 €.

ARTICLE 8 : Le mandataire sous-régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 : Le mandataire sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes et de dépenses au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-993
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1137064-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section
BA n° 235 - BA n° 238 - BA n° 242 - Commune de Cournonterral**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature des traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Cournonterral n°2016-54 en date du 15 décembre 2016 portant sur la cession à l'euro symbolique, des parcelles cadastrées BA n°235 d'une contenance de 219 m², BA n°238 d'une contenance de 1134 m² et BA n°242 d'une contenance de 494 m² au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'estimation de France Domaine en date du 19 juillet 2016,
- **CONSIDERANT** que la création d'une nouvelle voie est indispensable pour assurer la liaison du contournement du futur plateau sportif, et desservir ainsi les parcelles limitrophes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Commune de Cournonterral, les parcelles cadastrées BA 235, BA 238, et BA 242 pour une superficie totale de 1 847 m² afin de créer une nouvelle voie.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie et acceptée au prix de 1 euro symbolique conformément à l'estimation de France Domaine, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-996
Reçue en Préfecture le	26/01/17
Affichée le	26/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170126-lmc1137185-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice " Pourvoi en cassation
- PLU commune de Villeneuve lès Maguelone"**

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Conseil d'Etat contre l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel n°15MA03539 du 24/11/2016 confirmant le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 18 juin 2015 en tant qu'il a annulé partiellement le Plan Local d'Urbanisme de Villeneuve lès Maguelone.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Garreau, Bauer, Violas Feschotte-Desbois.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-997
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111- lmc1137219-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au sinistre du 23 août 2015 sur la Plateforme de compostage de Grammont - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €.
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, du Contentieux, des Affaires Juridiques et du Protocole »,
- VU la proposition d'AXA, compagnie d'assurances de la SAS OCCITANE D'ENVIRONNEMENT, du versement de l'indemnité d'assurances d'un montant de 18 353,28 € TTC à Montpellier Méditerranée Métropole, au titre du sinistre survenu le 23 août 2015 sur la Plateforme de compostage de Grammont, et engageant la responsabilité décennale de leur assuré,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurances d'un montant total de 18 353,28 € TTC.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaires sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acceptation d'indemnité d'assurances, visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-998
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1137237-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°3309DC13 de Mission de Maitrise d'œuvre pour la dernière phase de réhabilitation de l'Agora de la danse à Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°2 au marché de prestations intellectuelles relatif à la « Mission de maîtrise d'œuvre pour la dernière phase de réhabilitation de l'Agora de la Danse à Montpellier ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au marché n°3309DC13 de prestations intellectuelles est passé avec la société EURL PEYTAVIN, 15 avenue Assas, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne des études suivies de travaux afin de permettre la préservation et la mise en valeur des vestiges du mur de la « commune clôture », suite à sa découverte dans le pavillon EST de l'Agora de la danse à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 9 411.30 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 144 149.22 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur B. TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-999
Reçue en Préfecture le	19/01/17
Affichée le	19/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170119-lmc1137241-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/01/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société LA VALERIANE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 16 décembre 2013 passée entre Métropole et la société LA VALERIANE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 6 mars 2014, 6 octobre 2014 et 17 mars 2016,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention précitée arrive à échéance et que la société LA VALERIANE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire, et d'autre part que la société souhaite réduire la surface qu'elle occupe,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société LA VALERIANE pour une période d'un an à compter de sa date de notification. Dans le même temps la surface occupée par la société est réduite de 44,56m² et passe ainsi de 151,72 m² à 107,16 m².

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société LA VALERIANE pour la surface de 107,16 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 448,80 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-1002
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111- lmc1137376-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Jean Maertens - Requête n°1606191-4 TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1606191-4, le 14 décembre 2016, par Monsieur Jean MAERTENS tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute corporelle dont a été victime Madame Madeleine MAERTENS au Planétarium Galilée de Montpellier et ce, le 4 janvier 2012.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-1004
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1137409-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par l'association FRENCHSOUTH DIGITAL au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 6 août 2015 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FRENCHSOUTH DIGITAL pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga, modifiée par avenant en date du 9 mai 2016,
- **CONSIDERANT** que l'association FRENCHSOUTH DIGITAL continue à œuvrer au sein des locaux qu'elle occupe à Cap Oméga pour le développement du secteur du numérique sur le territoire de la Métropole et qu'il convient par conséquent de proroger la convention d'occupation,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec l'association FRENCHSOUTH DIGITAL pour une période de douze mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'association pour les 89,90 m² quelle occupe au rez-de-chaussée de la pépinière d'entreprises Cap Oméga s'élève à 1 137,23 euros conformément au tarif applicable à compter du 1^{er} janvier 2017 approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: Compte tenu des services d'intérêt collectif que l'association rend aux entreprises du numérique implantées à Cap Oméga cette redevance ne sera pas due. Elle sera valorisée par l'association FRENCHSOUTH DIGITAL dans le cadre de ses actions en faveur des entreprises du numérique.

ARTICLE 4: Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-1005
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1137410-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision de constitution de partie civile

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** l'arrêté n°A2014-103 du 19 juin 2014 portant délégation à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer tout document permettant Montpellier Méditerranée Métropole de se constituer partie civile,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » dans l'affaire 16110000079 devant du Tribunal pour Enfants de Montpellier contre Monsieur DARRYL LIBERTIN

ARTICLE 2 : Le préjudice financier de Montpellier méditerranée Métropole s'élève à 149.62€ TTC (cent quarante-neuf euros et soixante-deux centimes)

ARTICLE 3 : La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

ARTICLE 4 : Monsieur Christian FINA est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire en vertu de l'arrêté n°A2014-103 du 19 juin 2014 portant délégation de signature

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-1007
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1137416-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Requête Jean ARESSY - TA n°1606222-4"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1606222-4 le 15 décembre 2016 par Monsieur Jean ARESSY et Autres contre :

- la convention d'amodiation de places dans le parc de stationnement Gambetta conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Fondation du Protestantisme et la Société Transports de l'Agglomération de Montpellier,
- la délibération du Conseil de Métropole n°13793 du 14 avril 2016 approuvant la dite convention,
- la décision implicite en date du 16 octobre 2016 par laquelle le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a rejeté le recours gracieux formé le 12 août.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-1009
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1137467-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "CLAMOUR Guylain - requête n°1606409-4 TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1606409-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 décembre 2016 par Monsieur Guylain CLAMOUR tendant à obtenir réparation pour préjudice matériel subi et ce, consécutivement à un accident de circulation dont il a été victime, rue Auguste Broussonet à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-1010
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1137482-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant un local situé au 19 rue Lallemand à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donner à bail,
- VU l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole donne en location à la Ville de Montpellier un local situé au 19 rue Lallemand à Montpellier, servant à accueillir des associations de quartier,
- **CONSIDERANT** que le contrat en cours arrive à échéance et qu'il convient de le renouveler,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de location est signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le contrat concerne un local d'environ 70 m² situé au 19 rue Lallemand à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : Le loyer annuel est de 8 308 euros hors charges.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-2
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111- lmc1137589-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4599AJ16- Lot n°2 Assurance Dommages-
Ouvrage de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau le Lez.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 Mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté n°A2015-17 de la 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de services « d'Assurances construction de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez », et plus particulièrement d'assurance « Dommage Ouvrage ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4599AJ16 de services est passé avec la société SMABTP sise 2 Place Paul BEC ; Les échelles de la Ville- CS 49058- 34965 Montpellier Cedex 02.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une prestation d'assurance « Dommages-ouvrages » de la Médiathèque Aimé Césaire-Lot 2 du marché « d'Assurances construction de la Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez,

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la réception des travaux prévue en octobre 2017 (ou à défaut, à la date de la notification au titulaire si celle-ci est postérieure), pour une période de 10 ans.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 26 214,84 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément l'arrêté n°A2015-17 de la 21/01/2015 portant délégation de fonction,

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-5
Reçue en Préfecture le	19/01/17
Affichée le	19/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170119-lmc1137597-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/01/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise MAINTENANCETV FRANCE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise MAINTENANCETV FRANCE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'activité de l'entreprise MAINTENANCETV FRANCE répond aux critères exigés pour une installation au MIBI.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise MAINTENANCETV FRANCE pour la location de bureaux d'une surface totale de 33,00 m².

ARTICLE 2 : La surface occupée est constituée du module B0.18 situé au rez-de-chaussée du bâtiment MIBI- 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 3 : La convention d'occupation est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de notification pour se terminer le 31 janvier 2020.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise MAINTENANCETV FRANCE pour la surface de 33,00 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 446,16 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 5 : La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-6
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1137621-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour stockage de matériaux - Commune de Lattes - Terrains section BM n°52 - 77 - 82 - 83 - et 85

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°A2015-4, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine de la prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire stockage de matériaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par le GFA Le Clos Pomier, représenté par Monsieur Jean POMIER, domicilié 68, Route de Toulouse à Montpellier (34070),
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du projet de réalisation des aménagements de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez, la Métropole doit procéder au stockage provisoire des matériaux qui seront utilisés,
- **CONSIDERANT** que la convention initiale consentie par le GFA Le Clos Pomier est arrivée à terme et qu'il convient de renouveler l'autorisation d'occupation temporaire du site,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire stockage de matériaux est signée pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} février 2017, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et le GFA Le Clos Pomier propriétaire des parcelles situées sur la commune de Lattes, cadastrées section BM n°52 – 77 – 82 – 83 et 85, d'une contenance de 58 803m² et d'une emprise d'occupation de 45 668m² afin de permettre la continuité des stockages de matériaux.

ARTICLE 2 : Cette convention pourra, si nécessaire, faire l'objet d'un avenant d'une durée maximale de 5 années supplémentaires, dans les mêmes conditions financières.

ARTICLE 3 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité annuelle d'un montant six mille huit cent cinquante euros vingt centimes (6 850.20€), actualisable.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-7
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1137611-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession d'un véhicule réfrigéré
de marque citroën Berlingo immatriculé EF 148 XV**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté n°2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule réfrigéré dont les caractéristiques techniques ont été jugées inadéquates aux besoins du service,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède au Centre 113 situé 390 rue de portes Domitienne à Vendargues (34740) le véhicule réfrigéré de marque Citroën Berlingo immatriculé EF 148 XV en raison des caractéristiques techniques dudit véhicule jugées inadéquates aux besoins du service.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-9
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1137626-AU-1-I

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Requête n°1606120-1 TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1606120-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 décembre 2016 par Madame Cécile MARSON, agent de la Métropole, contre l'arrêté du 26 février 2013 lui attribuant régime indemnitaire.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-10
Reçue en Préfecture le	11/01/17
Affichée le	11/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170111-lmc1137655-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public de la parcelle
BX 33 sur la Commune de Clapiers et BL 138 sur la Commune de
Castelnau-le-Lez constituant une partie du Chemin du Martinet**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et notamment l'article 43, stipulant qu'ont été apportés en pleine propriété à Montpellier Méditerranée Métropole les « biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées mentionnées au I de l'article L.5217-2 », en ce compris la création, l'aménagement et l'entretien de voirie, de parcs et aires de stationnement, des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- VU la demande d'acquisition d'un propriétaire riverain, de la parcelle BX 33 située sur la Commune de Clapiers et de la parcelle BL 138 située sur la Commune de Castelnau-le-Lez, constituant une partie du terrain d'assise du Chemin du Martinet longeant sa propriété,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public, et de prononcer le déclassement de cette emprise avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette portion de voie n'est pas affectée à l'usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ce chemin,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une partie du chemin du Martinet, cadastrée BX 33 sur la Commune de Clapiers et BL138 sur la Commune de Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une partie du chemin du Martinet, cadastrée BX 33 sur la Commune de Clapiers et BL 138 sur la Commune de Castelnau-le-Lez, et intègre ce terrain dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-11
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1137664-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Requête n°1606513-8
TA DEWEVRE Philippe Expert - ROUX"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1606513-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 décembre 2016 par Monsieur Philippe DEWEVRE, expert demandant l'extension de sa mission à une nouvelle partie en la personne de Montpellier Méditerranée Métropole et ce, dans le cadre de l'expertise n°1604771 ordonnée par le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 décembre 2016 relative aux désordres subis par les parcelles agricoles appartenant à Monsieur Roux, situées sur les communes de Montpellier et Saint Jean de Védas, lors des inondations survenues le 23 août 2015.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-15
Reçue en Préfecture le	17/01/17
Affichée le	18/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170117- lmc1137702-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Intérieur

ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

En vertu de l'article 17 de la loi n° 2011-1010 du 2 août 2011 relative à la réforme de l'organisation territoriale de l'Administration, le Président de la République a pris le décret suivant :

Le 14 mai 2017, le Président de la République a pris le décret suivant :

Le 14 mai 2017, le Président de la République a pris le décret suivant :

Le 14 mai 2017, le Président de la République a pris le décret suivant :

Le 14 mai 2017, le Président de la République a pris le décret suivant :

Le 14 mai 2017, le Président de la République a pris le décret suivant :

Le 14 mai 2017

Le 14 mai 2017, le Président de la République a pris le décret suivant :

Le 14 mai 2017, le Président de la République a pris le décret suivant :

Le 14 mai 2017, le Président de la République a pris le décret suivant :

Le 14 mai 2017, le Président de la République a pris le décret suivant :

N°	Nom	Fonction
1	M. [Nom]	[Fonction]
2	M. [Nom]	[Fonction]
3	M. [Nom]	[Fonction]
4	M. [Nom]	[Fonction]

Le 14 mai 2017, le Président de la République a pris le décret suivant :



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation
cirque auprès des publics 11-17 ans sur le mois de février 2017**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,
- **CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de continuité des projets culturels engagés par les publics déjà inscrits dans les cycles concernés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation cirque de l'école de cirque Zépétra pour le mois de février 2017.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 1 500 € TTC. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-17
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	24/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1137704-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole de divers ouvrages d'eau potable

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L3112-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la ville de Montpellier n°2016-474 en date du 15 décembre 2016,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L1311-13 et L2122-21 du Code général des collectivités territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Réservoir de la Colombière	AP n° 141	2 912	2013MAD00277 2013MAD00278 2013MAD00279 2013MAD00280 2013MAD00147 2013MAD00148	265 154.58€
Réservoir les Hauts de Massane	LY n°228	14 512	2013MAD00197 2013MAD00198 2013MAD00199	49 986.36€

Réservoir Plan des 4 Seigneurs	AE n°59	1 327		
Réservoir les Garrigues	LX 102 LX 101 (parking)	1 839 124		
Réservoir et bâche de Lodève	KL n°888	6 091	2013MAD00243 2015TER00267 2015TER00268	15 054.34€
Réservoir et Bâche Croix d'Argent	PB n°127	4 926	2013MAD00218 2013MAD00219	24 467.84€
Réservoir Valedéau	RN n°17 RN n°19	10 473 9 527		
Station de pompage Valedéau	RV n°99 RV n°101	653 275		
Source du Lez <i>Commune Le Triadou</i>	C n°231	230	2015TER00280	1 193.68€
Source du Lez <i>Commune Les Matelles</i>	B n°317 B n°320 B n°322 B n°323 B n°486 B n°487 B n°489 B n°490 B n°491 B n°492 B n°494 B n°495 B n°496	1 014 5 577 13 250 154 958 480 18 750 41 250 62 125 11 599 16 736 13 438 22 876	2013MAD00016 2013MAD00088 2013MAD00132 2013MAD00133 2013MAD00134 2013MAD00135 2015TER00274 2015TER00276 2015TER00279 2015TER00282	159 850.81€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif. Certaines parcelles devant être divisées, les contenances seront précisées lors de l'établissement des documents d'arpentage.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-18
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1137707-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Médiathèque Victor Hugo

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la ville de Montpellier n°2016-474 en date du 15 décembre 2016,
- VU l'arrêté n°2015-17, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L1311-13 et L2122-21 du Code général des collectivités territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la ville de Montpellier, du bien ci-dessous :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Médiathèque Victor Hugo 207 rue Guillaume Janvier - Montpellier	EO n°27	2 730	BAT575	1 621 162.83€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-19
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1137710-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du Centre Nautique Neptune, du stade de la Mosson et du Gymnase du Clapas

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes Publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la ville de Montpellier n°2016/320 en date du 29 septembre 2016,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la ville de Montpellier n°2016/474 en date du 15 décembre 2016,
- VU l'arrêté n°2015-13, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions sportives,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L1311-13 et L2122-21 du Code général des collectivités territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Stade de la Mosson Gymnase du Clapas	LP n°12p LP n°51p	± 1 201 ± 51 993	BAT 41147 BAT 1537	35 375 276.10€ 1 449 324.36€

Centre Nautique Neptune	LP n°5p	± 2 748	BAT 786	4 720 896.19€
	LP n°6	6361		
	LP n°7	6 275		
	LP n°8	4 543		
	LP n°9	6678		
	LP n°10	4		
	LP n°12p	± 7 880		

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif. Certaines parcelles devant être divisées, les contenances seront précisées lors de l'établissement des documents d'arpentage.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Monsieur Jean Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-21
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124- lmc1137714-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux transferts de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole de la piscine et du gymnase Pitot Peyrou

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes Publiques ou de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la ville de Montpellier n°2016/474 en date du 15 décembre 2016,
- VU l'arrêté n°2015-13, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions sportives,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous:

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m ²	N°inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Piscine Pitot Gymnase Pitot Peyrou	BX n°439 Lot n°6	8 860	BAT 1767 BAT 1464	829 143.24€ 729 615.64€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif. Certaines parcelles devant être divisées, les contenances seront précisées lors de l'établissement des documents d'arpentage.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit..

ARTICLE 3 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté n° 2015-13 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-23
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1137726-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du parking Pitot Peyrou

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes Publiques ou de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la ville de Montpellier n°2016/474 en date du 15 décembre 2016,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Parking Pitot Peyrou	BX n°439 Lot n°5	18 000	BAT 1767	6 777 676.24€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif. Certaines parcelles devant être divisées, les contenances seront précisées lors de l'établissement des documents d'arpentage.

ARTICLE 2 : La rédaction de l'acte de transfert sera confiée aux soins d'un notaire.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-24
Reçue en Préfecture le	26/01/17
Affichée le	26/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170126-lmc1137730-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert de propriété du parking public de stationnement de l'Hôtel Ville de Montpellier dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°2016/474 en date du 15 décembre 2016,
- VU l'arrêté n°2016-341, du 20 octobre 2016 portant délégation de signature dans le domaine des transports et de la mobilité à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L1311-13 et L2122-21 du Code général des collectivités territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,
- **CONSIDERANT** que Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Maire de la Ville de Montpellier, intervient à l'acte en qualité de rédacteur, situation qui l'empêche d'intervenir également en qualité de partie audit acte en application des dispositions de l'article L1311-13 du Code général des collectivités territoriales,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, du bien énuméré ci-dessous :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	N° inventaire	Montant inventaire
Parking de l'Hôtel de Ville	DS 597 (Volumes 10, 14 et 15) DS 599 (Volumes 10, 14 et 15) DS 601 (Volumes 10, 14 et 15) DS 605 (Volumes 10, 14 et 15) DS 607 (Volumes 10, 14 et 15) DS 609 (Volumes 10, 14 et 15) DS 625 (Volumes 10, 14 et 15) DS 626 (Volumes 10, 14 et 15)	19 664 m ²	BAT 4178J	14 437 330,14 €

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services est autorisé à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-341 du 20 octobre 2016, portant délégation de signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-25
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1137733-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
EFATA 2015 dans la ZAC Euromédecine II à Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels : la société EFATA 2015 est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 322 de 1 837 m² pour la réalisation d'un immeuble d'atelier et d'entrepôts de stockage de 947 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 980 m². L'utilisateur final sera la société IDVET pour une activité de laboratoire de recherches, bureau d'études, développement et production dans le domaine de la santé animale. Les sociétés prévoient un effectif de 9 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI EFATA 2015 ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-26
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20161024-lmc1137752-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "MULA Christine - Requête n°1605755-8TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du transfert de compétence « voirie », il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de substituer en défense à la commune de Saint Georges d'Orques,

D E C I D E

ARTICLE 1 : la décision n°2016-909 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à l'ordonnance n°1605755-8 du Tribunal Administratif de Montpellier du 26 décembre 2016 étendant au contradictoire de Montpellier Méditerranée Métropole la mesure d'expertise prescrite par ordonnance n°1603486 du 17 octobre 2016 et ce, consécutivement à des désordres constatés à l'extérieur et à l'intérieur de l'habitation de Madame Christine MULA postérieurement à la construction d'un mur de soutènement par la commune de Saint-Georges d'Orques le long de la parcelle cadastrée section AO n°22 sise à Saint-Georges d'Orques.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « BENSOUSSAN-COHEN-GUY ».

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-27
Reçue en Préfecture le	17/01/17
Affichée le	18/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170117- lmc1137769-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Didier CANSINO - Requête n°1505596-4TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du transfert de compétence « voirie », il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de se substituer en défense à la commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite à la communication de la procédure n°1505596-4 intervenue entre Monsieur Didier CANSINO et la commune de Montpellier relative à une demande en réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute corporelle sur une plaque d'égout dont a été victime Monsieur CANSINO à l'intersection de la rue Yeuse et de la rue de l'Ecole d'Agriculture sises à Montpellier et ce, le 5 novembre 2010.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « SELARL PHELIP et ASSOCIES ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-31
Reçue en Préfecture le	17/01/17
Affichée le	18/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170117-lmc1137926-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "COUZY sébastien - requête n°1601336-4 TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du transfert de compétence « voirie », il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de se substituer en défense à la commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à la communication de la procédure intervenue entre Monsieur Sébastien COUZY et la commune de Montpellier relative à une demande en réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute à vélo dont a été victime Monsieur Sébastien COUZY sur une piste cyclable rue du Faubourg Saint-Jaumes à Montpellier et ce, le 3 novembre 2015.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SELARL PHELIP et ASSOCIES.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-32
Reçue en Préfecture le	17/01/17
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170117- lmc1137929-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché d'études hydrogéologiques dans le cadre de la création du futur cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-11 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche »,
- VU la convention de mandat d'études préalables pour la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont conclu avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDÉRANT,

- que dans le cadre de la réalisation de ces études préalables, il est nécessaire de confier des missions d'études hydrogéologiques afin de définir les enjeux et les risques de la réalisation du cimetière compte tenu des sols et sous-sols, des cours d'eau, de la topographie et sources de captage d'eau potable du secteur,
- qu'une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation a été lancée conformément à l'article n°27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché à prix forfaitaire pour une durée de 18 mois maximum,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- note méthodologique : note sur 10 pondérée à 60%,
 - 2- prix : note sur 10 pondérée à 40%,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché d'études hydrogéologiques dans le cadre de la création du futur cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier à l'entreprise ANTEA GROUP sise Parc d'activité de l'aéroport – 180, impasse John Locke – 34 470 Pérols, pour un montant de 4 200 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-33
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	24/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1137988-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. L. JAOUL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la proximité, relations aux usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché de conception paysagère et technique du futur cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-11 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche »,
- VU la convention de mandat d'études préalables pour la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont conclu avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDÉRANT,

- que dans le cadre de la réalisation de ces études préalables, il est nécessaire de confier des missions de conception paysagère et technique du futur cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, afin d'approfondir la programmation et de formaliser le parti d'aménagement du futur cimetière métropolitain,
- qu'une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation a été lancée conformément à l'article n°27 du décret n° 20163-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché à prix forfaitaire pour une durée de 12 mois maximum,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- compréhension des problématiques du projet : 40%,
 - 2- prix : 30%,
 - 3- expérience de l'équipe pressentie : 20%,
 - 4- adéquation entre la proposition financière et le temps passé proposé : 10%,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché de conception paysagère et technique du futur cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier à la SARL TRAVERSES sise 9, rue Vézian – 34 000 Montpellier, pour un montant de 51 775,00 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-34
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	24/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1137992-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. L. JAOUL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à
la proximité, relations aux usagers,
complexe funéraire, chasse et pêche

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4693DC16 de conception scénographique
et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'exposition
"Francis Bacon / Bruce Nauman - Face à face" au musée Fabre**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de conception scénographique et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'exposition « Francis Bacon / Bruce Nauman – Face à face » au musée Fabre,
- **CONSIDÉRANT** qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 14 mois (y compris tranche conditionnelle),
- **CONSIDÉRANT** que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 - Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire : 40 %
 - 2 - Valeur technique : 60 %

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n° 4693DC16 de conception scénographique et maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie de l'exposition « Francis Bacon / Bruce Nauman – Face à face » à l'entreprise The Cloud Collective – 18 rue Pache – 75011 Paris, pour un montant de 28 420 € HT (tranche ferme 23 030 € HT et tranche conditionnelle 5 390 € HT),

ARTICLE 2 : Le marché est conclu pour une durée de 14 mois à compter de la notification,

ARTICLE 3 : La dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-36
Reçue en Préfecture le	27/01/17
Affichée le	27/01/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170102-lmc1138016-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/01/17

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société ALL IN ONE ELECTRONICS, représentée par Monsieur Olivier SAUZEAT est une SARL dont l'activité est la fabrication de cartes électroniques assemblées.
Elle est candidate à la location du lot A05 de 112.50 m² pour une période 23 mois.
L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALL IN ONE ELECTRONICS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-38
Reçue en Préfecture le	26/01/17
Affichée le	26/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170126- lmc1138058-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AMAPLACE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega.

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2013 passée entre la Métropole et la société AMAPLACE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 1^{er} octobre 2013 et du 17 mars 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société AMAPLACE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société AMAPLACE pour une période de douze mois à compter de sa signature et jusqu'au 31 janvier 2018.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AMAPLACE pour la surface de 59,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 870,10 euros conformément au tarif applicable, approuvé par la délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-41
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124- lmc1138082-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMWATT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 17 janvier 2014 passée entre la Métropole et la société COMWATT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 23 janvier 2015, 22 janvier 2016 et 4 juillet 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société COMWATT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMWATT à compter de sa signature pour une durée de douze mois soit jusqu'au 31 janvier 2018.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMWATT pour la surface de 178,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 416,97 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-42
Reçue en Préfecture le	24/01/17
Affichée le	25/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170124-lmc1138089-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° 14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 22 janvier 2013 passée entre la Métropole et la société COLCOM pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 28 novembre 2013, 18 février 2016 et 1^{er} août 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société COLCOM n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COLCOM pour une période de douze mois à compter de sa signature et jusqu'au 31 janvier 2018.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COLCOM pour la surface de 94,70 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 484,86 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-46
Reçue en Préfecture le	26/01/17
Affichée le	26/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170126-lmc1138190-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de préemption urbain
- Parcelle cadastrée RC n° 67 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13824 en date du 26 mai 2016 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) en date du 15 décembre 2016, envoyée par Maître Jean-Luc NOUGUIER, Notaire à Montpellier (Hérault), reçue en Mairie de Montpellier le 2 janvier 2017, concernant la parcelle cadastrée RC n° 67, située sur la Commune de Montpellier, lieudit Mas de Julien au prix de 60 000 euros plus une commission d'agence d'un montant de 3 000 euros TTC à la charge de l'acquéreur,
- VU la Convention d'Anticipation foncière N°2016 H 291 signée le 20 décembre 2016 entre l'Etablissement Public Foncier Languedoc Roussillon (EPF-LR) et Montpellier Méditerranée Métropole concernant le site du secteur Zénith Sud à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette DIA il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à l'EPF-LR afin de lui permettre de se porter acquéreur par préemption conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le droit de préemption urbain est délégué à l'EPF-LR pour l'acquisition du bien suivant : parcelle cadastrée RC n° 67, située lieudit Mas de Julien à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-48
Reçue en Préfecture le	26/01/17
Affichée le	26/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170126- lmc1138243-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société PROLLISION dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société PROLLISION, représentée par Monsieur Guillaume CHRIST est une SAS dont l'activité est l'édition de logiciels
Elle est candidate à la location du lot 3.5 de 13.44 m² pour une période de 5 ans et 16 jours.
L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société PROLLISION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-49
Reçue en Préfecture le	26/01/17
Affichée le	26/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170126- lmc1138239-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/01/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat entre BNP Paribas et Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU les décisions D2014-611 et D2015-316 relatives à un contrat conclu avec BNP Paribas pour la souscription de cartes affaires,
- VU l'arrêté n°A2015-12 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- **CONSIDERANT** la volonté de la Métropole de simplifier et de moderniser son action administrative pour l'amélioration de la performance du service rendu, et pour ce faire, d'engager des actions volontaristes avec le Trésor public ; la nécessité de compléter, de diversifier et de faciliter les modalités de paiement des frais de déplacements, de missions et de représentation ;
- **CONSIDERANT** que le dispositif de carte professionnelle doit permettre au titulaire de procéder au paiement de frais, en France et à l'étranger, dans le respect des règles de la comptabilité publique et de la réglementation en vigueur afférente aux frais de déplacements et de représentation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision n°D2015-316 est abrogée.

ARTICLE 2 : Un contrat est conclu avec BNP Paribas pour la souscription d'une seconde carte affaire.

ARTICLE 3 : Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60€ et pourra être reconduite deux fois par tacite reconduction.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

- Carte internationale « visa gold »,
- Double relevé d'opérations sous format électronique (titulaire de la carte et collectivité),
- Débit différé de 60 jours,
- Fonction retrait à hauteur de 1 000 € par semaine,
- Fonction paiement à hauteur de 8000 € par mois,
- Deux espaces internet sécurisés pour accès au compte,
- La Métropole n'est pas solidaire de l'éventuelle utilisation abusive de la carte par le porteur.

ARTICLE 5 : L'utilisation de la carte affaires est strictement limitée aux dépenses à caractère professionnel pour le paiement des frais réels de missions, de déplacements dont notamment :

- Les frais d'hébergement et de restauration du Directeur Général des Services de la Métropole : notes d'hôtel, de restaurant, de bar ;
- Les frais d'hébergement et de restauration des personnes invitées : notes d'hôtel, de restaurant, de bar ;
- Les frais de déplacement, quel qu'en soit le mode ;
- Les diverses prestations de services telles que : guides, interprètes, photographes, droits d'entrée, etc...
- Les frais postaux ;
- Les achats divers dans le cadre des relations publiques : cadeaux protocolaires (avec mention du destinataire et de la date de remise à justifier pour le remboursement).

Les dépenses à caractère personnel ou non liées à l'objet de la mission ne sont pas éligibles et doivent être réglées par tout autre moyen de paiement à la disposition de celui qui les engage. Le cas échéant, si le titulaire s'acquitte du paiement de ces dépenses avec sa « carte affaires », les dépenses ne seront pas remboursées par la Métropole.

Il est précisé que les dépenses seront prises en charge quel que soit le mode de paiement (terminal de paiement, espèces, paiement à distance, internet...).

ARTICLE 6 : Monsieur le Vice-Président, délégué dans le domaine « Finances » est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-12 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-74
Reçue en Préfecture le	26/01/17
Affichée le	26/01/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170125-lmc1138581-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 25/01/2017

M. M. LEVITA

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
finances

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES FEVRIER 2017

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2016-358	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT Site La Castelle dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	430
A2016-408	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	437
A2016-409	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CHAPTAL LOCATION dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	444
A2017-9	Arrêté de représentation du Président au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du mardi 14 février 2017	451
A2017-10	Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	453
A2017-12	Délégation de fonction à Monsieur Pierre BONNAL	455
A2017-13	Délégation de fonction à M. Laurent JAOUL	457
A2017-14	Délégation de fonction à M. Jean-François AUDRIN	459
A2017-15	Délégation de fonction à M. Max LEVITA	461
A2017-16	Délégation de fonction à M. Cyril MEUNIER	464
A2017-17	Délégation de fonction à M. René REVOL	466
A2017-18	Délégation de fonction à M. Jean-Pierre RICO	468
A2017-19	Délégation de fonction à M. Noël SEGURA	470
A2017-20	Délégation de fonction à M. Bernard TRAVIER	472
A2017-21	Délégation de fonction à M. Rabii YOUSSEF	474
A2017-22	Délégation de fonction à Mme Michelle CASSAR	476
A2017-23	Délégation de fonction à Mme Catherine DARDE	478
A2017-24	Délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES	480
A2017-25	Délégation de fonction à Mme Isabelle GUIRAUD	482
A2017-26	Délégation de fonction à Mme Régine ILLAIRE	484
A2017-27	Délégation de fonction à Mme Stéphanie JANNIN	486
A2017-28	Délégation de fonction à Mme Eliane LLORET	488
A2017-29	Délégation de fonction à Mme Chantal MARION	490
A2017-30	Délégation de fonction à Mme Isabelle TOUZARD	492
A2017-31	Délégation de fonction à M. Jean-Luc MEISSONNIER	494
A2017-32	Abrogation des arrêtés de fonction des Vice-Présidents	496

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES FEVRIER 2017

N° ARRETES	TITRES	PAGES
A2017-35	Abrogation de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique portant sur le projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier	498
A2017-37	Délégation de signature relative au Département Administration Générale et Finances	500
A2017-38	Délégation de signature relative au Département Développement Territorial	506
A2017-40	Arrêté portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'Educateur des Activités Physiques et Sportives	511
A2017-41	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier	514
A2017-44	Délégation de fonction à M. EL KANDOUSSI	518
A2017-45	Délégation de signature relative au Département Développement Économique, Emploi et Insertion	520
A2017-46	Délégation de signature relative au Département de Proximité et Modernisation de l'Action Publique	524
A2017-47	Délégation de signature relative au Cabinet	529
A2017-48	Délégation de signature relative au Département Culture et Sport	534
A2017-49	Délégation de signature relative au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales	541
A2017-50	Délégation de signature relative au Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	545
A2017-52	Arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés	560
A2017-54	Représentation du Président au sein de la CAO	572



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT Site La Castelle dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement SMN NICOLLIN Site La Castelle reçue le 06/07/2012;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement SMN NICOLLIN Site La Castelle,
dont le siège social est situé à 4775 Rue de la Jeune Parque à Montpellier 34070,
- représenté par Monsieur NICOLLIN Louis, en qualité de Président Directeur Général,
- situé à 351 Rue de la Castelle à Montpellier 34075,
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OI 33 et 70
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre d'exploitation de services de nettoyage, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 351 Rue de la Castelle à Montpellier 34075.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Chaudronnerie,
- Mécanique tous véhicules, carrosserie, peinture,
- Stockage de sels et de fluides de tous types,
- Lavage, nettoyage de véhicules Poids lourds de tous types,
- Parking de camions et de bennes, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 326 180 544
- N° SIRET : 326 180 544 00073
- Code APE : 3811Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SMN NICOLLIN Site La Castelle doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SMN NICOLLIN Site La Castelle, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SMN NICOLLIN Site La Castelle désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement SMN NICOLLIN Site La Castelle devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement SMN NICOLLIN Site La Castelle et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement SMN NICOLLIN Site La Castelle s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le

milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SMN NICOLLIN Site La Castelle, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement SMN NICOLLIN Site La Castelle de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SMN NICOLLIN Site La Castelle sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générées par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-358
Transmis en Préfecture le	23/02/17
Affiché le	23/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170223-lmc1134857-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 23/02/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) ;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON),

- dont le siège social est situé aux 2 rues des Carrières, Zone d'Activité du Mijoulan, à Saint Georges d'Orques 34680,

- représenté par Monsieur MORALES Yvan en qualité de Gérant,

L'Établissement est situé à au 2 rue des Carrières, Zone d'Activité du Mijoulan, à Saint Georges d'Orques 34680,

et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : AZ 55,
ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Fabrication industrielle de biscuits, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue des Roches et un branchement situé Rue des Carrières à Saint Georges d'Orques.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Pétrissage,
- Façonnage,
- Cuisson,
- Conditionnement, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 334 314 432 00025
- Code NAF ou APE : 1071 A

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

Pour des raisons techniques, seul le point de rejet Rue des Carrières - rejet principal de la production- sera pris en compte pour les prélèvements et donc pour la facturation. En revanche, en accord avec l'Etablissement, la facturation sera calculée sur la totalité du volume consommé de la ressource et le coefficient de pollution de ce point de rejet (Rue des Carrières).

Si la pollution du point de rejet Rue des Roches ne respectait pas les limites de concentration imposées dans le paragraphe 4.5.3. de l'annexe 3 du présent arrêté, l'Etablissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) serait tenu d'effectuer des prélèvements, à la fréquence prévue pour le point de rejet Rues des Carrières, sur ce point de rejet et serait soumis à la facturation non domestique.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement SARL CMJ (CHIPS MAISON) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-408
Transmis en Préfecture le	23/02/17
Affiché le	23/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170223- lmc1137380-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 23/02/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques
de l'Établissement CHAPTAL LOCATION dans le système de
collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CHAPTAL LOCATION ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction et de signature dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement CHAPTAL LOCATION,

- dont le siège social est situé Route de Sète à Saint Jean de Vedas 34434,

- représenté par Monsieur Philippe CHAILLAN, en qualité de Gérant,

L'Établissement est situé Route de Lattes (D 135) à Saint Jean de Vedas 34434,

Le présent arrêté traite de toutes les parcelles, y compris celles louées, détenues par Monsieur CHAILLAND au titre de propriétaire et ayant un point de rejet commun.

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales et les entités occupantes sont :

AX 109 : CHAPTAL LOCATION,

AX 110 et 111 : PAYS D'OC MOBILITE (TRANSDEV),

AX 120 : SOTEM,

AX 122 : CEGELEC LANGUEDOC

AX 112 : Desserte local

ci-après désigné « l'Établissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de :

Location de véhicules (CHAPTAL LOCATION),

Transport de voyageurs (PAYS D'OC MOBILITE),

Les rejets des deux entités suivantes sont assimilés domestiques :

Travaux électriques BTP (SOCIÉTÉ DE TRAVAUX ELECTRIQUES MEDITERRANEENS-SOTEM- et CEGELEC LANGUEDOC),

- pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Route de Lattes (D 135) à Saint Jean de Vedas 34434

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

CHAPTAL LOCATION

- Ateliers de maintenance mécanique et locaux techniques,
- Piste de lavage couverte,
- Stockage et distribution de carburants,
- Parking de véhicules etc.

PAYS D'OC MOBILITE

- Locaux techniques,
- Piste de lavage,
- Stockage et distribution de carburants,
- Parking de véhicules etc.

SOTEM ET CEGELEC LANGUEDOC

- Stockage de matériaux
- Parking de véhicules etc.

Les références de l'Établissement sont :

CHAPTAL LOCATION

- N° SIRET : 301 860 631 00011
- Code NAF: 7712Z

PAYS D'OC MOBILITE

- N° SIRET : 351 087 192 00024
- Code NAF : 4939A

SOTEM

- N° SIRET : 393 276 266 00037
- Code NAF ou APE : 4321A

CEGELEC LANGUEDOC

- N° SIRET : 537 908 261 00044
- Code NAF ou APE : 4321A

Seule l'entité PAYS D'OC MOBILITE est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1435	Stations-service	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise

en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement CHAPTAL LOCATION doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement CHAPTAL LOCATION, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement CHAPTAL LOCATION désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement CHAPTAL LOCATION devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement CHAPTAL LOCATION et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement CHAPTAL LOCATION s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement CHAPTAL LOCATION, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement CHAPTAL LOCATION de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement CHAPTAL LOCATION sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'État, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'événement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-409
Transmis en Préfecture le	23/02/17
Affiché le	23/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170223-lmc1137384-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 23/02/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté de représentation du Président au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du mardi 14 février 2017

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12233 du 19 mai 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux Démocratie de Proximité,
- VU l'arrêté n°2014-110 du 7 juillet 2014, portant représentation du Président au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux Démocratie de Proximité,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la Commission Consultative des Services Publics Locaux peut désigner une personne appelée à le représenter,
- **CONSIDERANT** que Madame Isabelle GUIRAUD ne peut assister à la Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui se déroulera le 14 février 2017,

A R R E T E

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Isabelle GUIRAUD, délégation de fonction est attribuée à Madame Catherine DARDE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, pour siéger au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en tant que représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour la séance du 14 février 2017. Dans ce cadre et pour cette séance, Madame Catherine DARDE est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président pour la séance de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 14 février 2017 uniquement.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2017-9
Transmis en Préfecture le	06/02/17
Affiché le	06/02/2017
Notifié le	07/02/17
Identifiant	034-243400017-20170206-lmc1138633-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 06/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu le renouvellement du Conseil suite aux élections de mars 2014,
- Vu la délibération du Conseil n° 12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique,
- Vu l'arrêté n°A2016-155 du 27 avril 2016 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique en date du 4 décembre 2014,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-155 du 27 avril 2016 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
Titulaires M. Pierre BONNAL, Président M. Bernard TRAVIER, Titulaire Mme Rosy BUONO, Titulaire Mme Eliane LLORET, Titulaire M. Christian FINA, Titulaire M. Domitien DETRIE, Titulaire Suppléants M. Gérard CASTRE, Suppléant M. Christophe COUR, Suppléant M. Joël RAYMOND, Suppléant Mme Régine ILLAIRE, Suppléante M. Yves NURIT, Suppléant M. Jean-Claude HEMAIN, Suppléant	Titulaires M. Mohamed CHEBLI, Titulaire – UNSA M. Antony FERNANDEZ, Titulaire - UNSA Mme Carole GILBERT, Titulaire - UNSA M. Frédéric DOLADILLE, Titulaire - FO Mme Edwige HERNANDEZ, Titulaire - FO M. Jean-Louis ESTEVE, Titulaire - SUD Suppléants M. Ichem MOGHEL, Suppléant – UNSA Mme Christel BALLUET-QUINTANA, Suppléante - UNSA Mme Sandrine CAMPOS, Suppléante - UNSA Mme Sabine BERGUA, Suppléante - FO M. Gil BUSCAYLET, Suppléant - FO M. François FOURES, Suppléant - SUD

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-10
Transmis en Préfecture le	23/02/17
Affiché le	23/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170223-lmc1138820-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 23/02/2017
M. P. BONNAL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Ressources Humaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Monsieur Pierre BONNAL

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président et à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Pierre BONNAL, Vice-président, reçoit délégation de fonction dans le domaine des Ressources humaines.

ARTICLE 2 : Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Pierre BONNAL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Pierre BONNAL n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BONNAL, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre BONNAL et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-12
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138867-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Laurent JAOUL

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président et à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Proximité et des relations avec les usagers, chasse et pêche.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Monsieur Laurent JAOUL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Laurent JAOUL n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent JAOUL, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent JAOUL et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-13
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138870-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Jean-François AUDRIN

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine de la Biodiversité et de la culture scientifique et technique notamment aquarium Mare Nostrum, planétarium Galilée, complexe animalier Noé.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Monsieur Jean-François AUDRIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT

ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Jean-François AUDRIN n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François AUDRIN, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-François AUDRIN et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-14
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138872-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Max LEVITA

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président et à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Max LÉVITA, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine des Finances.

ARTICLE 2 : Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Max LÉVITA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Max LÉVITA n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Délégation est attribuée à Monsieur Max LÉVITA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- les admissions en non-valeur,
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion,
- les états de restes à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées,

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA les délégations prévues à l'article 5 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Madame Juliette BEREGLI, Madame Nathalie GANDREAU reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies à l'article 5.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Madame Juliette BEREGLI et de Madame Nathalie GANDREAU, Madame Céline FERRIÉ reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 5.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Madame Juliette BEREGLI, de Madame Nathalie GANDREAU et Madame Céline FERRIÉ, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 5.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-15
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227- lmc1138874-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Cyril MEUNIER

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine de la Prévention et Valorisation des Déchets et la Propreté de l'Espace Public.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Monsieur Cyril MEUNIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Cyril MEUNIER n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cyril MEUNIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Cyril MEUNIER et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation de signature est accordée à Monsieur Cyril MEUNIER concernant les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière de collecte des déchets ménagers. En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du Président et de Monsieur Cyril MEUNIER, Madame Catherine DARDÉ reçoit délégation à l'effet de les remplacer.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-16
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138883-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. René REVOL

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président et à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur René REVOL, Vice-président, reçoit délégation de fonction dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Monsieur René REVOL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres

d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur René REVOL n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René REVOL, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur René REVOL et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL est habilité à signer les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René REVOL, la délégation prévue ci-dessus est accordée dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur René REVOL est autorisé à signer les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement. En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du Président et de Monsieur René REVOL, Madame Catherine DARDÉ reçoit délégation à l'effet de les remplacer.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-17
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138885-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Jean-Pierre RICO

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Participation citoyenne, la performance et l'évaluation des politiques publiques.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Monsieur Jean-Pierre RICO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Jean-Pierre RICO n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre RICO, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Pierre RICO et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-18
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138887-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Noël SEGURA

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SÉGURA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Noël SÉGURA, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine du Logement.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Monsieur Laurent Noël SEGURA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Noël SEGURA n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SÉGURA concernant tous les courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'Etat lorsqu'ils concernent ACM Habitat, à l'exception des courriers de notification de décision d'agrément de subvention et des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SÉGURA, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Noël SÉGURA et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-19
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138889-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Bernard TRAVIER

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président et à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine de la Culture.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Monsieur Bernard TRAVIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Bernard TRAVIER n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard TRAVIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bernard TRAVIER et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-20
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138891-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Rabii YOUSSEUS

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président et à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Voirie et de l'espace Public.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Monsieur Rabii YOUSSEUS reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Rabii YOUSSEUS n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rabii YOUSSEUS, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Rabii YOUSSEUS et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégation de signature est accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS concernant les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxis. En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du Président et de Monsieur Rabii YOUSSEUS, Madame Catherine DARDÉ reçoit délégation à l'effet de les remplacer.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-21
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138893-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Michelle CASSAR

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°13051 du 29 juin 2015 relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans le domaine de la Sécurité.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Madame Michelle CASSAR reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Michelle CASSAR n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Michelle CASSAR, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Michelle CASSAR et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-22
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227- lmc1138895-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Catherine DARDE

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Catherine DARDÉ, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Madame Catherine DARDE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Catherine DARDE n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-23
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138897-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Jackie GALBRUN-BOULBES

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALBRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Jackie GALBRUN-BOULBES, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Madame Jackie GALBRUN-BOULBES reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT

ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Jackie GALBRUN-BOULBES n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jackie GALBRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Jackie GALBRUN-BOULBES et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation de signature est accordée à Madame Jackie GALBRUN-BOULBES concernant les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière de défense extérieure contre l'incendie et en matière d'habitat en application des articles L.123-3, L.129-1 à L.129-6, L.511-1 à L. 511-4, L. 511-5 et L. 511-6 du Code de la construction et de l'habitation.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du Président et de Madame Jackie GALBRUN-BOULBES, Madame Catherine DARDÉ reçoit délégation à l'effet de les remplacer.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-24
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138899-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Isabelle GUIRAUD

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente et à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Madame Isabelle GUIRAUD reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Isabelle GUIRAUD n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GUIRAUD, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle GUIRAUD et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-25
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138901-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Régine ILLAIRE

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Gestion des temps, l'accessibilité, le handicap et l'autonomie.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Madame Régine ILLAIRE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Régine ILLAIRE n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Régine ILLAIRE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Régine ILLAIRE et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-26
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138903-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Stéphanie JANNIN

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente et à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines du Développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace Public.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Madame Stéphanie JANNIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs ; en ce compris notamment les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les procédures d'enquêtes publiques de classement dans le domaine public métropolitain et de déclassement, les procédures de classements d'office, de déclaration de biens en état d'abandon manifeste, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires ; à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.

- En matière de marchés publics :

- ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),
- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Stéphanie JANNIN n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie JANNIN et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-27
Transmis en Préfecture le	28/02/17
Affiché le	28/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138905-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Eliane LLORET

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de l'Energie et la transition énergétique.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Madame Eliane LLORET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Eliane LLORET n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Eliane LLORET, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Eliane LLORET et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-28
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138907-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Chantal MARION

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente et à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et de l'international.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Madame Chantal MARION reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Chantal MARION n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal MARION, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal MARION et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-29
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227- lmc1138909-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Isabelle TOUZARD

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente et à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines l'Agro-écologie et de l'alimentation.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Madame Isabelle TOUZARD reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Isabelle TOUZARD n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle TOUZARD, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle TOUZARD et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-30
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138911-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Jean-Luc MEISSONNIER

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président et l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines des Sports et des Traditions sportives.

ARTICLE 2 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1^{er}, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDE.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER et de Madame Catherine DARDE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-31
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1138917-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Abrogation des arrêtés de fonction des Vice-Présidents

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les arrêtés n°A2015-1, A2015-4, A2015-8, A2015-10, A2015-11, A2015-13, A2015-14, A2015-15, A2015-16, A2015-17, A2015-23, A2015-24 et A2015-25 du 21 janvier 2015, n°A2015-242 du 03 décembre 201, n°A2016-66 du 27 janvier 2016, n°A2016-125 du 25 mars 2016, n°A2016-161 du 27 avril 2016, n°A2016-331, A2016-332 et A2016-333, du 05 octobre 2016, n°A2015-138 du 04 août 2015 et A2016-269 du 1^{er} juillet 2016, de fonction et de signature des Vice-Présidents, n°A2016-112 du 21 mars 2016 relatif à la CAO,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les arrêtés n°A2015-1, A2015-4, A2015-8, A2015-10, A2015-11, A2015-13, A2015-14, A2015-15, A2015-16, A2015-17, A2015-23, A2015-24 et A2015-25 du 21 janvier 2015, n°A2015-242 du 03 décembre 201, n°A2016-66 du 27 janvier 2016, n°A2016-125 du 25 mars 2016, n°A2016-161 du 27 avril 2016, n°A2016-331, A2016-332 et A2016-333, du 05 octobre 2016, n°A2015-138 du 04 août 2015 et A2016-269 du 1^{er} juillet 2016, de fonction et de signature des Vice-Présidents, n°A2016-112 du 21 mars 2016, sont abrogés.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-32
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227- lmc1138943-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Abrogation de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique portant sur le projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat ;
- **VU** l'arrêté n°A2016-411 en date du 05 janvier 2017 d'ouverture de l'enquête publique portant sur le projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de reporter la période d'enquête publique pour des raisons matérielles ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-411 en date du 05 janvier 2017 d'ouverture de l'enquête publique portant sur le projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier - est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-35
Transmis en Préfecture le	03/02/17
Affiché le	03/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170202- lmc1139027-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 02/02/2017
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Département Administration Générale et Finances

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Administration Générale et Finances est composé de :

- La Direction des Finances (DF)
- La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB)
- La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP)

Madame Juliette BEREGI, Directrice Générale Adjointe en charge du Département Administration Générale et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par cette dernière pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction des Finances est composée des services :

- Gestion comptable ;
- Gestion Budgétaire et Financière ;
- Ressources et Prospectives Financières.

Madame Nathalie GANDREAU, Directrice des Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa Direction notamment pour la gestion des lignes de trésorerie (tirages, remboursements...).
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Céline FERRIÉ pour ce qui relève du service Gestion comptable, Madame Emilie DREUX pour ce qui concerne le service Gestion budgétaire et financière et Madame Natacha LEUPERT pour ce qui concerne le service Ressources et Prospectives Financières.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie GANDREAU et de mesdames Céline FERRIÉ ou Emilie DREUX ou Natacha LEUPERT chacune pour ce qui la concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande et la gestion des lignes de trésorerie (tirages, remboursements...), en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, les délégations sont accordées à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-1 : Madame Céline FERRIÉ, Responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIÉ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Nathalie GANDREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie GANDREAU et de Madame Céline FERRIÉ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-2 : Madame Emilie DREUX, Responsable du service Gestion Budgétaire et Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Nathalie GANDREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie GANDREAU et de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 2-3 : Madame Natacha LEUPERT, Responsable du service Ressources et Prospectives Financières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Nathalie GANDREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie GANDREAU et de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus sont accordées à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 3 : La Direction des Moyens Généraux et Bâtiments est composée des services :

- Moyens Généraux et Patrimoine ;
- Architecture, bâtiments et sécurité ;
- Energie, télécoms ;
- Administratif et financier.

Madame Isabelle LE VANNIER, Directrice des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice adjointe des Moyens Généraux et des Bâtiments.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Isabelle LE VANNIER et de Madame Mary-Laure DUPUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette BEREGL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 3-1 : Madame Mary-Laure DUPUIS, Responsable du service Architecture, bâtiments et sécurité et Directrice adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Frédéric RICO, Responsable du service Moyens Généraux et Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les certificats de déclaration de cession de véhicules.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO, de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 3-3 : Madame Delphine BAUS, Responsable du service Energie, télécoms, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Delphine BAUS et de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Delphine BAUS, de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 3-4 : Madame Sylvie VELENSEK, Responsable du service Administratif et financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie VELENSEK, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie VELENSEK et de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie VELENSEK, de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4 : La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des directions adjointes :

- Affaires Juridiques ;
- Commande Publique.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Laurence BONNET, Directrice adjointe des Affaires Juridiques, pour ce qui relève de la direction adjointe Affaires Juridiques et à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur adjoint de la Commande Publique pour ce qui relève de la direction adjointe Commande Publique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Laurence BONNET ou Monsieur Fabrice MOURET chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4-1 : Madame Laurence BONNET, Directrice adjointe des Affaires Juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction adjointe placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Roxane ROBERT, Responsable du service Etudes Juridiques, Documentation et archives.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BONNET et de Madame Roxane ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Fabrice MOURET, Directeur adjoint de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction adjointe placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anne-Marie BLATIERE, Responsable du service Procédures marchés.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET et de Mme Anne-Marie BLATIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-37
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1139656-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Département Développement Territorial

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Développement Territorial est composé de :

- La Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH) ;
- La Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel (DFAO).

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Développement Territorial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat est composée des services :

- SIG / Observatoire ;
- Urbanisme / Environnement ;
- SCoT / Déplacement ;
- Habitat.

Monsieur Bruno LE ROY, Directeur de l'Urbanisme et de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Caroline FRIOL, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bruno LE ROY et de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 2-1 : Madame Caroline FRIOL, Responsable du service Urbanisme / Environnement, Directrice adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline FRIOL et de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 2-2 : Monsieur Marc APARICIO, Responsable du service SIG / Observatoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bruno LE ROY et de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc APARICIO, de Madame Caroline FRIOL et de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 2-3 : Monsieur Vincent MEYER, Responsable du service SCoT / Déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent MEYER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline FRIOL et de Monsieur Vincent MEYER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent MEYER, de Madame Caroline FRIOL et de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Grégory FAYE, Responsable du service Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LE ROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bruno LE ROY et de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Grégory FAYE, de Madame Caroline FRIOL et de Monsieur Bruno LE ROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3 : La Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel est composée des services :

- Aménagement ;
- Foncier ;
- Domanialité publique ;
- Autorisation Droit des Sols.

Monsieur Eric GOMEZ, Directeur du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) à Monsieur Fabien BLASCO, Responsable du service Aménagement, Directeur adjoint du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric GOMEZ et de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Fabien BLASCO, Responsable du service Aménagement, Directeur adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Eric GOMEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien BLASCO et de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3-2 : Madame Sophie TARDIVEL, Responsable du service Foncier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie TARDIVEL et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie TARDIVEL, de Monsieur Fabien BLASCO et de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3-3 : Madame Patricia BOURRAT, Responsable du service Domanialité publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia BOURRAT et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia BOURRAT, de Monsieur Fabien BLASCO et de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3-4 : Madame Nathalie BELVEZE, Responsable du service Autorisation Droit des Sols, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Fabien BLASCO et de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogés.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-38
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1139657-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'Educateur des Activités Physiques et Sportives

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu le décret n°2011-605 du 30 mai 2011, portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu le décret n°2016-1123 du 11 août 2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la mise à disposition et à la rémunération de ces agents,
- Vu l'avis favorable du comité technique du 10 novembre 2016,
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 14 décembre 2016,
- Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole organise une sélection professionnelle pour le grade d'éducateur des activités physiques et sportives.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Ouverture de la sélection professionnelle

Une sélection professionnelle pour le recrutement dans le grade d'éducateur des activités physiques et sportives est ouverte au titre de l'année 2017.

Le nombre d'emplois ouverts au grade d'éducateur des activités physiques et sportives est fixé à 5, conformément au programme pluriannuel d'accès à l'emploi de titulaire susvisé.

ARTICLE 2 : Conditions d'inscription et d'admission à se présenter à la sélection professionnelle

Les dossiers de candidature sont à retirer par l'ensemble des agents préalablement informés de leur éligibilité au dispositif de titularisation par voie de sélection professionnelle dans le grade correspondant aux missions qu'ils exercent.

Retrait des dossiers

Un dossier de candidature pour les agents concernés est à retirer (ou télécharger) auprès de la Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - **à compter du 13 février 2017.**

Contenu du dossier et pièces à joindre :

Le dossier de candidature se compose de deux volets :

- Le premier volet, **renseigné par le candidat**, et relatif à ses motivations à intégrer le grade du cadre d'emplois auquel la sélection donne accès, comprend **obligatoirement** :

- Une lettre de candidature exprimant ses motivations,
- Un curriculum vitae,
- Tout document complémentaire permettant à la commission d'apprécier le **parcours professionnel** du candidat, tels que ses titres, attestations de stage, de formations, de travaux ou d'œuvres.
- Il comprend également une déclaration sur l'honneur de l'exactitude des renseignements qu'il fournit.

- Le second volet est **renseigné par l'autorité territoriale** et comporte **obligatoirement** :

- Un état précis des services réalisés en qualité de contractuel,
- Un exposé des missions et activités du candidat
- Toute autre information utile permettant l'appréciation de l'aptitude du candidat par la commission sur ses acquis de l'expérience professionnelle.

L'autorité territoriale doit notamment certifier que l'agent exerce bien des missions équivalentes à celles dévolues à l'emploi postulé.

Les candidats doivent obligatoirement utiliser le dossier fourni par la Direction des Ressources Humaines pour faire acte de candidature.

Date limite de dépôt des candidatures

Le dossier est à retourner dûment complété auprès de Montpellier Méditerranée Métropole – Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - 50 place Zeus – 34961 Montpellier pour la participation à la sélection professionnelle au plus tard le **06 mars 2017 à 17 h00, dernier délai.** (cachet de la poste faisant foi)

Passé ce délai, les dossiers ne seront plus acceptés.

Ces dossiers seront remis à la commission lors des sessions, préalablement aux auditions des candidats concernés.

ARTICLE 3 : Convocation et audition des candidats

Les candidats, dont la candidature est déclarée recevable par l'autorité territoriale, seront convoqués par écrit et par courrier leur précisant leur horaire de passage.

Les dates et heures de convocation ne sont pas modifiables, quel que soit le motif.

En cas d'absence, le candidat devra s'inscrire à une éventuelle prochaine session.

Les candidats ne peuvent s'inscrire qu'à une seule session par an pour l'accès au grade correspondant aux missions qu'ils exercent et déterminé par leur employeur.

ARTICLE 4 : Composition de la commission d'évaluation professionnelle

Cette commission est composée de 3 membres :

- Madame Dany GABAUDAN, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.

- Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines ou son représentant en cas d'absence ou d'empêchement.
- Monsieur Mathieu FONTENEAU, fonctionnaire au grade d'Attaché principal ou Monsieur Thierry GUITTET au grade d'Ingénieur en chef en cas d'absence ou d'empêchement.

La commission est chargée de :

- **Se prononcer sur l'aptitude des agents à être intégrés** dans un grade de la Fonction Publique Territoriale en qualité de stagiaire, tel que défini par l'employeur de l'agent contractuel.
- **A partir d'un dossier et après audition des agents** (entretien de 20 minutes dont 5 minutes de présentation pour les grades relevant de la catégorie B).

La commission délibèrera dans la limite du nombre d'emplois ouverts prévus au Programme Pluriannuel arrêté par l'organe délibérant pour l'accès au grade concerné.

ARTICLE 5 : Date de session

Les auditions se dérouleront au siège de Montpellier Méditerranée Métropole – 50 place Zeus – 34961 Montpellier le **Mardi 28 mars 2017 à partir de 9 h 00**

ARTICLE 6 : Liste des candidats aptes à être intégrés

À l'issue de cette session de sélection pour le recrutement dans le grade d'éducateur des activités physiques et sportives, la commission dressera, par ordre alphabétique, la liste des candidats aptes à être intégrés en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire. Montpellier Méditerranée Métropole procédera à l'affichage de cette liste dans ses locaux et la publiera également sur son site internet.

ARTICLE 7 : Exécution du présent arrêté

L'autorité territoriale de Montpellier Méditerranée Métropole est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

Arrêté n°	A2017-40
Transmis en Préfecture le	07/02/17
Affiché le	07/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170207-lmc1139198-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/02/2017
M. P. BONNAL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Ressources Humaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier

- VU la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine,
- VU le Code du patrimoine,
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM-2015-09-05355 portant composition de la Commission Locale du secteur sauvegardé et des AVAP de Montpellier Méditerranée Métropole, et portant transfert de la gestion de cette commission,
- VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°2012/228 en date du 29 mai 2012 approuvant la mise à l'étude de la création des AVAP de la Ville de Montpellier,
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2014-02-03771 portant extension des compétences de la Commission locale du secteur sauvegardé aux AVAP de la Ville de Montpellier,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération n°2015/520 du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 17 décembre 2015 tirant le bilan de la concertation et arrêtant les projets d'AVAP,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat,
- VU l'avis favorable de la Commission locale du secteur sauvegardé et des AVAP de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 03 décembre 2015,

- VU l'avis favorable de la Commission régionale du patrimoine et des sites en date du 18 Décembre 2015,
- VU l'examen conjoint des personnes publiques en date du 09 mars 2016,
- VU les décisions de l'autorité environnementale en date du 17 mars 2016 de ne pas soumettre les projets d'AVAP à évaluation environnementale,
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 03 novembre 2016 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet de création des AVAP de la Ville de Montpellier,
- VU la décision n°E16000209/34 en date du 17 novembre 2016 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Bruno DE COURTOIS en qualité de commissaire enquêteur,
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de création de trois aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) - transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de la Ville de Montpellier - pour une durée de 31 jours consécutifs, du lundi 13 mars 2017 au mercredi 12 avril 2017 inclus.

ARTICLE 2 : Par décision n°E16000209/34 en date du 17 novembre 2016, Monsieur Bruno DE COURTOIS, Ingénieur SNCF retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mission Grand Cœur (17 boulevard du Jeu de Paume - 34000 Montpellier) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mission Grand Cœur, du lundi au jeudi de 9h30 à 17h30 et le vendredi de 9h30 à 16h30.
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/commune/montpellier>.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Monsieur le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « Monsieur le commissaire enquêteur - projet de création des AVAP de la Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : avap@montpellier3m.fr. Les observations et propositions adressées par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/commune/montpellier>.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions à la Mission Grand Cœur (17 boulevard du Jeu de Paume - 34000 Montpellier) :

- le lundi 13 mars 2017 de 9h30 à 12h30
- le mercredi 22 mars 2017 de 14h à 17h
- le lundi 3 avril 2017 de 9h30 à 12h30
- le mercredi 12 avril 2017 de 14h à 17h

ARTICLE 5 : Le projet de création des trois AVAP - transformation des ZPPAUP de la Ville de Montpellier - a été exonéré d'évaluation environnementale par décisions de l'autorité compétente en date du 17 mars 2016. Elles sont jointes au dossier d'enquête publique et publiées sur le site internet de la DREAL Occitanie (<http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/transformation-de-3-zppaup-en-3-avap-de-a22268.html>). Le dossier d'enquête publique comporte une expertise écologique afférente aux projets d'AVAP.

ARTICLE 6 : La personne morale responsable du projet de création des trois AVAP - transformation des ZPPAUP de la Ville de Montpellier - est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet auprès de la Mission Grand Cœur : Lilian COULONDRE (lilian.coulondre@ville-montpellier.fr / 04.34.88.79.40).

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier convoquera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans un document séparé, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Mairie de Montpellier et à la Préfecture de l'Hérault, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/commune/montpellier>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault. L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci :

- Angle rue d'Alco et avenue de Lodève,
- Avenue de Lodève, au croisement avec la rue de Clémentville,
- Boulevard des Arceaux, au débouché de la rue du Progrès,
- Rue de la Tour Gayraud, devant l'entrée du parc de la Guirlande,
- Place Max Rouquette, à l'angle Nord-Ouest du parc de stationnement,
- Allée Frédéric Mistral,
- Plan Cabane, à proximité de la station Velomag,
- Place R. Salengro, au croisement de la rue du Faubourg Figuerolles et de la rue Guillaume Pellicier,
- Sur la place Jean Antoine Chaptal,
- Boulevard Clemenceau, devant le parc G. Clemenceau,
- A l'intersection du boulevard Rabelais et de la rue Frédéric Fabrèges,
- Place Saint Denis, à l'entrée de la rue du Faubourg de la Saunerie depuis le cours Gambetta,
- Place Edouard Adam,
- Devant le square Planchon,
- Au croisement des rues Du Guesclin et Boussairolles,
- Carrefour boulevard de Strasbourg/rue du pont de Lattes,
- Carrefour avenue du Pont Juvénal/boulevard d'Orient,
- Avenue de Lodève au niveau de la station tramway « Les Arceaux »,
- Rue de La Taillade au niveau de la clinique Beausoleil.

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/commune/montpellier>) et de la Ville de Montpellier (<http://www.montpellier.fr/382-enquetes-publiques-concertations.htm>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Montpellier, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, et après accord de Monsieur le Préfet, le projet de création des trois AVAP – transformation des ZPPAUP de la Ville de Montpellier - sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation, puis annexé au PLU de Montpellier au titre des servitudes d'utilité publique, conformément à l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 12 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur le Maire de Montpellier et Monsieur le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-41
Transmis en Préfecture le	10/02/17
Affiché le	10/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170208-lmc1139217-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 08/02/2017
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. EL KANDOUSSI

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de membre du Bureau,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, membre du Bureau, reçoit délégation de fonction dans le domaine de la Communication.

ARTICLE 2 : Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- En matière de marchés publics :

- ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),
- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-44
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1139597-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Département Développement Économique, Emploi et Insertion

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-516 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Philippe BOULET sur l'emploi de Directeur du Département Développement Economique Emploi et Insertion,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Développement Economique, Emploi et Insertion est composé de :

- La Direction de l'Economie et de l'Emploi (DEE) ;
- La Direction de l'Attractivité, du Tourisme et des Relations Internationales (DATRI).

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint en charge du Département Développement Economique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction de l'Economie et de l'Emploi est composée des services :

- Direction de projets ;
- Administration et Finances ;
- Marketing Réseaux et Animation ;
- Unité BIC-Création Entreprises Innovantes ;

- Accélérateur de Croissance.

Monsieur Emmanuel GUILLERMO, Directeur Projets chargé de la Direction de l'Economie et de l'Emploi, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur José SANTANA, Responsable du service Administration et Finances, pour ce qui concerne le service Administration et Finances, Madame Chantal DUMAS ; Responsable du service Marketing réseaux et Animation, pour ce qui concerne le service Marketing réseaux et Animation, Madame Isabelle PREVOT, Responsable du service Unité BIC-Création Entreprises Innovantes, pour ce qui concerne le service Unité BIC-Création Entreprises Innovantes et Madame Catherine CHABANON, Responsable du service Accélérateur de croissance, pour ce qui concerne le service Accélérateur de croissance.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur ou José SANTANA ou de Mesdames Chantal DUMAS ou Isabelle PREVOT ou Catherine CHABANON chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe BOULET.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-1 : Monsieur José SANTANA, Responsable du service Administration et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur José SANTANA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur José SANTANA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-2 : Madame Chantal DUMAS, Responsable du service Marketing réseaux et Animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal DUMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Madame Chantal DUMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-3 : Madame Isabelle PREVOT, Responsable du service Unité BIC-Création Entreprises Innovantes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle PREVOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Madame Isabelle PREVOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-4 : Madame Catherine CHABANON, Responsable du service Accélérateur de croissance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine CHABANON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Madame Catherine CHABANON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 3 : Madame Sophie SALELLES, Directrice de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres:
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie SALELLES, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-45
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1139655-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Département de Proximité et Modernisation de l'Action Publique

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique est composé de :

- La Direction du Secrétariat Général (DSG) ;
- La Direction du Contrôle de Gestion (DCG) ;
- La Direction des Ressources Informatiques (DRI).

Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction du Secrétariat Général est composée des services :

- Courrier ;
- Assemblée.

Madame Clémentine PAPA, Directrice du Secrétariat Général, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres:
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Fanie DUCHIER, Responsable du service de l'Assemblée, pour ce qui relève du service de l'Assemblée, Monsieur Alain BAUDOUIN, Responsable du service Courrier, pour ce qui concerne le service Courrier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Clémentine PAPA et de Madame Fanie DUCHIER ou de Monsieur Alain BAUDOUIN chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-1 : Madame Fanie DUCHIER, Responsable du service de l'Assemblée, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Fanie DUCHIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Clémentine PAPA et de Madame Fanie DUCHIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-2 : Monsieur Alain BAUDOUIN, Responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain BAUDOUIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Clémentine PAPA et de Monsieur Alain BAUDOUIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3 : La Direction du Contrôle de Gestion est composée du service :

- Contrôle Externe des Satellites.

Monsieur Benoit ZENOU, Directeur du Contrôle de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoit ZENOU, les délégations ci-dessus sont accordées (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) à Madame Caroline KNAPP-LUQUET, Responsable du service Contrôle Externe des Satellites, Directrice adjointe du Contrôle de Gestion.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoit ZENOU et de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoit ZENOU, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-1 : Madame Caroline KNAPP-LUQUET, Responsable du service Contrôle Externe des Satellites, Directrice adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoit ZENOU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoit ZENOU et de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4 : La Direction des Ressources Informatiques est composée des services :

- Etudes / Développement ;
- Exploitation et Assistance aux Utilisateurs.

Monsieur Pierre BRICE, Directeur des Ressources Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres:
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Philippe GIPPET, Responsable du service Etudes / Développement, Directeur adjoint des Ressources Informatiques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Philippe GIPPET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Philippe GIPPET, Responsable du service Etudes / Développement, Directeur adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Pierre BRICE la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-46
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1139659-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Cabinet

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2015-05-542 du 7 mai 2015 portant affectation de Monsieur Fabrice MANUEL sur l'emploi de Directeur de Cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Cabinet est composé :

- De la Direction du Protocole ;
- Du service Relations Presse ;
- De la Direction de la Communication.

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Cabinet placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du Cabinet.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs sont accordées à Madame Simine NAMDAR, Chef de Cabinet.

ARTICLE 2 :

Monsieur Serge PORTOU, Directeur du Protocole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution

et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge POITOU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Stéphane MARECHAL, Directeur adjoint du Protocole.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Serge POITOU et de Monsieur Stéphane MARECHAL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge POITOU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur Stéphane MARECHAL, Directeur adjoint du Protocole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Serge POITOU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Serge POITOU et de Monsieur Stéphane MARECHAL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3 :

Madame Coralie TRIGUEROS, Directrice des Relations Presse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres :

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Coralie TRIGUEROS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sandrine LOCCI, Directrice adjointe des Relations Presse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Coralie TRIGUEROS et de Madame Sandrine LOCCI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Coralie TRIGUEROS, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-1 :

Madame Sandrine LOCCI, Directrice adjointe des Relations Presse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine LOCCI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Coralie TRIGUEROS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Coralie TRIGUEROS et de Madame Sandrine LOCCI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4

La Direction de la Communication est composée des services :

- Information Magazine ;
- Projets ;
- Production ;
- Numérique ;
- Événementiel ;
- Communication interne.

Monsieur Benoit ROOS, Directeur de la Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres:
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoit ROOS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Fabrice CHOMARAT, Responsable du service Information Magazine, Directeur adjoint de la Communication.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoit ROOS et de Monsieur Fabrice CHOMARAT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-1 :

Monsieur Fabrice CHOMARAT, Responsable du service Information Magazine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice CHOMARAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice CHOMARAT et de Monsieur Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Nicolas PUTEAUX, Responsable du service Projets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PUTEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice CHOMARAT, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PUTEAUX et de Monsieur Fabrice CHOMARAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PUTEAUX, de Monsieur Fabrice CHOMARAT et de Monsieur Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-3 :

Madame Florence FAVIER, Responsable du service Production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FAVIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice CHOMARAT, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FAVIER et de Monsieur Fabrice CHOMARAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FAVIER, de Monsieur Fabrice CHOMARAT et de Monsieur Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-4 :

Monsieur Vincent BOBÉ, Responsable du service Numérique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BOBÉ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice CHOMARAT, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BOBÉ et de Monsieur Fabrice CHOMARAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BOBÉ, de Monsieur Fabrice CHOMARAT et de Monsieur Benoit ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-5 :

Madame France MAILLE, Responsable du service Événementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame France MAILLE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice CHOMARAT, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame France MAILLE et de Monsieur Fabrice CHOMARAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoit ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame France MAILLE, de Monsieur Fabrice CHOMARAT et de Monsieur Benoit ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-6 :

Monsieur Cyril LOZANO, Responsable du service Communication interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Cyril LOZANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice CHOMARAT, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Cyril LOZANO et de Monsieur Fabrice CHOMARAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoit ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Cyril LOZANO, de Monsieur Fabrice CHOMARAT et de Monsieur Benoit ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogés.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-47
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1139661-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



montpellier
Méditerranée
métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Département Culture et Sport

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le Code de Procédure Pénale et notamment ses articles 52, 52-1, 85, 418, 419 et 706-42,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport est composé de :

- La Direction des Sports (DS) ;
- La Direction de la Culture (DC).

Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général Adjoint en charge du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son Département à l'exception des dépôts de plainte ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction des Sports (DS) est composée des services :

- Travaux et Maintenance ;
- Ressources ;
- Réseau des Piscines.

Monsieur Thierry GUITTET, Directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction à l'exception des dépôts de plainte.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Responsable du service Travaux et Maintenance pour ce qui relève du service Travaux et Maintenance, Monsieur Mathieu FONTENEAU, Responsable du service Ressources pour ce qui concerne le service Ressources et Monsieur Laurent VIOLEAU, Responsable du service Réseau des Piscines pour ce qui concerne le service Réseau des Piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Messieurs Joseph GUISIANO, ou Mathieu FONTENEAU, ou Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Joseph GUISIANO, Responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-2 : Monsieur Mathieu FONTENEAU, Responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-3 : Monsieur Laurent VIOLEAU, Responsable du service Réseau des Piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-4 : Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Frédéric MICHOLET, pour la piscine olympique d'Antigone,
- Monsieur Pascal CAPRON, pour le centre nautique Neptune,
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Spilliaert,
- Monsieur SZABO, pour la piscine Amphitrite,
- Monsieur Luc BESNARD, pour la piscine Jany,
- Madame Florence PONTHER, pour les piscines Pitot et Caron,
- Monsieur Gwenael LE HENAFF, pour la piscine Nakache,
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Vivès,
- Madame Françoise MOURGUES, pour la piscine Berlioux,
- Monsieur Paul ALCAYDE, pour la piscine Taris,
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides,
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette,
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU, et à défaut à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Thierry BOUSQUET et à défaut à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Jocelyn COLOU et à défaut à Madame Estelle SERRE.

ARTICLE 3 : La Direction de la Culture (DC) est composée des services :

- Maîtrise d'ouvrage ;
- Administratif et Financier ;
- Ecolothèque ;
- Direction du réseau des médiathèques et du livre ;
- Musée Fabre ;
- Site Archéologique Lattara- musée Henri Prades ;
- Conservatoire à Rayonnement Régional ;
- Conservatoire Art Dramatique.

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Directeur de la Culture, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction à l'exception des dépôts de plainte.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus sont accordées (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) à Monsieur William MEALIER, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, pour ce qui relève du service de la Maîtrise d'Ouvrage, Madame Patricia REEB, Directrice de l'Ecolothèque, pour ce qui concerne l'Ecolothèque, Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, Directeur des médiathèques et du livre, pour ce qui concerne la Direction des médiathèques et du livre, Monsieur Michel Hilaire, Directeur du musée Fabre, pour ce qui concerne le musée Fabre, Madame Diane DUSSEAUX, Directrice du site archéologique Lattara-musée Henri Prades, pour ce qui concerne le Site Archéologique Lattara-musée Henri Prades, Monsieur Patrick POUGET, Directeur du Conservatoire à Rayonnement Régional, en ce qui concerne le Conservatoire à Rayonnement Régional et Monsieur Gildas MILIN, Directeur du Conservatoire d'Art Dramatique, en ce qui concerne le Conservatoire d'Art Dramatique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Monsieur William MEALIER, de Madame Patricia REEB, de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Patrick POUGET et de Monsieur Gildas MILIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-1 : Monsieur William MEALIER, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur William MEALIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-2 : Madame Patricia REEB, Directrice de l'Ecolothèque, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence MOUSSET, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et de Madame Florence MOUSSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, de Madame Florence MOUSSET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, Directeur des médiathèques et du livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité (Réseau des médiathèques et Comédie du Livre) :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT, Directrice adjointe. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN et de Madame Sylvie ROBERT, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX, Responsable administratif du réseau des médiathèques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT et de Madame Laure FELIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT, Madame Laure FELIX et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Michel HILAIRE, Directeur du musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Martine TOURRE-DARCOURT, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Madame Martine TOURRE-DARCOURT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Martine TOURRE-DARCOURT et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-5 : Madame Diane DUSSEAUX, Directrice du site archéologique Lattara-musée Henri Prades, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle GRASSET, Directrice administrative et financière.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et de Madame Isabelle GRASSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, de Madame Isabelle GRASSET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-6 : Monsieur Patrick POUGET, Directeur du Conservatoire à Rayonnement Régional, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène BERTHOUL, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et de Madame Hélène BERTHOUL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, de Madame Hélène BERTHOUL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-7 : Monsieur Gildas MILIN, Directeur du Conservatoire d'Art Dramatique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gildas MILIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gildas MILIN et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-8 : Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX,

- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT,

- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Sarah LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI,

- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne DINTRANS-HOLMES. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS,

- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle CREMA,

- pour la médiathèque William Shakespeare, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Perrine MOURIES,

- pour la médiathèque La Gare, Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA,
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS,
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie JOURDAN,
- pour la médiathèque Aimé Césaire, Monsieur Charles AMICO. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Florence SIRO-LUSSAGNET,
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Emmanuel CALLANT,
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ,
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL,
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame France DESANGES,

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Marion LORIUS, Monsieur Sylvain FRANCESCHI, Monsieur Benoît FLAUD, Madame Laure FÉLIX et Monsieur Loïc GOURIE.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-48
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1139663-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-517 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Domitien DETRIE sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales est composé de :

- La Direction des Ressources Humaines.

Monsieur Domitien DETRIE, Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations sociales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 1 -1 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Domitien DETRIE, à l'effet de signer les ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole à l'exception de ceux visés à l'article 1-1-2.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation définie ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 1-1-2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les ordres de mission concernant les agents, de la Direction de la Communication, du protocole, du service relations presse et du service guichet unique de proximité ainsi que les ordres de mission à l'étranger et les ordres de mission nécessitant sa signature au regard des spécificités du déplacement des agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Monsieur Domitien DETRIE.

ARTICLE 1-2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Domitien DETRIE à l'effet de signer tout courrier relatif aux non renouvellements de contrats.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation définie ci-dessus est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Domitien DETRIE et de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation définie à l'article 1-2 est accordée dans les mêmes conditions Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction des Ressources Humaines (DRH) est composée des services :

- Gestion Administrative des Ressources Humaines ;
- Développement des Ressources Humaines ;
- Relations Sociales et Conditions de Travail.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Responsable de la Gestion Administrative des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- Délégation est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL à l'effet de signer tout document permettant d'attester de la situation professionnelle et administrative des agents de Montpellier Méditerranée Métropole.
- En matière de marchés publics et accords-cadres:
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Domitien DETRIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Etienne ROSSIGNOL et de Monsieur Domitien DETRIE chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-2 :

Madame Cécile MATTERA, Responsable du Développement des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres:

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière :
- ✓ délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Domitien DETRIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cécile MATTERA et de Monsieur Domitien DETRIE chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-3 :

Monsieur Laurent CHALVIDAN, Responsable des Relations Sociales et Conditions de Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres:
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Domitien DETRIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Monsieur Domitien DETRIE chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogés.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-49
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227-lmc1139665-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Département Services Publics de l'Environnement et des Transports

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé de :

- La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) ;
- La Direction des Mobilités (DM) ;
- La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ;
- La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) ;
- La Direction de l'Action Territoriale (DAT).

Monsieur Jean Claude HEMAIN, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Claude HEMAIN, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services :

- Voirie ;
- Bureau d'études centre et grands travaux ;
- Bureau d'études territoire ;
- Pluvial urbain ;
- Eclairage public ;
- Bureau technique ;
- Ressources transversales et commande publique.

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service Bureau Technique, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service Bureau Technique, Adjoint au Directeur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de M. Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-2 : Monsieur Denis CRETIER, Responsable du service Voirie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, Responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-3 : Monsieur Arnaud BURTIN, Responsable du service Bureau d'Etudes Centre et Grands Travaux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur. Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HÉMAIN.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Stéphane MARI, Responsable du service Bureau d'Etudes Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane MARI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane MARI et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane MARI, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-5 : Monsieur David AUPERT, Responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-6 : Monsieur Nicolas MARSAC, Responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-7: Madame Sophie BANETTE-COX, Responsable du service Ressources Transversales et Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BANETTE-COX, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BANETTE-COX et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BANETTE-COX, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services :

- Exploitation des services de déplacement ;
- Gestion multimodale des déplacements.

Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-1 : Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Madame MISTRAL Magali, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer au nom du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique. En

cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL cette délégation est accordée à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Gilles LAVAUD, Responsable du service Gestion Multimodale des Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services :

- Tri et valorisation des Déchets ;
- Collecte et nettoyage ;
- Régie de collecte ;
- Ressources transversales.

Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Madame Céline FERRANDO, Responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, Responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment

l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Alexandre EDGAR, Responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre EDGAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alexandre EDGAR et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alexandre EDGAR, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services :

- Gestion intégrée de l'eau ;
- Maîtrise d'ouvrage ;
- Maîtrise du service public ;
- Gestion des milieux aquatiques et des ouvrages hydrauliques ;
- Ressources.

Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Arnaud VESTIER, pour ce qui concerne la Gestion Intégrée de l'Eau, Madame Laurence BURGAUD pour ce qui relève du service Maîtrise d'Ouvrage, Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA pour la Maîtrise du Service Public, Madame Béatrice MARTI concernant la Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques. En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Florence FUCHS et de ses chefs de service, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Arnaud VESTIER, Responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-2 : Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-3 : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Responsable du service Maîtrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Mme Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-4 : Madame Béatrice MARTI, Responsable du service Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Béatrice MARTI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Béatrice MARTI et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-5 : Madame Christine PELLEGRINI, Responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 6 : La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange ;
- Pôle territorial Littoral ;
- Pôle territorial Piémont et Garrigues ;
- Pôle territorial Plaine ouest ;
- Pôle territorial Vallée du Lez.

Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR pour ce qui concerne le pôle territorial Cadoule et Bérange, Monsieur Eric LAUER pour ce qui concerne le pôle territorial Littoral, Monsieur Philippe MAUGER pour ce qui concerne le pôle territorial Piémont et Garrigues, Monsieur Pierre DABOSI pour ce qui concerne le pôle territorial Plaine ouest et Monsieur David TOURNIER pour ce qui concerne le pôle territorial Vallée du Lez.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, Monsieur Eric LAUER, Monsieur Philippe MAUGER, Monsieur Pierre DABOSI, Monsieur David TOURNIER chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-1 : Monsieur Simon BIRR, Responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-2 : Monsieur Eric LAUER, Responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-3 : Monsieur Philippe MAUGER, Responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-4 : Monsieur Pierre DABOSI, Responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-5 : Monsieur David TOURNIER, Responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics, et accords-cadres délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-50
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227- lmc1139669-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et, notamment, les articles L. 2212-1 et suivants, et les articles L. 2224-23 et suivants ;
- **Vu** le Code de l'environnement et, notamment, les articles L. 541-1 et suivants ;
- **Vu** le Code de la santé publique ;
- **Vu** le Code de l'urbanisme, et notamment l'article L.315-1-1 relatif aux lotissements ;
- **Vu** le Code pénal et, notamment, ses articles L.311-1, R. 610-5, R. 632-1, R.635-8 ;
- **Vu** le Code civil, et notamment l'article 1242 modifié par l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 ;
- **Vu** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et son décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;
- **Vu** le règlement sanitaire départemental de l'Hérault ;
- **Vu** les arrêtés des 26 et 27 mars 2012 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **Vu** le plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux du département de l'Hérault;
- **Vu** la recommandation de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, dite R437, relative à la collecte des déchets ménagers et assimilés ;
- **Vu** la délibération portant sur les conventions d'accès au domaine privé ;
- **Considérant** qu'il appartient à Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole de fixer, sur le territoire métropolitain, les modalités de collecte des différentes catégories de déchets ménagers et assimilés ;
- **Considérant** qu'il appartient aux maires des communes de la Métropole d'assurer concurremment avec les autorités compétentes la salubrité et l'hygiène publique et de veiller sur le territoire au respect du présent arrêté ;

ARRETE**ARTICLE I : Objet :**

Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes de son territoire, le service public de gestion des déchets ménagers et assimilés. Elle assure à ce titre les compétences en matière de prévention, de collecte, de valorisation, de traitement et d'élimination de ces déchets.

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions et les modalités de la collecte de ces déchets sur le territoire métropolitain en fonction de leurs caractéristiques dans l'objectif de limiter, recycler et valoriser les déchets autant que possible selon les modalités de gestion définies par la Métropole.

Cet arrêté vise la collecte s'opérant en porte-à-porte (collecte de proximité), ou bien en apport volontaire (collecte en postes fixes, colonnes ou en déchèteries).

Article II : Définitions :***II.1 Producteurs de déchets*****a- Producteurs de déchets ménagers :**

Les déchets ménagers sont les déchets provenant de l'activité domestique des ménages.

b- Producteurs de déchets assimilés

Les déchets assimilés aux déchets ménagers sont les déchets des activités économiques, provenant des entreprises, artisans, commerçants, services tertiaires, associations, services publics, etc., dont le producteur initial n'est pas un ménage, et qui peuvent être collectés, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, sans sujétions techniques particulières, dans les mêmes conditions que les déchets ménagers.

Au sens du présent arrêté, la limite maximale de déchets par producteur initial est fixée à 10 000 litres par semaine.

En deçà de cette limite, les déchets peuvent être pris en charge par la collecte publique pour autant qu'ils ne génèrent pas de sujétions techniques particulières sur l'organisation des tournées de collecte existantes (fréquences et horaires de collecte, moyens matériels, capacité). Une redevance spéciale est appliquée aux établissements publics et aux professionnels pour ces prestations.

II.2 Collecte des déchets

La collecte regroupe toute opération de ramassage des déchets par le service d'enlèvement, en vue de leur transport vers une installation de tri, de valorisation ou de traitement des déchets. L'opération débute avec la prise en charge des déchets par le service public.

Article III: Champ d'application :

Le présent arrêté s'impose à tout producteur, détenteur, collecteur ou responsable de tri, traitement ou valorisation de déchets qu'il s'agisse de particulier, de personne physique, de personne morale de droit public ou de droit privé.

Ces dispositions s'appliquent, chacun en ce qui le concerne, pour tout déchet dès lors que l'opération de production ou de collecte est réalisée sur le territoire métropolitain.

Plus particulièrement, cet arrêté s'applique à tout usager du service public de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la métropole, personnes physiques ou morales, qu'elles soient propriétaires, locataires, usufruitiers ou mandataires ainsi qu'aux personnes itinérantes séjournant sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le présent arrêté définit ainsi les conditions et modalités de la collecte de ces déchets produits sur le territoire métropolitain et s'impose à tout usager du service public de collecte des déchets.

Le service public de gestion des déchets a toute compétence pour apprécier les limites des différentes catégories de déchets ménagers et assimilés et se réserve le droit de ne pas collecter les déchets indésirables.

Tout producteur ou détenteur de déchets, ne correspondant pas aux critères limitatifs présentement définis, conserve l'entière et pleine responsabilité de la gestion de ses déchets. Ces déchets pourront être éliminés par des entreprises spécialisées dans des conditions propres à protéger les personnes et l'environnement et dans le respect de la réglementation en vigueur conformément aux dispositions prévues notamment par le Code de l'environnement.

En tout état de cause, la Métropole n'est ni compétente, ni responsable de la collecte, ou de toute opération de gestion de ces dits déchets.

Enfin, en cas de non-respect des dispositions de cet arrêté, les contrevenants s'exposent à des poursuites.

Article IV : principes généraux :

Les usagers desservis par le service public de collecte des déchets ménagers et assimilés sont tenus de respecter les règles définies dans le présent arrêté.

IV-1- Séparation à la source et interdiction de mélange

Les déchets ménagers et assimilés présentés au service public de collecte devront être séparés à la source et exempts d'éléments indésirables. Ainsi, ils doivent être présentés au service conformément aux règles de tri fixées par la Métropole et communiquées selon les dispositions de l'article IV-6 du présent arrêté.

A titre d'exemple, la collecte séparée des emballages et papiers recyclables s'applique sur l'ensemble du territoire métropolitain et les usagers desservis par le service public de collecte sont tenus d'utiliser les équipements, matériels ou services mis à leur disposition par la Métropole (bacs à couvercle jaune, sacs jaunes, colonnes à verre, colonnes à papier, collecte spécifique des cartons et verres des professionnels) pour ne pas mélanger ces déchets recyclables aux déchets résiduels.

IV-2 Modalités d'utilisation des contenants mis à disposition

Les déchets sont présentés obligatoirement à la collecte dans des contenants définis et mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole : sacs, bacs, caissettes, colonnes, bennes ouvertes.

En tout état de cause, les ordures ménagères résiduelles devront être pré-conditionnées dans des sacs fermés avant d'être déposés dans les contenants prévus à cet effet (bac ou colonne). Les déchets recyclables secs seront quant à eux déposés en vrac dans les contenants prévus à cet effet (bac ou colonne), exception faite dans les secteurs où la collecte s'effectue en sacs jaunes.

IV-3 Règles d'hygiène et de sécurité

Les contenants mis à la disposition des usagers, bien que propriété de la métropole, sont placés sous leur entière responsabilité. A ce titre, les usagers en assurent la garde et assument ainsi les responsabilités qui en découlent notamment en cas de dommage ou d'accident sur la voie publique. Ainsi, les usagers sont chargés de la sortie et de la rentrée des récipients avant et après la collecte, selon les horaires fixés par le service.

La présentation des contenants ne devra constituer :

- aucun encombrement des voies publiques ;
- aucun risque pour la circulation des personnes et des véhicules, notamment par le déplacement non maîtrisé des dits contenants (par exemple du fait du non-enclenchement des freins pour les contenants équipés) ;
- aucun débordement, de manière à permettre la fermeture sans difficulté des dits contenants, et ainsi éviter toute perte de matière au sol ou toute projection de déchets lors du vidage ;
- aucune difficulté de préhension ou de manutention (par exemple du fait du poids ou de l'état de non propreté des contenants) ;
- aucune difficulté de vidage (par exemple, houssage ou chemisage des bacs interdit).

Les usagers devront par ailleurs maintenir un constant état de propreté, d'hygiène et de fonctionnement des contenants placés sous leur responsabilité. En cas de dégradation rendant le contenant impropre à son utilisation, les usagers doivent faire appel aux services de la Métropole de manière à procéder à la réparation ou au changement du contenant dans les meilleurs délais. La préhension des contenants sera autant que possible facilitée, par exemple en positionnant les contenants individuels, poignées tournées vers la voirie.

Les dits contenants sont exclusivement réservés au stockage des déchets à l'exclusion de tout autre usage. Ils ne peuvent en aucun cas recevoir de déchets liquides ou de déchets susceptibles de :

- blesser les usagers de la voie publique ou encore les personnels chargés de leur collecte ;
- altérer les contenants (par exemple, les cendres chaudes) ;
- constituer une incompatibilité de traitement dans les filières prévues ;
- constituer tout autre danger.

IV-4 Accessibilité

La collecte est effectuée en marche avant, sauf dispositions particulières.

Les voies empruntées par les véhicules de collecte doivent être libres de tout obstacle (par exemple stationnement gênant de véhicules, arbres non élagués). La circulation des véhicules de collecte ne doit présenter aucun risque pour la sécurité des personnes et des biens.

Dans le cas où le véhicule de collecte ne peut circuler dans des conditions normales de sécurité, la métropole se réserve le droit de faire appel aux services de police qui prendront toutes les mesures nécessaires pour permettre la réalisation du service.

Dans le cas d'inaccessibilité ou de dysfonctionnements prévisibles (par exemple, organisation de travaux entravant la circulation), les conditions de présentation des déchets pourront être temporairement changées (par exemple, déplacement du point de collecte, mise à disposition de contenants collectifs), selon les spécificités fixées par la métropole et communiquées par les services compétents. Ces dispositions devront être précisées dans le cadre des arrêtés modifiant les conditions d'accès à la zone concernée.

Dans le cas où les accès sont réputés régulièrement non accessibles ou accidentogènes, les usagers seront tenus d'apporter les contenants autorisés à un point de collecte défini et desservi par le service selon les modalités fixées par la métropole.

Dès lors que la collecte requiert l'usage de voies privées fermées à la circulation publique, celle-ci est assujettie à la signature préalable d'une convention entre la métropole, le(s) propriétaire(s) ou son (leurs) représentant(s), et le prestataire de collecte.

Tout nouveau projet de construction, qu'il s'agisse par exemple d'habitation individuelle ou collective, de locaux administratifs ou commerciaux, dont l'usage ou l'exploitation produirait des déchets ménagers ou assimilés susceptibles d'être collectés par le service public, est astreint au respect de règles définies par la Métropole. En tout état de cause, tout projet devra impérativement faire l'objet d'une analyse préalable de la métropole portant notamment sur la définition des contenants mis à disposition (nature, quantité, accessibilité).

IV-5 Modalités organisationnelles

Montpellier Méditerranée Métropole détermine les modalités de collecte en termes de fréquences, jours et horaires de collecte, selon les conditions techniques, organisationnelles et financières fixées dans l'intérêt du service. Ces conditions ne peuvent pas être modifiées sur demande ponctuelle.

La Métropole informe les services municipaux et les usagers en cas de modification transitoire du service habituel (par exemple, du fait de l'exécution de travaux intervenant sur le domaine public, d'un jour férié ou bien d'intempéries pouvant modifier la plage des horaires de collecte, la fréquence ou les jours de collecte habituels).

Les usagers du service sont alors tenus de respecter, selon les conditions définies, les modalités transitoires du service.

IV-6 Information aux usagers

La mise à disposition des informations portant sur le service public de collecte des déchets ménagers et assimilés auprès des usagers est réalisée par les moyens habituels de communication du moment (téléphone, courrier postal, courrier électronique, site internet, etc.).

Par ces mêmes moyens, sont disponibles auprès des services de la Métropole :

- les fréquences, les jours et les horaires de la collecte ;
- les informations complémentaires portant sur l'exercice du service (par exemple demandes portant sur la dotation, les gestes de tri, les règles de présentation, les limites du service, etc.).

En tout état de cause, la Métropole communique les informations relatives au service public de collecte des déchets ménagers et assimilés à tout administré qui en fait la demande.

IV-7 Dépôt sauvage

Tout dépôt de déchets sur la voie publique ne correspondant pas aux modalités prévues dans le présent arrêté, sauf autorisation spéciale délivrée par Montpellier Méditerranée Métropole, est considéré comme un dépôt sauvage.

En particulier, tout dépôt de déchets au pied des dispositifs de collecte est strictement interdit et constitue de fait un dépôt sauvage.

ARTICLE V : LA COLLECTE EN PORTE A PORTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILIES

La collecte en porte-à-porte correspond à un mode d'organisation dans le cadre d'un circuit prédéfini, où le service d'enlèvement ramasse les déchets présentés sur le domaine public ou privé dans des contenants destinés à un ou plusieurs producteurs et disposés à proximité immédiate du lieu de production des déchets.

V-1 Organisation du service pour les ordures ménagères et assimilées

a - Flux concernés

Les ordures ménagères et assimilées correspondent aux déchets de routine produits par les ménages et dont la collecte est assurée par le service public en charge de la gestion des déchets. Elles rassemblent :

- La **fraction fermentescible** ou **biodéchets** ;
- Les **déchets recyclables secs** ;
- Les **ordures ménagères résiduelles**, issues de l'activité domestique des ménages collectés en mélange dans la poubelle ordinaire (bacs gris), en d'autres termes les ordures ménagères restant après la collecte séparée des déchets recyclables secs et des bio-déchets (lorsqu'elle existe pour cette dernière).

Une définition plus précise de chacune de ces catégories de déchets figure en annexe, ainsi qu'une liste, non exhaustive, des déchets non admis à la collecte publique.

b - Utilisation des contenants

Les déchets seront déposés dans les contenants dont la dotation (nombre et volume) est définie par la Métropole sur la base de règles établies en fonction notamment de la production journalière de déchets, estimée ou avérée, et de la fréquence de collecte.

Pour toute nouvelle installation, toute demande de modification de dotation, ou bien toute demande de maintenance, les usagers sont tenus de solliciter la métropole.

Les usagers, étant responsables des conteneurs qui leur sont affectés, sont tenus d'en faire connaître toute détérioration, destruction ou vol auprès de la métropole. En cas d'acte de malveillance (vandalisme, vol), les usagers devront, afin de pouvoir bénéficier d'un nouveau contenant, produire une déclaration sur l'honneur lors de sa livraison.

En tout état de cause, les usagers disposent d'un délai de 72 heures pour déclarer toute anomalie liée à leur contenant à la métropole, faute de quoi, ils ne pourront faire valoir la légitimité d'un non-respect des règles édictées.

c -Présentation des déchets à la collecte

- Les déchets déposés dans les contenants, notamment sacs ou bacs, ne devront en aucun cas constituer une surcharge que ce soit pour l'opérateur ou pour les contenants mêmes.
- Le poids maximal admis par type de contenants est le suivant :
 - Bacs de 45 à 50 L : 15 kg ;
 - Bacs de 80 L : 30 kg ;
 - Bacs de 120 L : 50 kg ;
 - Bacs de 240 L : 100 kg ;
 - Bacs de 320 L : 140 kg ;
 - Bacs de 660 L : 250 kg.
- En dehors des situations pour lesquelles la Métropole peut réaliser un service complet (sortie et rentrée des contenants par les agents de collecte), les bacs sont présentés à la collecte, couvercle fermé, aux jours prévus en fonction de la nature des déchets :
- Pour la **collecte dite du matin** : à partir de 20 heures la veille du jour de collecte, et rentrés au plus tard le jour même de la collecte avant 12 heures.
- Pour la **collecte dite du soir** : entre 17 et 18 heures le soir même, et rentrés au plus tard le lendemain matin à 9 heures.
- Dans le cas particulier de la collecte séparative des recyclables en centre-ville de Montpellier (collecte du soir), les bacs et sacs jaunes doivent être sortis entre 19 heures 30 et 20 heures 30 le soir même, et les bacs rentrés au plus tard le lendemain matin à 9 heures.

V-2 La collecte en porte à porte des déchets spécifiques

a- Cas des déchets volumineux

La collecte des déchets volumineux ou encombrants par apport volontaire en déchèteries demeure le moyen privilégié de collecte de cette catégorie de déchets.

Cependant, sous certaines conditions restrictives, un service en porte-à-porte est assuré dans les conditions décrites ci-après.

- Les déchets volumineux ou encombrants collectés en porte-à-porte sont les déchets produits par les ménages uniquement (les déchets volumineux des professionnels doivent être éliminés dans des filières agréées extérieures au service public), qui ne présentent pas de dangers ni pour l'utilisateur du domaine public, ni pour les agents de collecte (miroirs ou mobiliers présentant des surfaces vitrées, produits liquides ou solides réactifs par exemple), et qui, du fait de leurs dimensions et/ou leur poids, ne peuvent être conteneurisés selon les modalités de pré-collecte ci-avant définies.

Tout déchet entrant dans cette catégorie doit également répondre aux caractéristiques physiques suivantes :

- constituer un bien meuble, en une pièce unique, et non un ensemble de petites unités ou un agrégat de matériaux ;
- ne pas excéder 1,50 mètre dans sa plus grande dimension ;
- ne pas excéder 50 kilogrammes de manière à pouvoir être transporté par 2 personnes dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des métiers de collecte.

Les déchets volumineux devront être positionnés au lieu habituel de présentation des ordures ménagères ou au lieu le plus proche de présentation des ordures ménagères ne présentant aucune gêne en termes d'usage des espaces publics.

Ce service est complémentaire à celui des déchèteries. Il est réalisé à une fréquence et selon des modalités définies en fonction des secteurs concernés.

Le service est limité à un dépôt unitaire d'un volume total n'excédant pas 2 mètres cube par foyer.

Dans le cas des immeubles collectifs, il appartient au gestionnaire des lieux de communiquer régulièrement par voie d'affichage et tout autre moyen approprié auprès des résidents sur les modalités d'enlèvement des déchets volumineux (lieux et horaires d'ouverture des déchèteries, modalités d'accès au service de collecte en porte à porte, jour de collecte s'il y a lieu). Des supports de communication sont mis à disposition gratuitement par la Métropole sur simple demande.

Le gestionnaire doit également proposer à ses résidents des aires ou locaux de pré stockage. Ces aménagements ont pour vocation d'être des lieux de stockage transitoire dans l'attente de la collecte. Pour les immeubles neufs ou faisant l'objet de travaux de rénovations des parties communes soumises à permis de construire, les prescriptions émises dans le cadre de l'instruction du permis de construire par le service de la Métropole compétent en matière d'aménagement relatif à la gestion des déchets devront obligatoirement être prises en compte.

- A l'instar des collectes en porte à porte, les dépôts d'encombrants doivent être opérés à partir de 20 heures la veille du jour de collecte pour la collecte du matin, entre 17h00 et 18h00 le jour même pour la collecte du soir.

La Métropole se réserve le droit d'adapter la liste des déchets autorisés dans la tolérance du service opéré au porte-à-porte, notamment au gré de la mise en place de nouvelles filières à responsabilité élargie du producteur.

En dehors de ces modalités, tout dépôt de déchets volumineux sur le domaine public est strictement interdit.

En particulier,

- il est interdit de déposer des déchets issus de travaux de construction ou de réhabilitation d'immeubles sur la voie publique ; ces déchets devront être déposés dans des installations agréées (déchèteries publiques ou sociétés spécialisées pour les gros volumes) ; les services municipaux pourront également, en fonction des contraintes d'usage de l'espace public, autoriser l'installation temporaire d'une benne destinée à l'évacuation de ces déchets ;
- la livraison d'un immeuble collectif à ses futurs occupants devra également faire l'objet d'une demande d'installation temporaire de bennes destinées à évacuer les déchets volumineux produits par les nouveaux occupants des locaux livrés. En aucun cas, ces déchets ne peuvent être pris en charge par la collecte publique.

b- Cas des verres professionnels

Pour mémoire, la collecte des verres professionnels consignés consiste en la collecte par retour au distributeur, financée par les professionnels mêmes au travers de la « consigne » initialement versée. Ce retour au distributeur par le producteur demeure l'unique moyen de collecte envisagé pour cette catégorie de déchets.

En tout état de cause, le service de collecte des verres professionnels proposé par la métropole ne s'y substitue pas et la Métropole ne saurait en aucun cas être tenue responsable de l'enlèvement de contenants consignés présentés selon les modalités précisées ci-après.

Les déchets en verre visés sont constitués de tous les contenants (bouteilles, pots) vidés de leur contenu, débarrassés des bouchons, capsules, couvercles et de tout autre élément facilement détachable.

Seuls les professionnels producteurs de déchets de verre, tels que les hôtels, restaurants, bars, cafés, etc. situés dans le centre historique de Montpellier peuvent bénéficier du service de collecte du verre en porte-à-porte, uniquement après acceptation de leur demande formulée auprès de la Métropole. Cette demande est conditionnée par l'acceptation par le professionnel de l'observation stricte du tri portant sur l'intégralité du gisement de verre recyclable et non consigné de son établissement.

A cette fin, chaque professionnel concerné est doté soit d'une caisse de 30 ou 60 litres soit d'un conteneur, à couvercle vert, de 120 ou 240 litres.

Les contenants doivent être confiés à l'agent de collecte au moment de son passage.

Ce service est rendu à une fréquence de trois fois par semaine, entre 8 heures et 14 heures.

c- Cas des professionnels

Les déchets de cartons visés sont constitués de tous les cartons d'emballages :

- produits par les commerçants et artisans ;
- et destinés à contenir des marchandises, à les protéger, à permettre leur manutention et leur acheminement ou à assurer leur présentation ;
- et séparés de tout autre déchet (films plastiques, polystyrènes palettes, cintres, etc.)

Les producteurs professionnels de cartons, situés dans le centre historique de Montpellier peuvent bénéficier du service sous réserve du respect des règles ci-après édictées.

- Les cartons doivent être présentés pliés, aplatis et déposés sur la voie publique, en façade de l'établissement producteur, ou bien, le cas échéant regroupés sur des emplacements préalablement validés avec la Métropole. Le dépôt des cartons dans les bacs en poste fixe du centre historique de Montpellier est interdit.
- Aucun autre type de déchet ne doit être présenté simultanément à cette collecte.

Les dépôts doivent être effectués entre 17h00 et 18h00.

Ce service est rendu à une fréquence quotidienne, sauf les dimanches et jours fériés.

d- Cas des bio-déchets des professionnels

Les bio-déchets des professionnels visés par ce service sont constitués des déchets biodégradables, alimentaires ou de cuisine, issus des restaurants, cantines scolaires, traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires.

Les bio-déchets doivent être présentés dans des sacs plastiques ou biodégradables noués déposés dans des bacs dédiés à couvercle orange mis à disposition par la Métropole, d'un volume de 120, 240 ou 340 litres, remplis tout au plus à moitié en raison de la densité des déchets.

Les déchets carnés générés par les établissements entrant dans le champ d'un règlement sanitaire particulier (boucherie en particulier) ne sont pas concernés par cette collecte.

- Les bacs doivent être sortis à partir de 20 heures la veille du jour de collecte pour la collecte du matin, et entre 17h00 et 18h00 le jour même pour la collecte du soir.

Ce service est rendu à une fréquence hebdomadaire ou bihebdomadaire, selon les besoins.

- Pour les professionnels bénéficiant d'une collecte hebdomadaire, un renfort saisonnier hebdomadaire intervenant d'avril à septembre est possible.

e- Cas des papiers blancs de bureau

Les papiers blancs de bureau des professionnels visés par ce service sont constitués uniquement des papiers blancs produits par les administrations publiques, parapubliques et les entreprises, par ailleurs assujetties à la redevance spéciale.

Les professionnels peuvent bénéficier de ce service qui est conditionné par l'acceptation de l'observation stricte du tri portant sur une séparation à la source des papiers blancs, de l'intégralité du gisement de déchets recyclables secs (journaux magazines, papiers couleur, cartons d'emballages, bouteilles plastiques, etc.) et des ordures ménagères résiduelles.

Les papiers blancs de bureau usagés sont présentés au service de collecte dans un bac dédié, à couvercle bleu, délivré par la Métropole.

Les collectes sont opérées, en journée durant la semaine (hors jours fériés), pendant les heures d'ouverture des établissements, à une fréquence, régulière ou ponctuelle selon les volumes, définie conjointement avec la Métropole.

ARTICLE VI: LA COLLECTE EN APPORT VOLONTAIRE

La collecte par apport volontaire correspond à un mode d'organisation dans le cadre d'un réseau de points fixes prédéfinis, où l'usager du service vient déposer ses déchets dans des contenants accessibles à l'ensemble des usagers.

Cette collecte par apport volontaire s'effectue sur le territoire de la Métropole :

- sur des bacs en postes fixes ;
- sur des points d'apport volontaire pour le verre, les papiers et les textiles dans leurs colonnes respectives disposées sur le domaine public ;
- en déchèteries ou « Points Propreté » pour les déchets occasionnels des ménages dans des installations réparties sur le territoire de la Métropole ;
- auprès du service de déchèteries mobiles ou à l'occasion de collectes de proximité organisées en différents points du territoire selon un calendrier pré défini.

VI-1 Collecte en postes fixes

Sont concernés les déchets recyclables et secs et les ordures ménagères résiduelles.

Les postes fixes sont des aires spécifiquement aménagées pour permettre le stockage permanent des bacs, situés sur le domaine public, ou à titre dérogatoire sur domaine privé après accord des propriétaires.

Le service de collecte s'effectue sur points fixes dans un souci d'efficacité technique et économique ou bien encore pour des raisons d'accessibilité et de sécurité.

Les modalités d'utilisation et de collecte de ces points sont identiques à celles des points d'apport volontaire (cf. infra).

VI-2 Points d'apport volontaire

Sont concernés les bio-déchets, les déchets recyclables secs, le verre et les ordures ménagères résiduelles, les papiers usagés et les textiles.

Les points d'apport volontaire sont des aires spécifiques constituées à l'initiative de la Métropole d'un ou plusieurs conteneurs d'apport volontaire, disposés sur le domaine public, ou à titre dérogatoire sur domaine privé.

A contrario les conteneurs enterrés réalisés à l'initiative des promoteurs immobiliers, syndics ou bailleurs sociaux, sont implantés sur leur domaine privé.

Dans le cas d'une implantation d'un point d'apport volontaire sur le domaine privé, une convention précise les droits et obligations respectifs de la Métropole et du (des) propriétaire(s) ou son (leurs) représentant(s).

Les emplacements des points sont notamment définis en fonction des conditions d'exploitation et de maintenance des contenants et selon la meilleure implantation à proximité des habitations desservies.

Les usagers des zones d'habitations desservies sont tenus de déposer leurs déchets sur les points dédiés, dans les colonnes prévues à cet effet, aucun service en porte-à-porte n'étant prévu pour les catégories de déchets acceptées sur les points d'apport volontaire.

Les dépôts de verre dans les colonnes dédiées devront être impérativement réalisés entre 7h00 et 22h00, et en tout état de cause dans un souci de ne pas perturber la tranquillité des riverains.

Dans le cas où une colonne serait pleine ou non fonctionnelle, les déchets ne devront pas être déposés au sol ou dans un conteneur non prévu à cet effet. L'utilisateur devra, soit reporter l'élimination de ses déchets, soit les déposer dans une autre colonne située sur un autre point et avertir les services de la Métropole afin qu'il soit remédié dans les meilleurs délais au dysfonctionnement relevé.

Enfin, toute atteinte volontaire à la propreté ou à l'intégrité des dispositifs d'apport volontaire, y compris l'affichage sauvage et les tags, est interdite.

VI-3 Points propreté ou déchèteries

Les déchèteries ou « Points Propreté » sont des installations équipées pour accueillir les usagers qui désirent se débarrasser de certains déchets qui, du fait de leur nature, leur encombrement et/ ou leur quantité, ne peuvent pas être pris en charge par les collectes en porte-à-porte, en points fixes ou bien encore en points d'apport volontaire.

Sont exclus du service des déchèteries, tous dépôts de bio-déchets, d'ordures ménagères résiduelles, ainsi que tout déchet dont la manipulation est susceptible d'entraîner un risque pour les personnes ou pour l'environnement (par exemple produits radioactifs, amiante).

L'accès au service est réservé aux ayants droit, c'est-à-dire aux ménages et autres petits producteurs de déchets munis d'un titre d'autorisation et implantés dans le périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole, utilisant des véhicules de tourisme ou des véhicules utilitaires d'un poids total en charge maximal de 3,5 tonnes et dont la hauteur est inférieure à 2 mètres.

Les dépôts sont acceptés dans la limite d'un mètre cube sans toutefois excéder 2 tonnes, par semaine, par usager et par site.

Chaque Point Propreté comporte un certain nombre de bennes, de conteneurs, d'armoires ou autres mobiliers accessibles aux usagers et leur permettant d'assurer un tri complet des déchets apportés. Sauf mention explicite contraire, l'utilisateur assure lui-même le dépôt et le tri de ses déchets, en respectant les règles de propreté et de sécurité du site. En ce sens, les usagers sont tenus de :

- Vérifier, en cas de doute, auprès de l'agent d'accueil la nature des déchets acceptés dans les bennes;
- nettoyer l'aire de déchargement en cas de déversement accidentel de leurs déchets ;
- signaler toute anomalie à l'agent d'accueil.

Les déchèteries, constituant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sont soumises à des prescriptions réglementaires spécifiques et strictes, sous le contrôle des services de l'Etat.

Aussi, tout usager souhaitant recourir au service est tenu de respecter l'intégralité des règles édictées dans le règlement intérieur, annexé au présent arrêté, sous peine de se faire interdire l'usage du service.

Seuls les agents d'accueil de la déchèterie, ou les agents désignés par la Métropole, sont habilités à faire respecter le règlement intérieur.

L'accès aux Points Propreté est strictement limité aux heures d'ouvertures. Les horaires d'ouverture et la localisation des sites sont disponibles auprès de la Métropole.

En cas de fermeture ou de limitation d'accès d'un site, notamment pour des raisons de maintenance du site, l'utilisateur devra, soit reporter le dépôt de ses déchets, soit s'orienter vers un autre site.

Tout dépôt constitué en dehors des réceptacles prévus, toute activité de chiffonnage, tout accès en dehors des heures d'ouverture sont strictement interdits.

VI-4 Points éco-mobiles et collecte de proximité

La collecte éco-mobile est destinée à recevoir des déchets de faibles poids et de petites tailles, qui du fait de leur nature, ne peuvent pas être pris en charge par les collectes en porte-à-porte ou en points fixes. Ce service, particulièrement adapté aux zones d'habitat denses, est uniquement accessible aux piétons.

Sont visés :

- les petits équipements électriques et électroniques (par exemple sèche-cheveux, grille-pain) ;
- les déchets dangereux de faible volume et en petites quantités (par exemple, piles, lampes, radiographies, emballages vides ayant contenu des produits toxiques).

Sauf mention explicite contraire, l'utilisateur assure lui-même le dépôt de ses déchets, conformément aux règles de tri et aux règles de propreté applicables aux espaces publics, et après avoir signalé sa présence à l'agent d'accueil.

L'utilisateur est tenu de signaler toute anomalie à l'agent d'accueil.

Ce service mobile est proposé sur différents sites selon un calendrier disponible auprès de la Métropole.

Les collectes de proximité, ou collectes solidaires, sont des opérations réalisées avec le concours des acteurs de l'économie sociale et solidaire selon un calendrier pré établi. Elles visent à récupérer des objets potentiellement réutilisables qui, une fois réparés, sont remis à disposition des populations à faibles revenus. Les usagers sont invités à déposer leurs objets auprès des agents stationnés sur un lieu déterminé, accessible en véhicule particulier. Certaines opérations intègrent également une collecte en porte à porte pour autant que l'utilisateur ait manifesté préalablement son souhait d'un passage pour récupération.

ARTICLE VII : INFRACTIONS

Les règles édictées au présent arrêté sont applicables sur tout le territoire métropolitain, sauf mention explicite et transitoire contraire formulée par la métropole. Non substitutives, elles complètent ou précisent les règlements supra existants, tels le code de l'environnement ou le code de la santé publique.

VII-1 Constat

Le maire, les agents de la police municipale, les agents de l'Etat assermentés ou commissionnés à cet effet ou tout autre agent dûment habilité, sont qualifiés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions au présent arrêté.

Les infractions constatées pourront notamment viser :

- le non-respect des consignes et règles de tri ;
- le non-respect des quantités, en termes de volume et/ou de poids ;
- le non-respect des jours et des horaires de présentation fixés ;
- le non-respect des horaires de rentrée des contenants ;
- la dégradation des mobiliers et équipements de collecte ;
- l'usage des contenants mis à disposition à d'autres fins que celles prévues ;
- le chiffonnage à toutes les phases de la collecte, et notamment en déchèteries ;
- le non-respect du règlement intérieur des déchèteries ;
- les dépôts sauvages de déchets ménagers et assimilés ;
- toute infraction au présent arrêté.

Les infractions dûment constatées pourront donner lieu à :

- l'établissement de procès-verbaux ;
- la facturation de la réparation du dommage ou du préjudice subi ;
- l'élimination des dépôts sauvages par exécution d'office aux frais du responsable, après mise en demeure ;
- l'engagement de poursuites devant les tribunaux compétents.

VII-2 Réparation

Sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées, l'ensemble des frais occasionnés par le non-respect des règles édictées au présent arrêté seront à la charge du contrevenant.

La facturation interviendra en réparation suite au déploiement de prestations compensatoires pouvant comprendre des frais d'enlèvement, d'élimination, de nettoyage et de remise en état. Elle sera faite sur la base du coût réel toutes taxes comprises des prestations réalisées tel que facturées à la Métropole.

ARTICLE VIII : CONDITIONS D'EXECUTION DU PRESENT ARRETE

Monsieur le directeur général des services, Monsieur le directeur en charge de la collecte des déchets, Mesdames et Messieurs les maires des communes situées sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, Mesdames et Messieurs les responsables des services de police municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département et aux maires des communes situées sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

A compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, tout règlement ou arrêté de collecte des déchets intervenant sur tout ou partie du territoire de la Métropole est abrogé.

ARTICLE IX : DURÉE DE VALIDITÉ

La durée de validité de cet arrêté est de six ans.

Arrêté n°	A2017-52
Transmis en Préfecture le	24/02/17
Affiché le	24/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170224-lmc1139699-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 24/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentation du Président au sein de la CAO

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1411-5 et L.5211-9,
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération n°12205 du 22 avril 2014 relative à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO),
- VU l'arrêté n°A2016-112 du 21 mars 2016 désignant Madame Eliane LLORET pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres, en qualité de représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission d'Appel d'offres,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-112 du 21 mars 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Eliane LLORET pour présider la Commission d'Appel d'Offres, en qualité de représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, Madame Eliane LLORET est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : En outre, Madame Eliane LLORET reçoit délégation générale pour l'ensemble des marchés publics et accord-cadres de la Métropole d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT pour l'ouverture des plis et l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Eliane LLORET, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Max LEVITA.

ARTICLE 5 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de la Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier.

Arrêté n°	A2017-54
Transmis en Préfecture le	27/02/17
Affiché le	27/02/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170227- lmc1139882-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/02/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

